TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 112 DERNIÈRE ÉDITION 3 MERCREDI 22 OCTOBRE 1980

**Tension au Brésil entre le gouvernement et l'Église catholique**

LIRE PAGE 5



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 255 CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 225 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,30 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## Athènes rentre au bercail atlantique

Les instances militaires de l'OTAN ont entériné tambour battant, dès le lundi 20 octobre, *l'accord intervenu* l'avant-veille entre le commandant suprême allié en Europe, le général américain Rogers, et la Grèce pour que celle-ci reprenne sa place dans l'organisation militaire intégrée de l'alliance atlantique.

Athènes avait mis fin à son « intégration » dans l'OTAN le 14 août 1974, pendant le grand chambardement qui ébranla en *quelques jours* le flanc sud-est de l'alliance : coup d'état pro-hellénique à Chypre, intervention militaire d'Ankara dans l'île, effondrement du régime des *colonels*, *partage de fait* de Chypre par l'occupant turc, qui s'est approprié près de 40 % du territoire. Jugeant que l'OTAN ne le soutenait pas assez contre *un allié devenu adversaire* (les deux pays étant de surcroît des ennemis aussi farouchement « héréditaires » que le furent la France et l'Allemagne), le nouveau régime démocratique d'Athènes retira son armée de l'intégration atlantique.

Depuis, le statut juridique de la Grèce dans l'alliance était comparable à celui de la France, la pratique étant cependant très différente puisque les États-Unis *ont maintenu bilatéralement*, mais à titre précaire, sur le territoire hellénique, quatre grandes bases, douze installations annexes et quatre mille cinq cents *hommes*.

*Paradoxalement*, les relations de la Turquie avec l'alliance, et *surtout* avec les Américains, subissaient une dégradation parallèle. Washington ayant *décrété l'embargo sur* les armes à destination de la Turquie, celle-ci fermait la plupart des bases américaines et menaçait de quitter l'OTAN.

Cependant, entre Washington *et d'une part Ankara, de l'autre* Athènes, les ponts ne furent jamais rompus. Une négociation s'ébaucha, interminable. Il suffisait que l'un dise oui pour que l'autre dise non. *En 1977*, le général Haig, prédécesseur du général Rogers, crut aboutir avec un plan qui réintégrait la Grèce en scindant le commandement régional de *l'OTAN* avec un commandement turc à Izmir et un commandement grec à Larissa. Ankara refusa.

Des incitations puissantes jouaient cependant en faveur d'une solution : l'aggravation d'une situation explosive dans la région qui va d'Israël à *l'Afghanistan* et la dégradation économique et politique de la Turquie. *Le 29 mars* dernier, un accord de coopération économique et de défense normalisait les relations américano-turques. C'est une opération symétrique, mais très *différente* dans sa forme, qui vient d'aboutir avec Athènes.

Il s'en faut que *tout soit* réglé pour autant. L'opposition grecque crie à la trahison et exige que le peuple vote immédiatement.

Une des astuces du « plan Rogers » — dont les dispositions sont encore confidentielles — a consisté à reporter jusqu'après la « réintégration » de la Grèce l'inextricable dossier gréco-turc sur le contrôle de la mer Egée.

Ajourné est aussi *de fait* le contentieux chypriote, si l'on peut employer un tel mot pour désigner une réalité aussi tragique. Même si le gouvernement de *Nicosie* joue l'apaisement, on comprend que le chef de l'opposition socialiste, le docteur Lyssarides, pose la question : « Comment les Chypriotes grecs pourraient-ils tolérer que l'armée grecque coopère avec l'armée turque d'occupation de *Chypre* ? »

La « normalisation atlantique » en Méditerranée orientale ne peut donc être qu'une étape. Mais les alliés de la Grèce et de la Turquie sont mieux placés aujourd'hui pour jouer un rôle qu'ils n'auraient jamais dû abandonner : celui de réconciliateurs de deux peuples liés par la géographie, *divisés* par l'histoire, et dont l'inimitié, pour séculaire qu'elle soit, n'en est pas moins dérisoire à la vue des orages qui grondent à leur porte.

# Les syndicats Solidarité sont divisés en Pologne sur le projet de grève

*La commission nationale des syndicats indépendants polonais Solidarité n'a pas réussi à s'entendre sur la nécessité ou non d'une nouvelle grève pour obtenir l'enregistrement des statuts. Elle a décidé d'attendre jusqu'au lundi 27 octobre pour prendre sa décision. M. Lech Walesa, pour sa part, juge inopportune une telle grève.*

*Notre envoyé spécial nous indique que le tribunal de Varsovie a pris contact, lundi dans la soirée, avec les responsables de Solidarité pour leur indiquer que l'enregistrement des statuts pourrait avoir lieu vendredi prochain. Cette information doit toutefois être accueillie avec prudence dans la mesure où les magistrats ont demandé à négocier encore plusieurs points avec les syndicats d'ici à cette date. Ils reprochent notamment à Solidarité de ne pas mentionner dans ses statuts le rôle dirigeant du parti et de préciser les modalités d'exercice du droit de grève, alors que le Parlement n'est pas encore saisi de la loi prévue à cet effet.*

De notre envoyé spécial

Katowice. — Les syndicats indépendants ont décidé de se donner encore huit jours avant de choisir, lundi prochain 27 octobre, à Gdansk, leur stratégie pour les semaines à venir. Ce refus d'agir à la légère est d'autant plus notable que rien ne *poussait les délégués, réunis* le 20 octobre à Jastrzebie (Haute Silésie), à cette modération. L'irritation suscitée par les entraves apportées à l'enregistrement des statuts de « *Solidarité* », le retard dans les augmentations de salaires et le refus d'autoriser la création d'une presse syndicale, tout concourait au contraire à un appel à la grève, que la base souhaitait de surcroît.

Il n'est même pas certain pourtant qu'il soit adopté lundi prochain. *M. Lech Walesa*, qui s'était déjà montré réticent dans les meetings du week-end (*le Monde* du 21 octobre), a en effet nettement pris position en faveur d'autres modes d'action comme le boycottage de la presse et de la radio-télévision, l'organisation des syndicats sans attendre leur légalisation et l'envoi massif de lettres (« *Nous voulons l'enregistrement* ») au tribunal de Varsovie.

Ces propositions, qui sont généralement le fait des mouvements de désobéissance civile plus que du mouvement ouvrier, sont bien accueillies *par les publics que draine* la tournée dans le Sud du leader de Gdansk, mais la bataille sera rude, car la modération ne l'a emporté lundi que d'un fil et dans une grande *confusion*.

Trois réunions devaient avoir lieu ce jour-là à Jastrzebie. D'abord une séance de travail entre les comités inter-entreprises de fondation (M.K.Z.) de Gdansk et de Jastrzebie afin de réduire les divergences qui les opposent. Le premier reproche au second de développer des liens excessivement étroits avec les autorités et surtout d'essayer d'étendre sa zone géographique au détriment d'autres « M.K.Z. » en utilisant une polémique contestable.

BERNARD GUETTA.

(*Lire la suite page 9.*)

# Téhéran et Bagdad prennent leur parti d'un conflit prolongé

*En dépit de nouvelles déclarations conciliantes du président* Carter et de son secrétaire d'État, M. Muskie, à l'intention de Téhéran, rien n'indique qu'une possibilité de négociation s'ébauche dans le conflit irano-irakien. Au contraire, l'imam Khomeiny a réaffirmé à l'émissaire de la Conférence islamique, *M. Habib Chatti*, que son but de guerre était la chute du régime de l'« infidèle » Saddam Hussein, et qu'il n'accepterait « ni médiation ni cessez-le-feu » (voir page 3 l'article d'Éric Rouleau).

De son côté, M. Taha Yassin Ramadan, principal collaborateur du président irakien, assure à notre envoyé spécial que son pays « *a des armes pour soutenir une guerre pendant une* longue période » et que le conflit peut fort bien durer « deux ans et même plus... ».

A Téhéran, le président du Parlement a déclaré, ce mardi matin, que le Majlis définira « d'ici deux ou trois jours » les conditions préalables à la *libération des otages et que*, si les Américains refusaient de satisfaire ces conditions, les diplomates pourraient être jugés.

Sur le terrain, la bataille pour Khorramchahr et Abadan — totalement encerclée — se poursuit avec acharnement ce mardi.

## « Deux ans et même plus... »

De notre envoyé spécial

Bagdad. — « *L'Irak a des revendications historiques et nationalistes sur l'Arabistan... Le pétrole de l'Arabistan sera irakien tant que Téhéran ne négociera pas... La guerre peut durer un an et même deux...* »

Trapu, visage carré, cheveux *noirs* presque ras, tenue kaki, voix grave et assurée, M. Taha Yassin Ramadan assène sans sourciller ces déclarations, qui durcissent considérablement la position de Bagdad. Or, il détient des pouvoirs considérables au sein du gouvernement irakien, dont il est en fait le numéro deux. Vieux militant du Baas, bien qu'il n'ait que quarante-deux ans, il est à la fois premier vice-premier ministre, haut responsable de toutes les questions relevant du développement du pays et de la coopération avec les pays frères, enfin commandant de l'armée populaire, dont il a fait un instrument efficace.

C'est d'ailleurs au siège du commandement général de l'armée populaire, bâtiment de cinq étages plongé dans l'obscurité, qu'il nous reçoit pour la première interview donnée par un dirigeant irakien à la presse occidentale. Son bureau est gardé par un milicien en uniforme de camouflage. Pendant près d'une heure et demie il répondra à nos questions avec une tranquille assurance.

Propos recueillis par PAUL BALTA.

(*Lire la suite page 3.*)

POINT

## La perméabilité du marché français

*Ce que l'on pressentait au vu de l'évolution de la balance commerciale française depuis plusieurs mois se trouve confirmé par les statistiques officielles : le marché français est de plus en plus perméable aux produits étrangers, dont le taux de pénétration a atteint 17,9 % pendant le premier semestre 1980, contre 16,6 % en 1979 et 15,8 % en 1978.*

*Les causes de cette évolution inquiétante sont multiples. La première tient à l'appareil productif français qui répond moins souplement que ceux de ses concurrents à l'évolution de la demande et qui, faute de disposer de filières de production, est sans aucun doute plus vulnérable lorsque s'amorce une reprise de l'activité.*

*La seconde tient à l'évolution de la compétitivité des produits français, qui s'est sensiblement dégradée ces derniers mois. Nul ne saurait s'en étonner. L'inflation en France est nettement supérieure à celle de ses voisins, exception faite de l'Italie et de la Grande-Bretagne, ce qui entraîne un incontestable alourdissement des charges sociales des entreprises, auquel il faut ajouter les effets de la politique de vérité des tarifs des services publics. Dans ces conditions, les patrons français se voient contraints, pour continuer à vendre à l'étranger, d'écraser leurs marges sur les marchés extérieurs, quitte à laisser filer les prix sur un marché intérieur qui, dès lors, devient fort attractif pour les importateurs.*

*Autre élément important de cette compétitivité : le taux de change. Obnubilé par l'exemple allemand, M. Barre a décrété que le franc serait une monnaie forte et stable en l'« accrochant » au deutschemark. C'était oublier que la puissance du deutschemark reflétait celle d'un appareil de production remarquablement présent dans les biens d'équipement et appuyé sur une organisation commerciale internationale dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Bref, M. Barre a mis la charrue devant les bœufs et, pour sortir de ce mauvais pas, il ne lui reste qu'une solution : réduire la consommation en France, en priant le ciel que la tension sociale ne fasse pas sauter la marmite.*

(Lire page 43.)

CONFÉRENCE A L'O.C.D.E.

# L'attente sociale

La brisure apparue il y a sept ou huit ans dans les paysages économiques de l'Occident va conduire à un aménagement des politiques *sociales dans les années 80. Jusqu'où les* transformations nécessaires ou souhaitables se traduiront-elles dans les actes des pouvoirs ? C'est à cette question qu'une dizaine de ministres et une centaine de hauts fonctionnaires, d'universitaires, d'experts patronaux et syndicaux de tous les pays de l'O.C.D.E. ont commencé de répondre au cours d'une conférence organisée, *du 20 au 23 octobre*, au château de la Muette.

par PIERRE DROUIN

Les institutions sont toujours en retard sur les attentes d'une *société, comme la loi sur les* mœurs. Lorsque cette société *subit, et c'est le cas pour la nôtre*, une profonde mutation, le décalage est encore plus grand. Comment faire face au nouveau défi social ?

Comme le note le secrétariat de l'O.C.D.E., une politique sociale digne de ce nom doit intégrer aujourd'hui au moins quatre volets : un niveau minimum de protection contre une série de risques *personnels et économiques* (maladie, invalidité, perte *d'emploi, retraite, etc.*) ; des prestations de services permettant une intégration efficace dans la société (éducation, logement, garde d'enfant, etc...) ; la promotion d'aspirations nouvelles (*tel le besoin de participer* aux décisions qui le concernent) : un *système de redistribution* permettant de réduire les inégalités.

La charge est lourde. Les « budgets sociaux » se gonflent et, en période de croissance économique faible, des tensions apparaissent, *qui conduisent à se* demander quel doit être le rôle *de l'« État-protecteur » dans* la dernière partie du siècle.

M. Bernard Cazes, qui dirige la division des études à long terme du commissariat général du Plan tâche de répondre à la question avec le plus d'impartialité possible. Il *présente* deux thèses opposées : dans l'une, *l'« État-protecteur » a de quoi se* déployer, car il doit répondre aux contraintes économiques et sociales récemment apparues (qu'il s'agisse des nouvelles raretés, des perturbations sur le marché du travail, de la réorientation des demandes vers une consommation à faible contenu en énergie, du remodelage de l'appareil de production), ou aux revendications « culturelles » d'une avant-garde porteuse d'avenir (lutte *contre la pollution, réduction* de la durée du travail, promotion *des minorités ethniques, etc.*).

Dans un sens opposé, on pourrait tout aussi bien prouver que l'« État protecteur » est en train de se heurter à des limites *infranchissables* : la *croissance* économique amenuise les *ressources mobilisables* ; *de nombreux* citoyens estiment que l'État est déjà *allé trop loin* dans sa fonction redistribution et dans le développement des biens collectifs.

(*Lire la suite page 42.*)



AU JOUR LE JOUR

## Arithmétique

*M. Mitterrand estimant, d'une part, que l'attitude de M. Marchais sert en définitive M. Giscard d'Estaing, et M. Marchais proclamant, d'autre part, que Mitterrand travaille pour Giscard, de bons observateurs, arithméticiens, ont calculé que l'actuel président de la République sera réélu — compte tenu de ses adversaires au sein de la majorité — avec environ 87 % des suffrages.*

JEAN RAMBAUD.

ROBERT ASHLEY AU FESTIVAL D'AUTOMNE

## Electronic opera voix parfaite

Ashley, Robert Ashley, dit Bob. Reconnaissable à son bonnet de *laine bleue, bonnet de pêcheur breton* dont il roule les bords jusqu'à le réduire à la dimension d'une calotte. Portait la semaine passée où il marchait le long des canaux d'Amsterdam, une redingote passe-partout, également bleu marine, de coupe stricte. Semble en permanence ou presque cacher son sourire derrière de très noires lunettes. Rides d'expression plutôt accentuées.

A *ces lunettes d'aveugle, à ces* rides soulignées pour la représentation — creusées au charbon de bois, — il était donc possible, si l'on avait filé aux Pays-Bas pour assister *à la première en Europe de Perfect Lives (Private Parts)*, de deviner que le *récitant mélodique, debout impassible* au milieu de la scène du théâtre Mickery, n'était autre qu'Ashley : Ashley Robert s'est baptisé lui-même « R », laissant son bonnet *au vestiaire*.

« R » est le chanteur narrateur de cet opéra pour voix soliste, chœurs, piano, claviers, images vidéo et musiques préenregistrées sur des pistes *multiples*. Il *n'en est pas* nécessairement le personnage central. Il en organise la respiration. Il insuffle le mouvement, définit les *couleurs*. A la *droite* de « R », se trouve Buddy, le pianiste, son accompagnateur, et, *sur* sa gauche, un homme et une femme, jeunes, sont assis, ou debout, devant des micros également.

Buddy, « R » et les autres, sont invités au Centre Georges-Pompidou l'espace de quatre soirées, hélas quatre seulement.

Buddy, c'est « le rêve de toute *personne* qui a jamais cherché consolation dans un piano-bar ». Buddy, c'est le *pianiste Blue Gene Tyranny*. Et s'il ne fallait qu'une unique et impérative raison de ne pas manquer l'opéra-télévision de Bob Ashley, elle tiendrait à cela : *au jeu de Blue Gene Tyranny, exceptionnel*. Miracle de l'improvisation quand s'élucide la plus complexe des *phrases musicales*, quand la mélodie jaillit de source et court *son chemin d'échos imperceptibles* et rémanents. Rendue à la pureté. Inventée à *chaque fraction* de seconde. En vie...

MATHILDE LA BARDONNIE.

(*Lire la suite page 28.*)

Le Monde

# idées

## DROITS DE L'HOMME

**En attendant la création d'une médaille olympique de la détention politique que réclame, de Prague, avec une ironie acide, l'historien tchèque Karel Bartosek, le jury du prix Nobel de la paix vient de couronner, en la personne de l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, un ancien prisonnier politique. Henryane de Chaponay montre combien cette décision encourage, au-delà d'un militant exemplaire, tous ceux qui luttent pour les droits de l'homme en Amérique latine. Rien d'étonnant donc à ce qu'elle gêne, nous dit Marie-Françoise Klein, ceux qui n'ont d'autre idée que de faire, avec les dictateurs de l'hémisphère, les meilleures affaires possibles. Il est vrai que pour ce qui est des libertés, il y a en France même, comme le rappelle Pierre Marcilhacy, beaucoup à dire.**

## Candidat à une médaille

par KAREL BARTOSEK (*)

LES distributions de médailles n'ont pas manqué l'été dernier. On a vu sur le podium celui qui savait courir et celui qui savait cogner, celui qui savait nager et celui qui savait sauter, shooter, transpercer... Médailles d'or, d'argent, de bronze.

Pourquoi ne pas décerner aussi des médailles de prison politique, discipline où excelle l'homme du vingtième siècle, et qui demande tant d'effort physique et de concentration psychique ? La chose est, à coup sûr, complexe et la mise au point d'un barème pour ce nouveau concours demandera sans doute un certain temps ; comment apprécier la torture ? Combien de points pour la torture physique et combien pour la torture morale ? Devrait-on attribuer davantage de points en cas de mort par exécution après une courte détention, ou de mort comme conséquence d'un emprisonnement prolongé ? Combien pour s'être « suicidé dans sa cellule », combien si le prisonnier politique est vraiment devenu fou ? Mais il y a autour de nous suffisamment de spécialistes qualifiés qui ne sauraient manquer de venir en aide aux différents comités et sous-comités dans l'élaboration des règlements.

Et pourquoi ne pas commencer par l'organisation des jeux en Europe, continent qui s'est déjà remarquablement distingué dans la distribution de médailles et à tant d'autres titres ? Le championnat pourrait avoir lieu tous les deux ans, en sorte qu'un prisonnier politique puisse nourrir l'espoir de remporter plusieurs médailles au cours de sa carrière. Après que les leçons des jeux d'Europe auront été tirées, au bout de cinq ans, par exemple, on pourrait passer au championnat du monde et intégrer cette discipline nouvelle au programme olympique.

Sans doute serait-il convenable de faire concourir séparément les hommes et les femmes. Peu de femmes auraient leur chance dans un concours commun ; mais il y a tout de même eu, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, certains cas exceptionnels de prisonnières politiques comme celui de la citoyenne tchèque Milada Horakova, pendue en 1950, et quelques autres.

Dès aujourd'hui, je me permets d'annoncer la candidature de Jaroslav Sabata à une médaille de ce championnat d'Europe de prison politique. Il s'agit d'un Tchèque, d'un Morave plutôt. Il a cinquante-trois ans. Je ne sais combien il pèse actuellement en sa prison de Litomenice. (A ce propos, on pourrait aussi prendre en compte le poids du prisonnier pour organiser, comme pour la boxe, la lutte, les haltères, une compétition par catégories !)

Mon candidat a été arrêté pour la première fois le 20 novembre 1971 et condamné pendant l'été 1972 à six ans et demi de détention pour avoir eu, avec ses amis, des discussions sur un programme socialiste pour la Tchécoslovaquie du socialisme réel, pour avoir écrit diverses études à ce sujet, pour avoir — avant les élections à scrutin secret de 1971 — aidé à la sortie et à la diffusion de tracts — tapés, bien sûr, à la machine — informant les gens que voter n'était pas obligatoire. (Autre suggestion : combien de points attribuer au prisonnier politique, socialiste ou communiste, dans un système où le parti communiste est au pouvoir... et dans celui où il est dans l'opposition ?) Ni l'instruction ni le tribunal ne font apparaître d'activités racistes ou fascistes ou bellicistes chez l'accusé. Pas davantage d'incitation à la violence ou d'action terroriste. J. Sabata avait pour armes son esprit, sa conscience et sa machine à écrire. On découvrit seulement que cet ancien universitaire et secrétaire du comité fédéral du P.C.T. pour la Moravie du Sud, en 1968, vivait à Brno de son travail d'ouvrier, après avoir été licencié, et qu'il désirait que sa patrie vive libre, sans occupation étrangère.

### Retour en prison

Mon candidat est sorti de prison le 10 décembre 1976. Il y revint le 1er octobre 1978, comme porte-parole de la Charte 77. A ce titre, il devait rencontrer, à la frontière sur le chemin de l'Amitié tchécoslovaco-polonaise, légalement accessible, quelques Polonais d'une organisation appelée KOR. Ce n'est pas la raison pour laquelle il a écopé d'une nouvelle condamnation. Mais parce que, tabassé et humilié, il a souffleté le flic qui l'interrogeait. Celui-ci avait de bonnes raisons pour être nerveux : J. Sabata avait osé tirer la chasse d'eau sur un contenu suspect. Les mois de sa première peine remis avec sursis — cadeau de Noël 1976 — sont venus s'ajouter à la nouvelle condamnation à neuf mois.

Jaroslav Sabata a fait maintenant plus de sept ans de prison dans la République socialiste de Tchécoslovaquie des années 70 ! Mon Dieu ! comme le temps passe. Il y restera encore deux mois si rien de particulier n'arrive. Si par exemple il meurt, car il a déjà fait deux infarctus, dont le deuxième en cours de détention, en 1972. (Combien de points pour le cœur, l'estomac, les yeux, l'âme malades d'un prisonnier politique ?)

Pourquoi, lors de la remise des médailles, ne pas jouer les hymnes nationaux et hisser — comme cela se fait quelquefois — les drapeaux des pays vainqueurs ? Il sera probablement difficile qu'en cet instant les prisonniers lauréats gravissent les marches du podium, surtout si la remise se fait en dehors de leur pays ; certaines complications sont à craindre tant à propos de leur transfert qu'à l'accueil du public — applaudissements ou huées.

Pourquoi ne pas organiser la première remise des médailles à Prague ? Ce que justifierait la riche tradition établie au cours des dernières décennies par ce petit pays dans le domaine de la prison politique ainsi que sa compétitivité indiscutable actuelle dans ce genre de sport. Détail peut-être non négligeable en cette minute solennelle, précisons que le chef de l'Etat organisateur a lui-même pratiqué cette discipline pendant neuf ans et demi dans les années 50.

Je veux croire que le drapeau tchécoslovaque s'élèvera au cours de ces premiers jeux européens, et probablement même à plusieurs reprises. N'oublions pas la catégorie femme ! Et comme la plupart de mes concitoyens, j'aurai du mal quand retentira notre hymne national, à contenir mes larmes.

P.S. — Il serait bon peut-être de présenter dès maintenant un candidat sérieux pour le deuxième concours européen. Il n'a fait encore depuis sa première arrestation en 1969, que cinq ans, quatre mois et dix jours, mais il lui reste à tirer encore trois ans, sept mois et vingt jours ! Il aura alors derrière lui neuf ans, si sa peine n'a pas été prolongée, par exemple pour incitation à la subversion en prison même, ce qui peut toujours arriver dans ce pays. Il a deux jeunes enfants — cinq et trois ans — combien de points pour de si petits enfants sans papa ? — et une jeune femme — combien de points pour une jeune femme esseulée ? Il se nomme Petr Uhl, c'est encore un Tchèque, il a trente-huit ans et il se trouve qu'il est le gendre de Jaroslav Sabata. Si on considère que sa jeune femme — alors Mlle Sabata — a fait, elle aussi, de la prison politique, pourquoi ne pas envisager de décerner des médailles familiales ? Le championnat aurait donc l'avantage de comprendre des disciplines individuelles et collectives.

(*) Historien tchèque.

## LIBERTÉ CHÉRIE

par PIERRE MARCILHACY (*)

LA bombe de la rue Copernic vient de nous prouver que si nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses, il y a des gens, en France, qui n'hésitent pas à tuer pour faire peur à ceux qui se réclament de la plus ancienne des religions occidentales.

En ayant toléré dans la police, en dépit des avertissements de certains journalistes ou politiques, des hommes qui se réclament de ces doctrines qui tendent à tuer la liberté, le gouvernement est complice. Or, le gouvernement c'est l'Etat, donc nous-mêmes, donc la France, et tant que continuera le scandale de l'hypocrisie des propos officiels, la liberté ne sera qu'un vocable à l'usage de la masse inerte sur laquelle on vaporise des discours.

La liberté du travail et son corollaire indispensable, le droit de grève, sont garantis, en France, par la Constitution, mais les mêmes qui suivent avec la plus bienveillante des attentions les événements de Pologne et applaudissent Walesa, condamnent tous mouvements de grève générale qui, chez nous, ne tendent qu'aux mêmes fins par le même moyen.

Disons aussi que l'exercice de la cessation concertée du travail se heurte à l'angoisse du chômage lequel frappe les moins riches, ceux-là mêmes qui, justement, réclament une meilleure part de la richesse nationale.

Ils ont peut-être la liberté de s'exprimer. Ils n'ont certainement pas la liberté d'agir.

La liberté de s'exprimer n'est-elle pas largement réduite à l'époque où tout ce qui n'est pas relayé par la radio ou la télévision est sans impact sur la mentalité collective ? On le constate avec mélancolie, alors que les propos de Bokassa ne sont ni démentis ni condamnés, et que la nation supporte que le chef de l'Etat ne fasse pas justice d'imputations qui ruineraient la respectabilité de toute personne privée. La radio, la télévision, c'est l'Etat dont on peut exiger qu'il se condamne lui-même, et le résultat c'est qu'il a toujours de bonnes excuses : « Ce n'est pas moi, ce sont les autres. ».

Les autres... Quels autres ? Ceux qui ne pensent pas que ce gouvernement est le meilleur pour la France et ses libertés ? Ou bien les malfaisants, les fous dangereux, qui ont toujours existé, mais sont de plus en plus activistes, actifs et dangereux, et cela nous conduit par une irrécusable logique au projet Peyrefitte dit, par antiphrase, Sécurité-Liberté, qui ne peut accroître la sécurité, mais qui portera un coup mortel à toutes nos libertés.

La sécurité de tous les citoyens n'a jamais été, dans aucun pays civilisé, renforcée par le durcissement des textes répressifs, cela tous les criminologues le savent. En répondant à la violence illégale par la violence légale, le gouvernement se prête à une escalade qu'il redoute, à juste titre, après la tragédie de la synagogue de la rue Copernic. Une fois de plus, il a donné et il donne un mauvais exemple en renforçant les contraintes à l'égard de la masse des citoyens honnêtes, avec les contrôles d'identité, les perquisitions dans les véhicules ou les propriétés privées, en créant une juridiction d'exception qui n'a jamais rien résolu, en faisant perdre ainsi de vue aux Français que les sanctions n'effraient jamais les criminels, mais briment ceux qui ne le sont pas et les privent de cette liberté sans laquelle la vie perd le goût de la vivre.

Après les quelques réflexions que nous venons d'énoncer, se pose la question fondamentale : si la défense de la liberté ne dépend pas du gouvernement, si, de surcroît, le Parlement-croupion qui l'escorte se contente d'exister sans rien faire, si les citoyens ne peuvent que s'exprimer tous les sept ans sur le nom d'un homme, dont ils savent bien peu de chose, comment sauver nos libertés fondamentales ?

La réponse est simple : c'est un problème de société qui concerne tous les citoyens, le Parlement et l'exécutif. Quand les deux derniers cités manquent à leur devoir, il ne reste plus que la masse des citoyens.

Il nous revient en mémoire que les dernières élections tant présidentielles que législatives se sont faites pour ou contre un changement de société et que, fort habilement, l'actuel président de la République a préconisé « le changement dans la continuité », comme s'il ne s'agissait pas de deux contraires.

Le changement passe aujourd'hui par la dangereuse contraction de nos libertés, par le glissement vers un pouvoir autoritaire dans le même temps où la France prospère n'assure pas du travail à tous, pratique la politique paternaliste et détestable des dons et subventions et n'est pas du tout certaine de garantir notre sécurité extérieure.

Alors, au nom de toutes nos libertés, ne faut-il pas préférer une modification de notre état de société qui est tout entière construite sur et pour le pouvoir de l'argent, lequel constitue le meilleur moyen d'asservir les hommes.

Regardez autour de vous lucidement, et vous verrez ce qu'est devenue, chez nous, la condition humaine entre les mains de ceux qui l'ont en charge.

Seule la privation du pétrole ou les jugements de Dieu sauront, peut-être, faire comprendre à ceux qui ne s'en rendent pas encore compte qu'il faut des siècles pour conquérir la liberté et qu'il suffit de quelques instants d'inattention pour la perdre.

★ Ancien sénateur.

## Un ouvrier de l'espérance

par HENRYANE DE CHAPONAY (*)

IL est des moments où un acte public, traditionnel, presque rituel, comme l'est chaque année l'attribution du prix Nobel de la paix, prend tout à coup une autre dimension, rompant avec sa propre logique.

L'attribution du prix Nobel de la paix 1980 à Adolfo Perez Esquivel est un de ces moments. L'homme qui se voit ainsi reconnu est un militant parmi tant d'autres qui luttent inlassablement contre les injustices et la violence institutionnalisée en Argentine et dans tout le continent latino-américain.

Comment ne pas évoquer aussitôt des noms comme ceux de Santo Diaz, Raimundo Ferreira, du Brésil, Jesus Jimenez, du Salvador, Lazarro Condo, d'Equateur, Vicente Menchu et Maria Ramirez Anay, du Guatemala, ainsi que tant d'autres ouvriers et paysans arrêtés, torturés ou massacrés dans presque tous les pays d'Amérique latine ?

Lorsque nous avons revu Adolfo après sa détention, au début de cette année, j'ai été frappée davantage encore par cette foi vigoureuse, enracinée dans l'action, qui donne une assurance tranquille, et cette simplicité dans la relation faisant oublier toutes les barrières.

J'ai retrouvé en lui cette qualité d'espérance et de résolution commune à de nombreux militants comme lui que j'ai eu l'occasion de connaître en Amérique latine et à qui je dois tant. Je vois défiler bien des visages amis... ; je pense entre autres à Mgr Romero, dont beaucoup s'attendaient qu'il recevrait ce prix l'an dernier. Je pense à ces femmes argentines de la place de Mai qui, semaine après semaine, obstinément, exigent de savoir ce que sont devenus leurs enfants, leurs maris, à ces femmes chiliennes qui faisaient la grève de la faim rien que pour avoir le droit de connaître le sort réservé aux leurs... A Julio Tunirí, président de l'Assemblée permanente des droits de l'homme en Bolivie, arrêté lors du coup d'Etat du mois d'août dernier et qui vient d'être libéré à la suite de nombreuses interventions.

En juin 1978, à sa sortie de prison, Adolfo nous écrivait pour nous remercier de notre appui et nous dire son angoisse pour tous ceux qui n'avaient pas la joie de retrouver les leurs :

*« Les mots ne peuvent exprimer ce que je ressens, les retrouvailles avec la famille : Amanda, les enfants... Quelle joie immense et, en même temps, quelle angoisse pour tous ceux qui restent en prison, les disparus, les morts, en face de tant de situations d'injustice. Mais il nous faut avoir confiance et nous en remettre au Seigneur, afin qu'Il nous guide et nous fortifie dans l'espérance (...).*

*» Je ne sais pas pour combien de temps je devrai me tenir à la disposition du pouvoir exécutif national, sous le régime de la « liberté surveillée ». Tout est une inconnue : depuis mon arrestation jusqu'à ce jour, je n'ai jamais été interrogé, on ne m'a jamais donné les motifs de ma détention malgré les quatre* habeas corpus *présentés par ma famille. Les juges se sont déclarés incompétents (...). »*

Les explications embarrassées de la junte argentine (*le Monde* du 16 octobre) ne font que mettre davantage en lumière cette hypocrite notion de *« mise à la disposition du pouvoir exécutif »* ! Et comme l'affirme le président de l'Assemblée permanente des droits de l'homme en Argentine, le prix Nobel attribué à Adolfo est un atout pour obtenir des informations sur le sort des milliers de disparus.

### Un appui aux organisations populaires

Cependant, ce qui stimule particulièrement dans cette attribution du prix Nobel à Adolfo, c'est l'appui donné à travers lui à toute l'action du Servicio Paz y Justicia qu'il a lancé au début des années 1970 comme instrument de diffusion de l'information, de dénonciation des situations d'injustice et d'atteinte aux droits de l'homme, non seulement individuelles mais collectives. Mais surtout, c'est un appui aux organisations populaires qui œuvrent pour changer ces situations et un moyen pour ces organisations d'échanger leurs expériences.

*« La paix est le fruit de la justice » :* c'est la devise du Servicio ; or la justice se conquiert dans la lutte contre des structures qui créent et perpétuent l'injustice. Adolfo n'a jamais hésité lui-même à se lancer dans des actions telles que des pétitions, des jeûnes organisés pour appuyer des revendications (par exemple en 1974 pour l'attribution de terres aux paysans indiens de Llangahua et Toctezluni en Equateur, pour l'amnistie générale en Bolivie). En 1975, il était arrêté une première fois à Sao-Paulo pour avoir participé à la campagne de libération du leader paysan Manuel de Conceipçao, puis, en août 1976 à Riobamba avec de nombreux évêques, prêtres, laïcs lors d'une réunion de réflexion et d'échange d'expériences sur les communautés ecclésiales de base.

Avec beaucoup d'autres initiatives du même type, le Servicio Paz y Justicia représente donc une forme d'action qui est l'une des conditions du développement parce qu'elle reconnaît pleinement la nécessité de s'organiser et de s'attaquer aux structures autant qu'aux mentalités.

Ce sont ainsi mille et un foyers d'espérance qu'allument et rallument chaque jour d'innombrables hommes et femmes à travers le continent en organisant et animant des communautés ecclésiales de base, des associations de quartier, des coopératives, des syndicats, des mouvements de solidarité. Cette nomination est donc un encouragement pour tous les ouvriers de l'espérance qui secouent nos indifférences, nos découragements, nos pessimismes, notre manque de foi.

Enfin, l'action de ces groupes pour les droits de l'homme dans des situations où ils courent des risques très grands, nous interpelle sur notre propre capacité à défendre la liberté et la justice qui ne sont jamais définitivement acquises. Les droits de l'homme chez nous, c'est aussi le droit au travail, à la santé, au logement, à vivre autrement, le droit des travailleurs immigrés, la lutte sans répit contre toutes les formes de racisme.

Ce prix Nobel nous réconforte. Il nous engage encore plus à soutenir ceux qui luttent dans le tiers-monde et à être vigilants ici, en France.

(*) Membre du Comité catholique contre la faim et pour le développement.

## Un Nobel gênant

par MARIE-FRANÇOISE KLEIN (*)

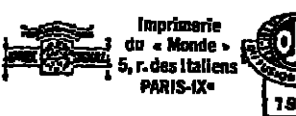
*La récente attribution du Nobel de la paix 1980 à Adolfo Perez Esquivel gêne, à n'en pas douter. Certes l'œuvre magnifique et considérable de Mère Teresa méritait le grand intérêt que les médias lui ont porté en 1979, lorsqu'elle s'est vu accorder la même récompense. Mais le travail d'Esquivel aurait dû lui valoir, de la part de nos organes de presse (surtout officiels) autant d'attentions. Or ce n'est pas le cas : on se contorsionne, on évite d'en parler, on élude, on parle en termes généraux, voire seulement allusifs, comme s'il ne fallait offenser personne, à commencer par les dictateurs sanguinaires qu'il dénonce par son action non violente. Sitôt connu, il faut s'empresser de l'oublier, ou de le faire oublier. Pensez-donc, si Videla, Pinochet ou le sinistre Stroessner se fâchaient de voir porter Esquivel au pinacle ? C'est le gouvernement français qui serait ennuyé, lui qui se veut si gentil avec tout le monde (je suis « droits de l'homme » : voyez Stasi ; je suis compréhensif : j'envoie Papon là-bas).*

*Pas de vagues donc. On informera strictement et l'on ne demandera de commentaires qu'à ceux dont on est sûr qu'ils ne rappelleront pas que la France giscardienne a lâchement abandonné sur place plus de dix de nos ressortissants. Surtout que si cet Esquivel fleure bon l'eau bénite, ce n'est pas la même marque que celle qu'utilise Mgr Lefebvre quand il se rend à Buenos-Aires. Il parle d'autogestion, vous rendez-vous compte ? Pour un peu, il parlerait de droits socialistes de l'homme... De cela, jamais !*

(*) Membre du Club des droits socialistes de l'homme. Organisation responsable de cent sept manifestations hebdomadaires devant l'ambassade d'Argentine.



Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication,
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Commission paritaire n° 57 437.

هكذا من الأصل



Le Monde

# étranger

# LA GUERRE IRANO-IRAKIENNE ET SES RÉPERCUSSIONS

**Reprenant le terme utilisé la *semaine* dernière par le président Carter, le secrétaire d'Etat américain a, le lundi 20 octobre, estimé que « l'intégrité de l'Iran est menacée par l'nvasion irakienne ». M. Muskie craint qu'un démembrement de l'Iran n'ouvre la voie à l'extension de l'influence soviétique dans la région du Golfe. De son côté, M. Carter a répété, au cours d'une tournée *électorale* à Yougstown (Ohio), que « les Etats-Unis ont *intérêt à voir un Iran puissant et uni* ».**

**Dans une interview à la télévision autrichienne, M. Kurt Waldheim s'est dit optimiste en ce qui *concerne* la *libération prochaine des* otages américains, mais il s'attend à « une longue guerre d'usure » entre l'Irak et l'Iran. Cette guerre est « le meilleur cadeau que l'on puisse faire à l'impérialisme », a déclaré de *son côté, à Berlin-Est, M. Boris Ponomarev*, membre suppléant du bureau politique du PCUS devant la conférence internationale des partis communistes.**

**L'Iran est, à son tour, victime d'une prise d'otages : *le chargé d'affaires iranien à l'ONU* dénonce vivement, dans une lettre au secrétaire général, la détention, par les autorités irakiennes, des douze employés iraniens du « bureau commun de coordination pour le *Chatt-el-Arab* » institué par le traité irako-iranien de 1975 et de leurs familles. Par ailleurs, rentrant de New-York et après son escale à Alger, le premier ministre iranien, M. Radjaï, a été reçu par le commandant Jalloud, « numéro deux » libyen. De son côté, le président Bani Sadr recevait le ministre cubain des affaires étrangères, M. Malmierca, *représentant du président en exercice des non-alignés*, M. Fidel Castro.**

**Sur le plan militaire, la situation n'a pas évolué sensiblement autour de Khorramchahr (rebaptisée, selon Radio-Téhéran, Khouninchahr, la *« vile du sang ») et d'Abadan, où la résistance* reste acharnée malgré l'encerclement total de la ville reconnu par les Iraniens. L'aviation iranienne a détruit une station de radar et une raffinerie près de Zodiebeh. Au milieu des *bombardements, quarante-huit marins* péruviens bloqués sur le Chatt-el-Arab ont pu être évacués vers Bassorah par les Irakiens dans la nuit de lundi à mardi.**

**Enfin, des manœuvres conjointes américano-*britanniques, dites « Beacum Compass », ont* commencé lundi dans la mer d'Oman, regroupant vingt-cinq navires de guerre, dont six britanniques et les porte-avions américains « Midway » et « Eisenhower »), dix-huit mille *hommes et cent soixante-dix avions de combat*. La flotte française de l'océan Indien, récemment renforcée, ne participe pas à cet exercice strictement bilatéral. — (A.F.P., A.P., Reuter.)**

## L'imam Khomeiny intronise un « successeur » du président Saddam Hussein

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le double monologue de l'Iran et des Etats-Unis donne la mesure du fossé psychologique et *politique qui sépare les deux pays.* Les dernières déclarations conciliantes du président Carter, comme *les précédentes, ne sont pas reproduites* ici. La position officielle demeure inébranlable : Washington devra accepter intégralement les conditions que posera le Parlement iranien à la libération des otages. L'imam Khomeiny, pour sa part, manifeste un souverain mépris à l'égard des Etats-Unis. Dans deux longues interventions, lundi, il n'a évoqué ni l'affaire des diplomates *détenus, ni les propos* des responsables américains, ni les débats au Conseil de sécurité.

*A M. Habib Chatti, secrétaire général* de la Conférence islamique, venu lui aussi proposer les bons offices *d'un groupe de chefs* d'Etat musulmans, le Guide de la révolution a répondu catégoriquement que l'Iran *n'acceptera ni médiation ni cessez-le-feu*. Pour lui, l'attitude des pays islamiques est *« incompréhensible ». Pourquoi n'ont-ils pas condamné* l'agression irakienne, pourtant flagrante ? Pourquoi ne demandent-ils pas la mise en jugement du *« criminel Saddam Hussein »* ? Il ne recevrait donc une délégation de chefs d'Etat musulmans que si celle-ci venait seulement constater le mas*sacre de civils et la destruction des* infrastructures économiques de l'Iran par les forces irakiennes. Les propos *de l'imam à M. Habib Chatti, tenus* en privé, ont été aussitôt diffusés par la radio. Le président Bani Sadr annonçait au *même moment* que l'offre du secrétaire général de la Conférence islamique était encore *« à l'étude »*. C'est dire que l'affaire est jugée. M. Chatti quittera vraisemblablement Téhéran mardi sans avoir obtenu satisfaction.

### Abattre l'« infidèle »

L'imam Khomeiny s'est fixé un objectif qui paralysera sans doute la diplomatie internationale : le renversement du régime « athée » de Bagdad. *« Saddam Hussein doit s'en aller »*, a-t-il déclaré, tant à M. Chatti qu'aux Frères musulmans qu'il recevait *à l'occasion* de la fête du sacrifice. *« Il ne s'agit pas seulement d'obtenir le retrait des forces irakiennes et des compensations pour les dégâts matériels qu'elles nous ont infligés »*, a-t-il encore déclaré. *« Il faut que Saddam quitte le pouvoir et laisse les Irakiens déterminer librement leur destin. Il est du devoir de tous les musulmans de lutter contre le régime de Bagdad, d'aider le peuple irakien à se libérer de l'oppression baasiste. »*

Pour l'imam Khomeiny, le chef de l'Etat irakien n'est pas moins *« mégalomane »* et *« agent de l'impérialisme américain »* que ne l'était le chah. Plus *grave encore*, M. Saddam Hussein est un *« infidèle »*, selon le terme de la « Fetwa » (décret de jurisprudence islamique) émise par l'imam il y a deux *semaines. On estime dès lors ici que* le Guide de la révolution mettra à lutter contre le régime baasiste *le même acharnement qu'il* avait manifesté, quinze ans durant, dans sa résistance au régime impérial des Pahlavi.

### Désaccord avec Damas

Les autorités de Téhéran préparent déjà la relève. Leur candidat à la succession de *M. Saddam Hussein* paraît être l'ayatollah Sayed Mohammed Hakim, qui a tenu sa *première conférence de presse* lundi 20 octobre. Il a été présenté comme susceptible de *« rassembler autour de lui toutes les forces d'opposition en Irak »*. Ses lettres de noblesse sont multiples : il est le fils de l'ayatollah Mohsen El Hakim, chef spirituel des chiites de 1960 à 1970, qui fut persécuté par le régime baasiste ; il a été lui-même arrêté à plusieurs reprises et *condamné en février 1977 à la prison* à vie, avant de bénéficier d'une mesure d'amnistie en août 1978.

La quarantaine, la barbe noire imposante, l'ayatollah *Hakim s'est* adressé aux journalistes dans sa langue maternelle, l'arabe, et a *laissé entendre qu'il parlait au nom* de *« tous les Irakiens »*. Il a soigneusement évité de se référer exclusivement aux chiites d'Irak (environ 60 % de la population du pays). Quand on lui a demandé à qui, selon lui, devait revenir la direction du mouvement révolution*naire, il a répondu* sans hésiter : *« Au chef spirituel musulman du peuple irakien. »*

Cependant, la question est loin *d'être réglée. Les chefs de l'opposition* irakienne — kurdes, nassériens, baasistes de gauche, communistes, — actuellement réunis à Damas pour coordonner leurs activités contre le *régime de Bagdad, ne veulent* pas entendre parler d'une direction islamique au front qu'ils ont constitué. *En outre, le parti chiite Al Daawa*, proche de l'ayatollah Hakim, refuse de collaborer avec ce front aussi longtemps qu'il inclura le parti communiste irakien. Après avoir *quitté clandestinement l'Irak* l'été dernier, l'ayatollah Hakim s'était d'abord réfugié en Syrie, qu'il vient *de quitter après s'être heurté à « l'incompréhension »* des dirigeants de Damas. C'est ainsi qu'il a élu *domicile à Téhéran depuis le 2 octobre* dernier.

Le problème de la *« succession »* de M. Saddam Hussein alourdit ainsi le *contentieux entre Téhéran et* Damas. En butte *eux-mêmes* aux activités terroristes des Frères mu*sulmans*, les dirigeants syriens ont opté pour le régime laïc à Bagdad. Les responsables iraniens, favorables à l'instauration d'une République islamique analogue à la leur, récu*sent les partis d'opposition agréés* par Damas. Ainsi par exemple Téhéran soutient le parti démocra*tique kurde d'Irak animé par les* frères Barzani, tandis que Damas fournit une aide substantielle au front patriotique *kurde présidé* par M. Jalal Talabani. Le différend entre les deux pays s'est transformé en épreuve de force : les autorités iraniennes ont intercepté une cargaison d'armes *que* les Syriens destinaient à leurs amis kurdes irakiens ; en guise de représailles *le président Assad refuse jusqu'à ce* jour — contrairement aux informations publiées à cet égard — de *livrer les armes légères que sollicite* la République islamique.

*« Un mendiant ne fait pas de cadeau à un autre mendiant »*, explique-t-on dans les milieux proches de l'ambassade de Syrie à Téhéran. *« D'ailleurs*, ajoute-t-on, *nous ne voyons pas pourquoi l'iman Khomeiny devrait passer par notre entremise pour obtenir des armes soviétiques. Il n'a qu'à s'adresser directement à Moscou. »*

ERIC ROULEAU.

## « Deux ans et même plus... »

*(Suite de la première page.)*

*« Pourquoi la guerre avec l'Iran a-t-elle éclaté le 22 septembre et pas plus tôt ou plus tard ?*

— En *réalité elle aurait pu* éclater à tout moment au cours *des derniers mois, car les Iraniens* multipliaient les incidents de frontière. Les attaques de l'aviation et de l'artillerie étaient constantes. Le 4 septembre ils ont pilonné encore plus durement trois villes dont Zarbatiya et Khanakin. Nous avons entamé une série de démarches diplo*matiques à partir du 7 septembre* ; elles sont restées sans *réponse*. Nous avons alors récupéré la localité de Zein-el-Kous, que l'Iran s'était engagé à nous rendre dans l'accord d'Alger de 1975. Le 12, nous avons repris Saief-Saad, et dans les jours qui ont suivi nous avons occupé des *territoires* irakiens qui auraient également dû nous être restitués *dans la région de Mandali, Missan* et Wasit.

*— Ces incidents justifiaient-ils une guerre ?*

— L'Iran continuant à ignorer nos démarches, le président Saddam Hussein a dénoncé le 17 septembre l'accord d'Alger violé par Téhéran. Il a annoncé que le *Chatt el-Arab revenait comme* autrefois sous notre souveraineté, les violations de l'accord d'Alger l'ayant rendu caduc. Les Iraniens, poursuivant leurs provocations sur les frontières terrestres, se sont alors mis à tirer sur les bateaux qui arboraient le pavillon irakien. Le 22, nous avons *donc décidé de pénétrer en terri*toire iranien pour obliger Téhéran à reconnaître nos droits et à les respecter.

*— Est-il vrai que l'Irak a décidé d'attaquer à la suite d'une réunion secrète qui se serait tenue à Bagdad le 18 septembre avec M. Bakhtiar et des généraux iraniens ?*

— Je ne sais pas de quoi vous voulez parler. L'Irak prend ses décisions lui-même.

*— On a l'impression que vous espériez gagner une guerre-éclair en occupant Desfoul, Ahwaz, Khorramchahr et Abadan, mais que vous vous êtes heurtés à une résistance inattendue ?*

— Si nous ne sommes pas entrés alors dans ces villes, c'est que nous avions décidé de ne pas le faire. Nous avions décidé de les assiéger et de les tenir à portée de notre artillerie pour obliger Téhéran à négocier. Dès le 28 septembre notre président avait d'ailleurs annoncé que nous avions atteint les objectifs fixés. *Il avait, en outre*, proposé un cessez-le-feu unilatéral pour ouvrir la voie à la négociation. L'Iran ayant refusé, nous avons été obligés de poursuivre notre *avance et nous nous sommes* mis à nettoyer systématiquement *les poches de résistance.*

*— Si l'Iran persiste à refuser un cessez-le-feu, continuerez-vous en profondeur et jusqu'où ?*

— Nous allons continuer à nettoyer la région et à prendre les villes de l'Arabistan. Nous frapperons aussi tous les points représentant un intérêt militaire à l'intérieur de l'Iran. Après nous verrons...

*— Que deviendra le pétrole si vous vous emparez d'Abadan et de la région ?*

— Il deviendra irakien... jusqu'à ce qu'intervienne une solu*tion*.

*— Depuis douze ans l'Irak a consenti d'énormes efforts dans le domaine du développement. Ne craignez-vous pas que la prolongation de la guerre ne retarde le prochain plan et n'entrave votre développement économique ?*

— Pour le moment, il n'y a pas eu de grandes répercussions.

*— Mais de nombreux chantiers sont arrêtées ?*

— Cela n'a pas grande importance. Il s'agit principalement de projets confiés à des entreprises européennes. En fait, le développement général de l'Irak continue.

*— Mais le pétrole ne coule plus ?*

— Nous en avons tenu compte dans nos prévisions.

*— Vous avez dû annuler ou ajourner plusieurs réunions, comme la Foi de Bagdad et le sommet de l'OPEP, auxquels vous accordiez de l'importance.*

— Nous défendons nos droits. Le reste est secondaire.

*— Estimez-vous que le soutien que les Etats-Unis viennent d'apporter à l'Iran risque de prolonger la guerre ?*

— Les Etats-Unis soutiennent l'Iran depuis longtemps. Nous savons qu'ils ne veulent pas que l'Irak gagne.

*— Et l'U.R.S.S. ?*

— Les choses se passent normalement avec elle.

*— On dit que M. Tarek Aziz a demandé des armes à Moscou et que le Kremlin a refusé.*

— Il n'y a pas eu de refus, parce qu'il n'y a pas eu de demande. Mais tout le monde l'a dit.

Je soutiens le contraire. D'ailleurs, nous avons les armes pour soutenir une guerre pendant une longue période.

*— Trois ou quatre mois ?*

— Plus d'un an sans que cela soit ressenti par la population. Deux ans et même plus en imposant quelques restrictions, et notre peuple est prêt à les accepter.

### Il faut repartir de zéro

*— Comment voyez-vous la solution de ce conflit ?*

— En fait, il faut que l'Iran s'asseye à la table de négociation et accepte de discuter. Il faut repartir complètement de zéro pour fixer les frontières et définir les critères du bon voisinage. *En réalité, il faut* que nous examinions nos droits et les leurs sur de nouvelles bases, et dans tous les secteurs, y compris en ce qui concerne les trois îlots du détroit d'Ormuz qui sont des territoires arabes.

*— Croyez-vous que l'Iran acceptera ?*

— *Je tiens à souligner* quelques points importants. Notre cause est juste, et nous sommes forts. Plus le gouvernement iranien tardera à entamer des négociations pour aboutir à un accord, plus il accumulera les dégâts.

*— Selon les experts les dégâts dans le domaine pétrolier seraient de 8 à 9 milliards de dollors, dont 3 à 4 en Irak et le reste en Iran. Qu'en pensez-vous ?*

— Nous n'avons pas calculé...

Notre interlocuteur marque un temps. Puis ajoute : *« D'ailleurs même si nous l'avions fait, je ne vous le dirais pas. »*

*Propos recueillis par*
PAUL BALTA.

## Des consultations techniques ont eu lieu entre marines alliées pour la sécurité du trafic pétrolier

Des consultations techniques, au niveau des états-majors locaux, ont bien eu lieu entre marines de guerre alliées dans le Golfe et l'océan Indien, à l'occa*sion du conflit irano-irakien*, pour prévenir les menaces qui pèseraient *éventuellement* sur le trafic pétrolier. C'est ce qu'on reconnaît, à Paris, de *source* autorisée au ministère de la *défense* après la décision d'y renforcer la flotte française avec l'envoi de la frégate lance-missiles *Suffren* et de l'aviso-escorteur *Amiral-Charner*.

*Ces échanges* d'informations sur le terrain concernent les mouvements de bateaux et la préparation des plans de crise pour répondre *aux différentes* hypothèses suscitées par l'évolution de la situation. *Ils* ont lieu de façon bilatérale entre les Etats-Unis et la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis et l'Australie. Il n'existe pas, toutefois, d'instance permanente de coordi*nation* au niveau politique, puisqu'il n'est pas question pour la France, par *exemple*, de constituer une force navale occidentale qui rappellerait *en océan* Indien, en mer d'Oman ou dans le Golfe, les « tasks *forces* » multinationales de l'OTAN dans d'autres zones maritimes.

Les Etats-Unis maintiennent principalement dans cette région deux porte-avions accompagnés de leurs escorteurs et de bâtiments de soutien, un groupe amphibie comprenant des « marines » *(ou fusiliers-marins)*, sans compter les quatre avions Boeing-747 Awacs de *détection et d'interception aériennes*, basés *en* Arabie Saoudite, mais couvrant une très vaste zone grâce à leurs moyens d'écoute électronique et de commandement à longue distance. La Grande-Bretagne prévoit d'y envoyer, à la fin de ce mois, deux autres bâtiments, qui s'ajouteront aux deux escorteurs lance-missiles *déjà présents*.

On insiste au ministère de la *défense sur le fait que la flotte* française, dont quatre ou cinq navires croisent déjà en permanence non loin de la mer d'Oman, se trouve dans cette région pour la protection des bateaux marchands sous pavillon national et pour la *sécurité* des approvisionnements pétroliers. Environ 60 % du pétrole européen passent par le détroit d'Ormuz, qui sépare le *golfe Persique du golfe d'Oman*.

Malgré cette *concertation* technique, il est arrivé, la *semaine* dernière encore, que le commandement naval français — assuré localement par le contre-amiral Philippe Lejeune — se plaigne que les Etats-Unis n'aient pas toujours signalé au préalable les mouvements de certains de leurs navires.

Ces *incidents* donnent à penser aux Britanniques que, si, d'aventure, *il était besoin de monter* d'urgence une opération d'envergure *en coopération interalliée*, l'entreprise connaîtrait des difficultés dès ses premières heures. D'autant qu'une telle opération ne pourrait être menée à bien qu'à la condition d'une demande d'intervention formulée, au préalable, par l'un des pays riverains auprès des marines occidentales. — J. I.

## Yémen du Sud

## Le congrès du parti renforce l'autorité du président Ali Nasser Mohamed

De notre correspondant

Beyrouth. — L'éviction de M. Abdel Fattah Ismaïl du pouvoir à Aden a été confirmée par le congrès extraordinaire du parti socialiste du Sud-Yémen (P.S.Y.), qui s'est achevé le 14 *octobre* avec la victoire des thèses de M. Ali Nasser Mohamed — *chef de l'Etat, chef du* gouvernement et secrétaire général du parti, — dont l'autorité se trouve désormais considérablement renforcée. Elle serait sans partage si M. Ali Nasser ne devait compter avec le ministre de la défense, le colonel Ali Antar, devenu le numéro deux du bureau politique du parti, et que certains présentent déjà *comme le rival potentiel* du secrétaire général du P.S.Y.

M. Abdel *Fattah Ismaïl, l'ancien* homme fort d'Aden, se trouve à Moscou depuis son élimination de la scène politique, le 21 avril 1980. Théoriquement, président « honorifique » du P.S.Y., on aurait pu croire que sa mise à l'écart n'était pas définitive, et certains s'attendaient à le voir sortir de l'ombre au congrès extraordinaire du parti. Il n'en *a rien été, et nul n'a évoqué son* nom et son titre de président honoraire au cours du congrès.

Les Soviétiques, dont M. Ismaïl a été le fidèle allié, semblent avoir tourné la page, et l'on a noté avec intérêt le message chaleureux adressé au congrès par M. Brejnev.

La politique de M. Ali Nasser Mohamed ne s'est guère différenciée de celle suivie par M. Abdel Fattah Ismaïl. Le nouveau maître du pouvoir au Yémen du Sud a certes amorcé quelques ouvertures en direction de l'Arabie Saoudite, où il s'est rendu en juin dernier. Mais il n'a pas renoncé à l'*« alliance stratégique »* avec l'U.R.S.S. et en particulier n'a pas modifié la position de son pays dans l'affaire afghane. Plus encore, il a éliminé M. Mohamed Saleh Moutih, responsable de la politique étrangère au sein du comité central du parti, qui était allé trop loin dans ses tentatives de rapprochement avec le royaume wahabite.

*Le nouveau bureau politique du* parti compte sept membres au *lieu de neuf* : cinq titulaires (M. Ali Nasser Mohamed, secrétaire général du parti ; le colonel Ali Antar ; MM. Abou Bakr Bezib, Saleh Mounasser Siyayli, Abdel Ghani Abdel Kader) et deux suppléants (le colonel Ali Chayeh Hadi et Abdallah Khamiri). Le nombre des membres du comité central a été également réduit et ramené de cent cinq à cinquante-*huit : quarante-sept* membres titulaires et onze suppléants, ce qui a permis d'éliminer en partie ceux considérés comme partisans de M. Ismaïl Abdel Fattah.

Le congrès du parti a été suivi le 16 octobre de la formation d'un nouveau gouvernement dont la présidence a été à nouveau confiée à *M. Ali Nasser Mohamed et dont* la composition reflète les change*ments intervenus au sein du parti*.

LUCIEN GEORGE.

## AMÉRIQUES

# La politique et l'argent : l'exemple des États-Unis

## I. — Des chiffres fascinants mais publics

par MICHEL AURILLAC

**M. Michel Aurillac, député de l'Indre, R.P.R., qui a présidé une mission d'information envoyée aux Etats-Unis par la commission des lois de l'Assemblée nationale, a étudié la manière dont sont réglementés, dans ce pays, les rapports entre la politique et l'argent. Alors qu'un débat est ouvert, en France, sur le financement des partis et des campagnes électorales, il tire les leçons de l'exemple américain dans ce domaine.**

L'argent et la politique, telle est est l'interrogation que ne cesse de se faire à elle-même la grande démocratie américaine, depuis 1925, où le Congrès vota une loi prohibant l'argent des affaires dans le monde de la politique, loi restée lettre morte ; mais surtout depuis 1974, où le scandale du Watergate soulève à travers tout le pays une lame de fond, moralisatrice, qui a atteint les élections fédérales mais aussi la vie politique de trente-deux Etats sur cinquante.

La lumière très crue que les Américains projettent désormais sur l'aspect financier de leur vie politique est quelque peu déconcertante pour un Français , quelle que soit son appartenance politique. Il est courant qu'un membre du Congrès, représentant ou sénateur, un membre d'une législature locale, donne, au dollar près, le coût de sa dernière campagne ou le niveau de sa *collecte* de fonds pour la prochaine. Les chiffres sont fascinants : ils vont de 50 000 dollars pour une circonscription sans histoire où le sortant n'est pas menacé, à 1 million de dollars pour la conquête d'un siège de sénateur fédéral. Une campagne présidentielle pourra coûter de l'ordre de 45 millions de dollars.

Avant de juger, il faut rétablir l'échelle : d'abord celle de l'immensité des Etats-Unis, seize fois la superficie de la France, quatre fois sa population, puis celle des circonscriptions. Il y a deux sénateurs par Etat, représentant en moyenne 2.5 millions d'habitants; les membres de la Chambre des représentants ont des circonscriptions d'une moyenne de cinq cent mille habitants, près de six fois la moyenne française. Un député à l'Assemblée de l'Etat de Californie représente plus de quatre cent mille habitants.

Cette différence d'échelle, s'ajoutant au fait que l'accès aux médias, radio, télévision, presse locale est normalement payant, explique le coût croissant avec les progrès des moyens de diffusion, notamment le développement de la radio et de la télévision locales, sensiblement plus élevé qu'en France et en Europe, des campagnes électorales. Encore cette appréciation est-elle imparfaite, car si on sait aujourd'hui à peu près tout du coût des campagnes américaines, on ne saurait en dire autant des pays européens, et de la France en particulier.

En simplifiant et en faisant la synthèse de la législation fédérale et de celle des Etats, la législation américaine en vigueur depuis 1974 peut être rassemblée sous trois grands thèmes : la divulgation et le plafonnement des dépenses électorales, l'introduction limitée de certains financements publics.

### La divulgation des dépenses

La divulgation *(disclosure)* est probablement ce que la législation américaine a de plus novateur et de plus radical. Toutes les sommes versées à un candidat à une élection fédérale (présidentielle ou législative) doivent être déclarées par celui qui les verse comme par celui qui les reçoit. Il en est de même pour les élections au sein de trente-deux Etats dont la législation l'a prévu. Les dons anonymes ne sont autorisés que jusqu'à 100 dollars ; au-dessus, les paiements doivent être faits par chèque ou par virement, le nom, l'adresse et la profession du donateur devant être déclarés à l'appui du versement.

Toutes les dépenses du candidat doivent être déclarées quel qu'en soit le montant. Les menues dépenses d'un montant inférieur à 50 dollars peuvent, cependant, être regroupées par tranche de 50 dollars.

Les déclarations sont vérifiées et recoupées avec des méthodes d'expertise comptable faisant appel à des spécialistes, à des juristes qualifiés, disposant d'ordinateurs, et pour le compte de commissions quasi juridictionnelles pouvant disposer du pouvoir de condamner à des amendes civiles lourdes (le Federal Election Commission, à Washington, la Fair Political Practices Commission, en Californie, le Board of Political Elections, en Illinois), sans préjudice des poursuites pénales qu'elles peuvent déclencher en saisissant l'attorney général fédéral ou de l'Etat.

Ces commissions sont composées sur une base bipartisane comme il est courant aux Etats-Unis, mais leur délibéré est le plus souvent public, et leurs décisions sont rendues en faisant état de l'opinion de la minorité et sous le contrôle de la Cour suprême.

Les dossiers des candidats dûment contrôlés par la commission dont ils relèvent sont intégralement accessibles au public, qui peut en prendre copie pour un prix modique (dix cents la feuille à Washington et à Sacramento, vingt cents à Chicago). N'importe qui peut en prendre connaissance sans avoir à justifier d'un intérêt particulier, ni même de son identité. La publication dans la presse est libre. Toutefois dans certains Etats, dont l'Illinois, la personne qui veut obtenir copie d'un dossier doit remplir une demande qu'elle signe, dont le double est adressé au candidat. Sous cette réserve locale d'une portée assez limitée, la liberté d'accès à l'information sur le financement de la vie politique est la plus complète qui soit.

De fait, il est des plus facile de consulter le dossier d'un certain Jimmy Carter ou celui de Ronald Reagan. Il est facile de voir qui a donné, quoi et quand, ce qui a été dépensé pour la télévision, pour les transports, pour l'organisation matérielle de la campagne. En particulier, la commission fédérale veille à ce que le candidat sortant n'utilise aucun des moyens que sa fonction présidentielle, sénatoriale ou législative met à sa disposition pour l'exercice de son mandat. C'est parfois un exercice périlleux mais il est accompli, face au public.

L'obligation de divulgation a été poussée en Californie à un point inimaginable. Dans cet Etat où la Constitution prévoit l'initiative populaire et le référendum de type suisse, c'est une initiative populaire qui, en 1974, a imposé contre le vœu des assemblées législatives et du gouvernement californiens l'obligation de publicité. Le référendum fut triomphal (70 % pour). Allant plus loin que la loi fédérale, la loi californienne oblige tous les groupes de pression (lobbies) à se faire enregistrer, à déclarer les personnes autorisées à parler en leur nom et les sommes qu'ils dépensent pour promouvoir leurs idées : syndicats ouvriers, organisations patronales, organisations féminines, ligues pour ou contre le tabac, pour ou contre l'avortement sont assujettis à cette obligation. La commission pour les pratiques politiques loyales publie chaque année un annuaire des groupes de pression.

### Le plafonnement

Le plafonnement est la seconde caractéristique de la législation américaine, encore que limité pour le moment à la législation fédérale.

Les versements directs au comité de soutien d'un candidat ou à un comité politique d'un parti ou à un parti politique ne peuvent être effectués que par des personnes physiques. Les versements sont plafonnés à 1 000 dollars par candidat et par an lorsqu'ils sont destinés à financer une élection, 20 000 dollars lorsqu'il s'agit d'une organisation politique nationale ou 5 000 dollars pour une organisation politique locale mais sans que cet argent puisse être utilisé à des fins électorales.

Aucune personne physique ne peut dans l'année dépenser cumulativement plus de 25 000 dollars pour des financements politiques.

Les personnes morales, syndicats, entreprises, associations, ne peuvent verser d'argent directement pour une élection ou un parti politique. Par contre, elles peuvent, en le déclarant et en se soumettant à l'obligation de publicité, constituer des comités d'action politique (PAC), destinés à collecter l'argent de leurs adhérents (syndicats et associations) actionnaires ou de leur personnel (sociétés) sans pouvoir les solliciter plus de deux fois par an. Le montant de la collecte d'un PAC ne peut excéder 5 000 dollars par an.

Le complément de cette réglementation devrait être logiquement le plafonnement des dépenses électorales. Le Sénat et la Chambre des représentants s'y sont jusqu'ici refusés en ce qui concerne l'élection de leurs membres. Ils n'ont *légiféré* que pour l'élection présidentielle.

Depuis 1976, un candidat à la présidence ne peut dépenser plus de 10 millions de dollars pour les primaires et 20 millions de dollars pour l'élection proprement dite, ces sommes sont indexées sur le coût de la vie et s'élèvent aujourd'hui respectivement à près de 15 et près de 30 millions de dollars. Toutefois, la Cour suprême a estimé qu'un candidat qui ne ferait pas appel au financement public ne pourrait pas se voir opposer de limitation aux dépenses faites sur sa fortune personnelle. Cet hommage à la propriété privée et à la fortune acquise ne semble pas avoir de conséquence pratique sur l'actuelle campagne, aucun candidat sérieux n'ayant la fortune nécessaire pour user de cette ruineuse liberté.

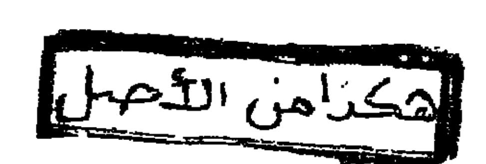
La non-limitation du financement des campagnes autres que les campagnes présidentielles répond manifestement au souci des hommes politiques, déjà soumis aux lourdes contraintes de la divulgation, de ne pas se trouver limités au milieu de leur campagne, car ils estiment que la régulation de leurs dépenses sur une très longue période allant des primaires aux élections générales serait une obligation désagréable. Mais elle aboutit à des conséquences fâcheuses. Ainsi, en Californie, les manufactures de tabac ont, en 1978, dépensé 6 400 000 dollars pour combattre avec succès une initiative visant à limiter la consommation de tabac, notamment dans les lieux publics !

Cet exemple passablement choquant est à l'origine d'un courant d'opinion qui voudrait réglementer l'apport de l'argent privé au niveau de l'Etat et même le prohiber. Il n'est pas exclu qu'un référendum puisse être provoqué à ce sujet en Californie dans les deux années qui viennent.

Prochain article :

**FINANCER LES CAMPAGNES ÉLECTORALES PLUTOT QUE LES PARTIS**





# AMÉRIQUES

## Brésil

### SUSPENDUE PAR LE TRIBUNAL SUPRÊME

# L'expulsion d'un prêtre italien suscite un débat national

De notre envoyé spécial

Brasilia. — Une épreuve de force est engagée entre l'Eglise catholique brésilienne et le gouvernement Figueiredo. L'enjeu du conflit, commenté avec passion dans tous les milieux brésiliens, est un curé italien, simple et tranquille, âgé de trente-trois ans : le Père Vito Miracapillo. Il était responsable depuis cinq ans des quelque cinquante mille âmes de Ribeirao, une bourgade regroupée autour de l'usine à sucre dans l'Etat de Pernambouc, à 90 kilomètres de Recife.

Bouleversé comme tant d'autres prêtres brésiliens ou étrangers par l'effroyable misère des travailleurs de la terre, le Père Vito s'était peu à peu engagé dans une action concrète de défense des intérêts des pauvres de sa paroisse. « *Sans malice* », dit-il aujourd'hui, sans s'excuser, mais simplement pour faire « *mon devoir de prêtre* ». Une activité qui irrite les patrons des usines à sucre et les fournisseurs de canne de la région préoccupés par la renaissance des syndicats de travailleurs agricoles, décapités en 1974, et qui ont réussi, au début d'octobre, à organiser une grève générale de quarante-huit heures dans toute la zona da Mata (littoral du Pernambouc où domine la canne à sucre).

Le Père Vito est « tombé dans un piège », disent ses amis, en refusant le mois dernier par écrit, de célébrer une messe d'action de grâces pour la fête de l'indépendance du Brésil. « *Le peuple, lui, n'est pas indépendant et est horriblement exploité* », disait-il dans sa missive aux autorités. « *Ce curé italien est un ingénu* », affirment en privé les adversaires du Père Vito qui ont aussitôt hurlé au « *sacrilège* ». « *Il reçoit ses ordres de Moscou* », a déclaré sans rire M. Cavalcanti, un député du P.D.S. (parti gouvernemental) du Pernambouc qui a, le premier, réclamé l'expulsion du Père Vito.

Le décret d'expulsion signé le 15 octobre par le président Figueiredo a surpris tout le monde, et d'abord l'Episcopat brésilien, dont l'état-major se trouvait à Rome. A Ribeirao, c'était la consternation : dix mille habitants signaient une pétition contre l'expulsion. Un test éloquent de popularité et d'affection pour le prêtre dans une région où le taux d'analphabétisme est très élevé (deux travailleurs agricoles sur dix ne savent ni lire ni écrire). Vendredi 17 octobre, le Père Vito, souriant mais déchiré et ému, était embarqué par la police dans un appareil à destination de Rio.

### « Toute l'Eglise est derrière vous »

Coup de théâtre : le tribunal suprême de Brasilia décidait au même moment d'accorder au curé de Ribeirao l'*habeas corpus* sollicité par un avocat de la C.N.B.B. (conférence nationale des évêques brésiliens), et enjoignait au gouvernement de surseoir à l'expulsion. Le ministre de la justice, M. Abi-Ackel, obtempérait. Assez vite pour éviter le départ du Père Vito pour l'Europe, mais trop tard pour empêcher la police fédérale de confisquer à Rio les papiers d'identité du prêtre italien. « *J'ai reçu un appel de la C.N.B.B. de Brasilia me disant : Toute l'Eglise est derrière vous* », nous confiait le Père Vito avant son départ de Recife. Ce n'est pas une formule de politesse. La C.N.B.B. s'est rapidement mobilisée ainsi que la commission Justice et Paix. Les évêques du Nord-Est, à commencer par Dom Acacio Rodrigues, évêque de Palmares (dont dépend la paroisse de Ribeirao), ont littéralement entouré et protégé le Père Vito depuis le 15 octobre. Des messages de solidarité de très nombreux évêques sont venus de tout le Brésil. Seul, Dom Vicente Scherer, évêque très *conservateur* de Porto Alegre, capitale du Rio-Grande-Do-Sul, a mollement *approuvé* l'expulsion. Dom Celso Queiroz, évêque auxiliaire de São-Paulo, a décidé que le père Vito serait hébergé dans les locaux de la C.N.B.B., à Brasilia, jusqu'à ce que le tribunal suprême, qui doit se réunir en séance plénière le mercredi 22 octobre, ait pris une décision définitive.

C'est la première fois depuis 1968 que le tribunal suprême ose remettre en question une décision du président de la République. Aussi l'audace de M. Djaci Falcao, président du tribunal dont tous les membres sont nommés par le gouvernement, a fait l'effet d'une petite bombe dans les milieux politiques, pris à contre-pied.

*Certains* dirigeants de l'opposition sont tellement stupéfaits qu'ils attribuent cette décision à une « *manœuvre* » du gouvernement « *pour améliorer l'image démocratique du Brésil* ». D'autres, beaucoup plus nombreux, estiment que le président Figueiredo « *a cédé aux pressions de la droite militaire et civile, résolument hostile au processus d'ouverture politique du gouvernement* ». Cette droite, selon eux, « *a vu une occasion de faire un exemple et de lancer un défi à une Eglise qui refuse de transiger avec ses principes* ». L'expulsion du curé de Ribeirao devait « *faire réfléchir* » les dizaines de milliers de prêtres étrangers au Brésil et « *tempérer la grogne de la C.N.B.B.* ».

La droite militaire et civile a obtenu, entre autres, l'adoption en août d'une nouvelle loi sur les étrangers qui menace directement les religieux et, au second degré, les dizaines de milliers de réfugiés latino-américains au *Brésil*. La droite, responsable de la vague d'attentats terroristes de septembre, n'a pas renoncé à *stopper* le processus d'ouverture défendu avec des « arguments de raison » par le général Golbery, chef de la maison civile du président Figueiredo.

A Recife, le conflit prend une résonance politique et émotionnelle particulière M. Gilson Machado, président du syndicat des patrons d'usine du Pernambouc, a félicité le président Figueiredo « *pour la décision d'expulsion, qui devrait servir d'exemple à tous ceux qui ne sont pas Brésiliens et qui prêchent la haine et la lutte fratricide* ». Le gouverneur du Pernambouc, M. Maciel, s'est lui aussi déclaré très satisfait, estimant que le Père Vito était expulsé « *comme Italien et non pas comme prêtre* ». Chacun ici, comme dans le reste du Brésil, songe déjà aux élections générales de 1982, alors que les nouvelles formations politiques s'organisent et se placent.

MARCEL NIEDERGANG.

# A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

● LE CHEF DE L'ETAT AFGHAN, M. KARMAL, a, pour la première fois, apporté son soutien « *à la lutte des peuples du Pachtounistan et du Baloutchistan* (deux régions du Pakistan) *pour leur libération* », dans un message lu depuis Moscou, le 19 octobre, à Radio-Kaboul. D'autre part, les autorités militaires afghanes ont démenti, le 20 octobre, à l'envoyé spécial de l'A.F.P. à Kaboul, qu'une tentative de soulèvement militaire ait été déjouée la semaine dernière dans une garnison proche de la capitale (*le Monde* des 17 et 21 octobre).

## Belgique

● *MANIFESTATION CONTRE LE RACISME ET L'ANTI-SEMITISME.* — Plusieurs milliers de Belges (vingt mille selon la police, cent mille selon les manifestants) ont défilé lundi 20 octobre, à Bruxelles, contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont demandé la stricte application de la loi de 1934, notamment contre le Mouvement extrémiste flamand (V.M.O.) qui s'est manifesté à plusieurs reprises impunément au cours des derniers mois. — *(Corresp.)*

## Paraguay

● LES ELECTIONS MUNICIPALES. — Le parti Colorado au pouvoir a recueilli 87,5 % des suffrages aux élections municipales qui ont eu lieu dimanche 19 octobre, a-t-on annoncé officiellement lundi. Le parti libéral radical est arrivé en deuxième position avec 6,1 % devant le parti libéral (3,7 %). Le parti Colorado du général Alfredo Stroessner, président à vie, est au pouvoir depuis 1954. — *(Reuter.)*

## Philippines

● ARRESTATIONS. — A la suite de l'attentat à la bombe qui a fait dix-huit blessés au centre de conférences internationales de Manille, dimanche 19 octobre, M. Ferdinand Marcos, président des Philippines, a ordonné, lundi 20 octobre, l'arrestation de trente personnes de l'opposition, dont une dizaine (parmi lesquelles l'ancien sénateur Benigno Aquino) sont actuellement réfugiées aux Etats-Unis. L'ambassade des Etats-Unis à Manille a rappelé à cette occasion qu'il n'existait pas de traité d'extradition entre les deux pays. — *(A.F.P., U.P.I., Reuter.)*

## Yougoslavie

● VISITE DE M. CEAUSESCU. — Le chef de l'Etat et du parti roumains, qui s'est entretenu à la fin de la semaine dernière à Bucarest avec son collègue bulgare, M. Todor Jivkov, va faire, du 22 au 24 octobre, sa première visite officielle à Belgrade depuis la mort du président Tito. — *(A.F.P.)*

## Zambie

● LE CORRESPONDANT DE L'A.F.P. DETENU POUR INTERROGATOIRE. — M. Cros, qui a été arrêté vendredi 17 octobre à son domicile (*le Monde* du 21 octobre), est « *détenu pour interrogatoire* », a confirmé lundi le ministre zambien des affaires étrangères dans une première réaction *officielle depuis* l'arrestation du correspondant de l'A.F.P. à Lusaka. Aucun *contact n'ayant pu être pris* avec son correspondant, l'A.F.P. a adressé lundi un télégramme aux autorités zambiennes demandant la libération immédiate de M. Cros. L'Union nationale des syndicats de journalistes de France a également demandé au président Kaunda de Zambie de « *tout mettre en œuvre pour que M. Cros soit libéré dans les meilleurs délais* ». L'A.F.P., enfin, a saisi lundi soir l'Institut international de la presse de Londres pour qu'il intervienne auprès des responsables zambiens.

# AFRIQUE

# Tanzanie : le socialisme en pointillé

## II. — Un visionnaire harcelé par l'intendance

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

**Menée par le président Nyerere dans un esprit de solidarité et de désintéressement qui lui a valu la sympathie de tous ses partenaires, l'expérience « socialiste » tanzanienne n'en a pas moins abouti à un échec de sa forme la plus spécifique : l'installation de villages autogérés « ujamaa », cellules de base d'un collectivisme agraire (« le Monde » du 21 octobre).**

Dar-Es-Salaam. — Productivité, rendement, profit : ces mots, qui fleurissent dans le discours politique tanzanien, n'ont pas précisément une résonance socialiste. Mais qu'importent les connotations idéologiques lorsqu'il s'agit de soigner d'urgence une économie mal en point !

Peu avant d'être limogé, l'ancien ministre des finances, M. Edwin Mtei, constatait brutalement : *« La productivité des travailleurs a chuté de moitié en dix ans. Il existe en Tanzanie un « go-slow » presque général ».* L'expression « go-slow » est bien commode. Elle recouvre pudiquement les ralentissements ou arrêts du travail en tout genre. Le mot « grève », il est vrai, demeure tabou. Le président s'inscrivit alors en faux contre le jugement de son ministre, arguant que les ouvriers n'étaient pas à blâmer. Le manque de matières premières, les coupures d'électricité, le mauvais système de transports, ne leur sont à l'évidence pas imputables.

Il n'empêche. Comment produire plus dans un système socialiste greffé sur une société pauvre ? Vieux débat tiers-mondiste et rude problème, qu'affrontent aussi — peu ou prou — ses voisins et alliés, MM. Machel, Kaunda ou Mugabe. Le *mwalimu* croyait naguère que l'essence du socialisme résidait dans la manière dont on distribue les richesses. Aujourd'hui, il se préoccupe surtout de production. Vingt ans — ou presque — après l'indépendance, M. Nyerere, le visionnaire, est harcelé par l'intendance.

### Les « stimulants matériels »

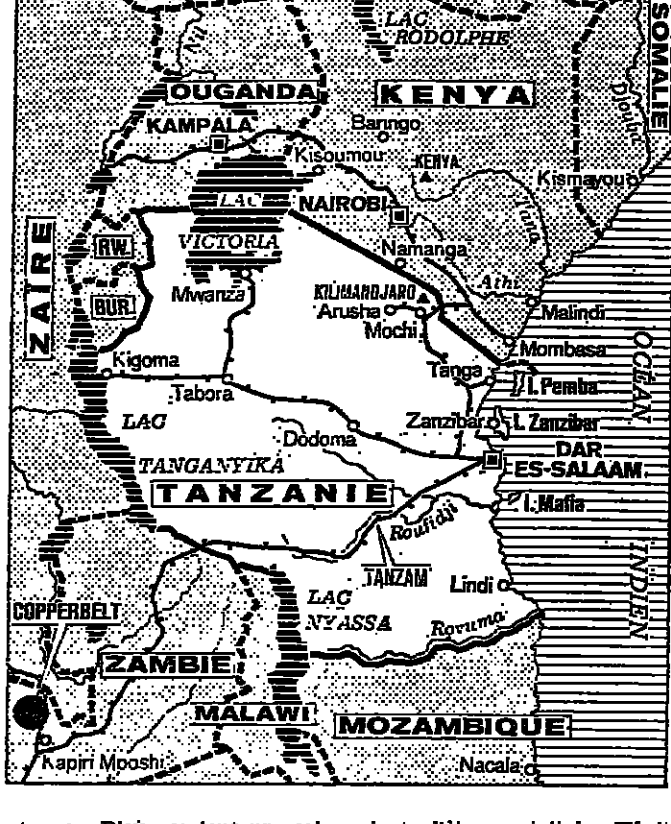
Trois chocs ont durement secoué l'économie tanzanienne : la crise pétrolière, l'éclatement de la communauté est-africaine (1977), la guerre contre Amin Dada (1978-1979). Le « boom » du café permit, pour un temps, d'amortir le premier. La restructuration administrative provoquée par le deuxième engloutit 25 millions de dollars (ses effets à long terme sont plus difficilement chiffrables). L'équipée ougandaise en coûta 500 millions, dont 300 en devises (pour l'achat de matériel militaire).

Un coup d'œil au budget de l'Etat confirme que les temps sont difficiles. Le déficit budgétaire, ces deux dernières années, a dépassé de quatre fois les prévisions. Il se maintient autour de 230 millions de dollars. Le paiement des importations exige un appel accru à l'aide étrangère. Il faudra, reconnaît le ministre des finances, M. Ahmad Jamal, six ou sept ans pour rétablir le commerce extérieur. Les réserves en devises sont proches du néant.

Pour redresser la barre, le gouvernement recourt aux bonnes vieilles recettes capitalistes. Ainsi de l'accroissement des impôts indirects. Entre 8 et 24 % sur l'essence, les cigarettes, la bière.

Un autre procédé a fait ses preuves : récompenser quiconque produit plus que la norme. Qu'on l'appelle stimulant, prime ou « bonus », la méthode est universelle. En dépit de son idéologie égalitariste, le régime tanzanien l'a faite sienne. En mai dernier le président annonça une forte augmentation, atteignant parfois 40 %, du salaire minimum, « gelé » depuis cinq ans. En même temps, une brochure du parti consacrée à une « nouvelle politique de la productivité », préconisait l'instauration d'un système de « bonus » au profit des travailleurs et des sociétés nationales dépassant les objectifs de production. En contrepoint, les « paresseux » n'auront ni prime ni promotion annuelle. Sur ce chapitre, la doctrine officielle hésite encore : le Tribunal permanent du travail a rejeté un projet prévoyant d'attribuer aux planteurs de tabac une prime pour chaque kilo récolté.

Au large de Dar-Es-Salaam, les navires patientent deux semaines en moyenne avant de pénétrer dans un port aux entrepôts engorgés. Leurs silhouettes scintillantes offrent l'un des rares spectacles de la nuit. Selon les responsables des compagnies maritimes, il faut quatre fois plus de temps pour décharger ici qu'à Mombasa (sans compter la pénalisation due à l'attente en mer). Outre l'insuffisance des quais et des hangars, cette contre-performance tient au statut des dockers. Après l'éclatement de la communauté est-africaine, leurs salaires ont été réduits d'un tiers. Aussi cherchent-ils à récupérer l'argent perdu, sous forme d'heures supplémentaires et de primes nocturnes. D'où ces lenteurs calculées.




Pareilles déficiences de productivité sont nettement sensibles dans l'industrie, encore embryonnaire. Largement financés par l'aide étrangère, les projets sont légion. Mais, comme l'a déploré le premier ministre, M. Edward Sokoine, ceux-ci sont *« mal réalisés »*, voire mal conçus : erreurs de programmation, mauvaise implantation géographique, dépassement systématique des devis, dépendance accrue envers les machines et biens d'équipement importés, gros consommateurs de devises. La mise en place d'une véritable industrie de substitution demeure un objectif hors d'atteinte. Un exemple parmi dix : la Tanzanie possède des réserves de sulfure et de phosphates mais importe ces matières premières pour les transformer dans ses usines d'engrais. L'industrie, dans son ensemble, fonctionne à la moitié de sa capacité. Une gamme de produits de première nécessité sont introuvables, de façon chronique, ailleurs qu'au marché noir : farine, huile, savon, lessive.

Avec la relance de l'agriculture, la modernisation du système de transports est l'une des deux priorités économiques du régime. Le réseau ferré central — à voie unique et faible écartement — construit à la fin du dix-neuvième siècle par le colonisateur allemand, ne fut jamais rénové. Les grands axes routiers sont dans un piètre état. La capacité de traitement des ports — Dar et Tanga — ne suffit pas aux besoins. Le pays manque cruellement de wagons et de véhicules lourds.

### Des sociétés nationales mal gérées

La Tanzanie n'échappe pas à l'ankylose bureaucratique, maladie presque inévitable des économies socialisées. Aussi parle-t-on volontiers à Dar-Es-Salaam du nécessaire « dégraissage » des quelque trois cents entreprises « para-étatiques », auxquelles René Dumont, dans son rapport, réserve ses critiques les plus acerbes. Les sociétés nationales, selon l'agronome français, sont en sureffectif, sous-équipées, mal gérées et fort dispendieuses. Entre 1970 et 1976, l'administration publique a doublé d'importance. L'encadrement administratif engloutit 16 % du revenu national. *« En Tanzanie*, note René Dumont, exemples à l'appui, *il y a trois bureaucraties, l'administration, le parti et les sociétés nationales. Très souvent, la bureaucratie est entre les mains d'une élite privilégiée qui conduit les affaires de l'Etat dans l'intérêt des gens au pouvoir. »* On peut trouver le jugement abrupt surtout si l'on songe aux ravages du népotisme dans maints pays d'Afrique. Le président Nyerere, toutefois, ne le démentira pas, lui qui souvent fulmina contre *« l'incompétence, l'arrogance et la paresse parmi les dirigeants ».*

Malgré cela, le retour au capitalisme — faut-il le préciser ? — est moins que jamais à l'ordre du jour. La médecine — l'un des derniers refuges du libéralisme — vient d'être socialisée. Hôpitaux et cliniques privés sont tombés sous la coupe du gouvernement ou de certaines organisations triées sur le volet et agréées par lui (Croix-Rouge, missions religieuses). Les quelque deux cents médecins privés — dont soixante-dix à plein temps — devront négocier avec leur nouvel employeur un contrat prévoyant un salaire fixe. Les cabinets médicaux privés, assure le ministère de la santé, ne profitaient qu'à une clientèle riche, privilège incompatible, selon lui, avec les principes du socialisme. Le reproche est fondé. Mais on ne voit pas, dans cette affaire, les bénéfices qu'en tireront les malades démunis, faisant la queue dans des hôpitaux publics surpeuplés et à court de médicaments.

### La réduction des inégalités

L'étatisation des professions judicaires a été approuvée en théorie. On l'appliquera le jour où l'Etat... s'estimera en mesure d'assumer, dans ce domaine, une tâche techniquement complexe. Au printemps dernier, le monopole de l'importation des produits de base a été confié à quatorze sociétés nationales. Point n'est besoin d'être mal intentionné pour relever au passage les arrière-pensées « raciales » qui sous-tendent ces diverses mesures de socialisation. La communauté asiatique — Indiens et Pakistanais — (quatre-vingt mille personnes environ) contrôle encore largement le secteur commercial. Malgré les progrès de l'africanisation, elle est fortement représentée parmi les médecins et les avocats. Pures coïncidences ? Le ministre du commerce, lui-même, invitait récemment *« les Tanzaniens non africains à mieux observer les principes du socialisme ».*

Au-delà des abus d'autorité, des erreurs et des obstinations contestables, on ne peut oublier l'œuvre accomplie depuis 1961. Trop pauvre, la Tanzanie fut la plus délaissée des colonies anglaises d'Afrique orientale. Le développement des infrastructures et la formation des cadres lui furent chichement mesurés. En 1980, pourtant, le Tanzanien moyen est mieux nourri et soigné que son voisin ougandais, aussi bien que son frère kényan. Quel autre régime africain s'est soucié à ce point, autrement qu'en discours, d'adoucir l'existence quotidienne des paysans — neuf Tanzaniens sur dix, — de satisfaire ses aspirations au mieux-vivre ? Quatre villages sur dix reçoivent l'eau potable et abritent un dispensaire : neuf sur dix ont une école primaire. L'éducation primaire universelle a été introduite en 1977, avec plusieurs années d'avance sur les prévisions. Près de 70 % des adultes sont alphabétisés, contre moins de 10 % il y a vingt ans.

La chasse aux inégalités n'est pas uniquement un thème de propagande. Selon la Banque mondiale, l'éventail des revenus nets d'impôts (entre le salaire minimum et le meilleur traitement dans la fonction publique) allait de un à cinquante lors de l'indépendance. En 1975, l'écart n'était plus que de un à huit. Ceux qui, ailleurs en Afrique, roulent en Mercedes-Benz — les *wabenzi* — n'ont pas droit de cité à Dar-Es-Salaam. La société tanzanienne est sans doute l'une des plus équitables.

### Peu de détenus politiques

La frugalité du président Nyerere, sa simplicité franciscaine, son mépris des goûts somptuaires et mégalomanes, sa probité légendaire, ont déteint sur le cercle dirigeant. Tous les responsables, certes, ne sont pas incorruptibles. On oublie parfois le « code de moralité » adopté à Arusha. Quelques noms circulent parmi la communauté étrangère, qui cite des cas précis — incluant même la contrebande de diamants — et aligne des pourcentages, mais les coupables sont peu nombreux. Le degré de motivation et l'intégrité des ministres et hauts fonctionnaires tanzaniens sont largement reconnus. Plus graves aux yeux du paysan, les petites corruptions quotidiennes, les backchichs villageois — qu'on appelle joliment ici le « thé » — sont aussi plus difficiles à extirper. Pourtant nul ne peut prétendre à l'impunité. S'il a le courage politique d'admettre ses faiblesses, comme lors d'une récente réunion du parti à Arusha où l'on passa en revue les abus de pouvoir de l'administration, le régime sait aussi sanctionner les brebis galeuses. Des policiers tortionnaires sont jetés en prison, des responsables incompétents exclus du parti.

Le 26 octobre prochain, le *mwalimu* sera de nouveau — à cinquante-huit ans — seul candidat du *Chama cha mapinduzi* (C.C.M. - Rassemblement de la révolution) à l'élection présidentielle. Qui oserait se poser en héritier ? La contrainte n'est pourtant pas le ressort principal de sa longévité politique. La Tanzanie ne s'apparente pas à ce qu'on appelle communément un Etat policier. Les prisonniers politiques ?. Sujet tabou. Mais tout porte à croire qu'ils sont rares, hormis le groupe d'opposants récemment arrêtés à Zanzibar (*le Monde* du 14 août). L'élégant palais présidentiel, aux arcades blanches de style mauresque, est l'un des moins gardés d'Afrique. Le tribalisme ne joue qu'un rôle limité. Les exilés du Front d'action tanzanien, qui se manifestent de temps à autre par l'envoi de tracts, représentent surtout eux-mêmes.

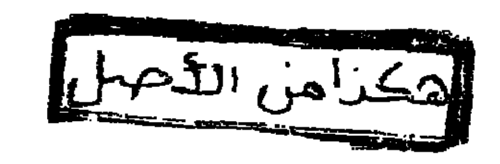
L'armée ? M. Nyerere s'en méfie secrètement depuis la rébellion de 1964. Des hommes de confiance occupent les postes-clés. Pour la première fois, il a contracté une dette envers elle, depuis sa victoire en Ouganda. Mais les militaires sont de plus en plus associés aux tâches du parti, ce qui ne semble guère témoigner d'un climat de méfiance réciproque. Le reclassement des dix mille soldats recrutés à la hâte parmi les chômeurs, pour servir en Ouganda, s'est apparemment effectué sans heurts. La jeunesse, malgré certaines frustrations — engendrées notamment par un système éducatif très sélectif, — est trop embrigadée pour contester la tutelle du parti. Celui-ci n'est d'ailleurs pas une simple coquille vide, ou l'orchestrateur patenté d'incantations révolutionnaires. Plus qu'ailleurs en Afrique, il est « en prise » sur le pays profond. Son pouvoir est démultiplié. D'où le sentiment populaire d'un recours toujours possible auprès de l'autorité. Tous ces mérites, peu fréquents, expliquent largement la sollicitude dont le régime tanzanien bénéficie depuis longtemps à l'étranger.

Prochain article :

**UNE AIDE ÉTRANGÈRE BIEN EMPLOYÉE**





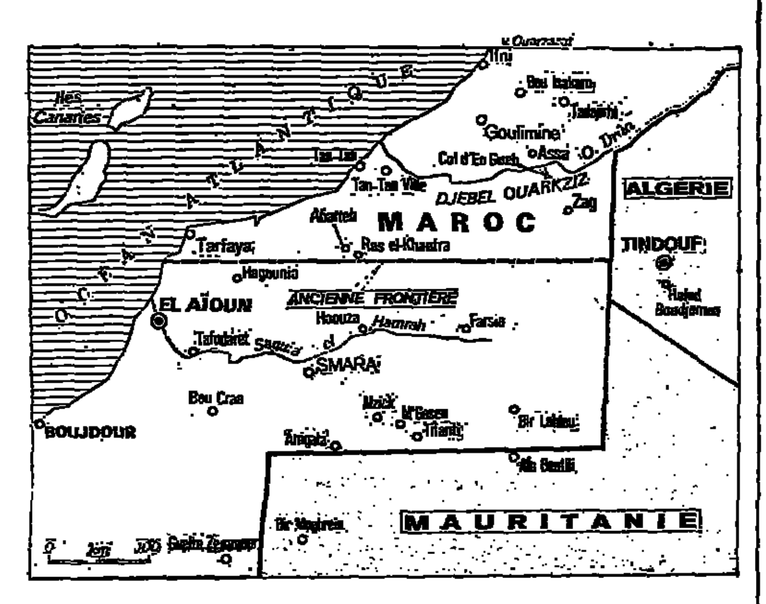
## LE CONFLIT SAHARIEN

# Un raid d'un millier de kilomètres avec les combattants du Polisario

De notre envoyé spécial

Hassi Hafed Boudjemaa. — En emmenant durant trois jours une dizaine de journalistes en majorité français et espagnols dans les *« territoires libérés »* de la *« République Arabe Sahraouie Démocratique »*, le Polisario visait un double objectif : prouver qu'il contrôle effectivement la quasi-totalité de cette région abandonnée depuis maintenant près de deux ans par l'armée marocaine, établir *a contrario* que les combats actuels se déroulent toujours sur le territoire même du royaume dans la région de l'oued Draa. La démonstration nous a paru convaincante.

Parti de Hafed Boudjemaa, à 25 kilomètres au sud de Tindouf, le 9 octobre, notre convoi de cinq Land Rover y est revenu le 13 après avoir parcouru un millier de kilomètres. A aucun moment il n'a été inquiété, que ce soit lors des bivouacs à Farsia et à Haouza, en plein cœur de la Saguia-El-Hamra, ou pendant les déplacements, bien que les voitures soulèvent en roulant sur la Hamada d'immenses traînées de poussière aisément repérables par l'aviation. Les Land ont même emprunté à deux reprises, de jour et de nuit, la route tracée par les Espagnols, long et mince ruban au revêtement bien abîmé qui serpente de Farsia à Smara sur des plaines caillouteuses parsemées de rares touffes d'alfa et d'épineux. Les conducteurs, la tête emmaillotée dans leur chèche, les yeux protégés, en l'absence de pare-brise, par de grosses lunettes de moto ou de ski, n'hésitaient pas à utiliser leurs veilleuses ou même leurs phares. Au passage les combattants nous ont montré avec fierté près d'Haouza un champ labouré destiné à recevoir du blé et de l'avoine. Faute de tracteurs, la terre creusée de longs sillons irréguliers a été travaillée à l'aide de Land Rover. Les Sahraouis ne se font sans doute guère d'illusions sur les potentialités agricoles de leur pays, mais pour ces nomades le labour a valeur de symbole. Il *témoigne de leur volonté* d'enracinement.




### Les combats de Ras-El-Khanfra

Des précautions, notre escorte a commencé à en prendre seulement lorsque nous nous sommes approchés de la frontière avec le Maroc pour gagner la zone de Ras-El-Khanfra où se déroulent depuis un mois de violents affrontements (*le Monde* du 10 octobre). Ras-El-Khanfra, une butte sur les premiers contreforts des monts Zini, commande une vallée qui, par Abatteh, à 17 kilomètres plus loin, donne accès à Tan-Tan. C'est là l'une des voies empruntées par les katibas du Polisario pour remonter vers le nord du Maroc. Elles peuvent ainsi attaquer la route qui, le long de la côte, de Tan-Tan à Tarfaya, permet d'acheminer ravitaillement, hommes et matériel de guerre vers le triangle fortifié Hagounia - Smara - Boujdour au Sahara occidental. Ce réduit englobe la capitale du territoire, El-Aïoun, et surtout les gisements de phosphates de Bou-Craa. Avec la ville de Dakhla (ancienne Villa-Cisneros) plus au sud, ce sont désormais les seuls points d'implantation des troupes marocaines dans l'ancienne colonie espagnole.

*« Pour cette opération destinée à protéger ses voies de communications, l'armée marocaine*, nous dit M. Omar Hadrani, l'un des membres du conseil de commandement du Polisario, *a engagé quelque vingt mille hommes placés à Abatteh sous les ordres du colonel Ben Othman. Au mois d'août dernier, douze mille de ces soldats ont été installés dans trois positions, échelonnées sur une trentaine de kilomètres, l'une en territoire sahraoui, à Khreibichat, la seconde à L'Bouba, sur la frontière, et la dernière enfin à Ras-El-Khanfra, à quelques kilomètres à l'intérieur du Maroc. A la suite de nos attaques, les deux premières garnisons ont dû décrocher entre le 16 et le 18 septembre. Elles sont allées renforcer celle de Ras-El-Khanfra. Nous continuons nos assauts et nous avons déjà investi une fois leur P.C., détruisant des batteries d'artillerie lourde et des orgues de Staline. »*

Protégé par une providentielle nappe de brouillard qui a empêché les reconnaissances de l'aviation, notre groupe s'est approché à l'aube jusqu'à 5 kilomètres seulement de Ras-El-Khanfra d'où parvenaient par instants des bruits d'explosions. Le terrain, légèrement accidenté, portait partout les traces des violents combats des jours précédents. Là, les débris éparpillés sur plusieurs centaines de mètres carrés d'un avion Mirage-F1 abattu le 21 septembre ; plus loin les carcasses noircies et déchiquetées de deux transports de troupes blindés de fabrication sud-africaine. Nos guides nous montrent ensuite un gigantesque bulldozer Caterpillar insolite dans ce décor désertique. *« Les combattants s'en sont emparés sur les positions de Ras-El-Khanfra*, nous explique M. Omar Hadrani, *et ils ont réussi à l'apporter jusqu'ici. Mais le moteur a grillé. Nous avons déjà détruit quatre de ces engins. Les Marocains les utilisent pour creuser des fossés et élever des digues de protection. »*

Nous visitons ensuite les positions abandonnées à Khreibichat et L'Bouba par les forces armées royales. Partout les traces du repli marocain sont inscrites sur le sol. Trous individuels et tranchées, parsemés de boîtes de conserves, positions d'artillerie et de mortiers jonchées de douilles et de caissettes de munitions, Land Rover renversées, camion-citerne incendié. De-ci, de-là, quelques monticules de terre fraîchement retournée : *« Des tombes que nous avons creusées pour des soldats marocains »*, nous indique l'un des membres de notre escorte.

### « Qui ratisse qui ? »

Selon M. Omar Hadrani, les Marocains ont eu depuis le début de cette série d'opérations quelque six cents tués. *« Nous avons là une bonne occasion de nous attaquer aux meilleures unités adverses, aux quelques milliers d'hommes qui constituent le fer de lance des forces armées royales. Nous les accrochons avant qu'elles aient le temps de se fortifier. »*

L'évocation des *« opérations de ratissage »* qui auraient abouti, selon Rabat, à l'élimination du Polisario au sud du royaume fait sourire M. Hadrani. *« Qui ratisse qui ? »*, demande-t-il en évoquant les replis successifs de l'armée royale. *« Quant au Sud marocain*, ajoute-t-il, *il est de plus en plus menacé, ainsi que vient de le démontrer notre attaque de M'Hamed-les-Gazelles, près de Ouarzazate, à la hauteur d'Agadir. »* Un peu plus tard, sur le chemin du retour, après le repas traditionnel : chèvre rôtie, riz et thé vert, M. Hadrani tirera pour nous, sous une tente improvisée à l'aide de couvertures, la leçon de la dernière réunion de l'O.U.A., à Freetown. *« Nous acceptons de nous prêter à un référendum d'autodétermination*, dit-il, *et de cesser le feu, à condition que l'armée marocaine évacue totalement notre pays. Aucune consultation ne peut avoir lieu sous la menace des armes marocaines. L'O.U.A. a voulu lancer une ultime bouée de sauvetage au roi. Il ne l'a même pas saisie. Désormais la priorité est à la lutte pour obtenir le départ des troupes de Rabat. »*

DANIEL JUNQUA.

# ASIE

## Chine

*LA FIN DU SÉJOUR DE M. GISCARD D'ESTAING*

## M. François-Poncet a inauguré à Shanghai le nouveau consulat général de France

**De retour du Tibet, où il avait séjourné « à titre privé » dimanche et lundi, le président Giscard d'Estaing a passé quelques heures, mardi 21 octobre, à Shanghai, d'où il devait s'envoler dans la soirée pour la France. Prenant la parole devant plus d'un millier d'étudiants de l'université Fudan, le président a *rendu hommage à la jeunesse chinoise* « qui pèsera demain plus que toute autre sur le monde, puisque six cents millions de Chinois ont moins de trente ans ». Il a annoncé qu'il avait proposé aux dirigeants chinois l'ouverture d'un centre universitaire de technologie « spécialisé dans les branches qui répondraient le mieux à l'intérêt des étudiants ». « *La jeunesse du monde, a conclu M. Giscard d'Estaing, peut se retrouver unie sur des tâches qui ne sont plus la puissance et la domination mais l'attachement aux valeurs culturelles fondamentales et plus simplement au bonheur.* » Sur le chemin du retour, une escale est prévue à Dubai, dans les Emirats arabes unis.**

**Mardi matin, M. Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères, a inauguré à Shanghai le consulat général de France. Celui-ci est installé dans une villa de type colonial occupée jusqu'alors par le bureau du procureur général de la ville. La France est, après la Pologne, le Japon et les Etats-Unis, *le quatrième pays à disposer* d'un consulat dans la grande métropole de l'Est.**

## Une expérience d'autogestion

De notre envoyé spécial

*Shanghai. — Dans les rues de la* plus grande ville du monde, le piéton est encore roi. Les rares voitures, les camions et les autobus doivent se frayer un passage dans des flots compacts de passants en jouant vigoureusement du klaxon. La cacophonie atteint son point culminant devant le grand magasin numéro un, dans le centre de la ville. Des milliers de badauds se pressent devant les vitrines où d'aguichantes femmes mannequins en plâtre, courtement vêtues à l'occidentale, trônent entre des chaînes haute fidélité de marque japonaise.

Il s'agit du plus grand magasin de Shanghai : cinq étages, dix-sept mille mètres carrés de surface, quarante mille variétés de *marchandises exposées*, cent cinquante mille visiteurs chaque jour, un chiffre d'affaires quotidien de six cent mille yuans (un yuan vaut 2,90 FF), deux *mille quatre cents ouvriers* et employés.

Outre les soucis que peut causer la gestion d'un tel ensemble, le directeur du grand magasin numéro un est fort occupé par la prépara*tion de ce qui va bouleverser les* habitudes d'antan : l'introduction de l'« *autogestion* » à partir de l'an prochain comme cela se fait déjà dans certaines entreprises à Shanghai et, de façon généralisée, dans quelques provinces.

Pour le moment, le directeur qui gagne 116 yuans par mois (le plus petit salaire de l'entreprise est de 36 yuans) est nommé par le bureau de commerce de la municipalité de Shanghai. Il assume aussi les fonctions de secrétaire du comité du parti du magasin. A partir de l'an prochain, il devra être élu par les salariés de l'entreprise. Comme il a eu des ennuis au moment de la révolution culturelle il ne se fait pas trop de souci à ce sujet. Au demeurant, il pense le plus grand bien de l'autogestion qui, précise-t-il, sera introduite « *à titre d'expérience* », un retour au passé demeurant possible en cas d'échec.

Actuellement, c'est l'Etat qui élabore seul le plan financier et le plan des ventes du magasin, qui fonctionne avec une marge de bénéfice de 7 %. « *Il y a*, dit le directeur, *des contradictions entre l'intérêt de l'Etat et celui de l'entreprise et de ses employés. En 1981, nous aurons le droit de décider nous-mêmes de l'approvisionnement et de la politique des ventes. Une partie des bénéfices sera versée sous forme d'impôts à l'Etat mais l'autre partie sera conservée dans l'intérêt du magasin et pour améliorer le niveau de vie des employés sous forme de primes.* »

Autre innovation, avec l'autogestion, le directeur aura le droit d'embaucher lui-même les employés et même de les licencier. En fait, ce que le directeur entend par « *licenciement* », c'est une période de un ou deux ans au cours de laquelle le fautif, ayant reçu un avertissement, est soumis à une « éducation » qui s'accompagne d'une réduction de salaire. Un éventuel départ définitif de l'entreprise n'interviendrait qu'au terme de cette période et après l'accord du comité d'entreprise.

*Cette année, les ventes de produits* étrangers ont représenté 1 % du chiffre d'affaires. Il y a, affirme le directeur, « *une évolution dans les goûts et aussi les moyens de la clientèle* ». Les chalands achètent de plus en plus de marchandises de haut de gamme : montres, machines à coudre, vêtements de laine.

Quelle est la marchandise en vente dans le magasin qui coûte le plus cher ? Un poste de télévision en couleurs, dont le prix est de 2 500 yuans. Depuis le début de l'année, on en a vendu deux cents. Etant donné le salaire d'un responsable, tel le directeur, qui, à Shanghai, peut faire une telle acquisition ? Les « *anciens capitalistes* » et surtout les intellectuels, ingénieurs, cadres et techniciens, dont les salaires avaient été bloqués pendant la révolution culturelle (ils ne touchaient que les fonds nécessaires à leur nourriture). Toutes ces personnes viennent de toucher un « rappel » important et ont maintenant, affirme le directeur, « *des comptes en banque bien garnis* ».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

### LE MAIRE DE PÉKIN A PASSÉ UNE SEMAINE A PARIS

M. Lin Hujia, maire de Pékin, hôte de la municipalité parisienne, a assisté le lundi 20 octobre, en compagnie de M. Jacques Chirac, maire de Paris, à la soirée donnée pour l'inauguration officielle du Théâtre musical de Paris, ancien Théâtre du Châtelet, qui vient d'être rénové.

M. Hujia est arrivé le 15 octobre à Paris et regagnera Pékin le 22 au matin. Après avoir visité lundi le Centre Pompidou et le *quartier du Marais, il s'est promené* dans le nouveau quartier de la Défense. L'après-midi, il s'est rendu à l'usine d'Achères qui traite les eaux usées de Paris et de sa banlieue.

M. Jacques Chirac avait visité Pékin du 16 au 26 octobre 1978. C'est à ce moment-là qu'il avait invité M. Hujia, qui a lui-même fixé la date de son séjour à Paris, qui, on le notera, coïncide avec celle du voyage du président de la République en Chine.

### Dans la province du Hunan

### DES ÉTUDIANTS MANIFESTENT POUR PROTESTER CONTRE UNE ÉLECTION LOCALE

Pékin (*A.F.P.*). — Plusieurs milliers d'étudiants de Changsha (province du Hunan) sont récemment descendus dans la rue et une centaine d'entre eux ont, durant trois jours, observé une grève de la faim pour protester contre l'intervention du parti dans une élection locale. Il s'agissait d'élire une assemblée populaire pour un district de la ville de Changsha. Parmi les candidats figurait un étudiant, M. Li Heng, auteur d'une plate-forme *électorale assez insolite, proclamant* son appartenance au « *socialisme scientifique* », mais non au marxisme. Les autorités l'ont contraint à se retirer de la liste.

Les manifestants réclament la tenue de nouvelles élections, la *démission d'un dirigeant local* et l'établissement d'une commission d'enquête — cette dernière revendication ayant été accordée.

C'est la première fois depuis la répression du « printemps de Pékin », l'an dernier, qu'une manifestation d'une telle ampleur se déroule en Chine. Par solidarité, des étudiants des départements de diplomatie internationale et d'économie de Beida (l'une des deux universités de Pékin) ont apposé un dazibao *appelant leurs camarades à « constituer des listes de soutien »* au mouvement de Changsha.

### UN COMITÉ NATIONAL EST CRÉÉ A CANTON POUR SAUVER LE DISSIDENT LIU QING

Les revues « démocratiques », c'est-à-dire non officielles, semblent connaître depuis quelques mois un regain d'activité, principalement en province. Dans le *Hunan*, le *Shandong*, le Nord-Est, le Guangdong, une vingtaine de revues nouvelles ont été fondées. A Canton, un Comité national des revues démocratiques a été créé. Ce comité possède un organe, *le Devoir (Zeren)*, et ceux qui l'animent cherchent actuellement à se faire enregistrer par les autorités en arguant de la liberté d'expression garantie par la Constitution.

D'autre part, un Comité national pour sauver Liu Qing, *animé par seize revues de* différentes provinces, a été également créé à Canton. M. Liu Qing a été arrêté en novembre 1979 pour avoir divulgué les minutes du procès — pourtant proclamé public — de Wei Jingsheng, un dissident chinois condamné le 16 octobre 1979 à quinze ans de prison. M. Liu Qing, qui était l'un des animateurs de la revue *Tribune du 5 avril*, à présent interdite, a été condamné le 30 juillet à trois ans de « rééducation par le travail » par la sécurité publique, qui n'est obligé de déférer les inculpés devant un tribunal que pour des peines supérieures à trois ans (*le Monde* du 11 septembre).

D'autres dissidents sont également emprisonnés sous l'inculpation d'activités contre-révolutionnaires, comme M. He Qiu, rédacteur en chef de la revue cantonnaise *la Voie du peuple*.

## Inde

*LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT CENTRAL*

## Mme Gandhi préfère les personnalités loyales aux responsables compétents et efficaces

De notre correspondant

New-Delhi. — Mme Gandhi a procédé, dimanche 19 octobre, à un remaniement ministériel attendu depuis longtemps. Seule une nouvelle personnalité entre au gouvernement : M. S.B. Chavan, ancien chef du gouvernement du Maharashtra (Etat de Bombay), qui a reçu le portefeuille de l'éducation nationale. M. P.C. Sethi passe, d'autre part, des travaux publics et du logement au ministère des pétroles et produits *chimiques dont le détenteur*, M. V. Patil, a été nommé aux transports et à la marine marchande. Le ministère du travail a été confié à M. N.D. Tewari, qui reste également chargé de la planification, tandis que M. B.N. Singh devient ministre des travaux publics et du logement. Le premier ministre a également nommé six nouveaux secrétaires d'Etat : défense, éducation, budget, commerce, ravitaillement et agriculture (1).

Mme Gandhi a sans doute voulu répondre à ceux qui lui reprochent son indécision, sa temporisation, la médiocrité de son équipe et des résultats obtenus par cette dernière depuis sa constitution, le 14 janvier, autant de critiques auxquelles ne pouvait être *insensible celle qui* avait reconquis le pouvoir en promettant notamment au peuple « *a Government that works* », « *un gouvernement qui travaille* ».

L'effet de surprise — Mme Gandhi avait écarté récemment la possibilité d'un remaniement — et le choix du moment — la fête de Dussehra (2) — ne semblent *toutefois* pas avoir suscité le choc attendu. La plupart des commentateurs expriment *leur* déception face à un remaniement qui, estiment-ils, a vu le premier ministre privilégier une fois de plus la fidélité et la loyauté (les ralliés de la dernière heure ne sont toujours pas récompensés) par rapport à la compétence et à l'efficacité. Ainsi relèvent-ils le refus de se séparer de ministres dont les résultats étaient généralement considérés comme peu probants. A preuve, font-ils remarquer, l'absence de toute promotion. En fait, il semble que, par le jeu d'une redistribution des responsabilités, ces derniers se voient accorder une seconde chance.

Refusant de se déjuger, Mme Gandhi, qui conserve le portefeuille de la défense, espère, en réaménageant son équipe, lui *donner une cohésion dont elle* aura besoin pour affronter, à compter du 17 novembre, une session parlementaire que l'on annonce difficile pour le pouvoir.

### Perte d'influence des amis de Sanjay

Les commentateurs les plus indulgents relèvent le fait que le gouvernement comprend désormais cinq femmes (au lieu de deux), dont Mme Gandhi, et qu'il est fait appel à des hommes politiques expérimentés, tels que M. S.B. Chavan, soixante et un ans. Ils notent que les jeunes parlementaires et les catégories sociales les plus défavorisés sont mieux représentés.

Moins indulgents, d'autres commentateurs ne cachent pas leur *déception*. « *Peu de talent parmi les nouveaux venus*, écrit par exemple l'*Indian Express*, qui constate que *Mme Gandhi accepte la médiocrité en privilégiant la loyauté* », et relève l'absence de tout représentant de la nouvelle vague du parti au pouvoir, le Congrès (I). Une absence qui pour le quotidien *The Tribune*, reflète la perte d'influence au sein de cette formation des jeunes loups qui, du temps de Sanjay Gandhi, y faisaient la pluie et le beau temps. *Aujourd'hui, la vieille garde* relèverait la tête.

Parallèlement au remaniement gouvernemental, Mme Gandhi a étoffé la direction du Congrès (1). Manifestement déçue par le fonctionnement de son parti, au niveau des Etats particulièrement, elle entend lui insuffler un nouvel élan, élan qui, depuis la disparition de son fils, Sanjay, semble gravement lui faire défaut. Certes, l'opposition ne constitue toujours pas un défi sérieux pour le parti au pouvoir, mais *certaines de ses composantes n'en* demeurent pas moins solidement implantées en divers points du pays.

De plus, Mme Gandhi, dont l'image ne semble pas trop pâtir de la situation — où est, il est vrai, *la solution de rechange ?* — ne peut rester indifférente au risque de voir la popularité de son parti s'éroder lentement en raison du bilan plutôt décevant du gouvernement. A cet égard, les élections partielles qui doivent avoir lieu *prochainement* constitueront un excellent baromètre de l'opinion des électeurs.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Le conseil des ministres, dirigé par le premier ministre, comprend trois catégories de ministres : par ordre hiérarchique décroissant, les ministres appartenant au cabinet (il y a actuellement vingt « *cabinet ministers* », *y compris Mme Gandhi*), organe essentiel du gouvernement qui se réunit régulièrement ; les secrétaires d'Etat (vingt) et les ministres adjoints (dix).

(2) Dans un pays où la religion imprègne toutes les actions, il s'agit plus que d'une coïncidence, *Mme Gandhi ayant sans doute délibérément* choisi d'agir le dernier jour d'une grande fête qui célèbre les exploits guerriers de la déesse Durga, c'est-à-dire le jour où le Bien triomphe sur le Mal.



# EUROPE

## Finlande

## Le parti communiste perd près de deux points aux élections municipales

De notre correspondant

Helsinki. — Les élections municipales des 19 et 20 octobre n'ont guère modifié le rapport de force entre la gauche et la droite. Mais elles ont fait apparaître une concentration des voix sur les quatre principaux partis du pays : conservateurs, centristes, sociaux-démocrates et communistes, qui recueillent environ 84 % des votes, dont 42,2 % pour la gauche, soit 1,2 point en moins *qu'en 1976. Le parti conservateur*, dans l'opposition depuis quatorze ans, enregistre les meilleurs résultats : 23,1 % contre 20,9 % en 1976 au détriment d'autres petites *formations* « *bourgeoises* » comme le parti libéral, dont le déclin se confirme d'élection en élection.

Parmi les partis du gouvernement de centre gauche, seuls les communistes enregistrent un recul assez net de 16,6 % contre 18,5 %, alors que les sociaux-démocrates obtiennent un meilleur résultat que celui prévu par les sondages (25,6 % contre 24,8 %), sans doute grâce au prestige personnel du premier ministre, M. Koïvisto.

Les sociaux-démocrates, grâce auxquels la gauche réussit à contenir la poussée de la droite sur le plan national, font quelques progrès dans les grands centres urbains. Mais c'est dans la capi*tale et ses villes satellites, que* les conservateurs enregistrent les meilleurs résultats.

Les communistes, qui ont perdu près de deux points mais ne *manifestent* pas encore le besoin de quitter le gouvernement, vont s'employer à donner un profil plus tranché à *leur coopération*. Ils invoquent plusieurs raisons à leur échec parmi *lesquelles* les problèmes du socialisme et les divisions qui déchirent le P.C.

PAUL PARANT.

### LES RÉSULTATS

| PARTIS | En pourcentage (1) 19-20 octobre *1980* | Par rapport aux élect. *municipales* de 1976 | Par rapport aux élect. *législatives* de 1979 |
|---|---|---|---|
| Social démocrate | 25,6 | + 0,8 | + 1,7 |
| Conservateur | 23,1 | + 2,2 | + 1,4 |
| Centre | 18,8 | + 0,4 | + 1,5 |
| Communiste | 16,6 | — 1,9 | — 1,3 |
| Suédois | 4,7 | = | + 0,2 |
| Ligue chrétienne | 3,7 | + 0,5 | — 1,1 |
| Libéral | 3,2 | — 1,6 | = |
| Rural | 3 | + 0,9 | — 1,6 |
| Constitutionnel | 0,5 | — 0,4 | — 0,7 |

(1) Les moins et les plus ne s'équilibrent pas au total en raison de la disparition de certains partis, tels le parti socialiste ouvrier ou celui des entrepreneurs, ou de l'insignifiance du parti de l'unité.

# DIPLOMATIE

## Cuba a retiré sa candidature au Conseil de sécurité

De notre correspondante

New-York. — L'élection de cinq des membres non permanent du Conseil de sécurité a donné lieu, lundi 20 octobre, à une surprise : Cuba a décidé de retirer sa candidature. Cette candidature avait provoqué, l'année dernière, d'innombrables polémiques, l'image de M. Fidel Castro ayant été singulièrement ternie par le sommet des pays non-alignés à La Havane, puis par l'affaire cambodgienne suivie par l'intervention soviétique en Afghanistan au cours desquelles Cuba n'avait pas cessé de soutenir les points de vue de Hanoï et de Moscou. L'opposition d'une bonne partie des pays non alignés à cette politique s'était traduite par cent cinquante-quatre tours de scrutin sans résultat lors du renouvellement partiel du Conseil de sécurité. Incapable de choisir entre Cuba et la Colombie, la majorité des pays *membres des* Nations unies avaient fini par accepter un candidat de compromis pour représenter les pays d'Amérique latine : le Mexique.

On s'attendait, cette année, à une répétition de ces votes en chaîne, mais le représentant permanent de Cuba, M. Raul Roa-Kouri, lut une lettre adressée au président de l'Assemblée générale, M. Rudiger von Wechmar (Allemagne fédérale), indiquant que son pays retirait sa candidature pour « *ne pas mettre en péril la stabilité de l'organisation des Nations unies* », après que l'expérience de 1979 eut « *prouvé que les candidatures présentées contre Cuba n'ont d'autre but que d'empêcher son élection* ».

Les cinq pays qui doivent être remplacés au Conseil de sécurité après y avoir siégé deux ans sont le Portugal, la Norvège, le Bangladesh, la *Jamaïque* et la Zambie. Quatre remplaçants ont été élus lundi : l'Espagne, l'Irlande, le Japon et l'Ouganda. Pour les pays d'Amérique latine, Costa-Rica et la Guyana sont en tête du scrutin : après trois votes, au cours desquels la *majorité sur* laquelle Costa-Rica paraissait pouvoir compter s'est érodée, la candidature de la Guyana est apparue comme possible. Le scrutin a été interrompu lundi soir après que le représentant de ce dernier pays eut annoncé son *intention* de consulter son gouvernement. Certains observateurs font remarquer que le régime de la Guyana est moins hostile que celui de Costa-Rica à M. Castro et que ce dernier a peut-être l'*intention d'utiliser cette* candidature de dernière heure comme « cheval de Troie ».

Au côté des cinq membres permanents du Conseil de sécurité — Etats-Unis, U.R.S.S., France, Grande-Bretagne et Chine, — cinq pays élus l'an dernier siégeront *encore cette* année : les Philippines, la République démocratique allemande, la Tunisie, le Mexique et le Niger.

N. B.

### L'ouverture de la conférence internationale des P.C.

### MM. HONECKER ET PONOMAREV DÉNONCENT L'« ALLIANCE » DE PÉKIN AVEC L'« IMPÉRIALISME »

Berlin-Est (*A.F.P.*). — MM. Enrich *Honecker*, chef de l'Etat et du parti communiste est-allemand, et Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du P.C. d'Union soviétique, ont vivement attaqué les dirigeants chinois lors de l'ouverture, lundi 20 octobre, de la « conférence scientifique internationale » des P.C. à Berlin-Est. Organisée conjointement par le parti est-allemand et par la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*, éditée à Prague, cette conférence rassemble jusqu'au 24 octobre cent seize délégations (dont celles de la France, l'Italie et l'Espagne) sur le thème de « *La lutte* contre l'impérialisme et pour le progrès social ».

MM. Honecker et Ponomarev ont dénoncé « *l'alliance des hégémonistes de Pékin avec l'impérialisme* », notamment leur « *propagande à propos de l'Afghanistan* », et accusé les Etats-Unis de préparer une action militaire dans la région du Golfe.

Parlant au nom du P.C. français, M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du parti, a reproché au gouvernement français de « *tourner le dos à une politique d'indépendance* », de poursuivre « *l'intégration à la C.E.E. dirigée par la R.F.A. et de faire allégeance au président Carter* ». Le parti communiste italien, qui avait boudé la réunion des P.C. tenue fin avril à Paris, n'a pas délégué à Berlin-Est son responsable des relations extérieures, M. Giancarlo Pajetta, mais le sénateur Giuliano Procacci.

### SECONDS ENTRETIENS FRANCO-ALBANAIS A PARIS EN UNE SEMAINE

Le vice-ministre albanais des affaires étrangères, M. Ksenophon Nushi, a *entamé*, *lundi* 20 octobre, à Paris, des entretiens officiels, qui porteront surtout sur la coopération bilatérale. Après avoir rencontré M. Dufourcq, directeur d'Europe au Quai d'Orsay, M. Nushi s'entretient, ce mardi, avec M. Stirn, *secrétaire* d'Etat aux affaires étrangères, qui le reçoit à dîner.

Il y a une semaine le ministre albanais des affaires étrangères, M. Nesti Nase, avait fait une escale à Paris à son retour des *Nations unies et avait été reçu* par son collègue *français*, M. François-Poncet. Ces conversations étaient les premières à ce niveau dans les annales diplomatiques des deux pays.

## Grande-Bretagne

# M. Michael Foot pose sa candidature à la direction du parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — M. Michael Foot, *actuellement leader adjoint* du parti travailliste, a annoncé, lundi 20 octobre, que, tenant *compte* des démarches et des sollicitations de ses nombreux amis, il avait décidé de présenter sa *candidature à la succession* de M. Callghan. Il a précisé qu'il ne se présentait pas pour faire *fonction de gérant* intérimaire chargé de l'expédition des affaires courantes, mais pour occuper *le poste de leader à titre permanent*. S'il est élu par le groupe parlementaire, il présentera sa *candidature au futur* collège électoral appelé, dans le courant de l'année *prochaine*, en vertu de la *réforme* décidée au congrès de Blackpool, à choisir le leader du parti.

Le revirement de M. Foot (immédiatement après la démission de M. Callaghan, il avait laissé entendre qu'il ne serait pas candidat) n'a pas surpris. Les milieux politiques, par contre, ne s'attendaient pas que M. Shore maintiendrait sa candidature. En effet, l'entrée en lice de M. Foot réduit considérablement les chances de M. Shore, qui pouvait espérer rallier la gauche et une partie du centre du parti.

De son côté, M. Silkin, estimant toujours être le meilleur candidat de la gauche, maintient sa candidature.

A dire vrai, la « *mobilisation* » en faveur de M. Foot des leaders des grands syndicats et des militants des *sections locales* reflète les inquiétudes de la gauche, craignant une victoire de M. Healey *au premier tour prévu pour* le 4 novembre. M. Foot, étant donné son prestige et son passé, *devrait en effet faire le plein des* voix de la gauche, mais aussi attirer un certain nombre de voix du centre. Passablement assagi au pouvoir, il s'est montré le fidèle lieutenant de M. Callaghan, cautionnant même la politique des revenus rejetée par les syndicats.

Le vote aura lieu par élimination. *Tant qu'un candidat n'aura* pas obtenu 51 % des voix, le dernier arrivé dans chaque tour *de scrutin sera éliminé*. Ainsi, les experts estiment qu'après l'élimination de M. Shore puis celle de M. Silkin, la *lutte se terminera* par un duel entre MM. Healey et Foot.

*Les amis de M. Healey* estiment que l'âge de M. Foot et ses prises de position contre l'OTAN et la *Communauté européenne joueront* en faveur de leur candidat.

HENRI PIERRE.

## Pologne

# Les syndicats Solidarité sont divisés sur le projet de grève

*(Suite de la première page.)*

*M. Lech Walesa étant arrivé en* retard, cette réunion n'a pas pu se tenir, et les deux suivantes s'en sont ressenties. Le meeting à la salle des sports d'abord, où l'on ne s'est pas dit que des amabilités. La session hebdomadaire de la commission nationale de Solidarité ensuite, *qui s'est transformée en une* réunion tumultueuse, dominée par les militants de Jastrzebie.

Là, sitôt lue la résolution préparée par Varsovie et Gdansk (grève le 4 novembre si les statuts ne sont pas enregistrés le 30 octobre), les représentants de Szczecin, Lodz et *Jastrzebie organisent un tir de barrage* en expliquant que la grève ne doit pas devenir une habitude. Paradoxalement, ils se retrouvent soutenus par M. Lech Walesa qui s'oppose ainsi, avec violence parfois, à son propre syndicat. Les représen*tants de Varsovie font état du sou*tien de Legnica, Jelenia Gora et Walbrzych en disant que sans grève organisée, on *n'évitera* pas une vague de grèves sauvages.

La salle est très hésitante, des voix s'élèvent pour affirmer que le pouvoir veut pousser à la grève pour *provoquer une épreuve de force. Les* uns entendent fixer une date immédiatement pour le débrayage, d'autres préfèrent choisir une date lointaine permettant de lancer au préalable une campagne d'explications. D'autres encore ne veulent pas de grève du tout, ou, comme M. Lech *Walesa, souhaitent qu'on se contente* d'en brandir la menace. M. L. Walesa n'arrive pas à faire la décision — *ce qui est inhabituel* — *et quitte* la salle pour aller tenir son meeting à Katowice. La commission nationale (un représentant par M.K.Z.) se *réunit à huis clos et décide* donc d'attendre le 27 octobre pour trancher. Plusieurs militants sortent très ébranlés par ces tensions et ces divisions.

Rien n'est plus normal pourtant dans un mouvement qui ne s'est pas fixé l'unanimité pour règle et face *à une décision aussi grave* : la grève est politiquement risquée et une fois utilisée elle ne laisse pas d'autres moyens que la répétition. Mais le manque d'unité fait peur aussi car on sait qu'il affaiblit.

Dans deux villes au moins, Walbrzych et Poznan, des tracts d'origine inconnue ont été distribués la semaine dernière pour appeler à une grève le 20 octobre. Pour les syndicalistes, il ne fait aucun doute qu'il *s'agit-là de tentatives de manipulation, très bien* organisées, et devant lesquelles ils n'ont pas été les seuls à *réagir*. Les autorités locales de ces deux villes les ont en effet laissé publier dans la presse *officielle leur démenti malgré la fermeté* des critiques qu'il contenait aussi contre le refus d'enregistrement de statuts.

Ce mardi 21 octobre, avant de regagner Gdansk, M. Lech Walesa passa la journée à Czestochowa, le haut lieu de pèlerinages du catho*licisme polonais. Son autobus et les* voitures qui le suivent forment un véritable cortège — ouvert à l'entrée de Katowice par la police. On peut très naturellement demander aux miliciens où se tient le meeting de Solidarité. Ils l'indiquent comme la poste centrale ou le grand hôtel. Il y a *encore* trois mois, M. Lech Walesa était un proscrit.

BERNARD GUETTA.

### CONTAGION EN TCHÉCOSLOVAQUIE ?

**Selon des informations recueillies de très bonne source par les responsables des syndicats indépendants de Silésie, des mouvements de grèves ont éclaté récemment dans des mines tchécoslovaques. Les grévistes, dont le mouvement se prolongeait à la fin de la semaine dernière, ont formé des comités ouvriers. Ils réclameraient en particulier le droit de créer des syndicats libres. Une sévère répression se serait abattue sur les animateurs du mouvement. — *(Correspondance.)***

● *Les ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie* ont achevé, lundi 20 octobre, dans la capitale polonaise, une réunion destinée notamment à préparer la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe. Le succès de cette conférence, déclarent-ils dans un communiqué, dépendra de la détermination des participants à « *s'abstenir de toute action pouvant mener à une situation d'affrontement politique* ». Ils ont demandé que la *réunion de Madrid fixe la date* et le lieu d'une conférence sur le désarmement en Europe. Les ministres, *qui ont été reçus par* M. Kania, n'ont pas abordé dans leur communiqué la situation en *Pologne. A Madrid, d'autre part,* les pays membres de la communauté européenne et le Portugal *ont présenté un nouveau « pro*gramme de travail » précisant l'ordre du jour et l'organisation *de la conférence qui doit s'ouvrir* le 11 novembre (A.F.P., U.P.I.).

## Union soviétique

### M. GORBATCHEV ENTRE AU BUREAU POLITIQUE

**Moscou (A.F.P.). — Le plénum du comité central du P.C. de l'U.R.S.S., *qui s'est réuni mardi 21 octobre à* Moscou, a nommé M. Mikhaïl Gorbatchev, membre du bureau poli*tique, annonce Radio-Moscou.* M. Gorbatchev, quarante-neuf ans, qui garde en même temps ses fonctions de secrétaire au comité central, était depuis 1979 membre suppléant du bureau politique.**

**M. Gorbatchev, qui est un spécialiste de l'agriculture, devient le benjamin du bureau politique. Membre du comité central depuis 1971, il a notamment dirigé l'organisation du parti pour la région de Stavropol jusqu'en 1978. Il passe pour un fidèle de M. Brejnev.**

**Par ailleurs, M. Tikhon Kisselev, soixante-trois ans, premier secrétaire du P.C. de Biélorussie depuis le 15 octobre 1980, a été nommé membre suppléant du bureau politique du P.C. de l'U.R.S.S.**

## Yougoslavie

### M. MOISOV VA PRÉSIDER LA LIGUE DES COMMUNISTES

De notre correspondant

Belgrade. — Le mandat de M. Stevan Doronjski étant arrivé à expiration, le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a, conformément au principe de rotation, élu M. Lazare Moïsov, l'un des représen*tants de la République fédérée de* Macédoine au comité central fédéral, au poste de président de *la Ligue des communistes* de Yougoslavie pour une période d'un an.

Né en 1920, membre du parti depuis 1940, M. Moïsov a pris part à la guerre de libération nationale et a occupé, immédiatement après les hostilités, divers postes en Macédoine, notamment celui de procureur à la Cour suprême. Plus tard, il passa plusieurs années dans le journalisme : il fut, entre autres, directeur de *Borba*, organe central de l'Alliance socialiste. Entré vers les années 60 aux affaires étrangères, il a occupé les fonctions de secrétaire adjoint aux affaires *étrangères*, d'ambassadeur à Vienne et à Moscou et de représentant permanent de la Yougo*slavie aux Nations unies*. A *ce* titre, il fut élu président de l'Assemblée générale de l'organi*sation internationale* pour *la* période de 1977-1978.

M. Moïsov fut l'un des proches collaborateurs du président Tito. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Macédoine dans lesquels il critique sévèrement les prétentions de Sofia sur cette République fédérée yougoslave.

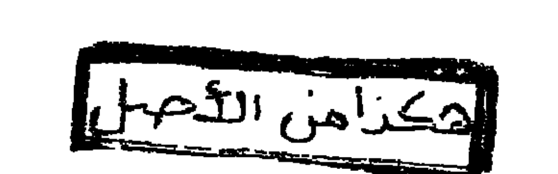
P. Y.

### UNE MISE EN GARDE DU PRÉSIDENT SORTANT

Belgrade *(A.P.)*. — Dans une déclaration au comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie M. Doronjski, président sortant, estime que « *le maintien de tendances négatives dans l'évolution économique et la détérioration de la situation sociale et matérielle de la majorité de la classe laborieuse pourraient entraîner des troubles graves dans l'application de l'autogestion.*

» *Mais nous devons savoir également qu'il existe des possibilités objectives pour que les origines de telles tendances soient limitées et supprimées par la suite.* »

« *Les intérêts vitaux de la classe ouvrière,* note encore M. Doronjski, *sont en conflit avec les intérêts des bureaucrates et des technocrates.* »


هكذا من الأصل







Le Monde

# politique

## APRÈS LA DÉCLARATION DE CANDIDATURE DE M. ROCARD

# Les amis de M. Mitterrand souhaitent développer leur contre-offensive dans les fédérations

La déclaration de candidature de M. Michel Rocard a suscité des réactions aussi vives qu'immédiates de la part des amis de M. François Mitterrand. Ces derniers tentent de limiter la portée de l'initiative. Surtout, ils s'efforcent *d'amplifier le mouvement* qu'ils ont suscité au sein de nombreuses fédérations en faveur d'une candidature du premier secrétaire du P.S.

C'est ainsi que les commissions exécutives des fédérations de la Loire et du Calvados ont fait connaître mardi qu'elles se sont prononcées dans ce sens, tandis que M. René Leucart, délégué régional du P.S. pour la Lorraine, a *accusé M. Rocard de* « *diviser* » et de « déstabiliser » le P.S.

En fait, face à un homme qui joue le jeu des institutions et de la « présidentialisation » de la vie politique, les partisans d'une candidature de M. Mitterrand *s'efforcent* de *susciter* un « patriotisme de parti » analogue à celui qui leur avait réussi lors du congrès de Metz. C'est pourquoi *ils* mettent l'accent sur le rôle que doivent jouer les fédérations.

Mais les commissions exécutives fédérales, qui sont saisies des appels en faveur de M. Mitterrand, sont le reflet des résultats de ce *congrès. Il est donc mathématiquement* normal qu'elles traduisent un rapport de forces favorable à la direction. Aussi, les amis de M. Rocard insistent sur la nécessité de consulter les militants. Quant aux membres du CERES — dont le chef de file, M. *Jean-Pierre Chevènement*, devait s'exprimer mardi soir 21 octobre sur TF 1, — ils soulignent que de tels appels seraient inopérants si l'intéressé ne rendait pas publique sa décision avant le 8 novembre, date de la réunion du comité directeur qui doit enregistrer les noms des candidats à la candidature. Dans le même temps, les commissions exécutives du Gers *et du Val-de-Marne se sont prononcées* en faveur d'une candidature de M. Chevènement, à condition que M. Mitterrand ne soit pas candidat.

De son côté, M. François Mitterrand n'a pas encore fait connaître la date à laquelle il s'exprimera devant les militants (il doit, cependant, prendre la parole dimanche à Angoulême puis à Marseille). *Le premier* secrétaire du P.S. a montré quelque irritation à l'égard des journalistes (et non à l'égard de M. Rocard), dimanche à Nancy, car ces derniers souhaitaient qu'il réponde à la déclaration du député des Yvelines. Le *souci* de M. Mitterrand, *qui* s'était exprimé dimanche après-midi à Mulhouse, c'est-à-dire quelques heures avant M. Rocard, *était précisément* d'éviter *que* la presse puisse présenter cette succession de déclarations comme autant de preuves d'un « combat de coqs » au sein du P.S.

En outre, le premier secrétaire, qui était informé de la démarche du député des Yvelines, lui a précisé que, s'il n'excluait pas sa propre candidature, il n'annoncerait rien le 19 octobre. M. Mitterrand avait, auparavant, refusé de rencontrer M. Rocard avant cette date (et accepté de le voir à une date ultérieure), afin de ne pas accréditer l'idée d'un accord entre lui-même et le maire de Conflans-Sainte-Honorine *sur le processus de désignation du candidat.*

En *tout état de cause*, la situation ne sera clarifiée que lorsque M. Mitterrand aura répondu par l'affirmative ou par la négative, et définitivement, aux appels qui lui sont et qui vont *encore* lui être adressés. — J.-M. C.

### « LA LETTRE DE LA NATION » : assis sur un trou.

Dans la *Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., du mardi 21 octobre, M. Pierre Charpy écrit :

*« Née d'une séquence de télévision au soir du deuxième tour des élections de 1978, l'image de Michel Rocard risque d'avoir été ruinée par la séquence de dimanche soir. Assis sur un trou sans savoir pourquoi faire ? Que voilà un beau président. Un siège suffit à son bonheur. Mais sa « détermination » à s'y asseoir ne suffit pas au bonheur des Français ? D'autant qu'en trente ans de politique, sa détermination a changé tellement souvent ! »*

### M. FOURCADE : sur quel programme ?

M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, a fait lundi matin 20 octobre « *trois observations* » sur la candidature de M. Michel Rocard : « *Intellectuellement*, a-t-il dit, *le fait que M. Rocard participe à la campagne est une bonne chose : il aura à cœur de faire progresser le débat, lui qui a dénoncé l'archaïsme.* » M. Fourcade a ajouté : « *En revanche, je n'ai pas bien compris le caractère à grand spectacle de cette annonce de candidature à la candidature. A Chamalières en 1974, M. Giscard d'Estaing était candidat à la fonction elle-même.* » « *Enfin*, a dit l'ancien ministre, *j'ai constaté avec quel soin M. Rocard n'évoquait pas le projet socialiste. J'en ai donc déduit qu'il écartait ce projet comme il avait écarté le programme commun. J'attends donc avec intérêt son propre programme.* »

### LES CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS A LA RECHERCHE DE « VALEURS POUR DEMAIN »

M. Jean-Pierre Fourcade a présenté, lundi 20 octobre à la presse, le programme de la treizième convention nationale des clubs Perspectives et Réalités, qui siègera à Bordeaux les 15 et 16 novembre. Le président des clubs a constaté : « *La situation de notre pays donne lieu à beaucoup d'inquiétude et de désarroi. (...) Il faut dépasser le stade de la gestion habile du quotidien pour rechercher un système cohérent de valeurs susceptible d'orienter l'évolution des vingt prochaines années. L'ambition des clubs est de participer à cette recherche.* » Le thème de la convention sera : « *Quelles valeurs pour demain ?* »

### LES TROIS OBJECTIFS DE M. HINTERMANN (P.S.D.)

M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste-démocrate, a défini, dimanche 19 octobre, à Amiens, devant le bureau exécutif de sa formation, les trois objectifs qu'il poursuit en tant que « *candidat social-démocrate* » à la présidence de la République. Ces objectifs sont :

« — *Ouvrir la perspective d'une social-démocratie française pour sortir le socialisme français de l'impasse dans laquelle il s'est enfermé par son alliance de gouvernement avec le parti communiste.*

» — *Relancer l'idée de la réforme qui a été stoppée par les forces conservatrices, à l'heure où notre pays a besoin d'un changement.*

» — *Contribuer au regroupement des réformistes.* »

### M. PIERRE MAUROY : sortir de l'indécision.

M. Pierre Mauroy, député et maire de Lille, a estimé, lundi 20 octobre : « *Il appartient maintenant à François Mitterrand (...) de faire connaître clairement ses intentions. Michel Rocard a confirmé dimanche son souhait d'être candidat, il l'a fait connaître en respectant la procédure que le parti s'est donnée pour la désignation du candidat des socialistes à la présidence de la République et avec la volonté de tenir ses engagements. Cette procédure implique que le 8 novembre soient connus les noms de tous ceux qui acceptent d'être candidats à la candidature. Pour l'efficacité du combat à mener, il est urgent de sortir d'une indécision qui nuit aux intérêts supérieurs du parti socialiste.* »

● *M. Laurent Fabius*, porte-parole du P.S. : « *Il ne faut pas se situer par rapport à des enjeux internes qui sont finalement médiocres.* » M. Fabius a précisé, lundi 20 octobre, à TF 1 que l'essentiel, à ses yeux, est de répondre à trois questions : « *Qui peut le mieux faire l'unité des socialistes ? Qui peut le mieux rassembler les forces populaires au deuxième tour ? Faut-il que le candidat socialiste se batte sur le projet du P.S. ou son programme doit-il exprimer les idées personnelles de tel ou tel* »

● *U.D.F. 1, lettre d'information quotidienne de l'Union pour la démocratie française*, publie, mardi 21 octobre, un éditorial intitulé « Le prétendant pressé » et dans lequel on lit : « *Le « pays », que Michel Rocard a bien voulu prendre à témoin des difficultés internes qu'il éprouve au sein du P.S., se moque de ce tintamarre et de toutes ces combinaisons de partis. Il se moque de l'habileté de Michel Rocard à faire des crocs-en-jambe à François Mitterrand. Il se moque de toute cette agitation hors de propos et qui masque — si mal — la déchirure que vit actuellement le parti socialiste. Le pays a d'autres inquiétudes.* »

● *Un sondage réalisé par PUBLIC S.A.*, le 20 octobre, auprès d'un échantillion de 88. personnes âgées de plus de dix-huit ans et publié mardi 21 octobre par *le Quotidien de Paris*, fait apparaître que 56 % des personnes interrogées, contre 25 %, considèrent que M. Rocard a eu raison d'annoncer sans attendre sa candidature, 49 % d'entre elles estiment que M. Mitterrand sera candidat (contre 35 %) et 38 % pensent que M. Rocard a été convaincant, contre 33 % ; enfin, 50 % (contre 39 %) considèrent que le député des Yvelines a l'« envergure » d'un homme d'Etat.

### M. POPEREN : le moment de la vérité.

M. *Jean Poperen, membre du* secrétariat national du P.S. député du Rhône, a déclaré lundi 20 octobre, sur R.M.-C. : « *Depuis trop longtemps il* (le député des Yvelines) *pose un problème au parti. Le temps de la clarification est venu. Michel Rocard depuis des années, sur des questions importantes, à des positions différentes de celles de la majorité socialiste et personne ne peut ignorer que, dès lors qu'il entre en lice pour ce combat, c'est avec les idées qui sont les siennes et que le parti aura, lui, à se prononcer sur ces idées. Sur ce point, la candidature de Michel Rocard peut avoir un aspect positif. C'est le moment de la vérité. Toutes les autres candidatures connues, comme Marchais ou Debré, sont des candidatures marginales. Le combat principal se situera ailleurs.* »

### M. MARCHAIS RÉAFFIRME QU'IL EST « LE CANDIDAT ANTI-GISCARD »

M. Georges Marchais s'est adressé mardi 21 octobre, en fin de matinée, au personnel de Renault devant les usines de la Régie nationale à Billancourt. Le secrétaire général du P.C.F. a notamment déclaré : « *Je l'ai dit lorsque j'ai été désigné comme candidat à l'élection présidentielle : Giscard d'Estaing, c'est l'ennemi numéro 1 de la classe ouvrière, de la démocratie, du progrès de la France. Jamais je ne transigerai avec lui. Je suis le candidat anti-Giscard. C'est une autre manière de dire : je suis le candidat des travailleurs et des travailleuses de France.* »

M. Marchais a critiqué la politique économique du président de la République et du premier ministre. Il a insisté sur la nécessité de porter « *des communistes, des travailleurs aux plus hauts niveaux de l'Etat, au gouvernement* », et pour cela de renforcer le parti communiste. « *Il faut le rendre plus fort*, a-t-il dit, *plus influent, plus apte à rassembler le maximum de forces afin de les mettre au service de vos revendications, de l'union, du changement. C'est ainsi, seulement ainsi, que le changement s'imposera. On ne l'attendra pas de l'attentisme et des conciliabules de couloir.* »

### LE BUREAU FÉDÉRAL DU P.C.F. DE PARIS EST DIVISÉ

M. Eddy Kenig, membre du bureau de la fédération de Paris du P.C.F., a rendu publique, mardi 21 octobre, sa position sur la condamnation, par le bureau, des cinq conseillers de Paris — *dont* M. Henri Fiszbin, ancien premier secrétaire de la fédération — qui s'étaient déclarés « *déliés de l'obligation de [s'] engager personnellement dans la bataille de la présidentielle* » (*le Monde* du 17 octobre et daté du 19-20 octobre).

« *Comme je l'ai exposé à la réunion du bureau fédéral du 20 octobre*, déclare M. Kenig, *je ne puis, par mon silence, laisser accréditer l'idée que je suis associé à la décision prise à la majorité par le bureau fédéral condamnant la déclaration de cinq conseillers communistes de Paris sur la campagne présidentielle du P.C.F. Je partage en effet l'opinion que les orientations prises, dans ce domaine, sans véritable débat démocratique au fond, abandonnent des options fondamentales des derniers congrès. Cela ne permet pas à tous les communistes de s'engager personnellement dans la campagne électorale.* »

## Après le « désastre » qu'ont été pour lui les sénatoriales

# Le CNIP s'interroge sur son choix pour 1981

*L'échec que leur parti a subi lors des dernières élections sénatoriales conduit les dirigeants du C.N.I.P. à s'interroger sur leurs choix antérieurs et sur celui qu'ils feront en 1981. En ce qui concerne le passé, c'est plutôt de non-choix qu'il faudrait parler, puisque le Centre national des indépendants et paysans n'a jamais véritablement opté entre une alliance avec les giscardiens et une alliance avec les gaullistes. Ses élus à l'Assemblée nationale se répartissent entre les groupes U.D.F., R.P.R. et non-inscrits. M. Maurice Ligot, secrétaire général de ce parti qui fut, un temps, celui de M. Valéry Giscard d'Estaing, penche plutôt pour les giscardiens. Il recommande à ses amis de ne pas se tromper de camp en 1981, après tant de* « combats perdus »...

M. Maurice Ligot, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans (C.N.I.P.), écrit dans le numéro du 13 octobre du journal de sa formation : « *Alors que le C.N.I.P. a l'ambition de disposer, à l'issue des prochaines élections législatives, d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, il vient de perdre son groupe au Sénat : c'est un désastre.* »

M. Ligot constate que, en raison « *de deux départs et de deux échecs* (1) », le groupe du C.N.I.P. au Sénat est passé de seize à douze membres.

Le secrétaire général écrit encore : « *Malgré négociations, conversations, interventions, les trois sièges qui manquaient à notre groupe n'ont pu être trouvés parmi les nouveaux élus ni au sein d'autres groupes. Les causes de ce refus, alors que tous les groupes de la majorité au Sénat et le président du Sénat lui-même se disaient favorables au maintien du groupe C.N.I.P., doivent être recherchées, car elles ne peuvent que nous éclairer sur la crise du C.N.I.P. : est-ce que le C.N.I.P. a adopté une ligne claire et compréhensible ? Est-ce que la ligne du C.N.I.P. correspond à la tradition modérée de ses électeurs ? Telles sont les questions que chacun d'entre nous doit se poser avec lucidité et avec honnêteté.* »

M. Maurice Ligot conclut : « *Il n'y aura d'avenir pour le C.N.I.P. que dans l'union, fondée sur des bases sérieuses, et dans la clarté de notre ligne politique, qui devra s'affirmer à l'occasion de la prochaine grande échéance électorale.* »

(1) Il s'agit de MM. Armand Bastit-Saint-Martin (Gironde) et Jean Mézard (Cantal), qui ne se représentaient pas, et de MM. Gilbert Devèze (Aisne) et Paul Ribeyre (Ardèche), qui ont été battus.

# Dans les cabinets ministériels

● *Défense :* M. Buchet, directeur de cabinet.

Sont nommés au cabinet de M. Joël Le Theule, ministre de la défense : directeur du cabinet civil et militaire : M. Marc Buchet, préfet hors classe ; chargé de mission auprès du ministre : M. Pierre David, ingénieur en chef de l'armement ; chef du cabinet militaire : général de brigade aérienne Achille Lerche ; conseillers techniques : M. Noël Forgeard, ingénieur en chef des mines, M. André Ride, magistrat.

[Né en 1923, M. Buchet, entré dans le corps préfectoral en 1944 a appartenu aux cabinets de M. François-Xavier Ortoli, ministre de l'équipement, de l'éducation nationale, des finances et du développement industriel de 1967 à 1969. Directeur central des Renseignements généraux en 1974, il avait été nommé en 1977 préfet de la région Poitou-Charentes et en juillet 1979 directeur du cabinet de M. Bourges, ministre de la défense.]

● *Réformes administratives :* M. Aubert, chargé de mission.

Le cabinet de M. Jean-François Deniau, ministre délégué auprès du premier ministre chargé des réformes administratives est ainsi composé :

*Chargé de mission auprès du ministre*, M. Jacques Aubert, conseiller d'Etat ; *directeur de cabinet*, M. Alain Grellety-Bosviel, sous-préfet ; *chef de cabinet*, M. Pierre Mirabaud, administrateur civil.

*Conseillers techniques :* MM. Hélie de Noailles, conseiller des affaires étrangères ; Jean-Pierre Landau, inspecteur des finances ; Guy Chardon, ingénieur des mines.

[Né en 1913, entré en 1942 dans le corps préfectoral, M. Aubert a été en 1960 directeur de la Sûreté nationale en Algérie et, en 1962, directeur général de la Sûreté nationale, puis directeur du cabinet de M. Frey, ministre de l'intérieur, et secrétaire général pour la police de 1967 à 1969. Il avait été nommé conseiller d'Etat en 1969. Il est membre de la commission informatique et liberté, président du comité de gestion du Fonds d'action locale et de la commission générale du statut de Paris.]

● *Commerce extérieur :* M. Pelletier, directeur de cabinet.

Au cabinet de M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur, sont nommés : directeur de cabinet : M. Jacques Pelletier, inspecteur des finances ; chargé de mission auprès du ministre : M. Jean-Pierre Gérard, ingénieur en chef de l'armement ; chef de cabinet : M. Charles Gherardi, sous-préfet ; chef de secrétariat particulier : Mlle Michèle Gérard, attaché d'administration.

[Né en 1936, ancien élève de l'ENA, M. Pelletier a été en 1974 conseiller technique au cabinet du ministre des affaires étrangères (M. Sauvagnargues), puis directeur adjoint du cabinet du ministre (M. de Guiringaud) de 1976 à 1978.]

● *Secrétariat d'Etat aux anciens combattants.* — M. Paul Anselin, sous-préfet, est nommé chef de cabinet de M. Maurice Plantier en remplacement de M. Michel Laudet, magistrat.

● *Le maire de Plogoff* (Finistère), M. Jean-Marie Kerloc'h ayant renoncé à une charge qu'il estimait trop lourde vu son âge (soixante-dix ans) le conseil municipal de Plogoff a élu maire, dimanche 19 octobre, le premier adjoint, Mme Amélie Kerloc'h. Agée de quarante-quatre ans, Mme Kerloc'h avait été exclue du parti communiste en 1977 pour avoir préféré se présenter avec la liste sortante, de tendance union de la gauche, à laquelle elle appartenait, plutôt que de prendre la tête d'une liste communiste. Très forte personnalité, elle a été, avec Mme Annie Carval, l'âme de la lutte contre l'implantation d'une centrale sur le territoire de la commune. — *(Corresp.)*

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

# A quoi rêvent les communistes ?

La presse hebdomadaire concentre ses analyses politiques sur la position du parti communiste après la confirmation officielle de la candidature de M. Marchais.

M. Guy Hermier, directeur de *REVOLUTION*, hebdomadaire du P.C.F. n'est pas content du tout des journalistes qu'il accuse tout à la fois de « *masquer le contenu et la signification* » de cette candidature et d'opposer « *la falsification, l'anticommunisme, l'injure* » au « *vrai débat sur le fond des problèmes* » proposé par le secrétaire général de son parti. « *L'on voit se dessiner les manœuvres de toute sorte pour tenter de mettre à profit l'élection présidentielle afin de créer les conditions d'une collaboration directe de la droite et du parti socialiste,* écrit-il. *Il y a loin, cependant, de la coupe aux lèvres. Car l'originalité de la situation française, c'est l'existence d'un parti communiste que toutes les autres forces politiques n'ont pu affaiblir. Donner à ce parti plus de force, rassembler autour de son candidat toutes celles et tous ceux qui veulent que ça change, c'est le seul moyen d'aller de l'avant.* »

Claude Estier lui répond dans *l'UNITE*, organe du P.S. : « *Affirmer que la clef du changement est un parti communiste plus fort, alors que l'on sait au départ qu'il n'a aucune chance de progresser de façon significative, est un slogan mensonger qui recouvre une autre réalité : le P.C.F. ne songe qu'à consolider ses positions actuelles et n'attend aucun changement de l'élection présidentielle de 1981.* »

*ROUGE*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire, estime que « *la direction du P.C.F. prépare la réélection de Giscard* ». « *L'idée selon laquelle annoncer à l'avance un désistement revient à abandonner la lutte du premier tour, toutes les arguties de ce type, sont des diversions pour cacher des choix politiques déjà faits que la direction du P.C.F. n'ose pas affirmer ouvertement devant l'opinion ouvrière et devant l'opinion de ses propres militants*, affirme Alain Krivine. *La question du désistement est décisive dans la lutte pour l'unité et pour battre Giscard.* »

Pour le *NOUVEL OBSERVATEUR*, il ne fait plus aucun doute que la candidature de M. Marchais « *s'affirme comme un changement radical de la stratégie du P.C.F.* ». « *La direction du parti communiste attend beaucoup d'un nouvel échec électoral de la gauche* en 1981, écrit Thierry Pfister. *Elle escompte que s'ouvrira alors un débat entre socialistes qui pourrait se solder par l'éclatement du P.S., une fraction décidant de tenter l'expérience de la participation au pouvoir, une autre maintenant un P.S. diminué et très « unitaire », le reste enfin se dispersant plus ou moins dans la nature. Or un petit P.S. à forte ossature marxiste est l'un des rêves du P.C.F. Cela ferait pour lui un satellite idéal.* »

Pierre-Luc Séguillon, dans *TEMOIGNAGE CHRETIEN*, est moins affirmatif : « *Le P.C.F. sait ce qu'il ne veut plus. Mais sait-il ce qu'il veut ?* demande-t-il. *La tactique lui tient lieu de stratégie. Ainsi ressemble-t-il à un corps d'armée bien discipliné, qui livre de nombreuses batailles sur le terrain ; qui sait à peu près pourquoi il fait la guerre, mais qui ignore comment la gagner et avec qui s'allier pour emporter la victoire.* »

Dans *LE POINT*, Denis Jeambar estime, lui aussi, que le P.C.F. a bien défini sa stratégie à court terme : « *L'appareil, les journaux tireront à boulets rouges sur les socialistes, tandis que Georges Marchais prendra de la hauteur. Reste qu'à l'arrivée il faudra un résultat*, ajoute-t-il. *Déjà (...) cinq conseillers communistes ont décidé de ne pas soutenir la candidature Marchais. Mais il y a aussi des silences dans la direction du P.C. — ceux de Paul Laurent et de Gisèle Moreau, par exemple — qui donnent à penser qu'en avril 1981 Georges Marchais sera aussi jugé par les siens.* »

Changement radical ? Tactique à court terme ? Peu importe au *MONDE LIBERTAIRE* de connaître quels sont les « rêves » ou les arrière-pensées du parti communiste ! « *La lutte, pas l'électoralisme !* » titre l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste dans son numéro à paraître le 23 octobre. « *Peut-être*, souligne son éditorial, *le véritable problème n'est-il pas tant de savoir qui sera président de la République française que de savoir ce que fera ce président ?* » Cette question, assurément, ne manque pas de pertinence. — A. R.

Le Monde

# société

## La mort de l'adolescent tué par un C. R. S. continue de susciter une vive émotion à Marseille

**Marseille. — L'émotion reste vive à Marseille après la mort, dans la nuit de samedi à dimanche, d'un adolescent, Lahouari Ben Mohammed, Français d'origine marocaine, tué par un C.R.S. au cours d'un contrôle d'identité. Trois mille personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes immigrés, ont participé à la manifestation qui a eu lieu lundi soir 20 octobre. La LICRA, la Ligue des droits de l'homme, la C.G.T., la C.F.D.T., le MRAP, le parti socialiste et le parti communiste, ainsi que plusieurs groupes d'extrême gauche et diverses associations, avaient apppelé à la manifestation à laquelle participaient notamment M. Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, et M. Guy Hermier, député et membre du burau politique du P.C. — J.C.**

### « La sécurité, mais pas l'arme au poing »

De notre correspondant régional

Marseille. — Les Flamants. — Un grand ensemble parmi d'autres dans le quartier nord. Neuf cents logements en vingt-quatre immeubles de dix étages, trois mille cinq cents habitants sur les quarante-cinq mille de la population de la ZUP numéro un. C'est dans cette cité d'H.L.M. formée en majorité d'immigrés maghrébins que résidait Lahouari Ben Mohammed. Sa mort, samedi soir, y a suscité un sentiment d'affliction et de colère. *« Ils ont assassiné notre fils »*, disait l'une des banderoles brandies par les mères de famille.

La version de l'« accident » n'a en effet convaincu personne et, pour beaucoup, le drame du 18 octobre était sinon prévisible, du moins à redouter, car tous les éléments en étaient connus : insécurité ressentie par les habitants, conflits interethniques latents sur fond de chômage et de désœuvrement des jeunes, contrôles policiers permanents et le plus souvent discriminatoires. *« Nous avons sollicité depuis longtemps une entrevue avec les responsables de la préfecture pour leur faire part de la situation »*, explique M. Christian Pesci, le jeune directeur du Centre social. *« On ne nous a jamais répondu »*. Les jeunes immigrés de la cité accusent eux, sans nuances, la police. *« Tous les soirs, en été, on les voit arriver en fourgon, et dès qu'on est plus de deux ensemble, ils nous demandent nos papiers. Si par malheur on ne les a pas sur nous, ils nous emmènent à l'Evêché* (1), *pour un contrôle au fichier. Quand ils nous relâchent dans la nuit, on doit revenir à pied et faire 7 kilomètres de marche. Leur plaisanterie, c'est de nous appeler les « Américains » ou de nous dire que leurs chiens sont racistes et qu'ils n'aiment pas les Arabes. Souvent, on est traités de bougnoules. »*

L'attitude du C.R.S. Taillefer menaçant ses interlocuteurs de son arme aurait eu des précédents. *« Un soir, je discutais avec des copains à la Campagne Picon »*, raconte Nourredine, un Algérien de vingt ans, animateur du club sportif des Flamants. *« Ils sont arrivés en Simca 1100 avec le gyrophare allumé. Ils étaient énervés et l'un d'eux m'a mis son revolver sur la nuque. J'ai eu très peur. A force de faire du cinéma, voilà où on en est arrivé. »*

Les patrouilles de police dans le quartier étaient cependant souhaitées par les deux amicales de locataires — l'une de tendance socialiste, l'autre proche du parti communiste — des Flamants, après une épidémie de vols par effraction commis dans les appartements au cours de l'été et de nombreux vols dans les voitures s'ajoutant à des actes de vandalisme habituels (boîtes aux lettres et ampoules brisées, cages d'ascenseur dégradées, etc.).

*« C'est vrai que nous avions demandé à être mieux protégés »*, reconnaît Mme Calvet, vice-présidente de la section locale de la Confédération générale du logement. *« Mais c'était contre les mauvais éléments de la cité, que la police connaît d'ailleurs bien. Au lieu de les arrêter, on a tué un pauvre gosse sans défense... »* Même commentaire du président de l'autre Amicale (affiliée à la Confédération nationale du logement), M. Gilbert Natale. *« Des locataires ont appelé plusieurs fois les forces de l'ordre notamment pour faire cesser un soir un gymkhana de jeunes dans des voitures volées. Mais on nous a renvoyés vers le procureur de la République. De toute façon, nous sommes pour la sécurité des habitants mais pas l'arme au poing. Et les choses iraient mieux si l'on offrait d'autres perspectives aux jeunes que le chômage... »*

Le drame des Flamants est sans doute, en effet, autant que celui du racisme rampant qui règne dans les grands ensembles à forte proportion d'immigrés et auquel semblent avoir cédé certains policiers, celui de l'injustice sociale, de l'oisiveté forcée favorisant la délinquance. *« Ici*, affirme Mustapha, un « paumé » de la cité, *il y a deux clubs, celui du football et celui des buveurs de bière. Le foot ça m'intéresse pas. D'ailleurs, il n'y a même pas de terrain. Alors je bois... »*

GUY PORTE.

(1) Commissariat central de la police marseillaise.

## Une manifestation qui a dégénéré

Marseille. — A la différence des manifestations « traditionnelles » dans le centre de Marseille, les élus et représentants d'associations et de syndicats ne se trouvaient pas en tête du cortège qui était conduit à un pas rapide par des mères de famille et de nombreux jeunes exprimant leur agressivité en criant des slogans antiracistes, la plupart hostiles à la police. Au moment de la dislocation, place Félix-Baret, devant la préfecture, pas de discours, mais simplement quelques mots lancés dans un porte-voix par un participant anonyme : *« Les immigrés ne baisseront plus la tête. »*

La manifestation proprement dite, qui a conduit le cortège jusqu'à la préfecture, s'est déroulée sans incident, les forces de l'ordre s'étant montrées discrètes. C'est au moment de la dislocation que plusieurs groupes ont lancé des bouteilles en direction des gardiens de la paix qui protégeaient la préfecture, alors que l'éclairage public avait été éteint. Quelques « éléments incontrôlés » profitaient de l'obscurité pour briser trois vitrines de magasins de la rue Saint-Ferréol et en piller une. Refluant vers la Canebière, ils continuaient à harceler gardiens de la paix et gendarmes mobiles, qui devaient utiliser leurs grenades lacrymogènes. Sept personnes ont été interpellées ; cinq sont gardées à vue. A 21 heures, le calme était revenu.

Ces incidents ont été brièvement commentés au conseil municipal par M. Gaston Defferre, qui les a attribués à « *des éléments incontrôlés qui se sont livrés à ce que l'on peut appeler une sorte de sabotage de la manifestation* ». « *Je suis personnellement convaincu*, a déclaré le maire de Marseille, *que ces troubles sont le fait de gens qui ont sans doute voulu faire porter aux Marseillais français, algériens, tunisiens ou marocains une responsabilité qui relève d'une forme de racisme que nous ne pouvons que condamner.* »

D'autre part, les vitrines et les grilles de deux magasins du quartier de la Busserine ont été enfoncées par deux voitures utilisées comme « béliers » par une dizaine de personnes qui ont rapidement pillé les deux commerces avant de s'enfuir, vers 23 heures, lundi. Les auteurs du vol n'ont pu être identifiés.

Lundi, en fin de matinée, une délégation de mères de famille des quartiers nord de Marseille avait été reçue par M. Lucien Vochel, préfet de région, qui leur a réaffirmé que l'enquête judiciaire serait menée à son terme.

## Une longue liste de « bavures »

**Nous publions ci-dessous une liste de « bavures » policières — « bavures » mortelles — commises par des agents de la force publique tant sur des civils que sur des policiers. Nous faisons partir ces précédents au 1er janvier 1980 :**

— Dans la nuit du 9 au 10 janvier, au cours des événements d'Ajaccio, un policier stagiaire à l'Office central de répression du banditisme tue Mlle Michèle Lenck et blesse Mlle Berthe Valli. La même nuit, M. Pierre Marangoni est tué à la sortie d'Ajaccio à un barrage de gendarmes mobiles (*le Monde* des 11 et 12 janvier).

— Le 13 janvier, un policier tue, à Bischheim (Bas-Rhin), un Algérien de vingt et un ans, M. Yazid Naïli d'une balle dans la tête au cours d'un corps-à-corps ; il venait de commettre un cambriolage (*le Monde* du 16 janvier).

— Le 2 février, un policier tue à Valenton (Val-de-Marne) un Algérien, M. Abdelkader Grib, seize ans, après une poursuite (*le Monde* du 5 février).

— Dans la nuit du 11 au 12 février, un policier tue par méprise un autre policier, M. Philippe Maziz, à Vallauris (Alpes-Maritimes) au cours de l'enquête sur l'enlèvement de M. Pitoun (*le Monde* du 13 février).

— Le 19 mars, un adjudant-chef de gendarmerie, tue un cambrioleur présumé, M. Ferdinand Karl, vingt-cinq ans, à Muizon (Marne) (*le Monde* du 22 mars).

— Le 25 mars, des policiers tuent, au cours d'une fusillade à Saintes (Charente-Maritime), un malfaiteur et un consommateur dans un café, M. Serge Daudergnier, quarante et un ans, d'une balle dans la tête (*le Monde* du 28 mars).

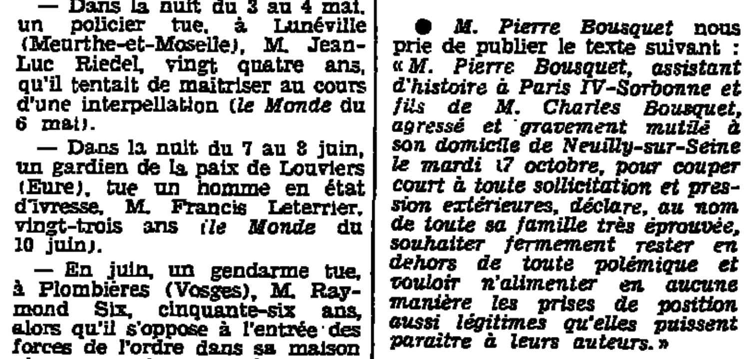
— Dans la nuit du 9 au 10 avril, un policier tue, à Triel (Yvelines), M. Thierry Delhaye, dix-huit ans, passager d'un véhicule dont le conducteur tentait de franchir un barrage (*le Monde* du 12 avril).

— Le 30 juin, des policiers tirent à Paris sur un véhicule volé et tuent Marina, passagère âgée de vingt ans (*le Monde* du 12 juillet).

— Dans la nuit du 3 au 4 mai, un policier tue, à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), M. Jean-Luc Riedel, vingt quatre ans, qu'il tentait de maitriser au cours d'une interpellation (*le Monde* du 6 mai).

— Dans la nuit du 7 au 8 juin, un gardien de la paix de Louviers (Eure), tue un homme en état d'ivresse, M. Francis Leterrier, vingt-trois ans (*le Monde* du 10 juin).

— En juin, un gendarme tue, à Plombières (Vosges), M. Raymond Six, cinquante-six ans, alors qu'il s'oppose à l'entrée des forces de l'ordre dans sa maison où se trouvait un malfaiteur (*le Monde* du 21 juin).



● *La C.F.D.T.* déclare notamment : « *Lahouari était jeune. Il était d'origine maghrébine. Il habitait dans un grand ensemble. Ces éléments sont à la base de trop de drames, de trop de répressions, ils pèsent trop sur l'attitude de certains policiers. Il est vrai aussi que leur responsabilité ne saurait faire oublier que la politique du gouvernement face aux jeunes et face aux étrangers, dénoncée maintes fois par la C.F.D.T. est aussi largement en cause et qu'elle est génératrice de faits de ce genre.* »

● *L'Union des femmes musulmanes de France et de leurs amies, « douloureusement frappée et indignée par la mort du jeune Lahouari Ben Mohammed, demande à toutes ses adhérentes de manifester afin que justice soit rendue rapidement pour que des actes racistes et aussi odieux ne soient plus renouvelés ».*

## Libres opinions

### Contrôles mortels

par MICHEL MARCUS (*)
et BERNARD DELEPLACE (**)

DEUX morts, en quelques jours, pour des contrôles d'identité. *Un policier*, un jeune Maghrébin. Il n'est pas question d'estomper le caractère particulier de chacune de ces affaires. Un délinquant dangereux tire, un jeune Maghrébin est abattu par une rafale de mitraillette.

La victime de l'un, l'auteur du décès de l'autre étaient chargés de contrôler illégalement les identités.

Le policier de Marseille a été mis en détention. Cette détention est celle d'un homme transformé en bouc émissaire par ses chefs. Il n'est pas question de nier toute responsabilité personnelle, mais il existe aussi des textes pénaux s'appliquant à ceux qui donnent des ordres illégaux.

Généraliser le contrôle d'identité, c'est multiplier dangereusement les incidents. C'est déjà le cas : outrages à agents en forte augmentation, échanges de coups, *mini*-émeutes, coups de feu. Les relations entre la police et les citoyens se détériorent.

Les commissaires de police soutiennent l'utilité de tels contrôles dans le cadre d'une prévention de la délinquance. Le ministère de l'intérieur n'a jamais été capable de citer des chiffres confirmant ces dires. Il a même été obligé de reconnaître, à l'occasion d'opérations coup de poing, déclenchées à la suite de grandes affaires criminelles, qu'hormis les défauts de carte grise ou de titre de séjour, aucun délinquant n'avait été arrêté.

Le projet de loi Peyrefitte « sécurité et liberté » se propose de légaliser les contrôles d'identité. Aucun député ou sénateur de la majorité, interrogé par des organisations syndicales, n'est capable de justifier l'efficacité d'une telle mesure pour assurer la sécurité des Français.

Au nom de quoi vont-ils voter cette loi ?

Vont-ils s'incliner devant un ministre de la justice qui réserve le contrôle d'identité à ceux qui ont un certain faciès ?

D'une certaine façon, leur vote négatif exprimera leur volonté de faire prévaloir une logique de vie, pour les policiers et les citoyens, sur la spirale de mort

(*) Secrétaire général du Syndicat de la magistrature.
(**) Secrétaire général adjoint de la Fédération autonome des syndicats de police

## FAITS DIVERS

● *Carambolage sur l'autoroute du Nord : quatre morts, sept blessés graves.* — L'épais brouillard et le non-respect de certains conseils élémentaires de sécurité ont été à l'origine d'un carambolage en chaîne qui s'est produit le 20 octobre au matin sur l'autoroute du Nord, à hauteur d'Arras (Pas-de-Calais). Il y a eu quatre morts, sept blessés graves et dix blessés légers. Au cours de ce carambolage, deux poids lourds et trois véhicules de tourisme ont pris feu.

● *Accident d'hélicoptère à Nice : deux morts.* — Un hélicoptère Bell-47 appartenant à la société Fair Lift de Nice s'est écrasé le lundi 20 octobre au début de l'après-midi à proximité de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur après avoir heurté l'angle d'un bâtiment abritant un centre de tri postal. Les deux occupants, le pilote, M. Guy Bevin, quarante-deux ans, et son passager, M. Christian de Colombel, vingt-six ans, ont été tués sur le coup. Deux personnes ont été blessées par la chute de l'appareil.

● *Naufrage dans la mer de Banda : soixante-neuf morts.* — Un voilier transportant soixante-quinze personnes a chaviré dans la mer de Banda et soixante-neuf personnes ont péri, a annoncé l'agence de presse officielle indonésienne. — *(A.P.)*

## LES ACTES TERRORISTES

### ALERTE A LA BOMBE AU THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

#### « La meilleure réponse »

Fin de l'entracte, lundi soir 20 octobre, à la soirée de l'Ensemble de chants et de danses de la République populaire socialiste d'Albanie, au Théâtre des Champs-Elysées, sous la présidence de l'ambassadeur, M. Treska, et de M. Jean-Bernard Raimond, directeur des relations culturelles au Quai d'Orsay. Le spectacle, modèle du genre, allait reprendre lorsque la direction du théâtre vint annoncer qu'un « incident technique » rendait impossible la suite de la représentation. Etonnement, incertitude, puis colère d'une grande partie de l'assistance, qui ne montra aucune hâte à se disperser après l'évacuation de la salle par la police. Car elle voulait en savoir plus sur cet « incident », qui n'était autre qu'une alerte à la bombe.

Le porte-parole des Amitiés franco-albanaises, haranguant la foule du haut du perron du théâtre, l'attribua aux « fascistes albanais », conviant les spectateurs à rentrer après l'inspection — sans résultat — par la police. Mais déjà le spectacle se transportait sur l'avenue Montaigne, où les artistes, brandissant bien haut le drapeau rouge à l'aigle noir de l'Albanie, entamaient une sarabande effrénée qui bloqua la circulation mais ravit le public et tourna à la manifestation contre le terrorisme et pour le régime de Tirana.

Puis tout le monde ou presque rentra dans la salle, et le reste du spectacle — danses hautes en couleur et pleines de vie, entrecoupées d'un hymne à la gloire de M. Enver Hodja et de... « Plaisir d'amour » en français — recueillit son double poids d'acclamations. « *C'était la meilleure réponse* », nous dit simplement l'ambassadeur. — J.H.

### L'ENGIN PIÉGÉ DÉPOSÉ A LA BOURSE DE PARIS AURAIT PU PROVOQUER UN DÉSASTRE

**Un engin piégé a été découvert et désamorcé, près de la corbeille de la Bourse de Paris, le lundi 20 octobre au début de l'après-midi, à 13 h. 50.**

A cette heure où la Bourse connaît déjà un ralentissement de son activité, mais est encore fort active, cette bombe forte de 5 kilos d'explosifs aurait pu être à l'origine d'un désastre. Le drame n'a pu être évité que par hasard, un *jeune commis* de banque ayant aperçu, au pied d'un pilier, un paquet suspect (nos dernières éditions).

La Bourse fut alors immédiatement évacuée et les spécialistes du laboratoire central de la préfecture de police, immédiatement alertés, désamorcèrent la bombe dix minutes après. Celle-ci contenait un mécanisme d'horlogerie réglé pour se déclencher au début de l'après-midi. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

Des mesures de contrôle à l'entrée sont adoptées à partir de ce mardi 21 octobre. La Compagnie des agents de change « *demande au public et aux professionnels leur compréhension à l'égard des mesures de surveillance qui seront prises pour assurer leur sécurité* ».

De fausses alertes à la bombe ont fréquemment lieu à la Bourse. Pour cette raison, aucun affolement n'a saisi les boursiers, lundi, lorsque l'évacuation a été décidée. Il est rarissime, en effet, que des engins explosifs soient effectivement déposés. Le 4 avril 1961, cependant, un engin piégé avait explosé à la Bourse, faisant vingt blessés (*le Monde* du 5 avril 1961).

● *M. Pierre Bousquet* nous prie de publier le texte suivant : « *M. Pierre Bousquet, assistant d'histoire à Paris IV-Sorbonne et fils de M. Charles Bousquet, agressé et gravement mutilé à son domicile de Neuilly-sur-Seine le mardi 17 octobre, pour couper court à toute sollicitation et pression extérieures, déclare, au nom de toute sa famille très éprouvée, souhaiter fermement rester en dehors de toute polémique et vouloir n'alimenter en aucune manière les prises de position aussi légitimes qu'elles puissent paraître à leurs auteurs.* »

● *Le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne* (GRECE) a fait savoir, lundi 20 octobre, après la tentative d'attentat contre ses locaux parisiens (nos dernières éditions), « *qu'aucun terrorisme intellectuel ou physique ne le fera renoncer à son travail d'éveil culturel et de dialogue avec tous ceux qui l'acceptent* ». Le dépôt de l'engin incendiaire, dont la mèche avait fait long feu, avait été revendiqué lundi matin, dans un communiqué adressé à l'A.F.P., par des « *Brigades communistes groupe Hamchari-Manouchian* », des noms du représentant de l'O.L.P., assassiné en 1972 à Paris et d'un franc-tireur fusillé par les nazis en 1944.



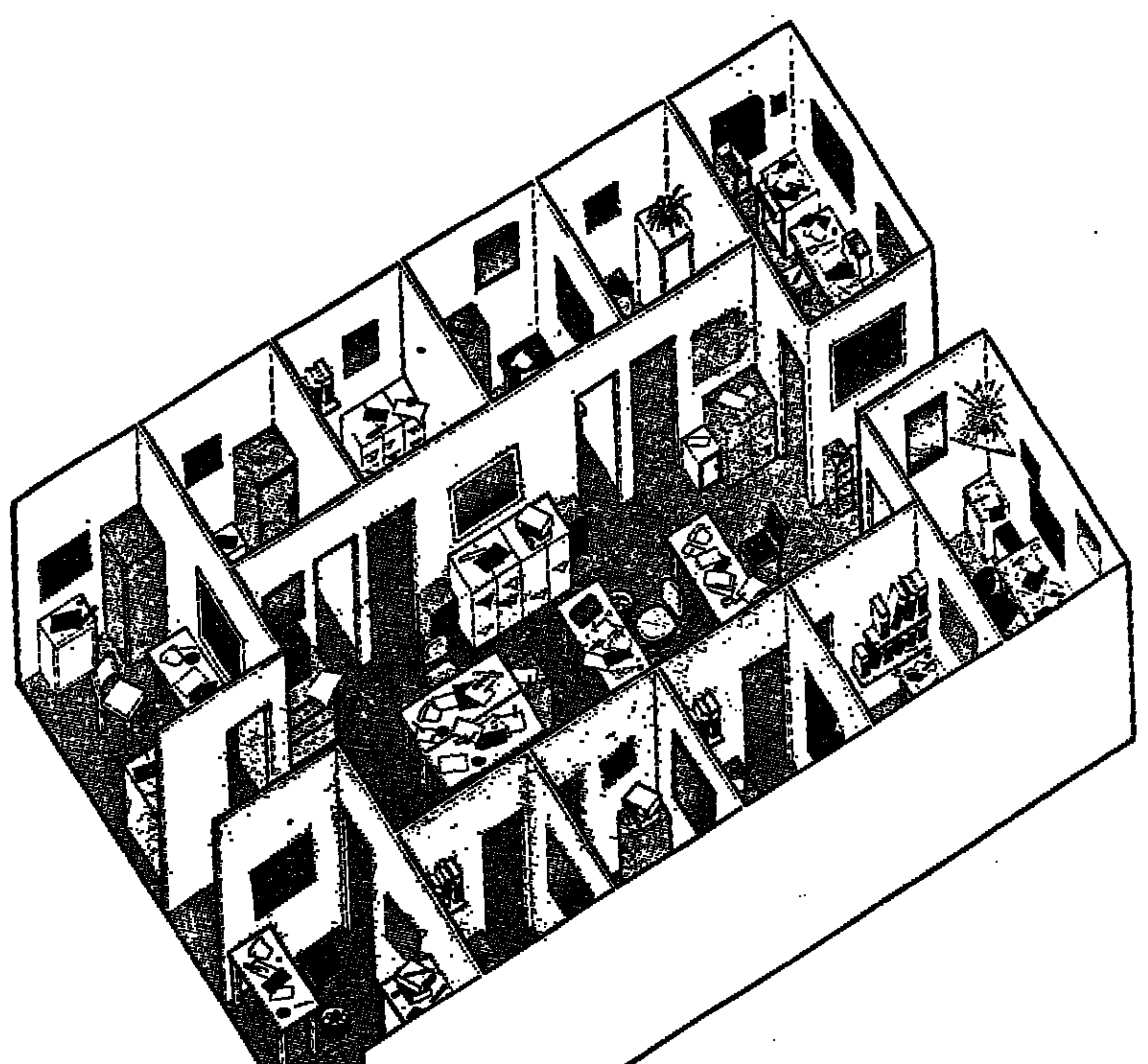




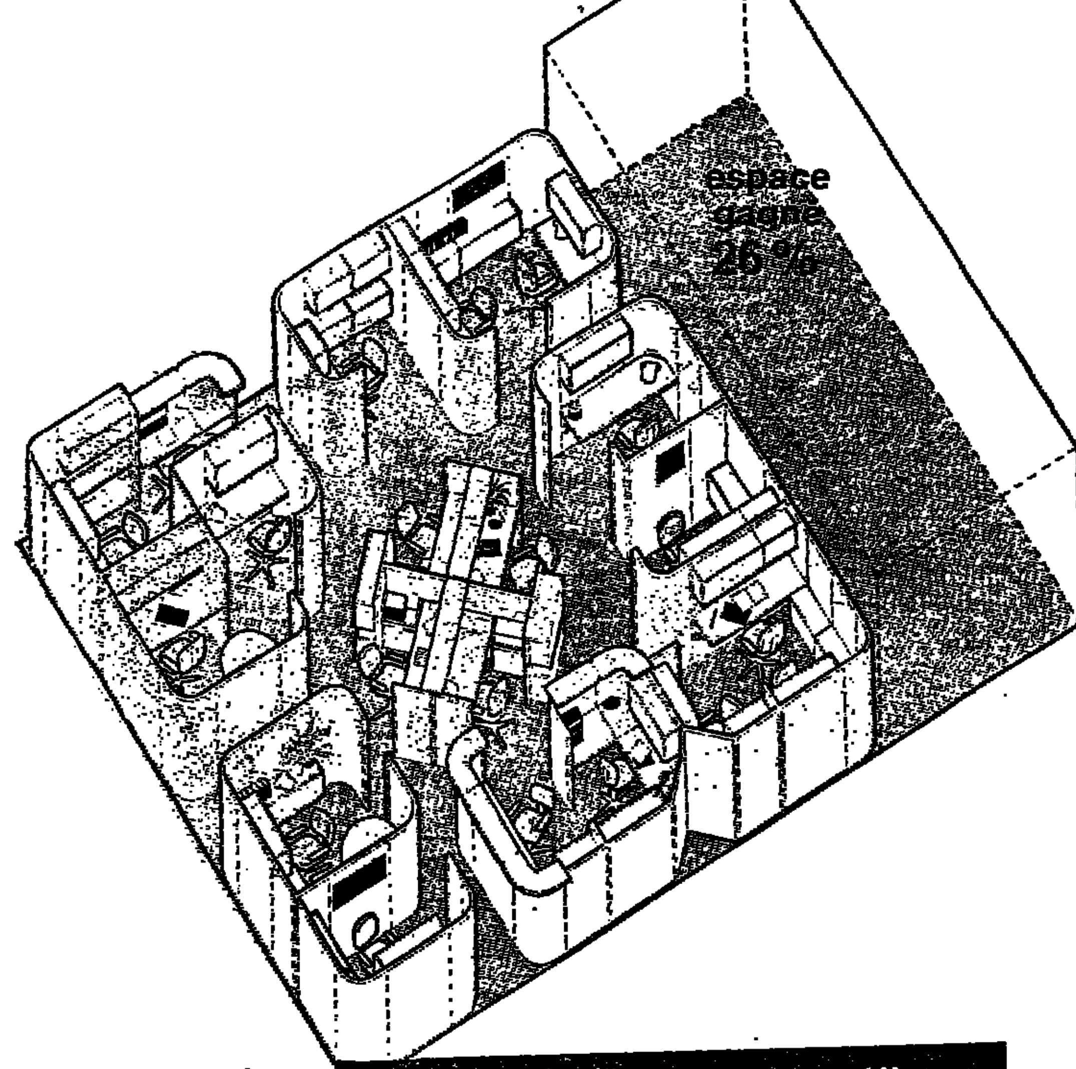
هكذا من الأصل



# PLUS D'ESPACE MOINS DE LOYER.



Aménagement traditionnel
(20 personnes)




Aménagement « action office »
(20 personnes)

Au prix actuel des loyers de bureaux, l'espace est un bien précieux. Le système Action Office permet de gagner de la place au sol et de rendre chaque poste de travail plus spacieux et agréable à vivre.

## AMENAGEMENT SUR 3 DIMENSIONS

Les éléments du système Action Office d'Herman Miller autorisent une meilleure utilisation de l'espace dans ses trois dimensions : longueur, largeur mais aussi hauteur. Les locaux à aménager sont divisés agréablement et efficacement par des panneaux à hauteur variable, créant ainsi des zones d'intimité semi-ouvertes. Et ces panneaux autoporteurs qui peuvent être droits, courbes, pleins, ouverts ou vitrés sont équipés de crémaillères sur lesquelles s'accrochent à différents niveaux les plans de travail, étagères ou éléments de rangement, etc...

## MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Action Office combine ainsi les avantages du bureau individuel et du bureau paysagé mais il est plus souple et plus ouvert que le premier, plus agréable et plus sécurisant que le second. Il donne davantage de place effective à chaque collaborateur, avec un poste de travail confortable et exactement adapté à ses activités. L'éclairage, le téléphone sont intégrés comme peuvent l'être tous les éléments de la bureautique moderne. Et le bruit se trouve réduit par l'utilisation de panneaux acoustiques.

## DES ECONOMIES AUJOURD'HUI ET DEMAIN

L'utilisation pour le rangement de toute la hauteur des panneaux permet de récupérer en moyenne 26 % de la superficie au sol, ce qui représente une économie de loyer. Mieux installé, le personnel travaille mieux, nouvelle économie. Enfin le changement lui-même coûte moins cher. Action Office est en effet un système modulaire. Tous les éléments sont interchangeables et se déplacent facilement pour se combiner différemment. Les « remaniements » et réorganisations se font rapidement et sans problème.

## UN INVESTISSEMENT RENTABLE

Des séminaires gratuits (une demi-journée) seront organisés les 28, 29 et 30 octobre où vous seront données les preuves chiffrées de la rentabilité du système Action Office pour l'aménagement rationnel de vos bureaux.

COUPON AO 3 A RENVOYER A L'ADRESSE CI-DESSOUS POUR :
☐ DOCUMENTATION GENERALE
☐ INSCRIPTION SEMINAIRES

NOM ..............................
PRENOM ..............................
SOCIETE ..............................
ADRESSE..............................
..............................
.................. TELEPHONE ..................

Herman Miller 73 rue de Richelieu, 75002 Paris.
Téléphone 296.16.78 - poste 721

**herman miller**
action office

HERMAN MILLER & CIE, 73 RUE DE RICHELIEU, 75002 PARIS. TEL 296.16.78.
AUTRICHE, BELGIQUE, HOLLANDE, ROYAUME-UNI, R.F.A., SUISSE, CANADA, ETATS-UNIS.

# ÉDUCATION

DANS UNE LETTRE AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

## M. Giscard d'Estaing souligne l'« importance » du centenaire des lois scolaires de Jules Ferry

L'année 1981 marquera le centième anniversaire de la première des lois scolaires de Jules Ferry, celle du 16 juin 1881 qui proclama la gratuité des écoles primaires publiques. Dans une lettre adressée, mardi 14 octobre, au ministre de l'éducation, M. Valéry Giscard d'Estaing rappelle ce centenaire et souligne l'*« importance »* qu'il attache *« à la commémoration d'un événement qui doit être aussi l'occasion d'un hommage à une institution actuelle »*. Le président de la République demande à M. Christian Beullac d'organiser, *« sous l'égide du ministère de l'éducation, les manifestations qui devront accompagner, l'an prochain, le centenaire des lois scolaires de Jules Ferry »*.

### « Tolérance et fraternité »

*« Cet hommage*, ajoute M. Giscard d'Estaing, *doit être rendu au fondateur de l'école de la République, et aussi à toutes celles et à tous ceux, enseignantes et enseignants, qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour que notre système éducatif remplisse au mieux sa fonction, qui n'a pas varié depuis un siècle : favoriser l'égalité des chances entre tous les jeunes Français, en développant leur savoir, dans le respect de leur conscience ; leur apprendre à mieux se connaître les uns les autres ; assurer ainsi, dans la tolérance et la fraternité, l'unité de la nation. »*

Le recteur Jean Capelle, ancien directeur général de l'organisation et des programmes scolaires au ministère de l'éducation nationale de 1961 à 1964, a accepté de prendre en charge la préparation de cette commémoration.

**[Pour fêter le centenaire de l'« école de Jules Ferry », l'initiative du président de la République vient après celle de trois organisations attachées à la laïcité de l'institution scolaire. En effet, le Grand-Orient de France organise le 7 février 1981 un colloque « pour fêter le centenaire de l'école laïque » ; la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente prépare « un colloque à caractère universitaire sur cent ans d'évolution de l'institution scolaire », au cours de l'année scolaire 1981-1982 ; et le Comité national d'action laïque (C.N.A.L.), qui compte parmi ses membres la Fédération de l'éducation nationale, annonce une « célébration solennelle » étalée de 1981 à 1983, dont les modalités ne sont pas encore précisées. Son secrétaire général, M. Michel Bouchareissas, nous a précisé qu'une convergence entre l'initiative du C.N.A.L. et celle du président de la République lui paraît « tout à fait impossible ». « Nous ne pouvons oublier une seconde, a-t-il ajouté, que c'est cette République là, la Cinquième, qui a tout fait pour diviser la France et étouffer l'école laïque, en multipliant les aides à l'école privée. »]**

## Les lycéens face au génocide des juifs

De notre correspondant

Rennes. — **Organisée par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, une journée d'études consacrée aux conditions de l'enseignement en France de l'histoire du génocide juif a eu lieu récemment à l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II). Elle faisait suite à l'attentat de la rue Copernic.**

Devant quelque deux cent cinquante personnes, parmi lesquelles, outre les enseignants d'histoire, se trouvaient de nombreux étudiants et lycéens, le recteur d'académie, M. Jean-Joseph Garognon a déclaré : *« Si nous ne voulons pas que de tels événements se perpétuent, il faut que nous ayons toujours présent à la mémoire ce qui s'est passé voici presque un demi-siècle. Ceux qui oublient leur passé sont condamnés à le revivre. »*

A une époque où, selon Mme Scheer, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales, *« nous transmettons notre mémoire à des jeunes pour lesquels c'est de l'histoire »*, les participants à cette journée ont souhaité que dans la mise au point des nouveaux programmes d'histoire des lycées, les éditeurs invitent les auteurs de manuels à parler plus abondamment des problèmes d'antisémitisme. *« Les juifs n'ont pas l'exclusivité de la persécution et du malheur*, a souligné un intervenant. *Ils en ont seulement la priorité. »*

De nombreux participants ont insisté sur les insuffisances des programmes scolaires actuels, car pour M. Léon Poliakov, maître de recherches au C.N.R.S., c'est essentiellement par manque d'information que l'on est antisémite. Déjà en avril 1979, lors d'un colloque précédent, à Orléans, il avait été rappelé que *« malgré les efforts très réels d'un certain nombre d'enseignants, la place faite à l'étude des crimes commis par les nazis, par leurs complices et par les divers régimes totalitaires reste insuffisante dans l'enseignement français à tous les niveaux »*.

En concluant cette journée, M. Michel Denis, professeur d'histoire à l'université de Haute-Bretagne, a insisté sur la finalité de l'enseignement : *« Il ne s'agit pas seulement d'apprendre aux élèves comment faire une soudure ou comment rédiger un chèque. Il est d'autres questions moins immédiatement utiles mais autrement plus importantes. »*

CHRISTIAN TUAL.

● *M. Yves Laporte a été nommé* administrateur du Collège de France pour une période de trois ans, à compter du 1er octobre 1980. Il succède à M. Alain Horeau, qui prend sa retraite.

[Né le 21 décembre 1920, M. Yves Laporte est docteur en médecine. Chargé de recherche à l'Institut national d'hygiène de 1947 à 1953, il a enseigné à l'Institut Rockefeller de New-York (1949-1951) et à l'université de Lund (Suède). Professeur de physiologie à la faculté de médecine de Toulouse de 1961 à 1971, il est nommé en 1972 professeur au Collège de France, à la chaire de neurophysiologie.]

BATAILLE POUR LA SAUVEGARDE D'UNE ÉCOLE

## L'histoire exemplaire d'une commune de montagne

De notre correspondant

Grenoble. — La commune de Miribel-Lanchatre (Isère), située à 27 kilomètres de Grenoble, accrochée aux pentes du Vercors, n'a plus de conseil municipal depuis le 4 octobre. Son maire, M. Maurice Puissat, conseiller général socialiste et président du comité d'expansion économique de l'Isère, gère les affaires courantes en attendant d'être convoqué par le préfet pour s'expliquer.

Il compte lui rappeler l'histoire exemplaire de ce village de montagne (altitude 730 mètres) qui a vu passer sa population de soixante-treize habitants en 1975 à deux cents en 1979 et en prévoit trois cents dans dix ans. Les habitants de Miribel ont démontré que l'exode vers la grande cité dauphinoise n'était pas inexorable et qu'une commune de montagne, privée de ressources mais débordante d'idées, pouvait continuer à vivre et même se développer à condition qu'on y maintienne l'église, les services publics et l'école.

Celle-ci aurait été fermée depuis de nombreuses années — faute d'élèves — si le maire de la commune n'avait pas eu cette idée toute simple : *« Pourquoi laisser les écoles rurales se vider et les enfants de la campagne se déplacer vers les villes, en surchargeant des écoles déjà surpeuplées, et non pas, à l'inverse, faire venir des enfants de la ville dans des écoles rurales proches de leur domicile ? »*

La municipalité de Grenoble, séduite par le projet, a conclu en 1970 un accord avec la commune de Miribel. Une quinzaine puis une vingtaine de jeunes Grenoblois issus d'un des quartiers les plus populaires de l'agglomération, la cité Paul-Mistral, prirent régulièrement le chemin de l'école rurale. En 1971, quatre élèves seulement étaient originaires de Miribel. Trois ans plus tard, tous les enfants de l'école étaient grenoblois mais celle-ci continuait à vivre.

Depuis 1976, plusieurs jeunes ménages sont venus s'installer à Miribel, attirés par une vie plus tranquille et la certitude de trouver une école dynamique ; les enfants d'agriculteurs ne « s'exilent » plus à Grenoble ; la moyenne d'âge de la population du village est passée, en cinq ans, de soixante-deux ans à trente-cinq ans. A l'école, les enfants de la commune ont remplacé progressivement les Grenoblois. Lors de la dernière rentrée, on comptait vingt-cinq enfants de Miribel dans la classe unique du village, mais aussi quatre jeunes de la cité Paul-Mistral qui désirent continuer leur scolarité à Miribel, là où ils l'ont commencée.

La classe s'est alors révélée trop étroite, on a déménagé le bureau de l'institutrice pour pouvoir accueillir tout ce petit monde, tandis que le maire et son conseil municipal réclamaient l'ouverture d'une deuxième classe. Les locaux pour la recevoir existent, mais l'inspection académique, en rappelant que le seuil d'ouverture d'une nouvelle classe est fixé à vingt-six élèves, refuse de prendre en compte dans ses statistiques les quatre enfants de Grenoble « anormalement scolarisés » à Miribel.

Les élus prétendent, au contraire, que l'ouverture d'une seconde classe permettrait de garder les Frenoblois, d'accueillir les enfants de la commune de moins de cinq ans et de dégonfler les effectifs actuels de la classe unique. Certains parents récemment installés dans le village se demandent s'ils ne devront pas repartir l'année prochaine à Grenoble pour assurer à leurs enfants une meilleure scolarisation. *« Vouloir appliquer des normes, des grilles nationales, dans des zones de montagne, n'est pas raisonnable. Cette attitude est en totale contradiction avec la politique de sauvegarde de la montagne affirmée dans les discours »*, note M. Puissat.

CLAUDE FRANCILLON.

● *Guerre scolaire à Plourin-Ploudalmézeau (Finistère-Nord).* — Le maire de la commune, M. Jean Falc'hon, et six conseillers municipaux sur douze viennent de démissionner de leur mandat pour protester contre l'inscription d'office au budget communal, par le préfet, de crédits destinés au fonctionnement de l'école publique à laquelle ils sont farouchement opposés. En septembre 1979, lors de l'ouverture de cet établissement, M. Falc'hon avait déjà refusé de signer le procès-verbal d'installation de l'institutrice (*le Monde* du 15 septembre 1979). Il considère que les écoles privées installées dans les communes voisines suffisent à l'accueil des élèves. — *(Corresp.)*

# DÉFENSE

A moins d'une « rallonge » financière de fin d'année

## Les armées en panne d'essence...

*Va-t-on organiser, de nouveau comme par le passé, sur des bases de l'armée de l'air française, ces « journées de réflexion » — un euphémisme pour désigner les « journées sans vol » — où pilotes et mécaniciens, avec leurs avions cloués au sol, économisent en réalité le carburant, sous le prétexte de méditer en commun sur leur métier et sur leur institution ? Ce sera peut-être le cas si, réellement, les armées sont en panne d'essence, comme elles en sont menacées.*

Les automobilistes ne sont pas les seuls à subir la hausse des prix du pétrole. Les militaires, aussi, commencent à en souffrir sérieusement, à l'exception sans doute des gendarmes, qui ont été, délibérément, moins défavorisés par les arbitrages gouvernementaux.

En 1980, le budget prévu à cette fin — 2 058 millions de francs pour l'achat de combustibles divers au profit des trois armées et de la gendarmerie — s'est révélé à l'usage insuffisant de 1 milliard de francs environ. Une astuce financière a permis, selon M. André Rossi, député U.D.F. de l'Aisne et rapporteur de la commission des finances, de dégager en deux fois, à l'intérieur même du budget de la défense, une somme globale de 600 millions de francs qui s'est ajoutée aux crédits de carburants déjà votés par le Parlement.

Un complément de 500 millions de francs sera prochainement réclamé lors du vote de la loi de finances rectificative, autrement baptisée « collectif budgétaire », qui est la « rallonge » de fin d'année.

Pour 1981, le projet de budget enregistre une hausse de 86 % des dotations financières en carburants, avec des crédits totaux de 3 840 millions de francs. Malgré cette augmentation considérable, illustrée par le fait que le budget du service des essences pour l'achat des carburants a plus que quintuplé entre 1974 et 1981, les armées devront continuer à économiser. L'austérité demeure la priorité.

L'armée de l'air devra se contenter de 420 000 heures de vol, au lieu des 505 000 heures attendues (*le Monde* du 21 octobre). L'armée de terre sera autorisée à organiser 47 jours d'entraînement de ses grandes unités, hors de leurs garnisons habituelles et avec tous leurs matériels dits organiques, au lieu des 49 journées prévues. Elle devra aussi supprimer 350 véhicules de son parc de voitures de liaisons. Quant à la marine, chaque bâtiment devra, en moyenne, accomplir 86 jours d'entraînement à la mer en 1981, au lieu des 100 jours retenus initialement. Enfin, à l'aéronautique navale seront attribuées 92 000 heures de vol, au lieu des 100 000 attendues.

### Préoccupant

M. Rossi observe, à juste titre, dans son rapport : *« L'aggravation de cette situation aura une incidence sur le niveau d'entraînement de nos forces, mais elle a également une répercussion sur leur moral. Les exercices ou les manœuvres supprimés ont tendance à créer une impression d'ennui et d'inutilité. »*

Chacun de son côté, le général Claude Vanbremeersch, chef d'état-major des armées, et M. Robert Poujade, député R.P.R. de la Côte-d'Or et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, sont d'accord pour souligner que le problème des carburants se pose de manière particulièrement aiguë dans l'armée de l'air. La fiabilité de l'aviation pourrait être compromise à terme, estime même l'ancien ministre, sauf à se résoudre à prélever sur les stocks.

Progressivement, ces stocks de guerre ont été reconstitués, mais ils l'ont été de manière fort inégale. *« Les stocks de carburants routier et avion sont très réduits*, écrit M. Rossi. *Les stocks de combustibles marine ont considérablement baissé depuis quelques années afin de maintenir le niveau prévu des activités. »*

La situation demeure donc préoccupante. M. Jean-Marie Daillet, député U.D.F. de la Manche et membre de la commission de la défense, a souhaité récemment que ces réserves de carburants soient augmentées, car il ne faut pas attendre en la matière d'aide du secteur civil. Ce serait plutôt le contraire. En effet, la France dispose, au total, de 108 jours de stocks. De sorte que, l'armée en ayant 90 jours, il reste 18 jours de stocks pour les civils.

Au-delà de cette question des réserves dites stratégiques, il faut se souvenir que la consommation énergétique des armées françaises — combustibles de chauffage, électricité, carburants routier, aviation et marine — a représenté en 1979 environ 1,33 % de la consommation nationale, exprimée en tonnes équivalent pétrole (TEP).

JACQUES ISNARD.

Se référant à des accords de réciprocité

## L'administration américaine s'étonne de l'achat par la France d'un avion brésilien

L'administration fédérale des Etats-Unis s'est étonnée du choix, par la France, de l'avion brésilien Xingu — de préférence à deux appareils concurrents d'origine américaine — pour l'instruction des pilotes de transport de l'armée de l'air et de l'aéronautique navale. Dans une lettre adressée à la délégation générale à l'armement, le sous-secrétaire américain à la défense pour la recherche et l'ingénierie, M. Walter La Berge, vient de faire part de son amertume après la décision française d'acheter quarante et un avions brésiliens Xingu.

Dans sa lettre, le responsable du Pentagone fait allusion sans autre précision à un accord de principe entre la France et les Etats-Unis sur des acquisitions réciproques de matériels militaires. Il semble, en effet, que, lors des entretiens de la Guadeloupe en janvier 1979 entre MM. Jimmy Carter et Valéry Giscard d'Estaing, il ait été convenu que les deux partenaires tenteraient d'équilibrer les échanges commerciaux par un effort de concertation dans leurs achats d'armements.

### Des décisions déloyales ?

M. La Berge écrit notamment : *« De même que votre industrie attend de notre part une totale loyauté aux termes de cet accord de principe, de même je suis persuadé que vous comprenez le fait que l'industrie américaine est particulièrement sensible à des décisions de la France qui pourraient apparaître déloyales ou en contradiction avec l'esprit de notre accord de principe. »*

A propos du rejet des avions américains (le King Air-90 de Beechcraft et le Corsair de Cessna) au profit de l'appareil brésilien, le sous-secrétaire américain à la défense précise : *« Notre industrie attend naturellement de nous, qui sommes vos partenaires de l'accord de principe, que nous soyons en mesure de leur garantir que votre choix a été juste, objectif et conforme aux recommandations de notre arrangement. »*

On sait que, au terme d'une comparaison entre les trois avions en compétition, reposant sur une série de critères techniques et opérationnels, le Xingu est arrivé en tête, suivi de très près par le King Air-90, devant le Corsair, en dernière position. Le premier avion brésilien doit être livré à la France en octobre 1981. Selon le ministère de la défense, des équipements français à bord du Xingu (systèmes d'atterrissage, hydrauliques et électriques) représenteront 28 % de la valeur de l'appareil. On peut noter encore que 41 % (les moteurs, principalement) de cette même valeur proviennent de fournitures américaines.

Il semble que le Brésil, en contrepartie, achètera à la France une soixantaine d'hélicoptères Puma. A ce jour, le Brésil a acquis pour environ 2 500 millions de francs de matériel militaire à la France.

Dans sa lettre, M. La Berge évoque les répercussions que la décision française peut avoir sur l'éventualité d'un achat ou d'un refus, par l'armée de l'air américaine, du biréacteur Falcon-10 de Dassault-Breguet, pour entraîner à la navigation les équipages de bombardiers B-52. Le Falcon-10 est, en effet, en compétition avec des appareils américains, israéliens et japonais sur ce marché potentiel d'une quarantaine à une soixantaine d'exemplaires d'un avion-école du Strategic Air Command.

Au Congrès des Etats-Unis, un sénateur est intervenu récemment pour commenter le choix français. M. Glickman a ainsi estimé que cette décision *« a été motivée par des considérations politiques »*. Il a conclu : *« Il y a cependant lieu de mentionner que les fournisseurs français ont un accès considérable aux marchés militaires et civils des Etats-Unis. Si des considérations politiques commencent à dominer les décisions commerciales de la France, les Etats-Unis pourraient se voir dans l'obligation de réexaminer leur politique d'ouverture des marchés à ce pays »*.

Si la France achète ses avions de ligne long-courriers outre-Atlantique, les Etats-Unis ont acquis, en revanche, des hélicoptères Dauphin et le missile antiaérien Roland de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) ainsi que des avions Falcon-20 auprès de Dassault-Breguet.

A l'heure actuelle, les deux pays négocient la possibilité d'installer des réacteurs franco-américains CFM-56 sur plusieurs centaines d'avions ravitailleurs KC-135 de l'armée de l'air américaine (1). Le Pentagone vient, cependant, de demander — malgré un vote favorable du Congrès sur un financement partiel — que ce projet soit retardé et provisoirement reporté.

J. I.

(1) Le projet de « remotorisation » des six cent quatre-vingt-quatre avions américains KC-135 est estimé à 12 milliards de dollars (environ 49 milliards de francs).





# JUSTICE

## LOURDES PEINES POUR LES SIX AUTONOMISTES BRETONS

La Cour de sûreté de l'Etat, présidée par M. Claude Allaer, a condamné, lundi 20 octobre, M. Hervé Le Bévillon à huit ans de réclusion criminelle, MM. Jean-Charles Grall, Claude Briant et Jacques Surzur chacun à cinq ans de réclusion criminelle, M. André Le Cunff à cinq ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, et Mlle Marie-Noëlle Tréguier à treize mois d'emprisonnement avec sursis. Ces six autonomistes étaient jugés pour deux attentats commis contre l'immeuble des renseignements généraux de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), les 6 mars et 29 mai 1979 (*le Monde* daté 19-20 octobre et du 21 octobre).

Les peines prononcées ont été le plus souvent supérieures à celles qu'avait réclamées l'avocat général, M. Jacques Colette. Celui-ci avait déclaré dans son réquisitoire : *« Depuis leur arrestation, il ne s'est rien passé de grave dans cette région. Mais comme une renaissance de la violence n'est pas exclue, il est indispensable que ceux qui tenteraient de prendre la relève sachent ce qui les attend. »*

## UN NOUVEL APPEL DE Me CHAINE AUX RAVISSEURS DE SON GENDRE

Lyon. — L'inquiétude grandit à Lyon où on est toujours sans nouvelles de M. Bernard Galle. L'enquête semble marquer le pas. Néanmoins les recherches systématiques entreprises dans la zone où la rançon a été remise vont être élargies et poursuivies au moins jusqu'au mercredi 22 octobre. *« Nous voulons conserver l'espoir »*, a répété M. Olivier Philip, préfet de région. Me Louis Chaine, beau-père de M. Bernard Galle, a lancé, lundi 20 octobre, un nouvel appel aux ravisseurs *« pour qu'ils tiennent leurs engagements »*. Dans un communiqué, Me Chaine indique qu'il n'est animé *« d'aucun esprit de haine »* mais que *« l'attente devient insoutenable »*.

Le préfet de police, M. Jean Chevance, a réuni lundi 20 octobre, les représentants de la presse pour leur faire écouter deux conversations téléphoniques des ravisseurs de M. Galle. La police a « invité » les chaînes de radio et de télévision à diffuser ces enregistrements de mauvaise qualité, où l'on peut entendre les voix de deux ravisseurs (1).

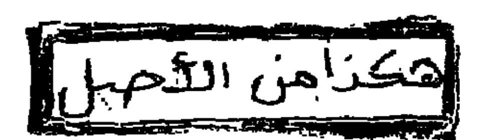
Cette initiative de la dernière chance avait déjà été utilisée le 12 octobre 1976 dans l'affaire des Brigades rouges à Grenoble. Elle avait permis l'arrestation de Joël Matencio.

Me Chaine a demandé à Mes Joannès Ambre et Henri-Lucien Brun, du barreau de Lyon, d'être ses conseils. — *(Corresp.)*

(1) Les personnes ayant l'impression d'avoir reconnu les voix sont priées de téléphoner au 852-44-24, à Lyon.

● *Robert Van Oirbeek*, âgé de vingt-cinq ans, a été arrêté mardi matin 21 octobre, à Bruxelles, en compagnie de Maurizio Turato. Les deux malfaiteurs s'étaient évadés le 17 août de la prison de Lantin à Liège avec sept autres codétenus. Trois d'entre eux sont encore en fuite.

Le nom de Robert Van Oirbeek avait été prononcé lors du procès de Me Michel Graindorge, avocat de François Besse. Ce malfaiteur, considéré comme un émule de Jacques Mesrine, est soupçonné d'avoir participé le 23 octobre 1979 à une fusillade à Bruxelles.





Le Monde

# MÉDECINE

## Après quarante années de recherche, les implants dentaires devraient rester un traitement d'exception

**Il existe peu de sujets véritablement polémiques en odontologie. Les carences *dans la prévention des caries dentaires et* des affections parodontales et l'absence d'une prise en charge effective, par les caisses de Sécurité sociale, des actes prothétiques demeurent les principaux sujets du débat public concernant la profession dentaire. En revanche, les indications et et les conditions de réalisation des actes techniques et les risques qu'ils peuvent faire encourir aux patients sont rarement évoqués. Un sujet suscite pourtant, depuis de longues années, de vives controverses parmi les stomatologistes et les chirur*giens dentistes* : les *implants dentaires.***

**Il s'agit des pièces — le plus souvent métalliques — fixées au maxillaire, destinées à maintenir les prothèses dentaires. *Depuis une dizaine d'années sont apparus en France* deux nouveaux types d'implants, l'un en carbone vitrifié, l'autre constitué d'une vis en céramique.**

**Malgré de nombreuses innovations *techniques, la question reste entière de* savoir s'il est légitime de miser sur la qualité des résultats esthétiques et fonctionnels ou, au contraire, s'il convient de ne prendre en considération que les risques médicaux — *non négligeables* — qu'ils font encourir.**

LE stomatologiste italien Mulio Formiggini qui, en 1937, fut à l'origine des techniques implantaires modernes, s'est-il ou non suicidé à la suite de ses échecs et des critiques de ses *confrères ? Pour* anecdotique qu'elle puisse paraître, la question illustre à quel point le débat peut être passionné entre les partisans et les opposants de l'implantologie.

L'histoire de cette discipline *se présente*, depuis quarante ans, comme une succession d'innovations techniques, chacune présentée comme pouvant apporter *une solution définitive aux difficultés* que les précédentes n'avaient pu résoudre.

On peut, aujourd'hui, distin*guer plusieurs* périodes dans l'histoire de l'implantologie dentaire. La première fut celle des implants dits « endos », diminutif d'endo-osseux. Poser un « endo » consiste, apres une anesthésie locale, à faire pénétrer dans l'os maxillaire du patient une pièce métallique *dont on laisse une extrémité* libre — ou « post » — émerger de quelques millimètres au-dessus de la muqueuse. C'est sur ce « post » qu'il est ensuite possible d'adapter la fausse dent. La pose d'un « endo » est relativement *simple.* Elle nécessite une courte incision de la muqueuse, *puis la réalisation* d'un « puits » osseux dans lequel on introduit la pièce métallique. Le principe technique est toujours le même, mais il existe, en revanche, une très grande variété de modèles d'implants, qui se *différencient* par *leur forme* ou leur composition, et, le plus souvent, baptisés du *nom* de leurs inventeurs. C'est ainsi que l'on utilise les implants « aiguilles » (« Scialod ») ; « lames » (« Linkow ») ; « à vis » (« Cherchève »), ou « tridimentionnels » (« Juillet »).

Une seconde catégorie est réalisée par les implants dits « juxta-muqueux » ou « juxtas ». *Il s'agit alors de pièces métalliques* ajourées qui cherchent à épouser le plus fidèlement possible la configuration de l'os maxillaire. Là aussi, une fois l'implant en place, des « posts » émergent de la muqueuse permettant de fixer les pièces dentaires. L'intervention est cependant beaucoup plus « *lourde* » et plus complexe que pour les endo-osseux. Elle nécessite, au minimum, deux interventions et deux anesthésies (locales ou générales). Après l'incision large de la muqueuse et une fois *celle-ci rabattue — ce qui réalise* une véritable mise à nu du maxillaire, — la première intervention consiste à réaliser une empreinte de l'os maxillaire. C'est à partir de cette empreinte qu'est réalisée une « grille » que l'on met en place lors d'une seconde intervention après une *nouvelle ouverture de la muqueuse*

En fait, quelle que soit la technique ou l'outil utilisé, pour le docteur Patrick Missika (faculté de chirurgie dentaire Paris-VII-Garancière), « *aucune méthode ne répond à l'ensemble des cas cliniques* ». Au fur et *à mesure que l'on put enregistrer* les incidents et les échecs des diverses méthodes, quelques indications se précisèrent. C'est ainsi que, schématiquement, les « endos » doivent être utilisés préférentiellement lorsque l'os présente une épaisseur importante et une hauteur suffisante, *et les « juxtas » quand* la hauteur osseuse est insuffisante, contre-indication formelle pour la réalisation d'un « puits ».

### Complications inexplicables

*En réalité, si l'on excepte les* incidents ou les accidents dus *à des erreurs techniques* (lésions de dents adjacentes, perforation des sinus ou du plancher des fosses nasales, ou lésion du paquet vasculo-mandibulaire pour les « endos » et hémorragies non contrôlées pour les « juxtas »), *il reste* que, *à distance* de l'intervention et « à hygiène et à indications égales », on assiste dans certains cas à l'apparition de complications totalement « inexplicables ».

Il peut s'agir, dans les mois qui suivent la pose, d'une véritable expulsion de l'implant par l'organisme. *Plus tard,* apparaissent parfois, à proximité de la pièce *implantée, des foyers inflammatoires* (gingivites) puis des zones de lyse (destruction) osseuse. « *Ce sont ces phénomènes*, explique le docteur Missika, *qui doivent faire dire qu'en ce qui concerne les implants, on est actuellement au stade de la recherche.* »

Ces complications, outre qu'elles constituent un problème médical important, compromettent considérablement les *chances d'appareillage* ultérieur. Elles se traduisent en effet dans les cas les plus graves par un véritable « délabrement » osseux. Le principe même de l'implant, qui réalise une communication entre l'os et le milieu septique qu'est la cavité buccale, explique sans doute la difficulté qu'il y a à maîtriser les phénomènes d'acceptation et d'expulsion. Or rien ne permet, en l'état actuel *des connaissances, de réaliser une* pré-sélection des patients. Seule celle-ci permettrait pourtant, comme dans les cas de certaines greffes, d'augmenter les chances de succès. « *Dans ces conditions,* souligne le professeur Pierre Treyssac (*université Paris-VII*), *les indications d'implants ne peuvent être qu'extrêmement restreintes.* » C'est ainsi que dans son service de la Garancière, on ne retient que 2 % environ des personnes qui souhaitent bénéficier de cette technique.

La pose d'un implant, quel que soit son type, représente toujours un *geste* majeur. Elle nécessite un protocole ri*goureux,* véritable bilan préopératoire (examen clinique et biologique), et doit être suivie d'une hygiène et d'une surveillance rigoureuses.

En France, seuls quelques services, dans les unités d'étude et de recherche d'odontologie utilisent ces techniques. Il n'est pas douteux que, lorsqu'il est « accepté » et qu'il n'entraîne *pas de complications,* l'implant permet d'obtenir des résultats fonctionnels supérieurs à ceux fournis par les prothèses conventionnelles amovibles.

C'est sans doute l'importance de la demande formulée par des patients persuadés que seuls les implants résoudront leurs problèmes dentaires et les conséquences psychologiques qui souvent *en découlent, qui a conduit* certains chirurgiens-dentistes à se spécialiser en implantologie et à intensifier leur pratique sans limiter la fréquence de leurs interventions ni les lourdes charges financières qui en résul*tent (1). Ce sont* d'ailleurs les mêmes qui utilisent parfois des thérapeutiques hautement discutables, comme l'administration prolongée d'antibiotiques dits « de couverture », afin de masquer certaines infections.

### L'apanage des spécialistes

Un tel état de fait explique les difficultés qu'il y a à obtenir des éléments chiffrés en matière d'implantologie. Personne ne *connaît, par exemple,* le nombre de chirurgiens qui utilisent — partiellement ou exclusivement — cette technique, pas plus que les types et l'incidence de ses complications.

D'autre part, l'enseignement pratique n'est pas, à l'heure actuelle, dispensé dans les U.E.R. d'odontologie. Il reste l'apanage des « spécialistes » d'implantologie, qui le dispensent sous forme de cours privés (2). Le plus souvent, ces mêmes praticiens sont les créateurs et les promoteurs d'une technologie particulière. Ils créent ainsi des « *écoles » d'implantologie qui sont* loin de toujours prendre en considération l'ensemble des solutions existantes car ils ont tendance à privilégier le plus souvent la leur.

« *On peut dire,* conclut le professeur Treyssac, *que, si le plus souvent les implants semblent réussir dans un premier temps, on ne peut jamais préjuger des échecs secondaires. C'est pourquoi, en aucune manière, ils ne peuvent constituer une pratique courante et doivent demeurer une thérapeutique d'exception.* » *Pour d'autres, au contraire,* le respect de certaines normes permet de parler, au vu des techniques actuelles, d' « *implantologie de sécurité* (3). »

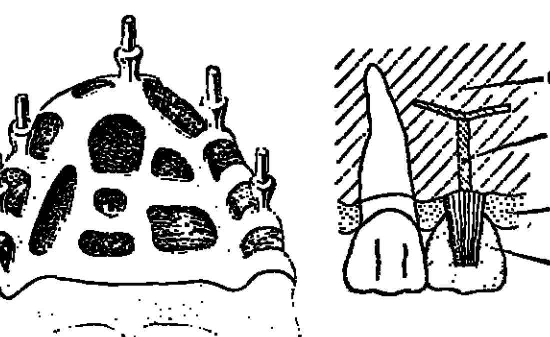
Après quarante années qui, de fait, ont constitué quarante années d'expérimentation humaine, la question demeure donc de savoir si cette technique se doit d'être jugée sur ses *succès ou sur ses échecs*, les uns et les autres étant incontestables. Les préoccupations essentiellement financières de nombre de ses promoteurs les plus convaincus n'est pas l'un des moindres éléments qui *freine l'étude scientifique contrôlée* et comparative, des techniques implantaires.

JEAN-YVES NAU.

(1) L'implantologie ne correspond à aucune spécialité officiellement reconnue. Les frais occasionnés par la pose d'implants ne sont en aucune manière pris en charge par la Sécurité sociale.

(2) A titre d'indication, les « cours d'implantologie dentaire » sont de 300 francs (initiation d'une journée) à 2 500 francs (cours de perfectionnement de deux jours).

(3) Titre d'un ouvrage du docteur R. Cherchève, édité récemment par Maloine.




Les implants juxta-osseux sont constitués de pièces métalliques ajourées qui épousent le plus fidèlement possible la forme du maxillaire. Ie en existe différents types dont l'importance varient avec le nombre et la position des éléments dentaires prophétiques que l'on désire adapter.

### DANS LES MATERNELLES

*A trois ans, 61 % des enfants* sont indemnes de caries dentaires ; entre six et quinze ans, ils ne sont plus que 2 %. La certitude dont on dispose pour affirmer que la *fréquence* des caries et des affections des gencives (*parodontopathies*) *pourrait* être nettement diminuée par le respect de règles simples (brossages quotidiens, hygiène alimentaire et examen régulier des dents) a conduit le Comité français d'éducation pour la santé (1) *à mettre à la disposition* des enseignants, pour la deuxième année consécutive, un coffret pédagogique sur l'hygiène bucco-dentaire. Fabriqué à dix mille exemplaires, ce coffret est destiné aux enfants des classes de grande section maternelle. Les enseignants de ces classes peuvent se le procurer gratuitement sur simple demande, en indiquant l'adresse de leur établissement scolaire, au Comité français d'éducation pour la santé.

(1) 9, rue Newton, 75116 Paris. Tél. : 723-72-07.



## ACCOUCHEMENT, SÉCURITÉ ET RISQUE

***La journée d'étude organisée à Paris,* le 18 octobre, sous *le* patronage du Collège national des gynécologues et obstétriciens français a pour thème : « Comment accoucher en 1980 ? » et « La césarienne est-elle la meilleure façon d'accoucher ou de naître ? »**

**La Société internationale de psychoprophylaxie obstétricale, de son côté, a organisé récemment un débat axé sur « les méthodes naturelles » d'accouchement et de préparation durant la grossesse.**

**Les progrès considérables accomplis depuis quelque vingt ans pour la surveillance des grossesses et des accouchements « *à risques* » ou *difficiles ont conduit, dans certains cas,* au déploiement d'une technologie dont certains craignent qu'elle ne déshumanise cet évènement entre tous naturel et de nature familiale.**

**Le docteur Jean-Marie Cheynier, chef de service à la maternité *des métallurgistes Fernand-Lamaze à Paris, où furent* promues pour la première *fois* les techniques d'accouchement « sans douleur », *expose* ici *son* point de vue sur ce problème. Il s'insurge en particulier contre l'infantilisation trop fréquente des femmes enceintes.**

## La grossesse n'est pas une maladie

par le docteur JEAN-MARIE CHEYNIER

LA prévention est à l'ordre du jour en médecine, et l'obstétrique en est le domaine privilégié, puisqu'il *s'agit* de la naissance de *tous* les *enfants, et que leurs mères sont,* dans leur immense majorité, jeunes et bien portantes.

Or tous les efforts actuels des obstétriciens, comme des responsables ministériels, sont orientés sur le dépistage des « grossesses à risques élevés ». Ce terme de « risques » pourrait être accep*table s'il s'agissait d'un* vocabulaire d'assureur mais, dans le cas des femmes enceintes, il est pour tout le monde, et tout spécialement pour le corps médical, synonyme de « grossesses pathologiques ».

Cette « pathologisation » de la grossesse et de l'accouchement est un signe des temps — elle aboutit à une prévention dans *le style du docteur* Knock : « *Toute femme enceinte est une malade qui s'ignore.* » On peut inclure, dans le cadre élastique des « grossesses à risques », jusqu'à 80 % des grossesses, sans être pour autant assuré qu'aucune pathologie ne puisse survenir dans les 20 % présumées sans risques.

Le problème de fond est que, à l'heure actuelle, pour les praticiens, la médecine préventive n'est *pas gratifiante ; seule, la* médecine de soins est considé*rée : la consultation des femmes* enceintes est dépourvue d'intérêt et confiée aux généralistes ou aux sages-femmes, tandis que la surveillance des grossesses « à risques » est importante et assurée pour le moins par le chef *de clinique.*

Mais, dans tout cela, que *fait-on de la femme et de son* angoisse, lorsque sa grossesse devient « maladie » et que son accouchement lui est annoncé comme un véritable acte chirurgical ? Oublie-t-on que nous sommes tous nés de ces « maladies » de nos mères ?

Faut-il augmenter le nombre des consultations prénatales ? Sûrement pas si la femme doit *y être traitée en débile irres*ponsable et s'il ne s'établit aucun dialogue entre elle et le médecin, distant et pressé : ces consultations, qui sont considérées comme de simples formalités administratives, n'ont qu'une efficacité très limitée — à la mesure de la confiance *qu'elles inspirent !*

### Un prévention bien comprise

Une prévention bien comprise est avant tout éducative et ne se conçoit qu'avec la collaboration, beaucoup plus souvent intelligente qu'on veut bien le dire, des gens directement concernés. *Si la grossesse est une période* qui mérite vigilance, seule la femme enceinte elle-même peut être vigilante au jour le jour, éviter les facteurs de dangers et, le cas échéant, s'alarmer à bon escient. Mais cela suppose *qu'elle soit informée et traitée* en adulte par un corps médical qui prend la peine de s'en occuper, et qui considère que cette tâche fait partie de son travail : ce n'est pas s'abaisser que d'écouter et d'accepter la discussion.

*Cette éducation exige* que, dès le début de la grossesse et parallèlement aux consultations prénatales, les couples qui attendent un enfant participent à des réunions de préparation à la naissance. Ces entretiens, qui ne *doivent pas être réservés* aux intellectuelles — ou aux femmes qui parlent français ! — sont un lieu privilégié de dialogue entre les couples, les sages-femmes, les médecins et tous les membres de l'équipe médicale : les femmes *ont la possibilité d'y exprimer* leurs angoisses et de trouver des réponses à leurs questions, ce qui les amène à mieux comprendre leur grossesse, à mieux suivre les directives et les conseils qui leur sont donnés et, le jour venu, à *mieux vivre la mise au monde* de leur enfant.

Les couples à qui l'on offre une telle *préparation* — qui a une tout autre envergure que la simple recherche de l'accouchement sans douleur — *se sentent* responsables de l'enfant qu'ils attendent : la femme enceinte est à sa juste place, au centre de l'équipe obstétricale dont elle est l'élément le plus actif — et le plus irremplaçable ! — et l'ef*fort de prévention* est ainsi conduit en étroite collaboration entre le corps médical et les usagers.

C'est dans le domaine de la prévention de la prématurité que cette politique trouve son application privilégiée puisque la prématurité est la première cause de mortalité néo-natale et que, *de surcroît, plus de la moitié des* enfants retardés et handicapés psychomoteurs sont d'anciens prématurés.

Notre expérience de la Maternité des métallurgistes démontre que les femmes qui, pour des raisons diverses, ne participent pas à la préparation qui leur est *offerte,* ont autant de prématurés que la moyenne de la population française, et presque autant qu'autrefois, tandis que celles qui se préparent en ont globalement deux fois moins. Et cette différence passe d'un à *cinq si l'on considère* les grands prématurés, qui sont, bien sûr, les plus menacés.

*Qu'on* ne nous dise pas que les femmes enceintes sont infantiles et irresponsables ! Un des meilleurs exemples de l'efficacité de *ce type de prévention est* en effet celui du diabète infantile : ces jeunes enfants sont, à l'occasion de colonies de vacances notamment, encadrés et éduqués à faire eux-mêmes leurs analyses d'urines, à tenir leur cahier *et à adapter, au jour le jour,* leur traitement d'insuline aux besoins de leur organisme. C'est de cette manière que l'on a pu transformer le pronostic de ces diabètes particulièrement instables.

*C'est en traitant les gens en* adultes que l'on peut leur faire assumer leurs responsabilités. Aucune surveillance médicale, aussi étroite qu'elle soit, ne permet d'obtenir des résultats comparables.

*L'authentique prévention* est la préservation de la santé, chacun de nous étant le gardien de la sienne et le corps médical devant l'éclairer et l'aider. Une telle attitude est sans aucun rapport avec le dépistage de plus en plus *minutieux d'une « pathologie »* qui n'en est pas une.

Dr JEAN-MARIE CHEYNIER.

## AUX TRENTIÈMES JOURNÉES PHARMACEUTIQUES FRANÇAISES

# *Les applications médicales de la recherche biologique*

**C'est sur le thème « La pharmacie française : 1950-1980-2010 - Acquis et perspectives » qu'ont eu lieu, au palais de Chaillot de Paris, du 13 au 17 octobre, les Trentièmes Journées pharmaceutiques françaises, auxquelles ont participé plusieurs milliers de pharmaciens, et que présidait le docteur Pierre Fournier, président du conseil national de l'ordre des pharmaciens.**

**Au cours de ces journées, plusieurs conférences ou débats ont été consacrés aux nouvelles thérapeutiques de l'avenir (professeur C. Dreux, Paris), à la place que jouera dans leur développement l'industrie pharmaceutique (M. P. Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique), et aux axes prospectifs dans lesquels s'inscriront les recherches entreprises à ce sujet (professeur P. Royer, Paris).**

**Tous se sont accordés à dire que l'évolution des technologies conditionnera, pour les vingt ans qui viennent, l'apparition des médicaments nouveaux, et l'essor de l'industrie comme celui de l'Université.**

**La France a-t-elle su prendre le tournant « biotechnologique » ? A-t-elle une chance d'être présente dans la moisson prévisible de la prochaine décennie, moisson qu'a évoquée, notamment pour la contraception, le professeur P. Mauvais-Jarvis (Paris) ?**

**La nécessaire jonction qui doit s'opérer, à cette fin, entre les biologistes et ceux qui s'efforcent d'appliquer leurs découvertes à ce que le lauréat du prix *Nobel, M. C. de Duve* (1974), voit comme « la deuxième révolution médicale » est-elle possible dans notre pays ?**

**Le bilan dressé à ce sujet par le docteur J. Robin est sombre : les remèdes qu'il propose, tant au niveau national qu'à l'échelle de l'Europe, méritent d'être étudiés avec soin.**

**Dans son discours d'ouverture, M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, avait précisément évoqué la place de la pharmacie française en Europe. La France, a-t-il dit notamment, « se place parmi les tout premiers pays de l'Europe des Neuf par la densité des points de vente de médicaments : 356 par million d'habitants en France, dépassé de peu par l'Irlande — 380 — et plus nettement par la Belgique — 527 ; mais, bien au-delà de l'Italie — 243, — de l'Allemagne — 220, — *de la Grande-Bretagne et du Luxembourg* — 200 et 191, — sans parler des Pays-Bas et du Danemark, qui, on le sait, présentent des structures de distribution très particulières, avec environ 65 officines par million d'habitants ».**

**Pourtant, a ajouté le ministre de la santé, l'afflux des étudiants, formés ces dernières années en trop grand nombre, posera des problèmes très réels à la profession, déjà affectée par « une augmentation déraisonnable du prix des fonds » et un endettement excessif des jeunes. « Plusieurs milliers de pharmaciens, a ajouté le ministre, vont être, dans les années à venir, en excédent par rapport aux besoins théoriques. » Il faut, en tout état de cause, a conclu M. Barrot, que l'industrie pharmaceutique française conserve sa place dans le monde *et améliore son implantation commerciale afin* que la France « conserve ou accroisse son ra[illegible] parmi les puissances pharmaceutiques »**

### *Les médicaments de l'avenir*

## Sombre constat et perspectives européennes

En dépit des convictions exprimées tant par les représentants de l'industrie (M. Joly, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) que par ceux des universités et des centres hospitaliers (professeurs R. Royer et C. Dreux), le bilan sans complaisance sur les perspectives d'avenir de l'industrie pharmaceutique dressé par le docteur *J. Robin, conseiller* scientifique de Clin Midy Industries, montre l'importance que revêt l'adoption de mesures urgentes de redressement. « *Malgré les apparences*, a-t-il souligné, *la situation de la recherche et de l'innovation dans le secteur public du médicament est médiocre en France.* »

Les dépenses publiques de recherche en matière de médicament ne dépassent pas une somme comprise entre 0,4 et 0,7 milliard de francs, à comparer aux 3 milliards investis par l'Etat américain dans le même secteur.

Seules, une vingtaine d'entreprises françaises font de la recherche, et le budget global consacré par l'ensemble de notre industrie pharmaceutique à la recherche est inférieur à 2,3 milliards, alors que les trois premières firmes suisses dépensent, à elles seules, plus de 3 milliards...

Le résultat de cette politique est que le nombre des brevets déposés ces trois dernières années dans le domaine des médicaments « *est très modeste pour la France et considérable au Japon et aux Etats-Unis* ».

Une petite centaine de chercheurs français sont qualifiés en ingénierie génétique, alors qu'ils sont plus de deux mille cinq cents aux Etats-Unis... Or ce domaine commande les techniques et filières de la biotechnologie dont l'utilisation « *joue et jouera un rôle immense dans la mise au point des médicaments de demain* ».

### Une société multidisciplinaire

Les applications de la biotechnologie exigent une étroite collaboration entre les chercheurs universitaires et l'industrie ; or, au moment où les sociétés américaines et suisses (Cetus, Biogen, Genentech) s'attaquent déjà à la production industrielle de l'insuline, de la somatostatine, et de l'hormone de croissance, un accord de coopération — dit « G 3 » (1) — *vient à peine d'être paraphé* en France.

Devant ce sombre constat, le docteur Robin souligne la nécessité de créer au plus vite, auprès du ministre de la santé, « *une structure légère et permanente, véritable agence d'impulsion du médicament, associant les responsables de la direction de la pharmacie, du secrétariat d'Etat à la recherche et du ministère de l'industrie, avec ceux de la recherche publique et de l'industrie* ».

Il appartiendrait à cette « agence » de créer des groupes de travail décentralisés, associant chercheurs publics et chercheurs industriels dans les domaines porteurs d'avenir que sont la microbiologie, l'immunologie, la nutrition, les neurosciences, l'hématologie, etc.

Il lui appartiendrait surtout, souhaite le docteur Robin, de favoriser les chemins d'un « *espace européen du médicament* », seul capable de rivaliser avec l'effort créatif japonais ou américain. Echanges et libre circulation des chercheurs, harmonisation des législations et des possibilités d'expérimentation permettraient, et permettraient seuls, estime-t-il, de créer une véritable « *société européenne multidisciplinaire du médicament* » et d'éviter à notre continent d'être totalement absent de la révolution biotechnologique en cours.

**Dr E. L.**

(1) Il s'agit de l'association entre le C.N.R.S., l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), l'Institut national de la recherche agronomique (I N R A) et l'Institut Pasteur pour les applications du génie génétique.

## La recherche fondamentale en matière de contraception humaine

« *EN matière de contraception humaine*, précise le professeur Pierre Mauvais-Jarvis (hôpital Necker à Paris), *il est clair que les techniques sont basées soit sur les pratiques ancestrales améliorées, soit sur des données physiologiques qui remontent à près de cinquante ans.* » Le fait est d'autant plus remarquable, selon lui, que les recherches *fondamentales* concernant la physiologie de la fécondation sont en plein développement et que la plupart des substances qui jouent un rôle dans la fonction de reproduction chez l'homme ont été identifiées.

Le principe de la contraception orale date maintenant de près de trente ans. Malgré de nombreuses améliorations concernant les dosages des composants des différents types de pilules (1), rien ne permet d'imaginer, aujourd'hui, que cette méthode puisse être un jour utilisable par l'ensemble des femmes.

### *Plusieurs études*

Qui plus est, il semble que ce soit le principe même de la pilule œstroprogestative et les perturbations obligatoires du métabolisme hépatique qu'elle implique qui soient sujets à caution. L'absorption digestive d'œstrogènes entraine, en effet, une concentration sanguine hormonale élevée au niveau du foie et plusieurs études viennent de démontrer que la plupart des effets secondaires (prise de poids, augmentation de la tension artérielle, perturbations du taux sanguin de triglycérides), que l'on pensait dus à un excès de dosages en œstrogènes, disparaissent si l'on modifie le type d'absorption de ces substances.

L'une des directions de recherche préférentielles consiste donc, actuellement, à substituer à la voie orale un autre mode d'administration hormonale. Celle-ci peut être intramusculaire ou sous-cutanée (par injections) ou percutanée (par massages cutanés de gels). Ces différentes méthodes ont, en effet, l'avantage de « court-circuiter » le foie. A cet égard, pour le professeur Mauvais-Jarvis, une autre technique, plus intéressante à court terme, est sans doute représentée par l'administration intravaginale de substances hormonales.

On sait, en effet, que divers principes actifs peuvent traverser la muqueuse vaginale pour, ensuite, se concentrer dans le sang circulant. Les hormones de type progestatif et œstrogéniques peuvent notamment, lorsqu'elles sont administrées de cette manière, se retrouver à des taux sanguins suffisants pour permettre une contraception efficace, dénuée des effets secondaires connus de la pilule. En pratique, les hormones sont disposées dans un « anneau » pouvant être mis en place par la femme pour une durée de trois semaines, au terme desquelles il est retiré durant une semaine, ce qui permet d'obtenir une hémorragie utérine dite « de privation » semblable à celle que l'on observe lors de l'utilisation des œstroprogestatifs.

Une autre technique pourrait aussi permettre une administration lente et prolongée de substances hormonales dans l'organisme. Il s'agit de l'implantation d'un « réservoir » de progestatifs sous la peau de *l'utilisatrice*. L'administration discontinue d'œstrogènes par voie cutanée ou transcutanée permettrait, là encore, de reproduire les effets de la pilule sans ses inconvénients. De tels procédés sont actuellement expérimentés ou en passe de l'être, mais certaines difficultés, tenant notamment à la régulation des taux d'hormones dans le sang, restent à surmonter.

On reste, en revanche, pour ce qui est de la contraception masculine — si l'on excepte les méthodes mécaniques — au stade de la stérilisation. Mais la ligature chirurgicale des canaux déférents est liée à un risque qui ne peut être négligé : celui de l'irréversibilité. Les méthodes hormonales ne sont pas, d'autre part, de pratique courante chez *l'homme. Elles ont, en effet,* pour inconvénient majeur la diminution de la libido.

Selon le professeur Mauvais-Jarvis, il est cependant possible d'envisager un « *futur raisonnable* » *en* matière de contraception masculine. Il s'agirait de méthodes chimiques qui auraient pour effet d'inhiber la formation ou la maturation des spermatozoïdes. Les gamètes — ovules ou spermatozoïdes — ont, en effet, la propriété de présenter lors de leur développement une division cellulaire originale : la méiose (2). Il semble, aujourd'hui, démontré chez l'homme que cette méiose est conditionnée, entre autres, par le jeu antagoniste de deux substances, l'une inhibitrice, l'autre inductrice. L'isolement, l'identification et l'utilisation de la première ou la synthèse d'anticorps dirigée contre la seconde représentent certainement l'une des voies actuelles les plus originales en matière de contraception.

Les difficultés auxquelles se heurtent, chez la femme, les autres méthodes théoriquement envisageables (contrôle de la sécrétion de certaines hormones produites par le système nerveux central ou « *vaccination anti-grossesse* ») conduisent, d'autre part, le professeur Mauvais-Jarvis à penser que c'est chez l'homme que les interventions dans ce domaine sont le plus logiques.

Il reste pourtant que le considérable retard accumulé dans la connaissance de la physiologie de la reproduction et la pauvreté des moyens mis en œuvre dans ce secteur de recherches (3) ne permettent pas, aujourd'hui, de fixer avec précision la période au terme de laquelle on pourrait disposer d'une technique efficace, sans danger, totalement réversible et facilement utilisable en matière de contraception humaine.

**JEAN-YVES NAU.**

(1) On distingue schématiquement deux types de pilules, les œstroprogestatives, qui contiennent des œstrogènes et de la progestérone, et les pilules progestatives exclusives utilisées de manière continue, dont l'effet se situe au niveau de la glaire cervicale et de la paroi utérine, qu'elles rendent inaptes à la nidation de l'œuf.

(2) La méiose est une division cellulaire caractérisée par la division du matériel génétique des cellules.

(3) Le numéro de juin 1980 de la revue anglaise *International Family Planning Perspectives*, faisant état des perspectives de développement des pratiques qui pourraient révolutionner la contraception, soulignait *notamment que les dépenses* actuellement consacrées à de telles recherches sont inférieures à ce qu'elles étaient en 1971.

### Entre 1975 et 1980

## *Deux millions de Français ont cessé de fumer*

Le ministère de la santé et de la Sécurité sociale publie les résultats de l'action anti-tabagique qu'il mène depuis 1975, par les soins notamment du Comité français d'éducation pour la santé (1). Cette action a consisté notamment en une sensibilisation de l'opinion et une réduction considérable de la publicité en faveur du tabac.

Il ressort, notamment, de l'enquête du ministère que plus de deux millions de Français ont cessé de fumer entre 1975 et 1980, et que dans la population adulte la proportion des fumeurs a régressé de 44 % à 36 %.

Le détail de l'enquête révèle que 78 % des Français souhaitent voir cette campagne continuer et s'amplifier ; que 71 % des adultes (et 77 % des jeunes âgés de douze à dix-huit ans) estiment que le tabac est nocif pour la santé.

Les ventes de cigarettes, qui augmentaient chaque année de 5 % au début des années 1970, ont cessé de progresser dans les mêmes proportions : l'augmentation, qui aurait atteint 20 % entre 1975 et 1980 si le rythme antérieur s'était poursuivi, n'a atteint au cours de cette période que 4,3) %.

(1) 9, rue Newton, 75016 Paris.






**Le Monde**

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE - D.O.M. - T.O.M. | 222 F | 311 F | 521 F | 670 F |
| TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE | 387 F | 701 F | 1 016 F | 1 330 F |
| ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 254 F | 436 F | 618 F | 800 F |
| II. — SUISSE - TUNISIE | 324 F | 576 F | 828 F | 1 080 F |

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

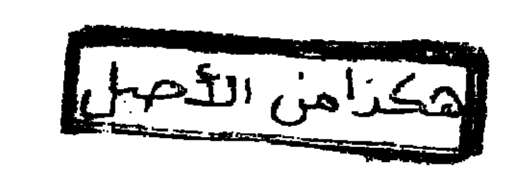
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





# La surveillance sismique de la France

## Un réseau satisfaisant

Le *tremblement* de terre d'El Asnam repose la question de la *surveillance sismique* du territoire français. Certes, la sismicité de la France *est bien moins forte* que celle de la Californie ou du Japon. Mais les Alpes, les Pyrénées, les fossés rhénan et rhodanien, qui ont subi dans le passé un certain nombre de tremblements de terre, restent des régions sensibles qu'il convient de surveiller.

Actuellement, la France est couverte par un nombre de stations sismologiques presque suffisant. Le laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), avec vingt-sept stations, dispose du plus grand réseau. Celui-ci a été mis en place il y a près de vingt ans pour détecter les essais nucléaires américains et soviétiques, mais il sert aussi à surveiller l'activité sismique française.

Les laboratoires dépendant de l'INAG (Institut national d'astronomie et de géophysique) ont eux aussi des réseaux ou des stations *sismologiques*. L'Institut de physique du globe de Strasbourg a un réseau dans le fossé rhénan et un autre dans les Alpes-Maritimes. L'Institut de physique du globe de Paris a un réseau autour d'Arete (Pyrénées-Atlantiques) et des stations à Moulis (Ariège), à Segré (Maine-et-Loire), à Saint-Sauveur (Loire), à Villiers-Adam (Oise) et à Paris (faculté des sciences de la Halle aux vins). L'Institut de physique du globe de Clermont-Ferrand dispose depuis deux mois d'une station au Puy-de-Manson (Puy-de-Dôme). L'université *scientifique et* médicale de Grenoble a un réseau dans les Alpes. *L'université d'Aix-Marseille-III* a elle aussi une station sismique ainsi *que le Centre de* recherches géophysiques de Garchy (Nièvre) ; l'université de Bretagne occidentale est en train d'en installer une près de Brest.

En outre, les Belges et les Allemands envoient les données enregistrées, par les premiers dans les Ardennes, par les seconds dans la Forêt Noire.

*Toutes* ces données sont envoyées par télex, par téléphone, par *télégramme*, à Strasbourg, dans les meilleurs délais *possibles*.

L'INAG est en train de mettre sur pied la transmission des données en temps réel par le système Transpac. Toutes les stations commenceront à transmettre automatiquement, de jour comme de nuit, dès que la magnitude d'un séisme dépassera un degré choisi. D'autre part, l'INAG est en train de redonner vie au Bureau central français de sismologie (B.C.F.S.) de Strasbourg, créé en 1925 par décret, mais tombé en sommeil depuis une douzaine d'années. Le B.C.F.S. sera ainsi prêt à centraliser toutes les données. Il sera équipé d'un centre de traitement capable de calculer, automatiquement lui aussi, vingt-quatre heures par jour, la magnitude, la localisation de l'épicentre et la profondeur du foyer de tous les séismes de magnitude supérieure au degré choisi se produisant sur le territoire français.

Si le territoire métropolitain est assez peu sismique, aux *Antilles, en revanche*, les risques d'un violent tremblement de terre *sont beaucoup plus élevés* : depuis deux ans, un réseau d'une demi-douzaine de stations a été mis en place autour de la Guadeloupe et de la Martinique.

Y. R.

# Le président Sadate propose de réinhumer les momies du Caire

De notre correspondant

Le Caire. — C'est une *idée de* longue date chère au raïs, qui *l'avait esquissée publiquement pour* la première fois en 1979 à l'occa*sion de l'inauguration*, au *Musée* égyptien du Caire, de la galerie de la Guerre et de la *Paix*, organisée autour de la momie restaurée de Ramsès II : remettre en terre les momies exposées dans une salle spéciale afin de les laisser reposer en paix loin des yeux des vivants. Le président Sadate vient d'expli*citer cette idée devant des savants* et écrivains égyptiens réunis en *congrès au Caire. Il leur a demandé* de réfléchir à la proposition de réinhumation des momies, « leur exposition étant contraire aux coutumes de l'Egypte ».

Le débat n'est pas nouveau et divise depuis longtemps les égyptologues. Même *embaumée* depuis des siècles, une momie *reste* un *corps humain, surtout quand elle* a été dépouillée de ses bandelettes et autres apprêts funèbres. Une sorte d'attrait morbide guide souvent vers la salle spéciale du musée du Caire des *visiteurs* moins soucieux de s'informer sur l'archéo*logie ou l'histoire que de contem*pler un visage de la mort. « *Aimeriez-vous que l'on vienne scruter vos restes exhumés après votre décès ?* », a interrogé le président Sadate. « *Imaginez le tollé si l'on déterrait la reine Victoria pour l'exposer !* », s'exclame le quotidien cairote en anglais *The Egyptian Gazette*, qui critique l'exhibition à Moscou du corps embaumé de Lénine.

*Il y a quelques décennies*, à la suite de réactions *identiques*, les *momies égyptiennes conservées au musée furent déposées pendant* quelque temps dans le mausolée *néo-pharaonique du dirigeant nationaliste* Saad Zag'hloul, disparu en 1927. *Ce monument*, situé près du centre du Caire, existe toujours, et les restes des cent trente personnages antiques (dont vingt-deux pharaons, reines et princes) présentés jusqu'ici en permanence aux touristes pourraient de nouveau y être inhumés, *même si les objets funéraires précieux et les sarcophages, dont ils ont d'ailleurs été sortis depuis longtemps*, demeurent évidem*ment dans les vitrines du musée*.

Le principal obstacle à ce transfert est peut-être le revenu que le service des antiquités d'Egypte tire de la taxe spéciale perçue sur les amateurs de momies, et qui disparaîtrait en cas de fermeture *de la « morgue pharaonique »*. Néanmoins, contrairement à ce que nous avons *écrit* sur *la* foi d'une agence de presse dans notre numéro du 17 octobre, la salle des momies du musée égyptien a été fermée, dès le 10 octobre, au public jusqu'à *nouvel ordre*. — J.-P. P.-H.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

# Une industrie primitive découverte en Belgique

Pour la première fois, une industrie très primitive a été trouvée en Belgique, dans une carrière de calcaire proche de Liège. Il s'agit de vingt-cinq galets ou éclats aménagés de petite taille (le plus petit a 2 centimètres de diamètre) datant d'il y a quatre cent mille à cinq cent mille ans. Ce site a été daté par *la faune qui accompagnait* l'industrie et qui se retrouve dans *deux autres sites européens* : Mosbach (Allemagne fédérale) et *Vertesszöllös (Hongrie)*. Cette faune se compose, pour 90 %, de restes d'ours (*Ursus deningeri*, l'ancêtre de l'ours des cavernes, *mais moins gros que celui-ci*). Le reste comprend deux espèces de grands félins (*Felis leo fossilis*, ancêtre du lion des cavernes, et *Felis gombaszoegensis*), des chevaux, un cerf et probablement un loup.

Le site a été découvert à la fin du mois de mars *dernier par un* ouvrier de la carrière qui a *remarqué* des ossements dans un sédiment remplissant une galerie *révélée par un tir de mine*, et qui a fait prévenir le laboratoire de *paléontologie animale de l'univer*sité de Liège. Une première campagne de fouilles a été menée de mai à septembre par M. Jean-Marie Cordy, chercheur du Fonds national de recherche scientifique (l'équivalent belge de notre C.N.R.S.).

*L'industrie trouvée près de Liège* ressemble à celle trouvée sur le site de Vertesszöllös, *où* l'on a aussi découvert des restes d'hominiens. Il n'est donc pas impossible que les prochaines campagnes de fouilles mettent au jour des restes d'hominiens qui seraient les premiers à être trouvés en Belgique depuis plus de cent ans.

Rappelons que l'homme de Tautavel (un *Homo erectus*), trouvé en 1971 dans les Pyrénées-Orientales, vivait il y a environ quatre cent cinquante mille ans. Il savait déjà faire des bifaces, qui sont des outils plus élaborés que les simples galets aménagés. — Y. R.

# Albert Vandel et la genèse de la vie

**Avec Albert Vandel, qui vient de mourir à Toulouse (« le Monde » du 16 octobre), à l'âge de quatre-vingt-six ans, *disparait une* personnalité qui a marqué la biologie à la fois par la diversité de ses travaux et par l'ampleur de ses conclusions. Pierre Minvielle, qui a *été* son élève, nous adresse son témoignage.**

*Dès le début de ses recher*ches, en 1920, Albert Vandel fut *attiré par la classe des isopodes*. Parmi ces crustacés, Trichoniscus pusillus passait pour une espèce exclusivement représentée par des femelles. Albert Vandel étudia la reproduction de cette singulière espèce, démontra qu'il existait en réalité deux races distinctes de Trichoniscus, l'une se reproduisant par parthénogenèse sans mâle, et l'autre bisexuée. Il mit aussi en évidence que ce dimorphisme sexuel dépend du nombre de chromosomes de chaque individu et que l'hérédité détermine ensuite la répartition géographique de ces deux races à travers le globe.

Durant plus de cinquante ans, l'observation et l'étude des isopodes ouvriront à Albert Vandel des perspectives qui déborderont largement l'intérêt que l'on porte d'ordinaire à cette classe qui englobe notamment les cloportes.

Ses travaux sur les isopodes et sur la faune des eaux souterraines, dont il était le spécialiste mondialement connu, viseront la monogenèse, les chromosomes, la génétique, la sexualité, la systématique et l'éthologie, débouchant sur des conclusions aussi diverses que la preuve biologique de la dérive des continents ou la loi de sénescence des individus organe par organe, théorie organiciste qui renouvelait l'évolutionnisme de Lamarck.

*Ces travaux vaudront* à Albert Vandel d'être élu membre non *résident de l'Institut en* 1957. Professeur à l'université de Tou*louse, cofondateur puis directeur* du laboratoire souterrain du *C.N.R.S. installé dans la grotte* de Moulis en Ariège, Albert Van*del chercha sans cesse à définir* les mécanismes biologiques de l'évolution. On retrouve ce souci à la lecture de ses principaux livres : *l'Homme et l'Evolution, la Biospéologie, la Genèse du vivant*, comme à travers les quelque trois cent cinquante articles et communications scientifiques dont il fut l'auteur.

Et les débats qui opposèrent cet homme de science agnostique au philosophe catholique Teilhard de Chardin *tendaient* aussi à préciser l'« *importance* » *de l'évolution créatrice « dans la genèse de la vie »*.

PIERRE MINVIELLE.

# UNE PIROGUE DANS L'ALLIER

Une pirogue longue de 10,70 mètres, creusée dans un tronc d'arbre, a été récemment découverte par un pêcheur dans l'Allier, près de *Garnat-sur-Engièvre* (à 25 kilomètres à l'est de Moulins). C'est le 7 octobre que, grâce à l'intervention du préfet de l'Allier, les plongeurs du corps des sapeurs-pompiers de Montluçon ont sorti la pirogue, la plus grosse probablement jamais trouvée en France. L'embarcation a été déposée dans une tranchée spécialement creusée pour la *maintenir* immergée.

Il est encore trop tôt pour que les datations au carbone 14 aient été faites. D'après son type, la pirogue pourrait être aussi bien protohistorique que médiévale. Elle pourrait être en châtaignier : le tronc d'arbre n'a pas été complètement équarri.

Les dimensions de la pirogue (10,70 mètres *de* long, 90 *centi*mètres de diamètre maximum, 1 300 à 1 500 kilos *actuellement*) rendront longues, difficiles et *coûteuses* les *opérations indispensables* à la conservation de ce *bois gorgé d'eau. Aucun laboratoire* français ou même européen *n'est équipé pour traiter un* objet aussi grand. Quant aux 100 000 ou 200 000 *francs nécessaires*, le préfet de l'Allier demandera au *conseil général* du département d'accorder une contribution. Il *restera* à *trouver* le complément.

# L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE VUE PAR LE C.E.A.

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) vient de publier une brochure de deux cents pages sur *l'Industrie nucléaire française* (1). Bien que ce titre paraisse devoir limiter le propos aux seuls problèmes de l'Hexagone, les programmes nucléaires de la plupart des pays — Union soviétique comprise — sont largement présentés dans les quatre parties qui constituent l'ouvrage : place de l'énergie nucléaire dans le marché énergétique du monde, place de l'énergie nucléaire dans le monde énergétique de la France, industrie des chaudières nucléaires et industrie du cycle du combustible nucléaire.

Document technique plus que dossier d'analyse, cette nouvelle édition de l'*Industrie nucleaire française* est, par ses tableaux, ses schémas, ses récapitulations chronologiques, un ouvrage de base relativement complet. Ainsi peut-on y trouver les principaux producteurs de concentrés d'uranium dans le monde ; le nom, la capacité, l'état *d'avancement* et les projets d'usines d'enrichissement de l'uranium *ou de* fabrication de combustibles dans le *monde* ; *les différentes* usines *de* fabrication des tubes de zircaloy *dans le monde à économie de* marché ainsi que les coordonnées et *prises de participation* des entreprises françaises impliquées *dans le nucléaire*.

(1) Ce document peut être obtenu au C.E.A., département des programmes, 33, rue de la Fédération, 75015 Paris. Prix : 100 F.



# CORRESPONDANCE

## Le soutien public au développement des matériaux composites

*Dans un article consacré au développement des matériaux composites* (le Monde *du 3 septembre*), *nous estimions que le soutien public à ce secteur avait été tardif. MM. J.-J. Périer et G. Vallet, anciens présidents de l'« action complémentaire coordonnée Rhône-Alpes sur les matériaux composites de grande diffusion », nous donnent les précisions suivantes :*

Dès 1972, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique avait localisé dans la région Rhône-Alpes une action complémentaire coordonnée dans le domaine des « *matériaux composites de grande diffusion* ». Cette action était gérée par un comité scientifique composé de personnalités de la recherche de la région et qui avait pour objectif de faire travailler ensemble, sur des projets précis, des laboratoires publics et privés. Le budget de cette action était de 2 millions de francs par an, qui ont permis de financer une soixantaine de contrats réunissant les laboratoires universitaires, des centres techniques et des laboratoires industriels (dont dix de petites et moyennes entreprises).

Chaque année, un colloque a été organisé dans la région pour réunir tous les contractants et tous les intéressés par ce thème des matériaux composites. Parmi les recherches qui ont été financées, certaines ont eu des retombées spectaculaires, spécialement pour les plastiques armés.

Cette action a été interrompue *en 1978, date à laquelle la Délé*gation générale à la recherche scientifique et technique a créé au niveau parisien un comité « *matériaux composites* » qui reprenait les thèmes soutenus par l'action complémentaire coordonnée régionale.

# POLICE

## Le ministre de l'intérieur poursuit en diffamation deux dirigeants de syndicats de policiers

M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a déposé plainte, lundi 20 octobre, pour diffamation contre MM. José Deltorn, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) et Henri Buch, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) et secrétaire général du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.).

Selon le ministre, l'affirmation des deux responsables syndicaux au cours d'une conférence de presse samedi 4 octobre (*le Monde* du 7 octobre), d'après laquelle des membres de la police nationale appartiendraient à des mouvements néo-nazis porte *« gravement atteinte à l'honneur et à la dignité de la police, ont été péniblement ressentis par les fonctionnaires de ce corps et ont provoqué un certain trouble dans l'opinion publique »*. Par cette plainte, le ministère de l'intérieur *« confie à la justice de la République le soin de défendre l'honneur de la police républicaine »*.

Les déclarations de MM. Deltorn et Buch qui affirmaient que dans une liste de cent cinquante noms des membres de l'ex-FANE un sur cinq était policier, avaient été aussitôt démenties par le ministre qui devait cependant reconnaître le 14 octobre au Sénat que vingt et un policiers — des gardiens de la paix pour la plupart — figuraient parmi les trois mille quatre cents noms figurant sur des documents saisis lors de perquisitions dans les milieux de l'extrême droite. Aussitôt après, l'Inspection générale de la police nationale (I.G.P.N.) devait entendre la plupart de ces policiers. Elle ne retenait aucune charge contre quinze d'entre eux mais poursuit son enquête sur deux gardiens de la paix qui avaient reconnu appartenir à un mouvement d'extrême droite autre que l'ex-FANE.

Les dirigeants syndicaux qui font l'objet de la plainte sont passibles de peines d'emprisonnement, ce qui entraînerait une inscription au casier judiciaire, et, automatiquement, une sanction administrative pouvant aller jusqu'à la radiation.

Le Syndicat national des policiers en tenue s'est déclaré *« solidaire de son secrétaire général et surpris qu'un ministre de l'intérieur emploie une telle procédure à l'encontre des responsables syndicaux »*. De son côté, le Syndicat de la magistrature *« approuve sans réserve l'action de MM. Buch et Deltorn en faveur d'une police républicaine soucieuse du respect de la légalité »*. Le S.M. s'étonne d'autre part que *« M. Christian Bonnet n'ait pris aucune mesure pour sanctionner M. Marcel Leclerc, chef de la brigade criminelle, après la publication de la lettre du juge Guy Joly qui contenait nombre d'accusations contre ce policier »*. *« En tolérant de tels comportements*, poursuit le Syndicat, *M. Bonnet discrédite la justice de la République et porte gravement atteinte à l'honneur de la police. »*

---

● *Deux inspecteurs inculpés.* — Sur plainte de M. Paul Nivol, entraîneur de chevaux de demi-sang, M. Emile Cabié, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé le 17 octobre deux inspecteurs de la brigade des jeux et des courses, MM. Jackie Croiset et Jean-Paul Papillon, de coups et blessures volontaires. Interpellé le 10 octobre 1978 sur commission rogatoire de M. Raymonde Gazan-Vilar, juge d'instruction de Grasse, chargé d'instruire le dossier des courses de trot truquées de Cagnes-sur-Mer, M. Nivol affirme, en effet, avoir été l'objet de sévices. De nombreuses ecchymoses ont été constatées sur tout son corps, le 13 octobre 1978, par les médecins-experts que M. Gazan-Vilar avait immédiatement désignés. Pour leur part, les deux policiers nient énergiquement avoir exercé des violences.

### LES SUITES JUDICIAIRES DU 23 MARS 1979

## L'absence du brigadier-chef

M. Luis-Miguel Moser, vingt ans, étudiant français, est un jeune homme résolu. Sans doute y a-t-il de quoi. Le 2 avril 1979, M. Moser a été condamné en flagrant délit par la 23e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Motif : jet de pierres. Tarif : quinze mois d'emprisonnement dont sept avec sursis (1). Les procès du 23 mars furent de grands moments de justice.

Le 23 mars 1979, jour de la manifestation, à Paris, des sidérurgistes lorrains et des incidents qui s'en ensuivirent le brigadier-chef Daniel Kayser avait décrit dans un rapport M. Moser arrachant une grille d'arbre rue La Fayette : il n'y a pas d'arbres rue La Fayette. Le lendemain, le brigadier biffe le nom de cette rue et inscrit : boulevard Haussmann. Au procès, le brigadier est là. Il jure. Il a tout vu. Foi de brigadier ! Le tribunal condamne.

Deux mois plus tard... M. Moser est en prison. Il comparaît devant la cour d'appel. L'un de ses avocats rappelle une déclaration du brigadier-chef devant un magistrat instructeur à propos de son rapport raturé : *« J'ai été contraint de condenser (...) ce qui a donné lieu à une certaine confusion. »* L'avocat général suggère alors l'audition du brigadier-chef Kayser et de ses collègues. La cour fait la moue et condamne : quinze mois d'emprisonnement dont neuf avec sursis.

Un mois plus tard — enfin — M. Moser, par la grâce de la justice, sort de prison. Il contre-attaque. Il se porte partie civile contre le brigadier-chef Kayser et deux gardiens de la paix, Georges Deneuville et Marcel Ehret pour faux, usage et rédaction de faux rapports et faux témoignages. Lundi 20 octobre, devant la 13e chambre correctionnelle de Paris, se jouait le troisième acte de ce procès : M. Moser contre MM. les agents.

13 heures 30 : les avocats sont là. On reconnaît parmi ces « robes noires » Mes Paul Prompt ; Jacques Dreyfuss et Joë Nordmann pour M. Moser. Pour les agents, on remarque Me Gilles Dussert et puis, appelé depuis peu en renfort par le brigadier, Me Henri Garaud, porte-voix du mouvement « Légitime défense » dans les cours et tribunaux. Le tribunal arrive.

On pourrait commencer, on va commencer. Mais où sont le brigadier Kayser et ses collègues ? Leurs avocats, semi-navrés : *« Nous ne les avons pas vus »*. Légère confusion dans le prétoire. On les cherche. Le président, M. Jean Lhomme, faute de mieux, suspend l'audience.

Dix minutes plus tard, les mêmes. Le président : *« Le tribunal constate avec regret que ce sont des représentants de l'ordre qui ne se présentent pas devant lui. »* Me Garaud : *« Je suis étonné »*. Le président évoque alors l'état du procès. La partie civile a demandé l'examen des reportages des trois chaînes de télévision sur les incidents du 23 mars. Seule, Antenne 2 n'a pas présenté ses bandes d'actualité. Le président : *« Je tiens à avoir une réponse écrite d'Antenne 2. »*

Les minutes passent. On fixe la prochaine audience au 3 novembre. Le brigadier-chef Daniel Kayser est toujours absent.

LAURENT GREILSAMER.

(1) *Le Monde* du 4 avril 1979 et des 3-4 juin et 9 juillet 1980.



# SPORTS

### TENNIS

## Catherine Tanvier, professionnelle à quinze ans

*De Bjorn Borg, elle a les cheveux blonds effleurant les épaules et maintenus, en match, par un bandeau, elle a encore les tenus, le coup droit lifté à se déboîter le coude, le revers à deux mains, le balancement pour attendre le service adverse, l'apparente indifférence aux choses et aux gens, la concentration et l'ambition. Il n'est pas étonnant, dès lors, que dans les milieux du tennis Catherine Tanvier, championne de France cadette et plus jeune gagnante du critérium des deuxièmes séries à quinze ans et deux mois, soit surnommée « Borguette ».* « Borg est mon idole et mon modèle, *dit-elle*, car j'ai un peu le même jeu que lui. C'est une chance dans la vie d'avoir un tel modèle. »

*Depuis deux ans elle a tout sacrifié, à commencer par les études, pour devenir l'une des meilleures joueuses du monde. Depuis le 20 octobre, elle est en Australie avec son entraîneur particulier pour effectuer ses premiers pas sur le circuit international des tenniswomen professionnelles.*

### « BORGUETTE »

Phénomène de précocité ou apprentie championne déjà attardée ? Dans le monde du tennis, la vérité est relative si on l'envisage des Etats-Unis ou d'ailleurs. Au pays où Tracy Austin a gagné le tournoi de Flushing Meadow en 1979 à seize ans où Andrea Jaeger, sa cadette d'une semaine, a déjà atteint cette année les demi-finales de cette même épreuve, Catherine Tanvier n'aurait rien d'une enfant prodige.

*« L'avenir du tennis féminin est aux Etats-Unis*, estime Mme Tanvier, la mère de Catherine. *Mais cette année il nous fallait encore rester en France pour prouver certaines choses. Mission accomplie. Nous avons peut-être perdu deux ans par rapport à certaines jeunes Américaines, mais nous pouvons les rattraper en trois ou quatre ans. »*

C'est au soir d'une défaite en tournoi que Mme Tanvier a décidé que sa fille abandonnerait les études pour le tennis. *« J'ai pensé*, dit-elle, *qu'après une expérience malheureuse, il serait toujours temps pour Catherine de revenir à ses études, alors que si elle tripotait la balle pendant un ou deux ans, son retard serait irratrapable pour son tennis. »*

Mme Tanvier renonce même à la possibilité d'inscrire sa fille dans une section tennis-études pour ne pas l'éloigner de la famille. Toutes deux s'installent au tennis-viage du Cap-d'Agde où Catherine commence à travailler sous la direction de Francis Rawstorne. Bie nvite, elle trouve que ce dernier, qui dirige avant tout les stages de Pierre Barthès, ne peut lui consacrer assez de temps. A l'entraînement, elle joue souvent avec Steve Myers, un jeune Australien venu en France en 1974 avec Barry Phillips Moore, Paul McNamee et avec Peter McNamara pour tenter une carrière profesionnelle, mais, contrairement à ses compatriotes il n'a pas réussi à dépasser le niveau de la deuxième série française.

### Pas d'amies, des adversaires

A vingt-cinq ans, Steve Myers croit plus à l'avenir de Catherine qu'au sien. Comme M. Tanvier, directeur d'un cabinet d'architecture, a les moyens d'offrir un entraîneur particulier à sa fille, l'affaire se conclut rapidement. C'est ce qui fait dire aujourd'hui à la mère : *« A treize ans, Catherine était déjà professionnelle par son sérieux, ses programmes d'entraînement et non pas par ses gains, mais par l'investissement que nous avons consenti. »*

Depuis deux ans, à raison de six à sept heures par jour sur les courts, la première année, de quatre heures cette année, avec une séance quotidienne d'une heure et demie de préparation physiqu, Catherine apprend son métier de tenniswoman, entre sa mère et son entraîneur. L'école ? *« Je suis contente d'en être sortie »*, dit-elle. Les amies ? *« Il est difficile de parler d'amie quand on à une adversaire en face de soi. »* Ses heures de répit elle les passe à jouer de la guitare ou à faire du patin à roulettes.

Placées en marge du système éducatif et des structures fédérales, Catherine Tanvier se tient aussi souvent à l'écart dans les tournois. Trop mûre pour les épreuves de sa catégorie — *« C'était la maternelle »*, dira-t-elle des championnats de France cadettes — et pas assez pour partager tous les problèmes des adultes. D'où son repli constant vers la cellule constituée par sa mère et son entraîneur. Une formule fréquente aux Etats-Unis, mais mal comprise en France, où le tennis se doit d'être *« une grande famille »*.

Après deux années de rodage, le moment est venu de tester ses ambitions sur le circuit international. *« Jusqu'à présent j'ai atteint les objectifs que je me fixe chaque année »*, dit-elle. *A quinze ans, je ne peux pas dire que je serai le numéro un mondial. C'est une ambition, mais il faut se reposer la question chaque année en fonction des résultats. »*

En 1981, Catherine Tanvier, qui sera encore cadette, s'est fixé pour objectif l'*Orange Bowl* à Noël, en Floride, le championnat de France et les Internationaux juniors de Roland-Garros, puis le National. Entre ces compétitions, elle ira le plus souvent possible à l'étranger pour obtenir les points au *Woman Tennis Association* (W.T.A.) qui ui permettrait de sauter les qualifications dans les grands tournois.

Pour résoudre les problème financiers que lui poseront les séjours prolongés en Australie, puis aux Etats-Unis, Catherine Tanvier a obtenu une aide financière de la Fédération, en échange de sa participation aux épreuves internationales des jeunes. Toutefois, dès 1981, elle devra s'autofinancer par ses contrats publicitaires et ses gains en tournoi d'où l'obligation de se hisser au moins dans les 150 meilleures joueuses du monde. C'est ce qui fait dire à sa mère et à son entraîneur : *« Pour la carrière de Catherine, 1981 sera l'année-clé. »*

GÉRARD ALBOUY.

### LES SUD-AFRICAINS PARTICIPERONT AU TOURNOI DE STOCKHOLM

Les services suédois de l'immigration sont revenus, jeudi 16 octobre, sur leur décision de refuser les visas d'entrée aux joueurs Sud-Africains désireux de participer, du 3 au 9 novembre, au tournoi de Stockholm (*le Monde* du 17 octobre). Le porte-parole de ces services a déclaré que *« les joueurs de tennis sud-africains étaient des individus qui ne représentaient pas l'Afrique du Sud en tant que telle et qu'ils ne pouvaient donc être considérés comme des symboles de l'apartheid »*. En fait, il semblerait que les autorités suédoises aient cédé aux injonctions des organisateurs du tournoi qui craignaient que ce refus n'entraîne l'annulation de leur compétition.

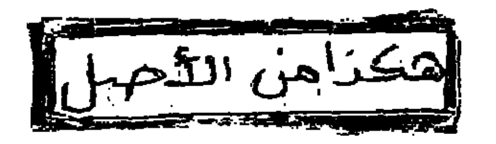
## D'un sport à l'autre

ESCRIME. — *M. Jack Guittet a été réélu pour quatre ans, le 18 octobre, président de la Fédération française d'escrime au cours d'une assemblée générale qui a vu M. Jacques Donnadieu, nouveau chef du sport de haut niveau à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), céder ses fonctions de directeur technique national à M. Jean-Michel Oprendeck.*

OMNISPORTS. — *M. Thomas Keller (Suisse) a été réélu, pour deux ans, le 18 octobre, président de l'Assemblée générale des fédérations internationales sportives (A.G.F.I.S.), qui regroupe quarante-six fédérations internationales dont vingt-six fédérations olympiques.*

VOILE. — *Quelque vingt-quatre heures après le départ de la course des Almadies (La Baule-Dakar), un premier concurrent, le prao* Funambule, *mené par Guy Delage, a connu des difficultés : une importante voie d'eau s'est déclarée par suite de la rupture d'un panneau. L'équipage a été contraint le 21 octobre à l'abandon. Le trimaran* Olympus, *de Daniel Gilard et Mike Birch, a également subi quelques avaries. Les concurrents n'étant pas équipés de balises Argos (repérage par satellite), leurs positions ne seront connues avec précision qu'au passage des Açores.*

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé « Les ministres francophones condamnent l'apartheid... sans désapprouver la tournée des (rugbymen) français en Afrique du Sud » (*le Monde* daté 19-20 octobre), une coquille typographique nous a fait écrire que le montant de la participation française aux projets de la CONFEJES pour 1981 était de 10 millions de francs, en fait, nous aurions dû imprimer 2 millions de francs.





# Les grands noms de France sont à l'honneur chez Nicolas.

*Prix de vente T.T.C. – octobre 1980.*
Pratiqué dans les succursales Nicolas.

## Vins rouges de Bordeaux.

| | |
|---|---|
| Château Saint-Vincent Fronsac A.C. 1978. 73 cl | 20,00 F. |
| Magnum Château Saint-Vincent Fronsac A.C. 1978. 146 cl | 40,00 F. |
| Château Gourran Bordeaux A.C. 1975. 73 cl | 20,00 F. |
| □ Château Moine-Martin Fronsac A.C. 1974. 73 cl | 20,00 F. |
| Château Bernones Haut-Médoc A.C. 1977. 73 cl | 22,00 F. |
| Domaine de la Loubière Bordeaux Supérieur A.C. 1975. 73 cl | 22,00 F. |
| Château Du Breuil Haut-Médoc A.C. 1977. 73 cl | 24,00 F. |
| □ Château Larrivaux Haut-Médoc cru bourgeois A.C. 1978. 73 cl | 25,00 F. |
| □ Château Mauvesin Haut-Médoc A.C. 1978. 75 cl | 26,00 F. |
| □ Château Mauvesin Haut-Médoc A.C. 1978. 75 cl Carton 6 bout. | 156,00 F. |
| □ Château Bel-Orme Haut-Médoc A.C. 1977. 73 cl | 26,00 F. |
| □ Château Du Barry Saint-Emilion A.C. 1978. 73 cl | 28,00 F. |
| □ Château Caronne Ste-Gemme Haut-Médoc A.C. 1977. 73 cl | 28,00 F. |
| □ Château Guerry Côtes de Bourg A.C. 1975. 73 cl | 28,00 F. |
| □ Magnum Château Guerry Côtes de Bourg A.C. 1975. 146 cl | 56,00 F. |
| □ Château Segur Haut-Médoc A.C. 1978. 73 cl | 30,00 F. |
| Château Liversan Haut-Médoc A.C. 1976. 73 cl | 30,00 F. |
| □ Château Beaumont Haut-Médoc A.C. 1978. 73 cl | 32,00 F. |
| □ Château Potensac Médoc A.C. 1978. 73 cl | 35,00 F. |
| □ Château Fourcas-Hosten Listrac cru bourgeois sup. A.C. 1977. 73 cl | 35,00 F. |
| □ Château Coufran Haut-Médoc A.C. 1976. 73 cl | 35,00 F. |
| Château Saint-Paul Haut-Médoc A.C. 1976. 73 cl | 35,00 F. |
| Magnum Château Saint-Paul Haut-Médoc A.C. 1976. 146 cl | 70,00 F. |
| □ Château Corneil Figeac Saint-Émilion A.C. 1974. 73 cl | 38,00 F. |
| □ Château Grand Corbin Despagne Saint-Émilion A.C. 1977. 73 cl | 40,00 F. |
| ○□ Château Gressier Grand Poujeaux Moulis A.C. 1976. 73 cl | 40,00 F. |
| □ Château Fourcas-Hosten Listrac A.C. 1976. 73 cl | 40,00 F. |
| □ Château Lanessan Haut-Médoc A.C. 1976. 73 cl | 40,00 F. |
| ○ Château La Clare Médoc A.C. 1975. 73 cl | 40,00 F. |
| Château La Tour du Haut-Moulin Haut-Médoc A.C. 1975. 73 cl | 40,00 F. |
| □ Château Tour Saint-Christophe Saint-Émilion A.C. 1975. 73 cl | 40,00 F. |
| □ Château Laroze Saint-Émilion A.C. 1977. 73 cl | 45,00 F. |
| □ Château Smith Haut Lafitte Graves cru classé A.C. 1977. 73 cl | 45,00 F. |
| □ Château Meyney Saint-Estèphe A.C. 1976. 73 cl | 45,00 F. |
| ○□ Château Bel Orme Haut-Médoc A.C. 1975. 73 cl | 45,00 F. |
| ○ Château La Tour De By Médoc A.C. 1975. 73 cl | 45,00 F. |
| ○ Château Villegeorge Médoc A.C. 1970. 73 cl | 45,00 F. |
| ○ Château Fonreaud Listrac A.C. 1970. 73 cl | 48,00 F. |
| □ Château Prieure Lichine Margaux 4e grand cru A.C. 1977. 73 cl | 50,00 F. |
| ○□ Château Fourcas-Hosten Listrac A.C. 1975. 73 cl | 50,00 F. |
| ○□ Château Lanessan Haut-Médoc A.C. 1975. 73 cl | 50,00 F. |
| □ Château Gloria Saint-Julien cru bourgeois sup. A.C. 1974. 73 cl | 50,00 F. |
| □ Château Malartic Lagravière Graves A.C. 1974. 73 cl | 50,00 F. |
| □ Magnum Château Malartic Lagravière Graves A.C. 1974. 146 cl | 100,00 F. |
| ○ Château Ludon Pomies Agassac Haut-Médoc A.C. 1970. 73 cl | 50,00 F. |
| □ Château Brane-Cantenac Margaux 2e grand cru A.C. 1977. 73 cl | 55,00 F. |
| ○□ Château Grand Corbin Despagne Saint-Émilion A.C. 1975. 73 cl | 55,00 F. |
| ○□ Magnum Château Grand Corbin Despagne Saint-Émilion A.C. 1975. 146 cl | 110,00 F. |
| □ Château Lynch Bages Pauillac A.C. 1977. 73 cl | 60,00 F. |
| □ Château Rausan-Segla Margaux 2e grand cru A.C. 1977. 73 cl | 60,00 F. |
| □ Château Lagrange Saint-Julien 3e grand cru A.C. 1976. 73 cl | 60,00 F. |
| □ Château Petit Village Pomerol A.C. 1974. 73 cl | 60,00 F. |
| □ Château Pichon-Lalande Pauillac 2e grand cru A.C. 1977. 73 cl | 65,00 F. |
| □ Château Beauséjour Saint-Émilion 1er grand cru classé A.C. 1976. 73 cl | 65,00 F. |
| □ Château Beauséjour Saint-Emilion 1er grand cru classé A.C. 1976. 73 cl Caisse 6 bout. | 390,00 F. |
| □ Château Figeac Saint-Emilion 1er grand cru classé A.C. 1977. 73 cl | 70,00 F. |
| ○□ Château Rausan-Segla Margaux A.C. 1976. 73 cl | 70,00 F. |
| ○□ Château Gloria Saint-Julien A.C. 1975. 73 cl | 70,00 F. |
| □ Château La Conseillante Pomerol A.C. 1977. 73 cl | 75,00 F. |
| ○□ Cos d'Estournel Saint-Estèphe A.C. 1976. 73 cl | 75,00 F. |
| ○□ Château Pichon-Lalande Pauillac A.C. 1976. 73 cl | 75,00 F. |
| ○□ Château Leoville-Las-Cases Saint-Julien A.C. 1976. 73 cl | 75,00 F. |
| □ Château Beauséjour Saint-Émilion 1er grand cru classé A.C. 1975. 73 cl | 80,00 F. |
| ○□ Château La Lagune Haut-Médoc A.C. 1971. 73 cl | 85,00 F. |
| ○□ Château Pichon-Lalande Pauillac A.C. 1971. 73 cl | 85,00 F. |
| ○ Château Grand-Puy-Lacoste Pauillac A.C. 1970. 73 cl | 85,00 F. |
| ○□ Château La Lagune Haut-Médoc A.C. 1975. 73 cl | 90,00 F. |
| ○ Cos d'Estournel Saint-Estèphe A.C. 1971. 73 cl | 90,00 F. |
| △○□ Château Raussan-Segla-Margaux A.C. 1970. 73 cl | 120,00 F. |
| □ Château Margaux Margaux 1er grand cru A.C. 1977. 73 cl | 130,00 F. |
| △○□ Château Margaux Margaux A.C. 1971. 73 cl | 180,00 F. |
| △○□ Château Haut-Brion Graves A.C. 1971. 73 cl | 200,00 F. |
| △○□ Château Latour Pauillac A.C. 1971. 73 cl | 200,00 F. |

## Vins blancs moelleux de Bordeaux.

| | |
|---|---|
| □ Château Brassens-Guiteronde Sauternes cru bourgeois sup. A.C. 1978. 73 cl | 40,00 F. |
| □ Château Liot Barsac cru bourgeois sup. A.C. 1975. 73 cl | 45,00 F. |
| ○□ Château Coutet Barsac 1er cru A.C. 1976. 73 cl | 70,00 F. |
| □ Château Rayne Vigneau Sauternes 1er cru A.C. 1970. 73 cl | 70,00 F. |
| □ Château Climens Barsac 1er cru A.C. 1976. 73 cl | 75,00 F. |

## Vins rouges du Beaujolais.

| | |
|---|---|
| Brouilly A.C. 1978. 73 cl | 24,00 F. |
| Morgon A.C. 1978. 73 cl | 25,00 F. |
| Saint-Amour A.C. 1978. 73 cl | 28,00 F. |
| Juliénas A.C. 1978. 73 cl | 30,00 F. |
| Juliénas A.C. 1979. 75 cl Carton 6 bout. | 180,00 F. |
| Fleurie Château De Poncie A.C. 1979. 75 cl | 30,00 F. |
| Fleurie Château De Poncie A.C. 1978. 6 bout. 75 cl | 180,00 F. |
| Moulin à Vent A.C. 1979. 75 cl | 33,00 F. |

## Vins rouges de la Bourgogne.

| | |
|---|---|
| Givry A.C. 1978. 75 cl | 30,00 F. |
| Mercurey A.C. 1978. 73 cl | 40,00 F. |
| Mercurey Domaine Saier A.C. 1978. 73 cl | 45,00 F. |
| Mercurey Champs Martin A.C. 1978. 73 cl | 50,00 F. |
| Santenay A.C. 1978. 73 cl | 50,00 F. |
| ○ Savigny-Les-Beaune A.C. 1976. 73 cl | 60,00 F. |
| ○ Santenay A.C. 1976. 73 cl | 65,00 F. |
| ○ Santenay Les Gravières A.C. 1976. 73 cl | 70,00 F. |
| Gevrey-Chambertin A.C. 1978. 73 cl | 75,00 F. |
| Charmes-Chambertin A.C. 1977. 75 cl | 75,00 F. |
| Aloxe Corton Clos Les Maréchandes A.C. 1978. 73 cl | 80,00 F. |
| Clos-De-La-Roche grand cru A.C. 1977. 73 cl | 80,00 F. |
| ○ Chambolle-Musigny A.C. 1976. 73 cl | 80,00 F. |
| ○ Gevrey-Chambertin A.C. 1976. 73 cl | 80,00 F. |
| ○ Morey-Saint-Denis A.C. 1976. 73 cl | 80,00 F. |
| Mazis-Chambertin 1er grand cru A.C. 1977. 73 cl | 90,00 F. |
| Corton Clos les Maréchaudes A.C. 1978. 73 cl | 110,00 F. |
| □ Morey Saint-Denis Clos des Lambrays grand cru A.C. 1974. 73 cl | 120,00 F. |
| Clos de Tart 1er grand cru A.C. 1977. 73 cl | 120,00 F. |
| Charmes-Chambertin 1er grand cru A.C. 1976. 73 cl | 120,00 F. |
| ○□ Clos de Tart Mommessin A.C. 1972. 73 cl | 150,00 F. |
| ○ Charmes-Chambertin A.C. 1969. 73 cl | 150,00 F. |

## Vins blancs de la Bourgogne.

| | |
|---|---|
| Mâcon A.C. 1978. 73 cl | 24,00 F. |
| Petit Chablis A.C. 1979. 75 cl | 29,00 F. |
| Chablis A.C. 1979. 75 cl | 35,00 F. |
| Pouilly Fuissé A.C. 1978. 75 cl | 45,00 F. |
| Chablis 1er cru A.C. 1978. 73 cl | 45,00 F. |
| Meursault A.C. 1977. 73 cl | 45,00 F. |
| Chablis Blanchot A.C. 1977. 75 cl | 50,00 F. |
| Puligny Montrachet A.C. 1977. 73 cl | 50,00 F. |
| Chassagne-Montrachet A.C. 1976. 73 cl | 65,00 F. |
| ○ Meursault Le Poruzot A.C. 1972. 73 cl | 70,00 F. |
| Meursault-Genevrières 1er grand cru A.C. 1976. 73 cl | 80,00 F. |
| ○ Bienvenues-Batard-Montrachet A.C. 1976. 73 cl | 100,00 F. |
| Montrachet Cru Hors ligne A.C. 1974. 73 cl | 100,00 F. |
| ○ Chevalier Montrachet A.C. 1976. 73 cl | 120,00 F. |

## Vins des Côtes du Rhône.

| | |
|---|---|
| Gigondas A.C. 1979. 75 cl | 25,00 F. |
| Châteauneuf Du Pape Château des Fines Roches A.C. 1977. 73 cl | 28,00 F. |
| Châteauneuf Du Pape Château des Fines Roches A.C. 1978. 73 cl Carton 6 bout. | 180,00 F. |

## Vins blancs d'Alsace.

| | |
|---|---|
| Riesling réserve A.C. 1979. 70 cl | 20,00 F. |
| Riesling Hagenschlauf A.C. 1979. 70 cl | 22,00 F. |
| Gewurztraminer Mamburg A.C. 1979. 70 cl | 24,00 F. |
| Gewurztraminer Froehn A.C. 1979. 70 cl | 26,00 F. |
| Gewurztraminer Rimelsberg A.C. 1979. 70 cl | 26,00 F. |
| Gewurztraminer côtes de Sigolsheim A.C. 1978. 70 cl | 28,00 F. |
| Gewurztraminer Mamburg A.C. 1978. 70 cl | 30,00 F. |
| Tokay grand cru A.C. 1978. 70 cl | 30,00 F. |
| Riesling côtes de Brand A.C. 1979. 70 cl | 32,00 F. |
| Muscat grand cru A.C. 1976. 70 cl | 34,00 F. |
| Gewurztraminer Vogelgarten A.C. 1976. 70 cl | 35,00 F. |

## Champagnes. Nicolas.

| | |
|---|---|
| Veuve Galien brut bouteille | 58,00 F. |
| Veuve Galien brut 1973. bouteille | 68,00 F. |
| Magnum Veuve Galien brut 1973. | 136,00 F. |

## Vins de Porto. Nicolas.

| | |
|---|---|
| Porto Cockburn's Tawny supérieur réservé à la Maison Nicolas 75 cl | 43,00 F. |
| Porto King's Port réserva 75 cl | 48,00 F. |
| Porto old King's Port Red Crown 75 cl | 120,00 F. |
| Porto King's Port vintage 1961. 73 cl | 120,00 F. |
| Porto King's Port vintage 1963. 73 cl | 150,00 F. |

## Eaux-De-Vie Nicolas.

| | |
|---|---|
| Armagnac très vieux Marquis de Riberpré 70 cl | 75,00 F. |
| Très vieil Armagnac hors d'âge 73 cl | 180,00 F. |
| Calvados hors d'âge cruchon 70 cl | 140,00 F. |
| Grand Marc de Bourgogne 73 cl | 130,00 F. |
| Très vieux Cognac Pale 70 cl | 75,00 F. |
| Grande Champagne hors d'âge 70 cl | 160,00 F. |
| Vieux Kirsch grande réserve 50 cl | 80,00 F. |
| Très vieux Kirsch réserve 50 cl | 160,00 F. |
| Mirabelle 70 cl | 65,00 F. |
| Mirabelle de Lorraine très vieille 50 cl | 140,00 F. |
| Framboise 50 cl | 80,00 F. |
| Poire William 50 cl | 70,00 F. |

Vous trouverez également dans nos succursales toute une gamme d'eaux-de-vie, spiritueux et champagnes de marque.

□ Mise en bouteille au Domaine ou au Château.
○ Vins disponibles à partir du 15/11/80.
△ Vins de grande réserve, devant faire l'objet d'une commande spéciale dans nos succursales, ou chez nos concessionnaires, disponibles à partir du 15/11/80. En raison de la rareté de certains de ces vins, nous pouvons être amenés à réduire certaines commandes en fonction de nos stocks.




**La bonne maison des vins.**

P.F.A. Création D.D.B.

Le Monde

# culture

## EXPOSITIONS

### GAINSBOROUGH A LA TATE GALLERY

# Portrait du paysage

Reynolds, son aîné, qui ne faisait pas de cadeau aux concurrents, avait chanté ses scènes pastorales et, pour Constable, son cadet, qui avait repris le paysage là où il l'avait laissé, le spectacle de ses tableaux faisait venir les larmes aux yeux sans que l'on sache pourquoi.

Sous des apparences d'imagerie mélancolique, Gainsborough avait peint une mystique du paysage anglais, mystique aimable, qui prend toutes ses dimensions pré-romantiques aujourd'hui. Avec plus de cent cinquante peintures et dessins, la Tate Gallery se livre à une réévaluation de l'œuvre d'un peintre qu'on croyait connaître parce que son nom figure dans le Gotha des musées, mais dont on n'a pas vu ou su voir la peinture. Dès qu'il s'agit d'art anglais, le nom de Gainsborough est sur toutes les lèvres, mais sa peinture n'est pas véritablement entrée dans les mémoires, comme s'il avait été victime de sa manière, devenue un cliché familier.

On connaissait bien les portraits que le marchand Duveen, au tournant du siècle, vendait aux Américains enrichis à la recherche de leurs « racines ». Ils trouvaient des « ancêtres » de bonne compagnie dans les tableaux de ce peintre, qui excellait à rendre les yeux clairs, les chairs de nacre embellies par un luxe de velours et de soie bleu et argent.

### Si anglais mais si français

Mais on ignorait les paysages, qui dominent dans cette exposition. Gainsborough a peint un monde qui n'est plus, mais se remet à vibrer parce que les Anglais aussi se cherchent aujourd'hui des « racines » à travers leurs peintres du passé. C'est du portrait que vivait Gainsborough. C'était, comme disent les Anglais, son *« pot boiler »*, mais il ne rêvait que de paysages. Esprit vif, il a toujours su à la fois mener sa carrière de portraitiste mondain, habile à entrer dans l'intimité de riches collectionneurs et trouver les moyens de se réaliser dans ce qui le touchait le plus. Nulle part son pinceau n'est plus vibrant que dans ces scènes pastorales de l'Angleterre pré-industrielle.

Une étonnante série de dessins nous introduit dans ce monde silencieux et charmant, un rien désuet. Aux limites d'une certaine mièvrerie maniériste, n'était l'absolue maîtrise d'un trait arrondi, une splendide souplesse baroque. Dessins qui sont la première approche de la peinture et où sont nombreuses les œuvres abouties, autonomes. Si bien que le passage est naturel lorsqu'on en arrive aux tableaux. C'est le dessin auquel de la couleur aurait été ajoutée. Mais un dessin au pinceau, caractéristique de la manière précise d'un peintre attentif aux détails, et presque toujours imprégné de cette atmosphère qui fait tant vibrer les Anglais aujourd'hui.

Rien n'est plus anglais et pourtant plus proche de la peinture française. De Watteau et de Boucher, de Perronneau et de Nattier pour l'esthétique. Et pour l'imagerie, du goût rustique qu'on trouve dans la ferme de la Reine à Versailles.

Jusqu'à l'année 1745, tout le travail de Gainsborough semble avoir été lié à l'art décoratif, appris dans l'atelier londonien d'un peintre français, Hubert Gravelot. Installé dans son propre atelier, il avait pris pour spécialité les petits portraits et les petits paysages rustiques mis à la mode par Hogarth. Gainsborough n'a pas, comme Reynolds, quitté l'Angleterre pour courir l'Italie, ses peintres et ses monuments. Mais l'Angleterre était alors en pleine effervescence. Les premières salles de ventes aux enchères venaient de s'ouvrir à Londres. C'est là qu'il découvrit les Hollandais Ruisdaël et Ténier, dont il copia les paysages, captivé par leur lumière, baignant le feuillage bien détaché sur un ciel pommelé.

Cet apprentissage, on le retrouve condensé dans une de ses premières peintures, le double portrait de M. et Mme Andrew (National Gallery). C'est un petit tableau, mais il contient tout Gainsborough, le portraitiste et le paysagiste. A voir l'expression de l'épouse près de l'air avantageux de l'époux, sous des dehors naïfs, il a peint une scène de ménage au milieu d'un paysage de verdure humide.

A vrai dire, de ses débuts dans le Suffolk à la fin à Ipswich, rares sont les paysages de Gainsborough sans personnages. Il y a toujours un portrait quelque part, ou une scène évocatrice de la vie bucolique, des enfants qui jouent sur le pas de la porte du cottage, des ânes qui boivent à la rivière, le chariot rempli d'enfants pour la promenade, le bûcheron sur son retour le soir... Paysages-portraits, toujours précis et évocateurs. C'est à Bath que ce genre prend ses dimensions de maturité, c'est dans cette ville de villégiature où les riches bourgeois allaient l'été boire de l'eau en écoutant de la musique que Gainsborough a peint ses grands portraits doublés de ses grands paysages. Des portraits grandeur nature, comme ceux d'Anna Ford, entourée d'un grand mouvement de soie baroque. Comme celui de Christopher Horton et son épouse, placés en avant, aussi grand que le feuillage des arbres qui leur sert de manteau d'ombre et de lumière.

### Le bonheur de vivre

De cette campagne, Gainsborough rapportait des lambeaux dans son atelier, morceaux de rocher couverts de mousse, de glèbe et de bois, qu'il disposait sur sa table pour peindre ses « natures mortes », de la manière la plus vivante possible. C'est là que, pendant que Reynolds régnait sur Londres, Gainsborough affirma ce genre idyllique que les Anglais appellent « picturesque » et multiplia ses « fancy pictures », portraits à la mode où, à l'aise et enrichi, il montra un grand bonheur de peindre et un grand bonheur de vivre. Mais son style trop bien ficelé, ne tardera pas, à force de répétition, à sombrer dans le cliché de style.

Gainsboroug s'est ressaisi par la suite, à Londres et à Ipswich, dans de grands paysages, certains peints — alors que la maladie le guettait — avec la rapidité de l'esquisse et comme inachevés. Un chef-d'œuvre de taille, conservé au musée de Kenwood, *« les Chiens poursuivant un renard »*, monumental et léger comme une aquarelle, contient tout le paysage anglais de Gainsborough. Plus que de gens en vue, c'est du paysage qu'il a fait ici le portrait intimiste.

JACQUES MICHEL.

(*) Gainsborough à la Tate Gallery de Londres, exposition organisée par John Hayes. Jusqu'au 4 janvier 1981. Pierre Rosenberg présentera, pour les musées nationaux, la version parisienne de cette rétrospective au Grand Palais en février prochain.

## MUSIQUE

# Electronic Opera; voix parfaite

*(Suite de la première page.)*

Blue Gene Tyranny cependant n'est qu'un élément du tout. Parler en priorité de son piano risque de ne donner qu'une idée partielle des sept épisodes d'une demi-heure qui composent *Perfect Lives (Private Parts)*. Sept chants où il sera question du « corn belt », (la ceinture du maïs, cette région du Midwest américain) et question aussi de ceux qui y vivent, ou en vivent. Les chapitres sont placés bout à bout avec césures possibles où temps d'arrêt, voire suppressions. Chaque chapitre se tient tout seul, comme se suffit à elle-même telle nouvelle lue au hasard d'un recueil. Il vaudrait mieux penser poèmes, extraits d'épopées.

C'est en effet d'un ample récit qu'il s'agit. Car l'action, dans l'idée même de Robert Ashley, n'a pas lieu sur scène, mais dans les coulisses. L'action, selon Ashley, est absente comme elle est absente au cours des journaux télévisés. La réalité est ailleurs. Il n'y a sur le plateau que des personnages individuels relatant une même histoire simultanément.

Dès lors, le narrateur « R » intègre dans son compte rendu les interventions des témoins présents comme autant de nuances qui pourraient aller jusqu'à détourner le sens du récit si tout n'était pas calculé d'avance, y compris l'impondérable. « *Combinazione* » de complices qui, soir après soir, introduiraient de légères variations dans l'exposé des faits sans rien négliger du « *tempo* », sans oublier rien du rythme, gardant la cadence, restant synchrones afin de permettre aux mots de retomber sur leurs pattes, aux notes de retrouver leurs accents.

Les paroles de « R » — et celles que par intermittence, en ponctuation, prononce le couple de choristes — ne sont pas toutes à prendre au pied de la lettre. Il ne faut pas chercher à comprendre toutes les phrases mais écouter le son de la langue américaine, offert à l'attention avec ses consonnes, ses voyelles : ses récurrences. Et le piano qui suit ou va de l'avant... Dans ses inflexions, la voix d'Ashley est simplement parfaite. Il semble psalmodier la platitude de la plaine, les voyages lents sur les routes rectilignes. Il passe en revue *le Jardin public* (chant n° 1), *le Suoermarché* (2), *la Banque* (3), *le Bar* (4), *le Salon* (5), *l'Eglise*, pour finir par *la Cour de derrière*, remplie de la tristesse lancinante d'Isolde, la fille aînée du shérif qui frôle la trentaine et *« n'a jamais reçu de propositions »*.

Isolde, bientôt vieille, pense en chiffres : « One. Two. Three » (...). « *Seven, seven, seven* », et ce sept murmuré devient refrain. Et le son de « Seven » amplifié, électroniquement transformé, couvre la voix vivante de Jill Kroesen (Isolde) et masque celle de David Van Thiegem, l'autre choriste (le plus jeune frère d'Isolde, le capitaine de l'équipe de football, empoyé à la banque). Et bientôt, lui et elle, incarnations successives des héros chantés par « R », se taisent comme pour observer les ondes de leur propre silence.

Il n'y a pas de doute : la combinaison du préenregistré et l'improvisation est ici une réussite. La subtilité des sons obtenus notamment grâce au « Palace organ », la texture des chœurs électroniquement manipulés sont intensifiées par le recours parallèle à l'interprétation en direct, à la musique vivante. Le pianiste, les chanteurs ne sont plus seulement des interprètes mais deviennent les auteurs ou les instruments d'un projet riche d'aléatoire. Indiscutable. Derrière sa console, à la régie, Peter Gordon, par ricochet, fait bouger l'ensemble selon... Il laisse la « performance » prendre le pas sur le pré-fabriqué, ou l'inverse, selon... L'appareillage est impressionnant, et les partitions — transmises aux artistes par le biais de petits écrans — n'abandonnent pas un seul soupir au hasard. Le résultat purement musical est fulgurant. Ni rock, ni jazz, ni blues, ni rien, et tout à la fois. Et davantage.

En revanche, la deuxième facette expérimentale de la tentative Ashley, la plus novatrice — cette idée d'introduire l'art vidéo, la télévision, dans l'arrangement musical, — n'est pas véritablement aboutie. Il y a bien sept écrans face au public, mais il n'y a point les sept canaux imaginés à l'origine par les vidéastes de la Kitchen (1) avec lesquels le groupe Bob Ashley a travaillé.

Les programmes-paysages censés refléter la musique, sont bien là, au nombre de deux : diffusés par deux paires d'écrans accordés aux mélodies successives. Panoramique lent pour le parc, long zoom avant pour le supermarché... plan double pour le salon, grand angulaire pour l'église, etc. Un seul des personnages est filmé en direct, et non point les quatre. C'est Buddy, le pianiste. Ce sont les mains de Buddy, vues en miroir d'en dessous, d'au-dessus, croisées comme en prière... selon. « Selon les circonstances », dirait Ashley. Bientôt, on verra peut-être les trois autres être de la même manière les autres dans le mouvement de leurs sons. Manquent deux caméras. « Work in progress » disent les Américains. (Travail en train de se faire.) Beau travail.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Centre Georges-Pompidou, les 22 et 23 octobre à 20 h. 30, les 24 et 25 octobre à 18 heures et à 20 h. 30.

(1) Kitchen : studio de Soho, à New-York où depuis dix ans sont poursuivies des expériences de recherches audiovisuelles.

### L'OUVERTURE DU NOUVEAU CHATELET

# Un bel instrument

*C'était lundi soir 20 octobre l'inauguration du Théâtre musical de Paris (T.M.P.), le nouveau Châtelet, une inauguration fort réussie, avec une salle pleine, présidée par le maire de Paris, son collègue de Pékin et Mme Georges Pompidou, entourés par de nombreuses personnalités où ne figurait, semble-t-il, aucun invité gouvernemental.*

*Tout le monde paraissait ravi de voir rendu à la musique ce grand théâtre italien rénové. Les huissiers et les ouvreuses étaient courtois et d'une rare bonne humeur (puissent-ils continuer !), les vestiaires et le placement gratuits. Un peu de bousculade donnait à penser que, pour ce théâtre de deux mille quatre cents places, une signalisation plus précise (dans les escaliers et pour chaque rang) serait bien utile.*

*La salle, rajeunie et confortable, avec ses fauteuils rouges qui se marient si bien avec l'or triomphant, allégée par la suppression des loges de corbeille, bruissait comme un salon entourant la scène très élargie où les musiciens, avancés sur la fosse d'orchestre (elle-même fortement agrandie), entraient de plain-pied dans le public, se détachant sur un décor circulaire en bois de couleur chaude aux jolies colonnes stylisées. Au-dessus d'eux, sur un fond gris perle, les armes de Paris présentées par deux anges dénudés jouant de la trompette. Eclairage excellent, sans projecteurs apparents.*

*Il revenait bien entendu à l'Orchestre de Paris d'inaugurer le T.M.P., encore qu'il ne semble guère appelé, malheureusement, à s'y produire bien souvent. Au programme, la* Symphonie *de psaumes de Stravinski, avec les superbes chœurs d'Arthur Oldam, dans l'interprétation un peu cassante mais flamboyante et prophétique de Daniel Barenboïm, qui dirigeait ensuite la* Symphonie fantastique *de Berlioz, sans peut-être la poésie et l'élégance de Munch dans les premiers mouvements, mais avec une jeunesse fougueuse et un expressionnisme exalté qui sonnait superbement dans cette salle si « intime » par rapport au Palais des congrès. L'acoustique extrêmement claire ne semble pas sèche, encore qu'elle ne flatte pas exagérément le velouté des cordes, mais on peut être sûr, ici, de tout entendre avec précision.*

*La Ville de Paris, grâce surtout à MM. Jacques Chirac, Marcel Landowski et Pierre Bas, s'est ainsi donné un bien bel instrument, dont le directeur, Jean-Albert Cartier, promet de faire un excellent usage.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Sur les aménagements du Châtelet et la première saison du Théâtre musical de Paris, cf. *le Monde* du 11 juin. Ouverture de la saison lyrique avec *la Vie parisienne* d'Offenbach (réalisation de Frantz Salieri et Yves Robert), du 4 novembre au 4 février.

## CINÉMA

# « IMMACOLATA et CONCETTA »

## de Salvatore Piscicelli

### *Une douloureuse violence*

Né dans la province de Naples en 1948, Salvatore Piscicelli a tourné ce film — son premier long métrage — en Campanie, en 1979, avec des interprètes qui parlent un dialecte. Si l'on peut voir là un retour aux méthodes du « néo-réalisme », celles-ci ne s'accompagnent pas d'une étude politique et sociale des problèmes du Sud italien. Piscicelli, ayant recours, dans son récit, à la tradition napolitaine du mélodrame, aborde de front et avec une compréhension surprenante de la part d'un homme, la relation homosexuelle de deux femmes en milieu populaire. Un milieu où les passions ne sont pas filtrées par la culture, l'intellectualisme, le libéralisme bourgeois.

Pour avoir tenté de prostituer une adolescente à un propriétaire de boucheries auquel elle doit de l'argent, Immacolata (Ida di Benedetto), épouse d'un maçon et mère d'une petite fille, va en prison. Elle y rencontre Concetta (Marcella Michelangeli), ouvrière agricole condamnée pour avoir blessé d'un coup de revolver le mari d'une jeune femme qu'elle avait séduite. A leur sortie de prison, Immacolata et Concetta s'aiment et vont vivre ensemble au domicile de la première. Le réalisateur tient compte des préjugés de l'entourage villageois et des menaces qui pèsent sur cette relation ouvertement vécue comme un défi (l'attitude du mari malheureux d'Immacolata, le grave accident de la fillette qui peut apparaître comme une punition de la femme coupable). Mais sa mise en scène, à la fois naturaliste et « distante », se garde de tout jugement moral. Elle scrute, à travers des comportements sentimentaux et sexuels, la vérité affective profonde de deux femmes rapprochées par l'amour, la tendresse et le plaisir, mais voulant garder, chacune, sa liberté.

*Immacolata* ne peut se passer complètement des hommes et elle a réalisé avec la maternité quelque chose d'important, d'essentiel. Secrète, farouche, exclusive, Concetta, homosexuelle de nature, se montre incapable de composer avec la féminité traditionnelle à laquelle sa maîtresse tente de l'amener au moins par le vêtement, la parure. Sa jalousie et sa souffrance deviennent intolérables lorsque Immacolata se trouve à nouveau enceinte d'un amant (le propriétaire du début), qu'elle a pris par intérêt. Ce sont les différences psychologiques qui rendent difficile et finalement tragique ce rapport de couple féminin marqué d'une douloureuse violence. Avec le film de Piscicelli commence peut-être la découverte d'un jeune cinéma italien seulement rencontré jusqu'ici au hasard de certains festivals.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

■ La Fédération nationale des élus socialistes et républicains ont organisé, lundi 20 octobre, vingt-deux conférences de presse qui se tiennent simultanément dans chaque région « pour alerter l'opinion sur la régression du budget 1981 du ministère de la culture et de la communication et ses conséquences sur le développement culturel de l'ensemble de notre pays ».

## VARIÉTÉS

# « LES ANNÉES NOIRES !!! » au Pigall's

Sous les feux changeants de projecteurs qui l'éclairent de plein fouet ou découpent son visage, les gestes stylisés de ses bras et de ses mains, une belle jeune femme blonde chante des chansons comiques, sentimentales ou réalistes qui appartinrent, dans les années 30 et 40, au répertoire de Lyne Clevers, Damia, Lucienne Boyer, Rina Ketty, Suzy Solidor, Lys Gauty, Danielle Darrieux, Léo Marjane, et quelques autres.

Gainée dans une robe noire de Karl Lagerfeld, dont la jupe drapée laisse entrevoir ses jambes, dont les manches longues et plates rendent plus érotique, lorsqu'elle se retourne, son décolleté dorsal, France Pommery est une révélation. Vraie chanteuse à voix (légère ou grave) qui porte le micro baladeur comme un simple accessoire de sa parure, diseuse sachant détailler un texte comme les « grandes dames » du music-hall ici évoquées (Damia, Marjane ou Gauty), elle n'imite personne. Car « les Années noires ! ! ! » (1936-1945), récital en deux parties, n'est pas un spectacle rétro.

Le cinéaste Léonard Keigel, qui l'a conçu et monté dans le décor rouge et or du Pigall's, a recherché, retrouvé, la tradition du cabaret satirique. L'histoire — échec du Front populaire, guerre de 1939 et occupation allemande — grimace et s'impose derrière ces refrains, qui l'ignoraient ou la masquaient d'illusions. « Mise en scène » par Léonard Keigel, accompagnée par un orchestre, le Swing de Paris, qui joue, en passant, un hommage à Django Reinhardt, France Pommery recrée la distance historique, parodie intelligemment, donne une forte vision critique, par ses diverses interprétations personnelles, de vingt-sept chansons qui n'ont pas été choisies au hasard. — J. S.

★ Pigall's, 22 heures.

## POINT DE VUE

# Un théâtre au rabais

par JACK LANG (*)

« UN écran délétère entre les mots et la réalité. » La formule est brutale. Elle est de M. Jacques Chirac et s'applique avec raison à la politique architecturale de M. Valéry Giscard d'Estaing (1). Oui, là comme ailleurs, l'immoralité élyséenne mine la conscience publique : annoncer et ne jamais tenir, mentir au peuple et l'enivrer de phrases.

De ce divorce entre les mots et les choses, la pratique du maire de Paris n'est hélas pas toujours exempte. Ainsi de sa politique culturelle, dont les fruits n'ont pas tenu la promesse des fleurs. La réouverture du Châtelet en offre un exemple navrant. Voici deux ans, le Conseil de Paris, unanime, adopte, sur proposition du maire, un projet ambitieux et nécessaire : la création d'un théâtre lyrique populaire confié à un triumvirat de talent — A. Lombard, J. Pierre, Ezzio Frigerio. Une inquiétude pourtant, exprimée par les conseillers socialistes : comment cette modeste subvention couvrirait-elle les dépenses de création ?

Les mois s'écoulent. M. de La Malène rogne encore les crédits. L'échafaudage s'effondre. Las de la guérilla avec les services financiers, M. Landowski quitte la direction des affaires culturelles de la Ville. On bricole à la hâte un nouveau projet rebaptisé Théâtre musical de Paris. Vermoulu avant d'être né, le nouveau Châtelet sera un théâtre-garage. A l'exception de la mise en scène de *la Vie parisienne*, pas une création. Bref, un théâtre fourre-tout, un théâtre au rabais, sans ligne de force et sans visage.

Rien de commun par exemple avec l'English National Opera, la deuxième scène lyrique londonienne, qui, face à Covent Garden, l'homologue de l'Opéra de Paris, joue un rôle irremplaçable. Doté d'une troupe permanente de chanteurs anglais, il invente, défriche et propose à un vaste public un répertoire étendu. Voilà ce que pourrait être la mission tonifiante et provocante d'un authentique Opéra de la Ville.

Est-il trop tard ? Nullement. Une *condition première* : nommer à sa tête un homme d'envergure qui y consacre la plénitude de son temps et de son imagination.

Oui, *« la volonté d'innovation a été mise en congé de la République (2) »*. A-t-elle au moins droit de cité à Paris ? On aimerait le croire et surtout le voir.

A la municipalité d'ouvrir le chemin. Les élus, unanimes, la soutiendront alors. Que la création d'un véritable Opéra de la Ville s'insère par exemple dans un programme de renaissance à Paris d'une vie musicale intense : réouverture de la Gaîté-Lyrique, édification, en concertation avec l'Etat, d'une Cité de la musique, à l'image du Royal Festival Hall de Londres, et abritant non pas seulement l'auditorium envisagé à La Villette mais encore plusieurs salles de concert de dimensions véritables, des espaces de répétition et d'expérimentation, un nouvel Opéra. Les programmations, les politiques de tarifs, les festivals, l'apprentissage de la musique, ne devraient plus confondre musique et prestige, ou musique et « élites » financières.

Peut-on espérer que M. Chirac puisse un jour mettre au service d'un plan aussi volontaire son énergie et son intelligence ? Enfin alors finira-t-on par le croire lorsqu'il dénonce l'*« enlisement culturel »* ou lorsqu'il proclame le *« nécessaire enracinement local de l'aventure culturelle »*.

(*) Conseiller de Paris, délégué national du P.S. à la culture.

(1) *Le Nouvel Observateur*, 8 octobre 1980.
(2) *Le Monde*, 7 août 1980. « Projet culturel et crise de société. »

## NOTE

### Photo

# Arnold Newman

En quoi les portraits d'Arnold Newman sont-ils si exemplaires ? Quelle est leur vraie rigueur : l'adéquation à l'œuvre, la densité des regards, la composition ? Depuis 1940, Arnold Newman fréquente des peintres. Il les photographie dans un élément lisible de leur œuvres : Marcel Duchamp derrière des fils blancs entrecroisés, Man Ray devant une toile blanche et un balai, Alexander Calder au milieu de ses mobiles. De Jean Arp on ne voit qu'un œil dépassant d'un volume, Giorgio De Chirico s'étire dans l'effet déformant d'un grand angle qui rappelle ses perspectives lugubres. Newman parvient à recréer l'espace du peintre, son ordonnance, ses volumes, ses lignes de force, ses matières : on a affaire à une sorte de géométrie signifiante, encyclopédique. — H. G

★ 44, rue Quincampoix, Paris-4e. Jusqu'au 2 novembre.

# SPECTACLES



## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**Eglise ST-SEVERIN** — Ts les mardis d'octobre à 21 heures. Loc. libr. St-Séverin 033-61-77. p.e. Valmalete
CYCLE 1980 QUATUOR **VIA NOVA** — le 21 : HAYDN « l'Empereur » Schumann 2e Beethoven 7e ; le 22 : HAYDN « Sérénade » Schumann 3e Debussy

**THEATRE des CHAMPS-ELYSEES** — Mardi 21 octobre 21 heures (Mondial Musique, p.e. Glotz)
*Concert au profit de la* LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER — **Katia et Marielle LABEQUE, Augustin DUMAY** — Beethoven, Ravel, Gershwin

**Eglise St-Etienne-du-Mont** Mercredi 22 ; **Egl. St-Louis-des-Invalides** Jeudi 23 octobre à 20 h 30 (p.e. Werner)
**J.-S. BACH** — SUITE pour orch. BWV 1066, CANTATES BWV 6, 56, 104 — ENSEMBLE BACH DE PARIS, CHORALE J. von WEBSKY — dir. JUSTUS : **von WEBSKY**

**Salle CORTOT** — Vendredi 24 octobre 20 h 30, 75, rue Cardinet, 75017 Paris. Location 763-80-18 Valmalete
RECITAL DE FLUTE **Françoise GYPS** — *Piano, Hélène* MOUZALAS — Bach, Enesco, Prokofiev, Schubert, Poulenc

**CHARTRES église St-Pierre** — Samedi 25 octobre à 21 heures. p.e. Kiesgen
**Samedis musicaux** — *Orchestre et Chorale* **PAUL KUENTZ** — sol. : D. Charpentier, D. Michel, F. Bardot, P. d'Hollander — MOZART : Messe du Couronnement — VIVALDI, J. CHARPENTIER

**Eglise des Billettes** — Dimanche 26 octobre à 17 heures. p.e. Kiesgen
**CHRISTINE SANDRE** dit la poésie de *MILOSZ*, et **SYLVETTE MILLOT** *(violoncelle)* — œuvres de Bach à Kodaly

**Salle PLEYEL** — Dimanche 26 octobre à 17 h 45. Valmalete
ORCHESTRE LAMOUREUX — JORGE LUIS **PRATS** — 1er Grand Prix Long 77 — **3 Concertos** : 1er Liszt, 2e Rachmaninoff, 1er Tchaïkovsky

**Théâtre CH.-ELYSEES** — Mardi 28 octobre à 20 h 30. p.e. OAI *Valmalete*
**RUDOLF SERKIN** — Bach, Reger, Beethoven

**Eglise SAINT-ROCH** — Lundi 27 octobre à 21 heures. Loc. : église de 11 h à 18 h et Royal Tourisme (p.e. WERNER)
FESTIVAL DE MUSIQUE SACREE DE PARIS — **BOCCHERINI** STABAT MATER — *BACH : Cto 2 Violons* — VIVALDI : Cto 2 Trompettes — ENSEMBLE INSTRUMENTAL **LA FOLLIA**

**THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES** — Lundi 27 octobre à 20 h 30 au profit de la Recherche Scientifique (WERNER/RAINER)
ORCHESTRE SYMPHONIQUE de **JERUSALEM** — Dir. : GARY **BERTINI** — Sol. : YEFIM **BRONFMAN** — LISZT : Cto piano no 2 — MAHLER : Symph. no 1

**Salle GAVEAU** — Lundi 27 octobre à 21 heures. p.e. Valmalete
« Pianistes et Concerts » Brigitte **ENGERER** — Schubert, Ravel, Beethoven, Debussy

**GAVEAU** — Mardi 28 octobre à 21 heures (p.e. Valmalete)
*Pianiste et Concert* Bernard **RINGEISSEN** — FRANCK, SCHUMANN, MOUSSORGSKY

**PLEYEL** — Mardi 4 novembre à 21 heures. Kiesgen
SOLIDARITÉ CAMBODGE — récital Daniel **WAYENBERG** — CHOPIN-LISZT

**Théâtre des CH.-ELYSEES** — Mardi 4 novembre à 20 h 30. *Valmalete*
**BACH** — Daniel **VARSANO** — Variations Goldberg

**Théâtre des CH.-ELYSEES** — Mercredi 5 novembre à 20 h 30. p.e. Valmalete
**Claude KAHN** — Beethoven, Debussy, Fauré, Chopin, Liszt, Ravel

**Salle PLEYEL** — Vendredi 7 novembre à 20 h 30. p.e. Valmalete loc. ouv. 17 octobre
Sviatoslav **RICHTER** — **BEETHOVEN** au bénef. Asstion TOURGUENIEV

## théâtres

### SPECTACLES NOUVEAUX

Théâtre 18 (226-47-47), 18 h. 30 : Il ne faut pas avoir peur du noir.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Groupe Khamsa.
Bagneux, Centre culturel (663-10-54), 20 h. 30 : I am a poor lonesome cobaye.
Ivry, Théâtre (672-37-43), 20 h. 30 : Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ?
Nanterre, Théâtre des Amandiers (721-18-81), 20 h. 30 : Vichy Fictions.
Lucernaire (544-57-34), 19 h. : Milosz.
American Center (321-42-20), 21 h. : Surrender.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h. 30 : Animo-Cœur.
Odéon (325-70-32), 19 h 30 : Gross und Klein.

### *Les salles subventionnées et municipales*

Opéra (742-57-50), 21 h. : Neuvième Symphonie.
Salle Favart (296-12-20), 20 h. : Vive Offenbach.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : le Bourgeois gentilhomme.
Odéon (325-70-32), 19 h. 30 : Gross und Klein.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : la Révolte.
T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : *Fin de partie.*
Petit T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : *Comment ça va, Zanni ?*
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Ballet Joseph Russillo.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Catherine Ribeiro.

### *Les autres salles*

Aire libre (322-70-78), 19 h. : J. du Soleil ; 20 h. 30 : l'Homme couché ; 22 h. : A la rencontre de Marcel Proust.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Athénée (742-67-27), 21 h. : Cher menteur.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. 30 : En r'venant de l'expo. — Atelier du Chaudron (328-97-04), 20 h. 30 : le Prince heureux.
Centre culturel du XVIIe (227-68-81), *20 h. 45 : le Monte-Plats.*
Cité internationale universitaire (589-38-69), Resserre, 20 h. 30 : l'Anniversaire. — Galerie, 20 h. 30 : Chacun sa vérité.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : les Exploits d'Arlequin.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.
Comédie-Italienne (321-22-22), 21 h. : la Locandiera.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 30 : J' tiens debout parce que c'est la mode ; 22 h. 30 : Art scénique et vieilles dentelles.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Essaïon (278-46-42), I, *18 h. 30* : The Time Piece ; 20 h. 30 : Utinam ; 21 h. 30 : Histoires vraies. — II, 20 h. 30 : *la Princesse de Babylone* ; 22 h. : Flagrants délires.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : R. Magdane ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
Gaîté-Montparnasse (323-16-18), 22 h. : Rufus.

### *Mardi 21 octobre*

Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Couleur du temps ; 20 h. 30 : Rude journée en perspective ; 22 h. 15 : Nuits blanches. — Théâtre rouge, 20 h. 30 : l'Edifice ; 22 h. 15 : Ficelles. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Madeleine (265-07-09), 18 h. : F. Chopin.
Maison Heinrich-Heine (589-53-93), 21 h. : Ne nous faites pas honte.
Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : l'Azalée.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Proust.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Michodière (742-95-23), 20 h. 30 : l'Habilleur.
Moderne (280-09-30), 20 h. 30 : Grugru II.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — Petite salle, 20 h. 30 : Exercices de style ; 22 h. : André Valardy.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
*Œuvre* (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des sports (828-40-48), 20 h. 30 : les Misérables.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : Retrouvailles.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h. : le Premier.
Potinière (261-44-16), 21 h. : Maison rouge.
Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Studio Fortune, 21 h. : T'en fais pas un peu trop, mec ?
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Huis clos ; *Haute surveillance.*
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. : Fish out water ; 21 h. : les *Jumelles.*
Théâtre de Paris (284-09-30), 20 h. 30 : le Mariage de Figaro.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 19 h. : l'Incroyable et Triste Histoire du général Penazola et de e'xilé Mateluna ; 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre 18 (226-47-47), 21 h. : Play Strindberg.
*Théâtre Saint-Georges* (878-74-37), 20 h. 30 : le Loup-Garou.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.

### *Les cafés-théâtres*

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-15-70), *20 h. 15* : Areuh = MC2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : Et vous trouvez ça drôle ? — II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago ; 21 h. 30 : les Belges ; 22 h. 30 : les Voyageurs de carton ; 23 h. 30 : B. Joyet.
Café d'Edgar (320-75-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau ; 22 h. 30 : R. Mason. — II, 22 h. 15 : Bruant superstar.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Cafessaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : J. Rigaux ; 21 h. 30 : R. Tabra, M.-H. Baudin ; *22 h. 30* : Y. Lacouture ; 24 h. : Happy and the go Lucky.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : e Petit Prince ; 21 h. 30 : Ma chère Sophie ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : Dan Ar Bras ; 21 h. 30 : Ivres pour vivre ; 22 h. 40 : les Rois de la communale.
Croq'*Diamants* (272-20-06), 19 h. : Petits bonheurs, petits malheurs à la lueur d'en face ; 20 h. 30 : *Soir de grève.*
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : Théophile.
L'Ecume (542-71-16), 22 h. : le Gardien de tombeau.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Fer-Play (707-96-99), 20 h. 30 : les Zazous ; 22 h. 30 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Sélénite (354-53-14), 21 h. : *Les* lions rient, oui, mais les panthères pas ; 22 h. : Two men chauds. — II, 21 h. : le Concile des fous ; 22 h. 30 : A. Nizet.
Splendid (887-33-82), 21 h. : Elle voit des nains partout.
Théâtre de *Dix-Heures* (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet ; *22 h. 30 : Refrains.*
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (320-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
La Vieille-Grille (707-60-93), 21 h. : A. Tome.

### *Les chansonniers*

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Heureux ceux qui n'attendent *rien car ils n'auront pas* plus.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

### *Comédies musicales*

Bouffes-Parisiens (296-97-03), 21 h. : Phi-Phi.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin (607-37-53), 20 h. 45 : Harlem Swing.

### *Les music-halls*

Bobino (322-74-84), 20 h. 45 : les Quilapayun.
Crypte Sainte-Agnès (296-88-33), 23 h. 30 : F. Camarroque.
Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Gilbert Bécaud.
*Palais des congrès* (758-22-56), 21 h. : Julien Clerc.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : *Tania Maria.*
Pigall's (526-04-43), 22 h. : les Années noires (chansons de 1936 à 1945).

### *Les concerts*

Lucernaire, 19 h. 30 : Ensemble Diferencias (musique espagnole et latino-américaine) ; 21 h. : H. El *Masri (musique traditionnelle* égyptienne).
Salle Gaveau, 20 h. 45 : C. Fernier (Soler, Ravel, Chopin).
Théâtre des Champs-Elysées, 21 h. : A. Dumay, K. et M. Labèque (Beethoven, Ravel, Gershwin).
Eglise la Madeleine, 18 h. 30 : Ensemble vocal Raphaël, dir. J. Peerik (musique ancienne).
Cité internationale universitaire, 21 h. : Ensemble instrumental d'Ile-de-France, dir. J.-C. Vélin (Bach, Vivaldi).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Quatuor Via Nova (Beethoven, Haydn, Schumann).
Radio-France, studio 105, 20 h. 30 : D. Blano (Bach, Martin, Albeniz, Villa-Lobos, Paganini).
Salle Cortot, 20 h. 30 : Punto Quartet Basel (Bozza, Duvernoy, Kotonsky, Lienhard, Reicha, Tcherepnine), *sol. F. Killian (Hess).*
Goethe Institut, 20 h. 30 : Ensemble des grands concerts de la Sorbonne, dir. A. Myrat (Skalkottas, de Beaumont, Debussy-Eisler, Wagner-Liszt, Strauss-Schoenberg).
*Temple de Pentemont*, 20 h. 30 : Chorale de Pentemont, dir. R. Oelshlager (Mendelssohn).
*Centre culturel suédois*, 20 h. 30 : P. Schuback (Andriessen, Ibert, Maros, Schuback, Zimmermann).

### *Jazz, pop, rock, folk*

Bataclan (700-30-12), 20 h. : Duroc.
Bains-Douches (887-34-40), 20 h. 30 : Dead Kennedy's.
Café d'Edgar (322-11-02), 22 h. 30 : M. Mason.
Caveau de la Huchette (326-65-02), 21 h. 30 : Maxim Saury Jazz Fanfare.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : E. Boell et R. Bouback.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : Tony Scott.
Cour des Miracles (548-85-60), *20 h. 15* : Dan Ar Bras.
Dreher (233-48-44), 22 h. : Glen Ferrys Quintet.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Tr Fawzi Al Aiedy.
Espace Cardin (266-17-30), 20 h. 30 Zool Fleischer Oregon.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Archie Sheep Quartet.
Gibus (700-78-88), 22 h. : les Avions.
La *Mort-Subite* (331-41-48), 22 h. : Big Red One.
Petit-Journal (326-28-59), 21 h. 30 : Bill Coleman.
Petit-Opportun (236-01-36), 22 h. : J.-P. Mas, J.-L. Chautemps. C. Alvim.
*Méridien-Patio* (758-12-30), 22 h. : Jimmy Witherspoon.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 Claude Luter.
Théâtre Noir (797-15-16), 21 h. : Sacy Perere.

### FESTIVAL D'AUTOMNE

(296-12-27)
THEATRE
Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h. 30 : Une visite.
Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), 20 h. 30 : Woyzeck.
EXPOSITION
Musée d'art moderne (723-61-27) : Stravinski.

### *Dans la région parisienne*

Boulogne - Billancourt T. B. B. *(603-60-44), 20 h. 30 : Faut pas payer.*
Chelles, C. C. (421-20-36), 20 h. 45 la Tempête.
Clamart, C. C. J.-Arp (645-11-87), 20 h. 30 : Ballet Glegolski.
Créteil, Maison André-Malraux (899-94-50), 20 h. 30 : D. Gordon.
Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h. 45 : Nous irons tous à Capella.
Meudon, C. C. M. (626-41-20), 21 h. : F. Schubert Quartet (Beethoven, Schubert).
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), 20 h. 30 : les Jumeaux vénitiens ; 23 h. : F. Lea.
Sartrouville, Théâtre (914-23-68), 21 h. : Framboisier, sorte de ronce.

### SPECTACLES POUR ENFANTS

*(du 21 au 28 octobre)*

Carré Silvia Monfort (531-28-34), tous les mer., 15 h. 30 ; sam. et dim. *14 h. et 16 h. 30 : Cirque Gruss* à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes des Champs-Elysées (579-08-68), tous les mer., sam. et dim., 15 h., en alternance : le Tirlipiton, Une promenade, le Revenant.
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., dim., 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 ; sam., 15 h. et 16 h. : le Petit Ballon rouge.
Théâtre d'animation Paris-Vincennes (365-44-41), mer., sam. et dim. 14 h. 30 : Stéphanie et les Crapoussins.
Théâtre du Ranelagh (288-64-44), mer., jeudi, ven., sam., 20 h. dim., 15 h. : l'Epouse du soleil.

THEATRE

Café d'Edgar (320-85-11), mer., 14 h et 16 h. ; sam., 15 h. : la Rein des neiges.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (533-42-21), mer., sam., dim. *14 h. 30 : Une hirondelle en hiver.*
Théâtre de Ménilmontant (636-97-67), mer., 14 h. 30 : Cuir d'Annette.
Théâtre de la Tanière (678-49-33), mer., 14 h. 30 et 16 h. ; dim., 15 h. : Escargot du soir... histoire.
Théâtre des l'Union (770-90-94), le 21 et le 24, à 20 h. 30 ; le 22, à 14 h. 30 et 20 h. 30 ; le 25, à 14 h. 30, 16 h. et 20 h. 30 ; le 26 à 14 h. 30 et 16 h. : Mini Festiv jeune public.

# SPECTACLES

## cinémas

**Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans**

### La Cinémathèque

**Chaillot** (704-24-24), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : Golgotha, de J. Duvivier ; 19 h. : L'homme qui en savait trop, d'A. Hitchcock ; 21 h. : Sans draps ; l'Amour mensonge, d'U. Peres.

**Beaubourg** (278-35-57), relâche.

### Les exclusivités

**ANTHRACITE** (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; J. Cocteau, 5e (354-47-62).

**APOCALYPSE NOW** (A., v.f.) (*) : Haussmann, 9e (770-47-55).

**ATLANTIC CITY** (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

**LA BANQUIERE** (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Studio, 5e (354-42-72) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 14e (522-46-01) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

**LE BAR DU TELEPHONE** (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

**BIENVENUE Mr CHANCE** (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

**BREAKING GLASS** (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), H. sp. ; George-V, 8e (562-41-46) ; Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

**CAN'T STOP THE MUSIC** (A., v.o.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23).

**CALIGULA** (It.-A., v. A.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-93) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

**LA CHASSE** (A., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Magic-Convention 15e (828-20-64) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Tourelles, 20e (364-51-98) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

**LE CHEVAL D'ORGUEIL** (Fr.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-83) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96).

**CHER VOISIN** (Hong., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.

**LE CŒUR A L'ENVERS** (Fr.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

**LE COUP DU PARAPLUIE** (Fr.) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Wepler, 18e (387-50-70).

**DE LA VIE DES MARIONNETTES** (All., v.o.) (*) : Le Clef, 5e (337-90-90) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

**LE DERNIER METRO** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (329-93-11) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

**DON GIOVANNI** (Fr.-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

**L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE** (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

**EXTERIEUR NUIT** (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

**FAME** (A., v.o.) : Gaumont-les Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

**LA FEMME-ENFANT** (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

**L'EXTERMINATEUR** (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

**LES FILS DE FIERRO** (Arg., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

**GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES** (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

**HEART BEAT** (A., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Movies-les Halles, 1er (236-71-72) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

**L'ILE SANGLANTE** (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

**KAGEMUSHA** (Jap., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

**LOULOU** (Fr.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

**MA BRILLANTE CARRIERE** (Austr., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18).

**MANHATTAN** (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

**MON ONCLE D'AMERIQUE** (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

**MOURIR A TUE-TÊTE** (Can.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**NIJINSKY** (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).

**PASTORALE** (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

**LES PETITES CHERIES** (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

**PILE OU FACE** (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Ternes, 17e (380-10-41).

**QUE LE SPECTACLE COMMENCE** (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

**LE ROI ET L'OISEAU** (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).

**LES SOUS-DOUES** (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

**LES TEMPS SONT DURS POUR DRACULA** (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Français, 9e (770-33-88).

**THE ROSE** (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Balzac, 8e (561-10-60).

**LE TROUPEAU** (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

**TUEURS DE FLICS** (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90). — v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).

**URBAN COW-BOY** (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

**LA VEUVE MONTIEL** (Chi., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

**LA VIE DE BRIAN** (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

**Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?** (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) (+ v.f.) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

## LES FILMS NOUVEAUX

**SAUVE QUI PEUT (LA VIE)**, film franco-suisse de J.-L. Godard (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

**UN MAUVAIS FILS**, film français de C. Sautet : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33).

**RADIO ON**, film britannique de C. Petit (v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Epée-de-Bois, 5e (337-57-47) ; Olympic, 14e (542-67-42).

**LES CHEMINS DANS LA NUIT**, film allemand de K. Zanussi (v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).

**ARMEE D'AMOUR**, film allemand de Rosa von Praunheim (v.o.) : Movies-Halles, 1er (236-71-72) ; Olympic, 14e (542-67-42).

**IMMACOLATA E CONCETTA**, film italien de S. Piscicelli (v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

**LE TROU NOIR**, film américain de G. Nelson (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70).

### Les festivals

**ANGLETERRE : LES CINÉASTES DE LA FOLIE** (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : la Vie privée de Sherlock Holmes.

**A. KUROSAWA** (v.o.), Action-République, 11e (805-51-33) : Yojimbo.

**LES TROIS PREMIERS GODARD**, Studio 43, 9e (770-63-40) : A bout de souffle ; le Petit Soldat ; Une femme est une femme.

**MARX BROTHERS** (v.o.), Nickel, 5e (325-72-07) : Une nuit à l'opéra.

**CHATELET-VICTORIA**, 1er (508-94-14). I, 18 h. 25 : Marathon Man ; 20 h. 20 : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 20 : Love. — II : la Luna ; Jeremiah Johnson.

**IMAGES ET MAGIE DU CINEMA FRANÇAIS**, Palais des arts, 3e (272-62-98).

**STUDIO GALANDE**, 5e (354-72-71), v. o., 18 h. 30 : Third World, Prisonnier de la rue ; 20 h. 10 : Salo ; 22 h. 10 et 24 h. : Rocky Horror Picture Show.

**SAINT-AMBROISE**, 11e (700-89-16), v. o., en alternance : les Aventures de Robin des Bois (v. f.) ; le Casanova de Fellini ; Macbeth ; Festival dessins animés Tex Avery ; Dersou Ouzala ; les Trois Jours du Condor ; Reflets dans un œil d'or ; Docteur Folamour.

**R. ALTMAN**, Denfert, 14e (354-00-11 : Buffalo Bill et les Indiens.

**HITCHCOCK** (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Jeune et innocent.

**BILLY WILDER** (v. o.), Action-trois.
Ecoles, 5e (325-72-07) : Un, deux,

### Les séances spéciales

**LE CIMETIERE DE LA MORALE** (Jap., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 22 h.

**LES CONTES IMMORAUX** (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h.

**L'EMPIRE DES SENS** (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h.

**FRITZ THE CAT** (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.

**HAROLD ET MAUDE** (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

**LES HEROINES DU MAL** (It., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 20 h.

**LENNY** (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

**MAHLER** (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99), 16 h.










MERCREDI






# RADIO-TÉLÉVISION

## Mardi 21 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h TF 4.
18 h 20 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Spécial parents : Des clubs pour la santé à l'école.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Le grand débat.
M. J.-P. Chevènement, membre du secrétariat du P.S. Avec M. Barnier (R.P.R., Savoie), G. Bapt (P.S., Haute-Garonne), G. Longuet (U.D.F., Meuse), P. Zarka (P.C., Seine-Saint-Denis).



21 h 30 Mon général : 1) La France à coups d'épée.
*Pour le dixième anniversaire de la mort du général de Gaulle, un portrait complété par les témoignages de ceux qui furent ses amis.*
22 h 25 L'Oiseau de feu.
De I. Stravinski, chorégraphie de M. Béjart.
23 h Journal.

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.



20 h 40 Les dossiers de l'écran : « A cause d'un assassinat ».
Film américain d'A. J. Pakula (1974), avec W. Beatty, P. Prentiss, W. Daniels, W. McGinn, H. Cronyn, K. Thordsen.
*A la suite de l'assassinat d'un sénateur par un tireur isolé, une commission officielle conclut à un non-lieu. Mais un journaliste, amené à conduire sa propre enquête, découvre l'existence d'une organisation secrète. Inspiré par les retombées de l'assassinat du président Kennedy, le sujet politique se perd dans une intrigue et une mise en scène de film noir. Il y a là-dedans pas mal d'ambiguïté, mais c'est intéressant.*
22 h Débat : Les assassinats politiques.
*Avec MM. C. Bakhtiar, ancien premier ministre du chah, A. Decaux, historien, membre de l'Académie française, H. Gevaudan, directeur adjoint de la police judiciaire, R. Paynes, journaliste anglais, R. Remond, historien, J. Leauté, directeur de l'Institut de criminologie, et P. Ragueneau, directeur du Centre d'études d'opinion.*
23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Centre d'information civique.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle grands westerns) : « La première balle tue ».
Film américain de R. Rouse (1956), avec G. Ford, J. Crain, B. Crawford, R. Tamblyn, A. Joslyn, L. Erickson, J. Denner. (N., rediffusion)
*Un ancien tireur d'élite, devenu un paisible boutiquier, est contraint de reprendre les armes contre des bandits troublant l'ordre d'une petite ville de l'Ouest.*
*Un petit western en noir et blanc dont le scénario comporte pas mal de faiblesses, mais qui retient l'attention par la volonté de rigueur, de dépouillement, de la réalisation.*
21 h 55 Journal.



### FRANCE - CULTURE

18 h. 30, Le Comte de Monte-Cristo, d'après A. Dumas.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Sciences : *Gérer la planète.*
20 h., Dialogue franco-islandais : « La nouvelle Islande », avec E. Snorasson et M. Deutsch.
21 h., Science et conscience : Colloque international de Cordoue : Physique et philosophie. *Le polythéisme des valeurs.*
22 h. 30, Nuits magnétiques : Devine qui vient dîner... chez G. Macé.

### FRANCE - MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine *de D. Lemery* ; Portrait par petites touches : Alain Motard, piano, interprète Fr. Poulenc ; 20 h., Premières loges (Verdi, R. Strauss, Wolf, Wagner).
20 h. 30, Concert : « Eclipse », création *mondiale (A. Gaussin)* ; « Hymnody » (Gerhard) ; « Iambe » (Decoust) ; « Double *concerto pour clavecin et piano* » (Carter), par l'Ensemble Intercontemporain, dir. : D. Russel-Davies, avec Fr.-J. Thiollier, clavecin et A. Planes, piano.
23 h., Ouvert la nuit : La vie musicale en Scandinavie (Agrell, Buxtehude, Cesti, Reger, Glück, Kierulf, Moore, Grieg, Sallnen, Kuula, Palmgreen).

## Mercredi 22 octobre

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Les contes à trembler debout ; 14 h. 5, Spécial six-dix ans ; 14 h. 20, Dessin animé (et à 15 h. 40 et 16 h. 40) ; 15 h. 10, Spécial dix-quinze ans ; 15 h. 10, La petite science : *Les satellites* ; 17 h., Feuilleton : *les Fantômes du château* ; 17 h. 25, Studio 3.
18 h 5 Auto-mag.
18 h 25 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les trucs de la vente par correspondance.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Les chevaux du soleil.
La Prise d'Alger, réalisation P. Villiers, avec M. Barrier, D. Manuel, S. Rougerie.
21 h 30 Magazine : La rage de lire.
de G. Suffert. « L'Algérie : naissance d'une guerre ». Avec J. Roy (« les Chevaux du soleil »), F. Abbas (« Autopsie d'une guerre. L'aurore »), C.-R. Ageron (« Histoire de l'Algérie contemporaine »), J.-P. Millecam (« Une légion d'anges »), H. Mas (« Couscous ou le grain de folie des pieds verts »).
22 h 40 Les bruits du monde : Rêves d'Amérique.
*Sous réserve de la diffusion d'un match de football de la Coupe d'Europe.*
23 h 35 Journal.

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h Série : Bonanza.
La Revanche.
16 h 10 Récré A 2.
Le fantôme de l'espace ; Discorebus ; les paladins de France ; Sports ; le mot à double détente ; Zeltron ; Maraboud'ficelle ; Candy...
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Les chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collaroshow.
21 h 40 Magazine : Zigzag.
de Teri Wehn-Damisch ; photo-graphe : August Sander et Diane Arbus.
*Photographe de la montée du nazisme, August Sander a subi par son souci de vérité, ses portraits sans complaisance, les persécutions du nazisme. Les portraits de Diane Arbus révèlent une Amérique intime, elle aussi dérangeante.*
22 h 10 Hommage à Samson François.
23 h 30 Journal.

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc ; Fred Basset.
18 h 55 Tribune libre.
Fondation des études de défense.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « le Grand Blond avec une chaussure noire ».
Film français d'Y. Robert (1972), avec P. Richard, B. Blier, J. Rochefort, M. Darc, J. Carmet, C. Castel, P. Le Person
*Un violoniste distrait est pris pour un espion et lancé dans une aventure insensée à cause des magouilles du patron des services secrets français qui veut se débarrasser de son adjoint faux-jeton.*
*Un vaudeville, toujours drôle et jamais vulgaire, parodiant avec esprit les films d'espionnage. Les acteurs sont irrésistibles.*
21 h 55 Journal.

### FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : La circulation des grains (les greniers de Rome) ; à 8 h. 32, Les moines agronomes : les frères convers.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques :
10 h. 45, *Le livre ouverture sur la vie* : « le Roi Billy », d'E. Nesbit ; « Chère Mathilde », « Mathilde s'en va-t-en guerre », de C. Brand.
11 h. 2, Musiques de Noël à Nancy.
12 h. 5, Nous tous chacun.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Magazine des jeunesses musicales de France.
14 h., Sons : Balles et ballons.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Langues de la terre », de S. Koster.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs : L'importance des « classiques » dans l'enseignement.
15 h. 2, Points d'interrogation : Les grandes civilisations, l'Europe.
16 h. 20, Actualité : Les robots en milieux hostiles.
16 h. 50, Départementale : En direct de Nantes *(les vendanges)*.
17 h. 32, Libre parcours jazz : D. Burrell, pianiste américain.
18 h. 30, Le Comte de Monte-Cristo, d'après A. Dumas.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, La science en marche : Promenade au *jardin des sciences.*
20 h., Emission médicale : Hypertension et sel ; Cholestérol et hérédité ; Le pancréas et le sucre (en liaison avec TF 1).
21 h., Science et conscience : Colloque international de Cordoue : Orphée, l'ordinateur et la vision de Brahma.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Le jardin du Luxembourg.

### FRANCE - MUSIQUE

6 h. 2, Quotidien Musique (R. Strauss, Boccherini, Honegger, Ravel) ; L'intégrale de la semaine (Mozart) ; 7 h. 40, Actualité du disque ; 8 h. 30, Informations.
9 h. 2, *Le Matin des Musiciens* : Brahms à Vienne, autour du « Concerto pour violon et *orchestre en ré majeur* », avec l'Orchestre national de la Radiodiffusion française, dir. : O. Klemperer, et D. Oïstrakh, violon.
12 h., Musique de table : Musique légère (Dohnanyi, Glinka) ; 12 h. 35, Jazz classique *(J. Teagarden)* ; 13 h., Les musiciens ont la parole.
14 h., Microcosmos : Nouveaux répertoires ; 14 h. 30, Kaléidoscope ; 15 h. (et 16 h. 30), Jeu des énigmes ; 15 h. 10 (et 17 h. 50), Le compagnon de l'après-midi ; 15 h. 30, Mosaïque ; 16 h., Galerie de Portraits ; 16 h. 40, *Kaléidoscope* ; *17 h. 10, Haute Infidélité* ; 17 h. 40, Feuilleton.
18 h. 2, Six-Huit, Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Equivalences (Grieg, Mendelssohn, Dvorak).
20 h. 30, Concert (Festival de Divonne) : Récital de chant Cathy Berberian, soprano, dans des *œuvres de Monteverdi*, Frescobaldi, Debussy, Ravel, Offenbach, de Falla, Weill, Stravinski, Berio, Berberian, Bussotti, Cartney-Lennon, Cage.
22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Les mémoires de la musique (Rossini, Beethoven, Mozart, Brahms, Verdi).

## D'une chaîne à l'autre

### M. LECAT SOUHAITE UN « CODE MORAL » POUR LA VIOLENCE

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, annonce, dans une interview à l'A.F.P., que 350 millions de francs supplémentaires seront consacrés à la création télévisée en 1981, soit un accroissement de 20 % rendu possible par une plus grande rigueur dans la gestion des sociétés de programme. Le système de répartition de la redevance a été modifié « *afin de neutraliser l'effet des sondages d'audience et de donner plus d'importance à la commission de la qualité* ».

M. Lecat s'est dit « *préoccupé* » par le problème de la violence à la télévision. Il a indiqué qu'un groupe de travail créé entre les trois chaînes avait été chargé d'élaborer « *l'équivalent d'un code moral en la matière* ». Il a ajouté : « *En règle générale, je pense qu'il faut abolir la violence gratuite. Il est nécessaire de faire une meilleure information préventive, aussi bien en ce qui concerne l'actualité que la fiction. Il faut, d'autre part, être prudent à l'égard de toutes les scènes dans lesquelles la violence montrée à l'écran entraîne un risque d'identification. Dans cet esprit, j'envisage de demander que les prises d'otages et certains faits divers soient traités avec un soin particulier. J'estime, enfin, qu'il faut tenir compte des heures d'écoute des enfants afin d'éliminer systématiquement la brutalité à ces moments-là.* »

Le ministre a souligné que cette « *politique de contrôle* » n'était possible que « *dans le cadre d'une télévision de service public tenant compte de l'intérêt général* ».

M. Lecat a conclu : « *Avec l'arrivée des techniques nouvelles, on jugera la capacité intellectuelle et culturelle d'un pays à sa présence sur le marché des programmes audiovisuels. Grâce au dynamisme de notre système de télévision, à celui retrouvé de notre cinéma, nous pouvons être un pôle de résistance à l'uniformisaton de la culture audiovisuelle par l'usage des nouveaux médias, et aussi un point de rassemblement autour duquel s'organiserait une certaine résistance européenne.* »

● *Une nouvelle radio libre*, « Radio Dufour en lutte », a émis *pour la première fois le lundi* 20 octobre dans la soirée. Créée par la C.F.D.T. pour « *populariser la lutte des travailleurs des usines Dufour* » (occupées depuis juillet dernier), parler de la vie quotidienne des travailleurs immigrés et de l'action de la C.F.D.T., elle émettra chaque jour vers 19 h., sur 90 MHz en modulation de fréquence.

● *Un protocole d'accord* sur la conduite de programmes de recherche *communs au Canada* et en France dans le domaine de l'audio-visuel *vient d'être signé* à Paris entre M. Pierre Juneau, sous-ministre des communications du Canada, et M. Gabriel de Broglie, président de l'Institut national de l'audio-visuel (INA). Les premières recherches porteront sur les méthodes d'évaluation des auditoires de radio-télévision, l'évolution de la production et de la programmation de la télévision, le développement de l'innovation en matière audio-visuelle et l'étude des nouveaux systèmes de traitement visuel des messages.

### TRIBUNES ET DÉBATS

*MARDI 21 OCTOBRE*

— *M. Michel Jobert*, président *du Mouvement des démocrates*, est l'invité de l'émission « R.T.L. *le Monde et vous* », *sur R.T.L.* à 18 h. 15.

— *M. Jean-Pierre Chevènement*, membre du secrétariat national du P.S., participe au « grand débat » sur TF 1, à 20 h. 30

— *Le professeur Michel Boiron* répond aux auditeurs sur le thème : la prévention et le dépistage du cancer, pendant l'émission de France-Inter « Le téléphone sonne », à 19 h. 20.

MERCREDI 22 OCTOBRE

— *M. René Monory*, ministre de l'économie, est reçu à l'émission « Concret », sur R.M.C., à 19 heures.

— *M. Jacques Chirac*, président du R.P.R., maire de Paris, est l'invité de l'émission « Face au public », sur *France-Inter*, à 19 h. 20.

# ANCIENS COMBATTANTS

## Les anciens prisonniers de guerre sont attentifs aux problèmes actuels

*Le congrès du trente-cinquième* anniversaire de la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre - combattants Algérie, Tunisie, Maroc, réuni au Palais des congrès à Paris, du 16 au 19 octobre, a été marqué par une grande solennité.

Par la voix de ses dirigeants, la plus importante des associations de combattants (près de cinq cent quarante mille adhérents, dont cent quarante mille *anciens d'Afrique du Nord*) ne s'est pas contentée d'exposer ses *revendications spécifiques* : carte du combattant, application du rapport constant, célébration du 8 mai. Elle a invité ses membres à réfléchir et à s'engager sur les grands problèmes de l'heure : renaissance du nazisme, menaces sur la paix mondiale à partir des conflits armés « locaux », faim dans le monde, déséquilibre économique croissant entre les plus riches et les plus pauvres de la planète, etc.

« *Est-ce que nous ne sommes pas parmi les profiteurs d'une conception raciste du monde ?* », s'est demandé le président Georges Lepeltier dans son discours de clôture, prononcé devant de nombreuses délégations étrangères. Dénonçant l'arbitraire que constitue la fixation du prix des matières premières fournies par les pays *en voie de développement*, par les Occidentaux eux-mêmes, ainsi que *le gaspillage de* ces matières premières au profit exclusif d'un tiers de l'humanité, M. Lepeltier a dit : « *On ne peut imaginer que cela dure indéfiniment.* »

*Le président* de la F.N.C.P.G., qui avait évoqué au préalable l'odieux attentat de la rue Copernic, estime qu'il faut « *s'attaquer à la racine du problème* » et que les seules « *incantations n'ont jamais sauvegardé la paix* ».

Les porte-parole de la Fédération internationale des résistants, de la Fédération mondiale des anciens combattants, ainsi que M. René Peyre, président de l'UFAC, ont prolongé ces réflexions en plaidant notamment pour un désarmement général contrôlé et simultané.

*La* déclaration finale du congrès de la F.N.C.P.G.-C.A.T.M. indique notamment :

« *Inquiète des menées de fanatiques dont la détermination a été trop longtemps et imprudemment sous-estimée, et qui, défiant la loi républicaine, prônent le sectarisme, la xénophobie et finalement le retour à un nazisme dont les crimes sont niés avec impudence et les chefs glorifiés, elle* (la F.N.C.P.G.-C.A.T.M.) *adjure les pouvoirs publics responsables d'engager sans autre délai l'action résolue et vigoureuse attendue du pays tout entier pour qu'en France l'homme soit respecté en tout homme et donc que l'immigré ne soit plus méprisé ou molesté et que puissent, comme nous tous, vivre en paix nos compatriotes de la communauté juive.* (...)

» *Consciente encore des nécessités qu'impose dans un monde solidaire la sauvegarde de la paix, la Fédération dénonce l'insoutenable et périlleuse situation de pays développés incapables ou insoucieux de mettre fin au dérèglement de la gestion de leurs richesses, tandis que tant de pays démunis sont accablés par la pénurie de ressources, les affres de la faim et l'oppression de potentats parfois stipendiés de l'étranger.*

» *Elle réaffirme, dans le même souci de la paix internationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et dénie donc à quelque puissance que ce soit le droit de priver un peuple, notamment par l'intervention armée, de la faculté de fixer lui-même et librement son destin...* »

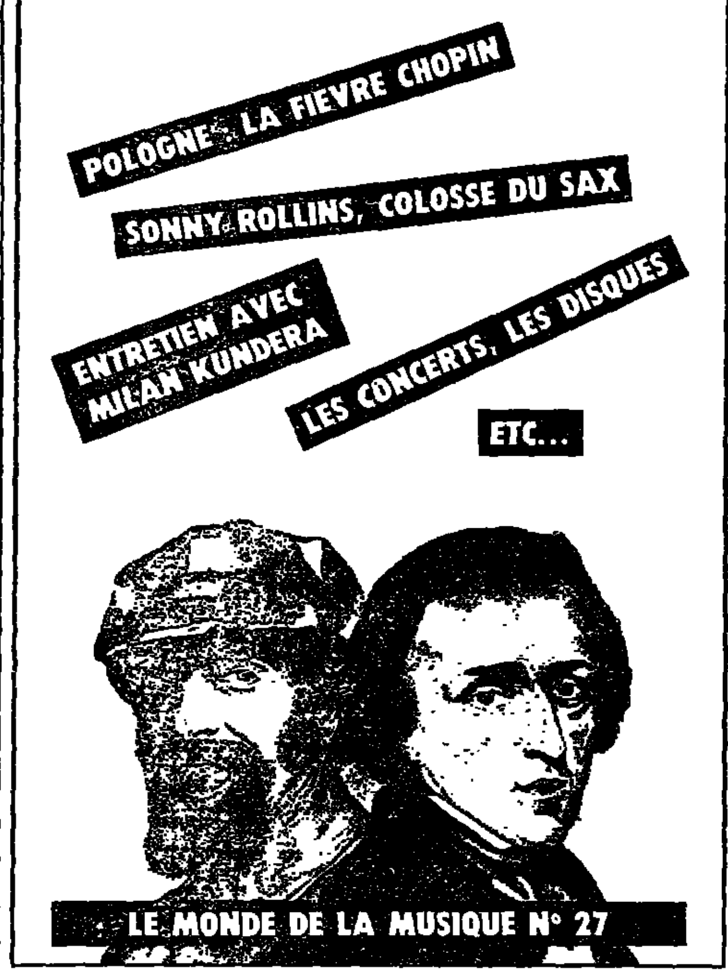
On notait, à ce congrès, l'absence de M. Maurice Plantier, que les dirigeants de la F.N.C.P.G. avaient invité le vendredi, avant-dernier jour des travaux. *Mais le* secrétaire d'Etat, pourtant attentif à ce genre de manifestation, s'est finalement abstenu. Souhaitait-il participer à la séance de clôture et prendre la parole en *dernier ? Les anciens P.G.* ne l'entendaient pas de cette oreille...

*Enfin, la F.N.C.P.G.-C.A.T.M.* a décidé de participer à la manifestation organisée le 25 octobre par l'Union française des associations *de* combattants pour protester contre le refus du gouvernement *d'appliquer* les *conclusions* de la majorité de la commission tripartite sur le rapport constant et les insuffisances de crédits du budget des anciens combattants 1981

CLAUDE DURIEUX.

# INSTITUT

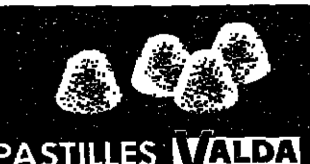
● L'Académie des sciences *morales et politiques* a entendu lundi 20 octobre une communication de *M. Jacques Bassot*, fondateur et vice-président du *comité Hyacinthe-Dubreuil, sur la* méthode des équipes autonomes d'entreprise. A l'aide d'exemples vécus, l'orateur a montré comment *l'équipe, communauté* de base, engendre une prise de *conscience de la solidarité fondamentale* des hommes, chaque *travailleur*, devenu *citoyen* à part entière dans son entreprise, *ne se réalisent pleinement* que dans la mesure de son union avec les autres.











# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 57,00 | 67,03 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 14,00 | 16,46 |
| IMMOBILIER | 39,00 | 45,86 |
| AUTOMOBILES | 39,00 | 45,86 |
| AGENDA | 39,00 | 45,86 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 105,00 | 123,48 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le m/m col. | T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 33,00 | 38,80 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 8,00 | 9,40 |
| IMMOBILIER | 25,00 | 29,40 |
| AUTOMOBILES | 25,00 | 29,40 |
| AGENDA | 25,00 | 29,40 |





## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

# Ingénieur Arts et Métiers
## CHEF DE SERVICE
### COTE D'IVOIRE

*Une des premières sociétés industrielles Ivoiriennes, filiale d'un groupe international, poursuit un plan de modernisation technique lié au développement de ses activités. Ce plan amène la Direction Générale, soucieuse de la qualité des hommes, à se doter d'un Service Formation qui lui soit directement rattaché. Le titulaire du poste aura à créer et à animer ce service. En étroite collaboration avec la Direction de Production, il participera à la conception et à la mise en œuvre du plan de formation et de la gestion prévisionnelle du personnel technique (maintenance, fabrication, méthodes, ...). Il conduira personnellement certaines actions de Formation (cadres, maîtrise, ouvriers). Ce poste, basé dans la seconde ville du pays, conviendrait à un jeune Ingénieur des Arts et Métiers ou équivalent, âgé de plus de 25 ans, ayant au moins 2 années d'expérience professionnelle, de préférence dans la Formation, vécue si possible à l'expatriation. Le candidat retenu bénéficiera d'une formation aux techniques qu'il aura à mettre en œuvre. Sa qualité d'Ingénieur, et l'expérience de l'entreprise et des hommes qu'il aura acquise dans ce poste, lui permettront d'envisager une carrière aussi bien vers des fonctions techniques de haut niveau, que vers des fonctions de management au sein de l'entreprise, ou du groupe. Les conditions d'expatriation sont attrayantes et conviennent à ce que souhaite un cadre expatrié (logement de fonction, prise en charge médicale, congés de 10 mois/2 mois, transfert d'épargne, conditions de vie agréables, possibilité de scolarisation...).*

*Ecrivez aux Conseils du Département Recrutement d'Eurequip sous référence 80.81-M chargés de l'étude des candidatures.*



**EUREQUIP**
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
*B.P. 30 - 92420 Vaucresson.*

PARIS LONDRES HOUSTON LAUSANNE

membre de syntec

---

**JOUFFRIEAU INTERNATIONAL TROYES**
Entreprise générale et constructions métalliques
Société dynamique en pleine expansion
leader dans sa branche
cherche

## son DIRECTEUR de filiale en ARABIE SAOUDITE
(Réf. 090)

## son DIRECTEUR TECHNIQUE pour sa filiale du NIGERIA
(Réf.092)

- Les candidats ont :
  - une formation ingénieur,
  - une expérience confirmée de l'exportation,
  - la maîtrise de l'anglais.
- Après un stage de formation au siège pour se familiariser avec notre équipe et nos méthodes de travail, ils prendront leurs fonctions à l'étranger pour une période de 3 ou 4 ans. Ils y seront nos représentants permanents, chargés de coordonner l'ensemble de nos activités dans les pays concernés.
- A l'issue de cette période, nous sommes en mesure d'offrir, dans le cadre de nos nombreuses activités, des postes de responsables au siège.

Nous vous prions d'adresser votre CV avec prétentions, lettre manuscrite et photo sous référence du poste à

**degré Conseil** 11, rue La Boétie 75008 PARIS

CSNCR

---

## emplois régionaux

# 150.000 et +
# Secrétaire Général

**IMPORTANT ORGANISME DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE,** recherche

**UN SECRETAIRE GENERAL,** collaborateur immédiat du Directeur Régional de Nantes.

Il sera chargé de superviser et de coordonner la gestion de l'ensemble des Services Régionaux (90 personnes)

De formation supérieure, le candidat agé de plus de 30 ans, aura une réelle expérience professionnelle - 5 ans et plus - Organisation, Gestion et Encadrement.

Une pratique de ces fonctions dans un secteur administratif fortement informatisée (assurance banque etc...) serait appréciée.

Mobilité nécessaire pour évolution de carrière.

Envoyer C.V., photo à no 75855 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---



## emplois régionaux



**MHS** MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

**Filiale du groupe MATRA,** première société française à concevoir et fabriquer des circuits intégrés, mémoires, microprocesseurs, télécom. en technologie CMOS et BIPOLAIRE.

**RECHERCHE** des candidats de valeur, ayant le désir de progresser à l'intérieur d'une société dynamique aux objectifs ambitieux pour postes :

### Ingénieurs d'application
**Electroniciens de formation**
Possédant 4 à 5 ans d'expérience sur l'utilisation des circuits microprocesseurs, mémoires, télécom., ils auront pour mission de créer le laboratoire d'application destiné à assurer le soutien technique de nos clients.
Anglais indispensable.
Ils seront basés à **NANTES.**

**Réf. : IA**

### Ingénieurs product marketing
**Electroniciens de formation**
Ils auront pour mission :
- l'élaboration et le suivi des contrats techniques avec nos clients.
- la promotion de nos produits.

Ils posséderont :
- 1 pratique d'utilisation de produits microprocesseurs, mémoires et télécom.
- le sens des relations humaines pour contacts clientèle.
- 3 ou 4 années d'expérience professionnelle.

Anglais indispensable.
Basés à **NANTES,** ils seront amenés à se déplacer fréquemment en France puis en Europe.

**Réf. : IPM**

### Ingénieurs commerciaux
**Electroniciens de formation**
Ils seront chargés de promouvoir et vendre dans un esprit de conseil, des circuits intégrés LSI de technologie CMOS et BIPOLAIRE.
Agés de 26 ans minimum, ils devront justifier d'une première expérience qui leur aura permis, en tant qu'utilisateurs, de bien connaître techniquement ces produits.
Anglais indispensable.
Ils seront basés au **CHESNAY** et amenés à effectuer des déplacements fréquents.

**Réf. : IC**

### Responsable service clientèle
Responsable des entrées commandes, mise à jour fichier clients, suivi des retours et avoirs, suivi des distributeurs, il sera l'interface entre l'usine et nos clients.
Il sera basé au **CHESNAY.**

**Réf. : RSC**

### Secrétaires commerciales
Bilingue anglais, dynamiques et de bonne présentation. Elles possèderont une expérience des services commerciaux et le sens des relations clients.
Elles seront basées au **CHESNAY.**

**Réf. : SC**

Merci de nous adresser votre candidature en précisant la réf. du poste à MATRA HARRIS, Service Recrutement B.P. 942 - 44075 NANTES CEDEX, discrétion garantie.

CAPFOR

---

**Johnson**

Société Internationale
Leader sur ses marchés
produits de grande consommation
recherche

## LE FUTUR DIRECTEUR FINANCIER
de sa filiale en Côte-d'Ivoire.

Diplômé d'études supérieures, ayant 2 à 4 ans d'expérience dans le département financier d'une société de préférence anglo-saxonne.

Le candidat retenu s'intégrera dans une équipe de direction dynamique.

La préférence sera donnée aux candidats de nationalité ivoirienne.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à
M. O. de PREMARÉ,
directeur du personnel,
LA JOHNSON FRANÇAISE - B.P. 606,
94004 CERGY-PONTOISE Cedex.

---

Société recherche pour l'étranger

**INGÉNIEURS**
SUPERVISEURS DE TRAVAUX
Station de pompage
INGÉNIEURS CHANTIER
TUYAUTERIE-PÉTROLE
Bilingue Anglais
INGÉNIEUR M.G.
Grandes Ecoles. Conception B.E. et fabrication. Ecr. SOPRAS, 100, bd Voltaire, Paris-11e ou téléphoner 355-38-69.

---

**LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES**
recherche pour son
Centre de KOUROU
(Guyane Française)

## UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

- Possédant solide formation en électronique ou informatique (application temps réel et traitements scientifiques en centre de calcul) et ayant au moins 5 années d'expérience de centre d'essais ou de lancement de fusées.
- Notions d'optique photogrammétrique et bonne connaissance des radars utilisés en trajectographie appréciées.

Adjoint au Chef du Département Mesures Externes (100 personnes), il sera chargé du contrôle technique et de la supervision des moyens de localisation lors des opérations de lancement.

Adresser lettre et C.V. au Service du Personnel 129, rue de l'Université, 75007 PARIS.

---



**LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES TELECOMMUNICATIONS**
recrute pour

**SON CENTRE TECHNIQUE DE LANNION (Région Bretagne)**

## INGENIEUR THERMICIEN

Arts et Métiers - ECP - Mines ou équivalent - 2 à 4 ans d'expérience
Etudes thermiques relatives aux nouveaux systèmes de télécommunication.

Envoyer CV et prétentions à : CIT ALCATEL Service du Personnel - Route de Perros Guirec 22304 - LANNION

---

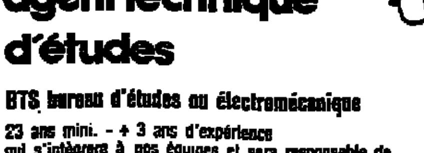


**CROUZET**
VALENCE





## agent technique d'études



**BTS bureau d'études ou électromécanique**

23 ans mini. - + 3 ans d'expérience
qui s'intègrera à nos équipes et sera responsable de l'étude et du développement de minirupteurs.

Pour informations complémentaires immédiates, appelez
INFORMATION CARRIERE SVP à MARSEILLE -
TEL. (91) 54.92.55. aux heures de bureau - réf. M 245.

**INFORMATION CARRIERE SVP**

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES MARSEILLE 13001 48, rue Grignan.

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

---

LE MONDE s'efforce d'éliminer de ses Annonces Classées tout texte comportant allégation ou indications fausses ou de nature à induire en erreur ses lecteurs. Si, malgré ce contrôle, une petite annonce abusive s'était glissée dans nos colonnes, nous prions instamment nos lecteurs de nous la signaler en nous écrivant :
**LE MONDE**
*Direction de la Publicité*
5, rue des Italiens
75009 PARIS

---

**EU-SELEC**
TRAVAIL TEMPORAIRE
Engineering pétrole américain recherche pour raffinerie
ALGERIE

**TECHNICIENS PETROCHIMIE**
Process operator, expérience compresseurs et cracking.

**AGENTS DE MAITRISE**
Instructeurs, expérience tableau de commandes, anglais courant, expérience exigée.

Adresser C.V. 18, av. Victoria, 75001 Paris, tél. 233-61-19.

---

**ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES**
**296-15-01**

---

# Mobil Oil Française
recherche
**pour ses RAFFINERIES de l'HERAULT et de SEINE-MARITIME**

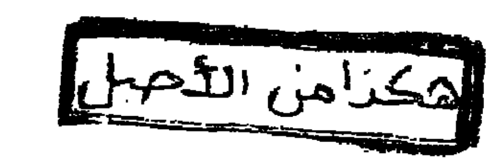
## ingénieurs de haut niveau
**(X, MINES, CENTRALE PARIS, ARTS & METIERS)**
**ENSPM** appréciée — anglais indispensable.

Débutants ou avec 2 ou 3 ans d'expérience.

Après une formation de départ, des responsabilités leur seront rapidement confiées dans les Services techniques, d'entretien ou de production. Leurs aptitudes leur permettront, ensuite, de progresser soit dans le raffinage, soit dans d'autres activités de la Société.

**OPPORTUNITES D'AFFECTATIONS TEMPORAIRES A L'ETRANGER.**

Prière d'adresser sous référence 75.697 : lettre manuscrite, C.V. et photo à MOBIL OIL FRANCAISE, Service Central Recrutement, Tour Septentrion, 92081 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.



هكذا من الأصل







# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Cadre financier de haut niveau

**REGION RHONE-ALPES**

La filiale française d'un important groupe international dont *le développement* régulier et les projets d'expansion l'amène à renforcer ses structures, recherche un Cadre Financier d'un excellent niveau.

Intégré à la Direction Financière d'une des usines près de Lyon et sous la responsabilité directe du Directeur Général, il se formera aux techniques opérationnelles d'un groupe dynamique, utilisant des *moyens de gestion* sophistiqués. Rapidement opérationnel, il assumera le contrôle et l'analyse des résultats d'exploitation des différents centres de profit, proposera et *mettra en place des mesures correctives* qui s'imposent et jouera un rôle important de Conseil auprès de la Direction Générale.

De formation supérieure + DECS (*ou équivalent*), il *aura* une expérience de contrôle de gestion d'environ 5 ans au sein d'un cabinet international d'audit, éventuellement complétée par une expérience industrielle. Le développement de la société et du groupe, les perspectives sérieuses d'évolution et la rémunération attractive, appellent des candidats à fort potentiel alliant rigueur, imagination et souplesse. Autres points clés du profil : excellente maîtrise de l'anglais et une certaine mobilité.

*Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence M 152 à Rudolph Von Raesfeldt, TEG, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris Cedex 15. Discrétion assurée.*

The Executive Group
management consultants

---

180.000 +

*Un ensemble industriel de plus de* 2.000 personnes, leader européen de son marché, recherche pour son établissement de Lyon

## DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

*Nous souhaitons un ingénieur généraliste* (Centrale, AM, ou équivalent par le savoir faire), ayant complété ses études par une formation de gestion et de 35 ans minimum.

Il aura la responsabilité globale d'une production de grandes séries très *automatisée et de sa gestion* (1.000 personnes). Dépendant du Directeur de l'usine, il devra s'imposer par sa forte personnalité et posséder une réelle expérience de la direction *des hommes*. Evolution ultérieure prévue. Anglais nécessaire.

Ecrire Cabinet GATIER, réf. 340, 32 rue Barrême 69006 LYON.

*média-system*

**Cabinet Gatier**

---



## Directeur Commercial

180 000 F

**FOS-SUR-MER**

*Nous sommes une société de services et prestations multiples à l'industrie lourde,* filiale d'un très grand groupe français Notre division Midi-Méditerranée dont le chiffre d'affaires est de 30 millions de francs a un potentiel de croissance très important.

Nous souhaitons renforcer l'équipe de Direction en créant un poste de Directeur Commercial Sa mission comportera ·
- étude des marchés
- plan de prospection
- action promotionnelle
- coordination de l'action commerciale des 4 responsables de marché

Pour réussir à cette fonction, il faut une formation supérieure technique ou commerciale complétée par une solide expérience de la commercialisation de services à l'industrie.

**Une pratique de la sidérurgie serait appréciée (50 % des activités de la division).**

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf 009305 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département **Industrie**.
*Le secret absolu des candidatures est garanti par :*

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
*MEMBRE DE SYNTEC*

---

**Groupe agro-alimentaire - Val de Loire**
**500 personnes - CA 1980 : 600 Millions de Francs**
**recherche**

## Contrôleur de Gestion

Référence 109

*Il aura pour mission,* sous l'autorité directe du Directeur Général et tout en dirigeant le service existant, de concevoir et de mettre en place un système plus élaboré de contrôle de gestion.

Ce poste conviendrait à un cadre de très bon niveau, 35 ans minimum, disposant d'une formation supérieure (HEC, ESC, gestion ou ingénieur). Un diplôme d'expert comptable sera particulièrement apprécié.

Il aura acquis son expérience dans un poste de mêmes responsabilités en entreprise *et possédera une bonne maîtrise des techniques informatiques et comptables.*

Ce poste est susceptible d'évolution dans l'entreprise.

## Chef de Personnel

Référence 110

En liaison étroite avec le Directeur Général il sera chargé de l'administration et de la gestion du personnel en participant régulièrement aux rencontres avec les représentants des salariés. Il développera les instruments de gestion de sa fonction. En outre il sera responsable de la Formation et de la Sécurité.

Ce poste conviendrait à un juriste de bon niveau, 35 ans minimum, spécialiste du Droit du Travail, ayant acquis son expérience dans un poste similaire en entreprise. *Le sens des négociations et le goût des contacts humains sont indispensables.*

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) en précisant la référence à **C.K. 22, rue de l'Assomption 75016 Paris**

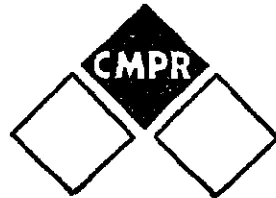


*Chantal Kenvyn*

*Levi Tournay Pub.*

---

## DIRECTEUR VENTES 120.000 +




Société du second œuvre pour le bâtiment, leader sur son marché, 750 personnes, 145 millions de C.A., située en Charente, recherche son Directeur des Ventes.

- Il aura 35 ans environ, une formation supérieure, une expérience confirmée d'au moins 3 ans dans une activité opérationnelle comparable de l'animation des réseaux et de la gestion des ventes.

Adresser curriculum vitae détaillé et photo à : C.M.P.R., B.P. 4, 16270 ROUMAZIÈRES-LOUBERT.

---

## directeur commercial




Leader français du chemisier de marque, nous sommes en train de réussir notre diversification vers *le P.A.P. Féminin*, avec nos collections de jupes, robes, pulls et coordonnables.

Cette deuxième étape nécessite un renforcement de nos structures, c'est la raison pour laquelle nous recherchons un nouveau collaborateur, rattaché directement à notre Directeur Général, capable de participer à la définition de notre politique commerciale et de mettre en œuvre les moyens permet*tant de réaliser nos objectifs.*

Notre Directeur Commercial sera un homme de produit et surtout un homme de terrain : animation et contrôle d'une équipe de vente de 10 représentants exclusifs en France et de 10 agents à l'exportation.

Nous sommes prêts à confier ce poste à un homme ayant fait ses preuves *dans l'industrie de l'habillement.*

Notre siège social et nos usines sont situés dans la périphérie de **LYON**, aussi lui demandons-nous de venir s'installer près de nous.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 54280 M à notre Conseil - 61, Boulevard Haussmann *75008 PARIS - Téléphone : 742.58.20.*



Chantal Baudron. s.a.

*MEMBRE DE SYNTEC*

---

## MATRA

développe son Centre du VAUDREUIL (25 km de Rouen) et crée plusieurs postes

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

**ENSI — ISEP — ISEN — INSA**

Les postes à pourvoir sont orientés sur :
- *L'Etude d'équipements électroniques complexes.* Réf. A.
- La formation technique du personnel détaché par les clients. Réf. B.
- *La responsabilité de plateforme d'essais et de réalisation avec un encadrement d'équipes techniques.* Réf. C.

Ces postes peuvent donner lieu à des opportunités *d'emploi d'assistance technique à l'Etranger.*

La connaissance de l'anglais parlé est indispensable *compte tenu des contacts permanents avec les* clients étrangers.

*Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi* sous N° NK 724

**MATRA** Forêt de Bord 27100 — LE VAUDREUIL

---

**SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE FABRICATION DE BIENS D'ÉQUIPEMENT**

cherche son

## CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge le contrôle de gestion de son unité de

**STRASBOURG**

Sous l'autorité du contrôleur Europe en relation avec la direction de l'usine et les chefs de département, il centralise les budgets, définit les tableaux de bord et propose les actions à entreprendre.

De formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., ...), maîtrisant la langue anglaise, c'est un homme de résultats et de communication.

Une expérience analogue dans une entreprise industrielle sera appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
RÉGIE-PRESSE
sous le n° T 022.937 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

P.M.I. dynamique - 200 personnes - Région montagneuse de l'Est
Fabriquant des pulls et des vêtements de sport :

**Cherche, pour prendre à terme**
***la relève de son directeur de fabrication,* un jeune**

## INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant quelques années de vie *industrielle dans la production.*

Plus que les compétences techniques, nous cherchons surtout un leader à fort potentiel qui soit motivé par l'animation des hommes et l'organisation de la production.

La formation à nos méthodes de gestion sera assurée.

Envoyer C.V. et photo. Ecrire s/n° 7234 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---




Société chargée de l'exploitation et de la maintenance du réseau national de transmissions de données par paquets,
recrute pour sa direction technique à RENNES




- 2 ingénieurs ayant participé à la réalisation de systèmes temps réel, avec, si possible, des connaissances sur MITRA 125.
  - l'un sera chargé de mener *des campagnes de mesures sur le réseau,* et d'en déduire les optimisations à réaliser réf. 101
  - *l'autre participera* au développement et à la maintenance des logiciels sur les commutateurs du réseau (notions de programmation structurée souhaitée). réf. 102
- 2 ingénieurs ayant travaillé en assembleur sur processeur spécialisé :
  - l'un participera à des études et des réalisations ayant pour but d'améliorer la maintenabilité des *commutateurs du réseau,* réf. 103
  - *l'autre participera* au développement et à la maintenance des logiciels sur les commutateurs du réseau. réf. 104
- 1 ingénieur ayant de bonnes connaissances sur les matériels informatiques et de transmission de données pour assurer la gestion technique, la maîtrise et l'évolution des matériels du réseau (2 à 3 ans d'expérience souhaités). réf. 105
- 1 ingénieur ayant des connaissances en téléinformatique avec, si possible, une expérience d'une ou *deux années au moins sur deux des* sujets suivants :
  - *commutation* par paquets,
  - langage évolué de type Pascal,
  - système de production de logiciel,
  - interface homme-*machine* réf. 106

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
TRANSPAC - Direction Administrative et Financière
103, avenue de Crimée - B.P. 2209 - 35022 RENNES CEDEX

---

## GROUPE IMPORTANT

se consacrant à l'élaboration d'ARTICLES PARA-TEXTILES en GRANDE SERIE pour l'Industrie, en particulier l'INDUSTRIE AUTOMOBILE

recherche

pour l'une de ses USINES (200 personnes) située dans le département de l'AISNE

## UN CHEF D'ENTRETIEN GÉNÉRAL

Le poste convient à un
INGENIEUR MECANICIEN ou EQUIVALENT
Minimum 35 ans

Ayant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire comprenant *l'animation d'une équipe* de maintenance, l'élaboration et le soin des travaux neufs.

Adresser C.V., *photo,* prétentions sous n° 7.121 à FRANCACIP, 17, rue de la Banque, 75002 Paris, q. tr.

---

**Société de Promotion Immobilière**
**Montpellier**
recherche

## ● Responsable de programmes

Cette société en expansion continue depuis 5 ans réalise, *actuellement, 600 logem. par an en Languedoc-Roussillon.* Réellement respons. des programmes qui lui seront confiés, le candidat retenu sera chargé du montage et du suivi des options sur les plans technique, administratif, financier et commercial.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, ingénieur ou formation commerciale, il devra en outre justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans le secteur immobilier, et avoir fait la preuve de ses qualités d'animateur, les vendeurs de programmes étant sous sa responsabilité.

Adresser lettre candidature manuscrite + C.V et photo à *URBAT, 14, avenue Frédéric-Mistral, 34000 Montpellier.*

---

## *120.000 Frs +*

**Une des premières chaînes d'hypermarchés françaises recherche pour STRASBOURG et le NORD de la FRANCE,**

## *Contrôleurs de gestion*

**Profil souhaité:** 30 ans.
Formation économique supérieure:
*HEC, ESSEC, ESC,* etc + *DECS* ou équivalence.

1re expérience PME ou cabinet audit indispensable.

**Fonction de contrôleur de gestion:**
- fait partie de l'équipe de direction
- dispose d'un matériel informatique performant
- participe à l'élaboration de la politique commerciale
- détermine les budgets
- suit en permanence la réalisation des objectifs
- conseille l'encadrement commercial.

**Perspectives:**
***Ce poste débouche sur de réelles perspectives d'avenir à des postes opérationnels ou fonctionnels de haut niveau.***

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en indiquant région souhaitée, à:

**Téléformation**
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS




**l'informatique au service de la gestion**

recherche pour PARIS

## 2 ingénieurs commerciaux

**CONFIRMES**

**Leur mission :** elle consiste à commercialiser les activités informatiques de Sligos (25 % d'expansion par an) auprès des entreprises au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation stocks, comptabilité, paye, etc.) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel Sligos est leader).

**Leur profil :** leur formation est de type Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent. Ils sont ambitieux, *dynamiques et ils ont le goût des relations* humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle de quelques années en tant qu'*Ingénieur Commercial ou Ingénieur Technico Commercial* au sein d'une SSCI ou d'un constructeur de matériel informatique sera appréciée.

***Leur formation :** elle portera sur le plan technique* (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente).

Adr. votre let. de candidature, C.V., photo et prétentions à SLIGOS, A. BENATAR, Direction de région, 91, *rue* Jean-Jaurès, 92807 Puteaux

315 Millions de CA en 1979. Développement annuel moyen du Groupe de 26 % depuis 5 ans. 1 600 personnes et plus de 180 emplois créés en 1979. Principales implantations : Puteaux (Siège), Arras, Besançon, *Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Mar*seille, Nice, Roanne, Rouen, Tours, Valence, Belgique, Côte-d'Ivoire.

## Directeur d'un G.I.E.

Produits Grande Consommation

PARIS — 240 000 F +

Le Directeur d'un Groupement d'Intérêt Economique, réunissant au plan national des entreprises coopératives laitières importantes et dont la vocation est d'assurer la promotion et le développement de sa marque de produits frais, recherche son successeur.

Dépendant directement de l'Administrateur présidant le Directoire, il aura l'entière responsabilité de l'animation du Groupement et des activités relatives au développement de la marque et à son marketing.

- Participant à l'élaboration de la politique générale aux différents niveaux, à la définition des objectifs à court, moyen et long termes et des moyens s'y rapportant, il en assurera la mise *en application par les entreprises* adhérentes et dirigera, animera et coordonnera les différentes commissions permanentes de travail.
- Il assumera la gestion complète d'un important budget publicitaire ainsi que celui relatif au *fonctionnement dans le cadre d'une structure légère.*

L'initiation à la fonction se fera progressivement pendant quelques mois en liaison étroite avec le Directeur actuel. Ce poste sera confié de préférence à un diplômé d'études supérieures, 35 ans minimum ; *homme de contact et de relations humaines, il justifiera* de plusieurs années d'expérience consacrées au développement de marques de produits de grande consommation impliquant la connaissance des circuits de distribution moderne.

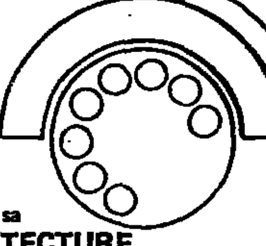
sélé CEGOS

Adresser dossier de candidature (avec lettre manuscrite et C.V. très détaillé) sous réf. 6139/M à Fr. ROUSSEAU qui garantit la plus totale discrétion. Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

## cnet



LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour sa

**DIVISION « ARCHITECTURE ET TRAFIC DANS LES RESEAUX »**

## INGENIEURS

**GRANDES ECOLES (X, ENST, CENTRALE, MINES,...)**

**ou UNIVERSITAIRES (DOCTEURS d'ETAT, 3ème CYCLE, DEA)**

pour développer des activités de recherche appliquée dans les domaines suivants :

- *planification des réseaux futurs de Télécommunication*, compétence souhaitée : recherche opérationnelle et/ou processus aléatoires, évaluation de systèmes informatiques.
- Réseaux d'ordinateurs, compétence : *logiciel, systèmes* informatiques.

Envoyer CV à Division Architecture et Trafic dans les Réseaux
CENTRE PARIS/A - CNET - 38/40 rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX.

Cabinet international d'AUDIT d'EXPERTISE-COMPTABLE et de CONSEIL recherche pour PARIS

## UN AUDITEUR CONFIRMÉ

E.C. ou mémorialiste.
Expérience cabinet obligatoire.

## DEUX EXPERTS-COMPTABLES STAGIAIRES

2 à 3 années d'expérience.

**L'un pour le département AUDIT.**
Le candidat devra avoir une expérience en cabinet d'audit.

**L'autre pour le département SURVEILLANCE.**
Le candidat aura à traiter des dossiers PME et PMI.

Envoyer lettre de candidature et C.V. à :
*Jeannine* EMERIAU - HELIOS,
7, rue de Chaillot - 75116 Paris.

HAVAS CONTACT

**PRODUITS HYGIENE & TOILETTE**
DISTRIBUÉS EXCLUSIVEMENT EN PHARMACIE

**TOUS PRODUITS LEADERS SUR LEUR MARCHE**

**CETTE FILIALE D'UN GRAND GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE RECHERCHE POUR SIEGE A PARIS**

## JEUNE CADRE MARKETING

**IL COMMENCERA PAR 6 MOIS DE TERRAIN AVANT D'ANIMER COMME CHEF DE GROUPE (dépendant de la D.G.) LA CELLULE MARKETING (4 C. P. pour 5 LIGNES DE PRODUITS)**

***si résultats probants***
**FUTUR DIRECTEUR DU MARKETING**

**• FORMATION SUPERIEURE • DEJA UN VRAI « PROFESSIONNEL » DU MARKETING DE PRODUITS DE G. C. (sinon s'abstenir)**

**DISCRETION ABSOLUE.**

Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération, photo ss réf. 4522 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

l'une des toutes premières sociétés de conseil et de services en informatique par son développement et ses résultats, recherche

## Analystes-programmeurs et Analystes

**Confirmés**
(Diplôme Universitaire - 2 ou 3 ans d'expérience).

Les candidats retenus recevront une formation aux méthodes et aux outils de la C.G.I., puis se verront confier des réalisations de projets chez ses clients. Lieu de travail habituel : Orléans.

Envoyer C.V. et photo, sous réf. CF 1, Chantal FLORET - C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

cgi

HAVAS CONTACT

**LE LABORATOIRE DE RECHERCHES BALISTIQUES ET AERODYNAMIQUES DE VERNON (Eure)**
*recherche*

## JEUNES INGENIEURS

*(Grandes Ecoles ENSI - INSA - Doctorat physique)*

pour études et essais concernant les missiles et leurs équipements (notamment gyroscopes de technologies diverses) faisant appel à des compétences recherchées en électromécanique, *électronique, informatique,* automatique, aérodynamique, mécanique du vol, techniques de mesures.

Travail dans un cadre agréable à 80km de Paris. Possibilité de logement.

Ecrire au service «Personnel» avec CV
**L.R.B.A.**
**B.P. 914 — 27207 VERNON CEDEX**



LTM Consultants recherche pour un organisme de formation professionnelle spécialisé dans les transports

### JEUNES DIPLOMÉS

***LICENCE EN DROIT* ou SCIENCES ÉCO. (postes à pourv. à RENNES et à PONTLEVOY (41).**

Da un premier temps, et après période de format., ils auront un rôle d'animateur et de pédagogue dans des dom. variés : gestion, législation, commerc., puis seront app. à exercer des fonct. plus élargies d'analyse des besoins de la clientèle.

Outre le goût de la pédagogie, les candidats devront posséder des qualités d'animateur, un esprit d'analyse et de synthèse.

Adr. vos cand. s/réf. 599 M à

**LTM CONSULTANTS**
83, av. de Villiers, 75017 Paris.

**POUR SUD-OUEST**

### INGÉNIEURS

- Exécutions de CALCULS par *ORDINATEUR.*
- Formation I.N.S.A., GÉNIE THERMIQUE ou similaire.

CRIT *intérim, 37, r. de* Miromesnil, *Paris-8e. Tél. 265-28-25.*

Ecole municipale de musique de Villefranche (Rhône) agréée du *2e degré recrute* par voie de concours un professeur d'alto à temps partiel (7 heures par semaine environ), rémunération *nette 1.500 F environ.*
Adresser candidature avec curr. vitae avant *le* 1er novembre 1980 à M. le Maire de Villefranche, *Service du Personnel.*

Société Française de constructions mécaniques région NORMANDE recherche

### DESSINATEUR CHEF DE GROUPE

*esprit créatif,* excellent dessinateur, 5 ans d'expérience *en dessin de projets* de transformations mécaniques pour applications industrielles. Rémunération 120 à 140.000 F *selon expérience.*
Env. C.V. + photo s/réf. 2.495 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09.

IMPORTANT CABINET CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX *recherche* pour la province

### COLLABORATEURS EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL

ayant déjà une expérience pratique, sens des contacts humains et goût du travail en équipe indispensable. Situation intéressante, stable et d'avenir. Discrétion assurée.
Ecr. s/réf. 8.113 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

NANTES
Organisme de DEVELOPPEMENT REGIONAL.
Notre expansion nous amène à créer 2 postes.

### CONSEIL EN DEVELOPPEMENT

(100 000 F.) **«JUNIOR»** REF. 6668 A

o. Ce cadre aura une fonction de Conseil chargé d'élaborer des plans d'actions pour les Entreprises.
o Ce poste convient à un homme jeune de formation technique ayant participé au développement de Produits Nouveaux.

### CHARGE D'ETUDES

(100 000 F.) **PRODUITS** REF. 6668 B

o Sa mission consistera en des travaux de collectes et analyses d'informations dans le cadre de l'évaluation de projets.
o Profil souhaité : formation Electronique - bonnes connaissances Allemand-Anglais.
Veuillez adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à CAPFOR - *BP 846 - 44020 NANTES CEDEX.*

CAPFOR
NANTES - PARIS - LYON - MARSEILLE

Groupe d'assurances QUARTIER BOURSE recherche

### UN HOMME SYSTEME

3 ans expérience minimum dans la fonction.
Connaissances DOS/VSE, CICS, DL/1, ICCF

### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

confirmé COBOL
expérience CICS, VSAM

Ecr. avec C.V., prétent. et photo, R. Malk, Service du Personnel, 13, rue Vivienne, 75002 Paris.

### AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

**NIVEAU IV et V**
*Pour étude et mise au point* produits nouveaux. Sérieuses connaissances en logique et si possible microprocesseurs.
*Lieu de travail : Paris-Est.*
Adresser C.V. et prétentions s/nº 55.394 sur enveloppe à :
**J.R.P.**, 39, rue de l'Arcade, *75008 PARIS* qui transmettra.

### CHARGÉ DE MISSION

pour intervention sur fonctionnement de l'action sociale dans zone *péri-urbaine défavorisée* recherche
Homme ou Femme, 30 a. min. Formation supérieure (Sc. Po., *3e cycle ou équivalent)* connaissant rouages administration.

Il devra faire preuve de capacités de négociation et *d'innovation*, apporter solutions concrètes face à des situations *observées*, tirer de sa pratique des enseigne*ments à portée générale.*

Contrat de un an renouv. 1 fois.

Ecrire à ASTE, M. JEGOUZO, 8, rue Roquépine, Paris-8e, q. tr.

Société recherche pour postes stables

### INGÉNIEURS

**ÉLECTRONICIENS**
*Logique, microprocesseurs*
Soft et Hard.
**INGÉNIEURS D'AFFAIRES**
**SPÉCIALISTES EXPORT**
***INGÉNIEUR PRODUCTION***
**A.T.3, A.T.P**
Logique, analogique.
Ecr. SOPRAS, 100, bd Voltaire, *PARIS-11e. Tél. : 355-38-69.*

Importante Société NEUILLY recherche

pour développement d'applications de gestion sur deux grands systèmes BURROUGHS B 6900 (Cobol ou Algol)

### UN ANALYSTE

diplômé Grande Ecole ou équivalent
2 à 3 ans expérience minimum *connaissant* télétraitement et bases de données.

### UN PROGRAMMEUR

Formation I.U.T.
2 à 3 ans expérience minimum.

Adresser C.V. et prétentions : SACEM, Service du Personnel, 225, av. Charles-de-Gaulle, 92521 NEUILLY CEDEX ou tél. 747-56-50, poste 2385.

## La Psychologie Industrielle

*C'est d'abord une discipline faisant l'objet d'une spécialisation en maîtrise voire au niveau d'un Diplôme d'Etudes Supérieures, mais c'est aussi un domaine d'intervention couvrant les problèmes liés au facteur humain de l'entreprise sous ses divers aspects : définition des besoins, évaluation des aptitudes, recherche de la meilleure adéquation des hommes et des fonctions.*

*Dans cet esprit, le service psychologie de l'AINF recherche un «PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL» déjà sensibilisé à la gestion des ressources humaines en milieu industriel pour s'intégrer à l'équipe en place sur la région NORD et assurer des missions de conseil en matière de sélection, évaluation des recrutements de personnel auprès des entreprises adhérentes de l'association.*

*Le poste est basé à Lille.*

*Merci d'adresser votre candidature sous référence SPP 12 au*

*Service Recrutement*
*A.I.N.F*
*BP 159*
*59113 SECLIN*




MEDIA PA

IMPORTANT LABORATOIRE D'ESSAIS spécialisé dans les techniques du SPATIAL, cherchant à diversifier son activité dans le domaine du CONTROLE INDUSTRIEL et des MESURES

### UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Diplômé Ingénieur Grande École ou équivalent, il justifie d'une expérience, même courte, de recherche de marchés et de négociations d'affaires, pour se voir confier une action analogue dans le SUD de la France.
Formation commerciale complémentaire appréciée.

Pratique anglais nécessaire.
Lieu de résidence : TOULOUSE.
*Déplacements fréquents.*

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo, prétentions, salaire sous nº 80.913 à :
Marie-Françoise *LAUTREC LEPY*, conseil d'entreprise. 22, rue Sainte-Marthe, 31000 TOULOUSE.
(Discrétion absolue.)

*Filiale d'un groupe international* de renommée mondiale recherche

### RESPONSABLE CENTRE D'ÉTUDES TECHNIQUES

**CONDENSATEURS DE PUISSANCE**

**Ingénieur électro-technicien de Grenoble ou équivalent,** il est responsable *d'une équipe de 8 personnes dont* 2 ingénieurs et assure en étroite collaboration avec les services de production :

- la conception et *la standardisation des* différents modèles de condensateurs ;
- l'intégration et la mise en application des technologies nouvelles.

Les contacts internationaux rendent **l'anglais indispensable.**
Lieu de travail : 100 km Sud Paris.

Écrire avec C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, *sous réf. 70195 M*, à D. JOUSSET.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines *depuis 1959.*

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission de Conseil aux Banques du Groupe, recherche un

## Conseil en animation et organisation commerciales

Sa mission :
- conseiller, sur place, les banques régionales dans les domaines de l'organisation, l'animation et la formation commerciales ;
- participer à la conception et à l'animation d'actions de formation dans ces mêmes domaines, soit en «chantiers» régionaux, soit au Centre de Formation du Groupe.

Il doit :
- avoir acquis une expérience de 3 à 5 ans en tant que conseil ou dans le domaine de l'exploitation bancaire ;
- être capable de conseiller des décideurs (Sièges et Réseaux).
- posséder une pratique de l'organisation, de l'animation et/ou de la formation ;
- avoir une formation supérieure économique, commerciale et/ou psychologique ;
- être disponible, sa mission nécessitant UN RYTHME SOUTENU DE DEPLACEMENTS en province (120 à 150 jours par an).

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un CV, photo et prétentions sont à adresser à Monsieur CASTETS (sous référence 40)

Banque Populaire 131, avenue de Wagram - 75847 PARIS CEDEX 17

nog carrières

## THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

## ingénieurs électroniciens

**AYANT 4 OU 5 ANNEES D'EXPERIENCE UN MONDE PASSIONNANT S'OUVRE A VOUS :**

### LA SIMULATION

Pour faire face à une expansion continue importante, l'un des premiers grands constructeurs mondiaux de **simulateurs**, implanté en **Région Parisienne** et ayant une filiale aux **Etats Unis**, offre des postes de responsabilités en Etudes dans les domaines suivants :

- **ELECTRONIQUE GENERALE,**
- **CALCULATEURS RAPIDES,**
- **TECHNIQUES VIDEO.**

**POUR LA PLUPART DE CES POSTES LA PRATIQUE COURANTE DE L'ANGLAIS SERAIT APPRECIEE.**
Adressez rapidement votre C.V., photo et rémunération souhaitée sous référence IC.80.39-M. à **Alain de BEJARRY**



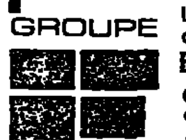
THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS
Chaussée Jules-César - ZI des Beaux Soleils 95520 OSNY

Un important établissement financier situé à Paris souhaite s'adjoindre un

## Ingénieur Système VS1-MVS

Sa mission sera d'assurer la liaison entre les Études et la Production, en apportant à ce dernier département une assistance pour les problèmes de systèmes. L'équipement de l'entreprise est en évolution, l'informatique centrale, actuellement multi CPU, 3850, est complétée dans chaque service par des unités spécialisées équipées de minis.
Ces fonctions nécessitent des compétences techniques prouvées par une première expérience système et un goût pour les contacts.

GROUPE



Les candidatures, accompagnées d'un C.V., sont à adresser, sous la réf. 70094 M. à
ETHNOS
Conseil en recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny -
75008 PARIS.

HAVAS CONTACT





**L'INFORMATIQUE DANS TOUTES SES DIMENSIONS.**

## responsable des relations presse
### HF

Agé de 30 ans minimum et parlant couramment l'anglais, ce collaborateur de la Division des Relations Extérieures possède une parfaite connaissance de la presse industrielle et générale, écrite et parlée.
Il a déjà une bonne expérience de la rédaction et de la réalisation de journaux d'entreprise en milieu industriel.
Une expérience en milieu informatique sera un plus.

Les candidatures, lettre manuscrite et CV, seront envoyées sous référence 8011 à ICL France – Division des Ressources Humaines – 16 Cours Albert Ier, 75008 Paris.





média-system



**P.M. Labinal**
recherche pour

**UN DE SES BUREAUX D'ETUDES**
*situé à BOIS D'ARCY (78)*

## INGENIEUR

**spécialiste des micro-contacts pour création de nouveaux produits.**

Il faut avoir une expérience confirmée de la fonction, ainsi qu'une bonne connaissance des domaines suivants :
- métallurgie des alliages cuivreux
- traitement de surface
- procédés de contrôles sur les micro courants.

Ce poste peut déboucher à terme sur la *responsabilité d'un secteur de fabrication* en province.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à P.M. LABINAL Direction Relations Sociales 5, avenue Newton B.P. 64 78390 BOIS D'ARCY.





**FILIALE DU GROUPE LESIEUR**
recherche pour son
DEPARTEMENT INFORMATIQUE

## UN INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE INFORMATICIEN DIPLOME

**Débutant ou première expérience.**

Pour participer à la conception et à la réalisation de systèmes informatiques dans le cadre "gestion industrielle."

Lieu de travail LAGNY (77).

Adresser C.V. prétentions et photo à
WILLIAM SAURIN
Direction du Personnel
SAINT-THIBAULT - 77400 LAGNY.





A United Telecommunications Company

**Leader dans la technologie des systèmes de Conception Assistée par Ordinateur (CAO/FAO), offre d'exceptionnelles possibilités de carrière au sein d'une équipe dynamique travaillant dans un domaine de pointe à un :**

## CHEF DE PRODUIT CIRCUITS INTÉGRÉS

ESIEE, ISEP ou équivalent, environ 30 ans, parlant l'anglais, vous avez acquis en quelques années une solide expérience dans l'étude ou la production de circuits intégrés toutes technologies (VLSI, hybride, ECL...).
Vous souhaitez maintenant enrichir votre expérience en découvrant les dernières techniques en matière de conception de C.I. et en travaillant avec les concepteurs d'autres entreprises en France et à l'étranger.
Après une formation approfondie à nos systèmes de CAO (considérés aujourd'hui comme des standards dans votre domaine), nous vous proposons la responsabilité de notre équipe Conseil Circuits Intégrés. Là vous vous analyserez les problèmes de nos prospects (Grandes Entreprises européennes), vous évaluerez l'apport d'une solution CALMA et organiserez avec votre équipe des présentations adapées de nos équipements.
Votre rémunération de départ sera particulièrement attractive.
Après une formation de plusieurs mois en Europe et aux USA, vous serez basé à Suresnes.

Envoyez votre C.V. avec photo à V. Ragoucy. Calma Europe Sud, 11 rue Benoît Malon 92150 Suresnes – Discrétion assurée.

## MAISONS TERRES DE FRANCE
*Ile de France*

*Nouvelle filiale du plus important Constructeur de logements de France (Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts) spécialisée dans la réalisation de maisons individuelles "au coup par coup", recherche*

## responsable regional des ventes

*Il animera l'équipe des Vendeurs de la Direction Régionale "Ile de France", et plus généralement supervisera l'ensemble des actions publicitaires et commerciales.*

## vendeurs

*ayant une expérience confirmée de la vente de maisons sur catalogue.*

*Adresser curriculum vitae en précisant le poste choisi à :*
***Monsieur Philippe LACROIX — Maisons Terres de France***
***14, rue des Fossés — 77000 MELUN***

A tous ceux qui croient au développement de l'informatique interactive
**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**
offre, dans son département d'informatique interne, des opportunités :

• Vous avez une formation et une expérience de quelques années **d'analyste programmeur**, le goût des contacts humains et le sens du service aux utilisateurs, vous voulez un poste à responsabilités qui vous ouvrira une carrière à fort potentiel : devenez ce

## superviseur de nos opérations. (Réf. M 103)

• Vous avez une expérience en **télécommunication** (standard téléphonique, transmissions de données), vous pensez que les télécommunications doivent être un tout intégré. Vous voulez gérer vos budgets et créer une équipe en conservant la responsabilité de la technique. Devenez notre

## spécialiste en télécommunications (Réf. M 104).

Ces postes très évolutifs, dans un environnement européen, impliquent une connaissance de l'anglais. Ouverts à Rungis, ils seront transférés à Evry à l'été 81. Adressez votre C.V. en précisant la référence choisie à Chantal Millot, responsable du personnel.

digital 18, rue Saarinen Silic 225 94528 RUNGIS Cédex

## Responsable de la Gestion Administrative

**Laboratoire Pharmaceutique,** filiale d'un groupe multinational recherche pour son siège à Paris le responsable de la gestion administrative pour :

- Proposer et animer la politique du personnel de la société.
- Superviser les services généraux.
- Conseiller la direction générale sur le plan juridique.

Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire et une bonne connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 5217 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

## System specialist CAO

SDRC est une société internationale de conseil en ingénierie. Elle met les techniques les plus avancées au service de ses clients : industries de l'automobile, de l'aéronautique, du nucléaire, de la mécanique et de l'électromécanique. Ses ingénieurs sont appelés à résoudre des problèmes de bruit, de vibration et de fatigue. Ils fournissent une assistance pratique dans le domaine de la conception aidée par ordinateur. Pour cette nouvelle activité, nous recherchons un ingénieur système, ayant une expérience de programmation dans le milieu industriel, pour des sociétés qui utilisent les procédés CAO/FAO. Il aura à superviser un technicien et, à moyen terme, une équipe. La connaissance de l'ASSEMBLEUR FORTRAN et APT est nécessaire. L'anglais est indispensable. Le salaire et le développement de carrière peuvent être très motivants dans une société comme le nôtre dont le taux de croissance est supérieur à 40%. Tél. pour prendre rendez-vous au 704.32 00 ou adressez CV, photo et prétentions sous réf. 315, à Joëlle DUJOUR,

**ALPHA CDI**
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

4,rue Massenet 75016 Paris



**Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue**

## Responsable financier
référence IP 233 AM

**UN GROUPE FRANÇAIS LEADER DANS SA PROFESSION** (secteur tertiaire) recherche **Responsable Financier.**

Il travaillera au niveau du groupe et assumera des *responsabilités polyvalentes* : contrôle de filiales France et étranger, études financières, trésorerie...
Ce poste conviendrait à un candidat formation supérieure disposant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances financières et comptables. Possibilité certaine évolution au sein du *groupe pour un candidat de valeur* ayant les qualités d'un gestionnaire concret et un sens marqué des contacts humains.
Anglais courant indispensable.
**Poste à Paris.**

## Ingénieur AM
référence LS 235 AM

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS** (secteur industrie lourde) **plusieurs usines en France et à l'étranger, offre larges possibilités de carrière à Ingénieur AM.**

*Débutant ou ayant* quelques années d'expérience en mécanique, témoignant de qualités d'homme d'action, ayant le goût de la technique, acceptant la mobilité tant sur le plan géographique que *sur celui des fonctions. Il se formera dans* une usine du groupe en ayant des activités d'entretien afin d'acquérir l'expérience lui permettant d'assumer rapidement des responsabilités importantes soit en production, soit en travaux neufs.

## Marketing produits et services industriels
référence CJ 228 CM

**UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE DU SECTEUR MÉCANIQUE** *offre une intéressante opportunité de carrière à un* **Jeune Ingénieur grande école,** AM, IDN... (formation complémentaire en économie appréciée).

**Directement rattaché au PDG,** il assumera des responsabilités de :
- études des marchés,
- assistance ou réseau de vente : actions promotionnelles, formation des technico-commerciaux...
- liaisons avec les fournisseurs.

Poste très formateur impliquant des qualités d'homme d'étude et de terrain, qui conviendrait à un candidat ayant une première expérience professionnelle (ou débutant si stages intéressants).
La réussite dans ce poste permettra l'accession à des **postes opérationnels de direction.**
*Connaissance de l'anglais nécessaire.* **Poste à Paris.**

## Ingénieur AM premier poste U.S.A.
référence NU 237 AM

**UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN** (traitement des minerais) recherche un Ingénieur AM débutant ou ayant quelques années d'expérience en industrie lourde.

Après formation aux techniques du groupe, il assumera pendant quelques années des responsabilités d'entretien dans une usine de la société aux U.S.A.

**Larges possibilités d'évolution ultérieure de carrière au sein du groupe.**
*Connaissance de l'anglais nécessaire.*

## Deux jeunes ingénieurs débutants ou 1 à 2 ans expérience

**LA FILIALE (1.500 personnes) D'UN GROUPE INTERNATIONAL, leader dans sa profession, vocation industrie mécanique,** propose des carrières attrayantes à **Deux Jeunes Ingénieurs (débutants ou 1 à 2 ans expérience).**

- ***Ingénieur AM orientation production***
  Rattaché à la Direction de Production, il se formera par des missions successives (méthodes, gestion de production, fabrication) à l'encadrement de secteurs de fabrication.
  **référence DK 229 CM**
- **Ingénieur d'essais AM, ENSI, INSA...**
  *Il sera responsable "d'essais d'ensembles"* en suivant les problèmes depuis la détermination des essais jusqu'à la synthèse des résultats (poste permettant de se familiariser avec des techniques variées : mécanique, électricité, automatismes...).
  **référence EL 230 AM**

**De réelles perspectives de carrière sont proposées dans cette firme disposant d'une équipe moderne et construisant des ensembles élaborés.**
**Lieu de travail : banlieue Est de Paris.**
**Écrire en précisant la référence.**

etap 4.rue Massenet 75016 Paris

---

4,rue Massenet 75016 Paris — etap

**Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue**

## Directeur administratif et financier
référence MT 236 CM

**UNE SOCIÉTÉ COMMERCIALE FRANÇAISE, distribuant des biens d'équipement de marques renommées,** crée le poste de **Directeur Administratif et Financier.**

**Rattaché au PDG,** il participera étroitement à la vie et au développement de la société et il assumera plus particulièrement la responsabilité du personnel, des activités financières et comptables, de l'administration générale et de l'informatique.
Ce poste conviendrait à un candidat de valeur, droit, expertise comptable, Sciences Po..., *ayant déjà une expérience professionnelle lui permettant d'être d'emblée* opérationnel dans les domaines "personnel" et "finances".
***Poste à Paris.***
**Rémunération en fonction de l'âge et de la valeur à partir de 140.000 F**

## AGRO-ALIMENTAIRE chef de service
référence GN 231 AM

**UN ORGANISME PROFESSIONNEL, PLAN NATIONAL DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE,** recherche un **Chef de Service** *chargé de son secrétariat et capable d'assumer des responsabilités d'études,* préparation de décisions, mise en œuvre de politiques, **concernant des domaines variés : économique, juridique, gestion d'activités techniques.**
Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure : grande école de gestion (option agricole) ou d'ingénieurs, **ayant une expérience professionnelle dans le secteur agro-alimentaire.**

La réussite dans ces fonctions nécessite de bonnes capacités d'adaptation à des tâches variées, un sens marqué des relations humaines, les qualités d'un "opérationnel".

**Poste à Paris.**
**Ordre de grandeur de rémunération : 140.000 F**

## Adjoint au directeur études et recherche
référence TA 242 CM

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE (plus de 2.000 personnes),** soucieuse d'adapter constamment ses produits à l'évolution technologique, crée un poste **d'Adjoint au Directeur Études et Recherche.**

Après une familiarisation aux produits et techniques, il devra coordonner l'activité de plusieurs sections d'études spécialisées : électronique, matières plastiques, mécanique précise... groupant environ 50 personnes. Il devra être capable de suivre un développement technologique faisant de plus en plus appel à une électronique sophistiquée. *Il assurera les liaisons techniques avec la clientèle et la fabrication.* Ce poste conviendrait à Ingénieur confirmé (AM + ESE apprécié), dont la compé*tence technique fait autorité et ayant exercé au moins à un niveau Chef de* Projet dans des services études et développement d'industrie de série.
***Lieu de travail : Paris.***

## Ingénieurs SUP. AERO, ENICA, ENSMA, ESTACA, EPF, ENSI ÉLECTRONIQUES

**UN ORGANISME A VOCATION INDUSTRIELLE assurant la maîtrise d'œuvre de programmes d'équipements pour l'aéronautique et le spatial,** propose des situations stables à des **ingénieurs grande école** *(débutants ou quelques années d'expérience).*

**Trois postes sont à pourvoir :**

- **Développement d'un programme missile** (études de conception, établissement des spécifications, suivi du développement).
  Poste permettant des relations fréquentes avec des industriels divers. Connaissances radar et électronique appréciées.
  **référence PW 239 AM**
- **Lancement d'un programme nouveau** - Participation à l'élaboration d'un programme de missile en coopération internationale (suivi technique, suivi de la production, réunions de coordination à l'échelon européen).
  *Bonne pratique de l'anglais, connaissances radar appréciées.*
  **référence RY 240 AM**
- ***Suivi d'un programme de missile*** *- Il s'agit d'un matériel en cours de* production et d'utilisation dans différents pays. Le poste comporte le suivi des *améliorations, de la fiabilité et de l'assistance technique.*
  Bon niveau en électronique apprécié, pratique de l'anglais et de l'allemand au moins au niveau lecture.
  **référence SZ 241 AM**

***Ces différents postes font appel à des techniques de pointe, permettent une familiarisation avec des problèmes variés et s'inscrivent dans de petites équipes de travail.***
**Postes à pourvoir à Paris. Écrire en précisant la référence.**

etap 4.rue Massenet 75016 Paris

---

**IMPORTANTE SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE**
recherche un

# FUTUR CHEF DE PERSONNEL

**D'USINE**

*Cette opportunité s'adresse à un*

## JEUNE DIPLOME GRANDES ECOLES ou UNIVERSITES

ayant déjà manifesté concrètement son intérêt pour les questions de personnel (options, stage, 1er emploi...).

*Le candidat retenu sera d'abord affecté comme Assistant, en usine.* Il y sera

# RESPONSABLE de la FORMATION

de l'accueil et de missions diverses.

Son développement de carrière pourra le conduire éventuellement à tenir des postes de responsabilité dans d'autres secteurs de l'entreprise.

*Adresser C.V. à No 75507, CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.*

---

**SOCIETE INDUSTRIELLE BIENS D'EQUIPEMENTS**
*3200 personnes - 10 filiales, recherche pour renforcer son équipe de*

# CONTROLE DE GESTION

## UN JEUNE CADRE

- Diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent
- Ayant une 1ère expérience de controle de gestion en milieu industriel.
- Ayant de bonnes aptitudes au contact et à l'animation.

Il sera responsable de l'élaboration des budgets et des suivis des résultats de plusieurs filiales, de la mise en place, de l'amélioration de leurs procédures comptable et administrative.

Expérience acquise dans cette fonction, l'expansion et l'importance de la société assureront à un candidat *de valeur de réelles possibilités d'évolution.*

Déplacements fréquents de courte durée, France et Etranger.
**Lieu de travail : PARIS**

Envoyer C.V. et prétentions à CONTESSE PUBLICITE sous réf. 75524 20 avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

# SODETEG T.A.I.

**FILIALE DE SODETEG**
***BRANCHE INGENIERIE DU GROUPE THOMSON***

*Maître d'Oeuvre en France et à l'Etranger de projets d'automatisation variés dans la plupart des secteurs industriels de pointe*
*recrute*

## MATERIELS

Un jeune ingénieur diplômé ayant fait la preuve de ses qualités techniques, de créativité et ayant assuré l'étude et la réalisation de divers matériels. Il lui sera confié l'animation d'une équipe technique de haut niveau [illegible] les ETUDES et les DEVELOPPEMENTS de matériels d'automatismes à base de technologie avancée.

## LOGICIELS TEMPS REEL

Informaticiens ayant un à deux ans d'expérience pour l'étude et/ou la réalisation des logiciels d'applications industrielles diverses utilisant des mini et des micro-ordinateurs. Connaissance PDP, Intel 8080-85 appréciée en particulier.

Anglais indispensable. Possibilité de missions à l'étranger.
Siège et usine : [illegible] - Transports et restaurant d'entreprise.

Merci d'adresser C.V. avec compétences détaillées, prétentions et photo à SODETEG T.A.I. - Service Personnel - B.P. 11 - 78530 BUC.

---

**PRODUITS ÉLECTRONIQUES**

***recherchons des***

# VENDEURS

**D'EXCEPTION**

pour créer, développer et animer un réseau commercial sur Paris et Province.

La rémunération sera fonction de la réussite dans cette activité.

*Envoyer C.V. et prétentions*
*sous réf. 5010 M à BLEU Publicité*
*17, rue du Docteur Lebel*
*94300 VINCENNES*

---

**Nous sommes une Société d'Etudes et de Réalisation à vocation internationale, ayant une activité spécialisée en logistique et organisation** ***industrielle.***

**Nous recherchons un**

# ingénieur en logistique/ organisation industrielle

**Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole, avec une expérience professionnelle de 2 à 5 ans. Celle-ci vous a familiarisé avec l'informatique.**
**Vous aurez en charge des études d'organisation qui s'appliquent à des ensembles industriels de production et à des réseaux de distribution.**
***Votre responsabilité s'étendra de la conception à la réalisation complète*** **de systèmes d'organisation mettant en œuvre des techniques de transport-manutention-informatique.**
**Votre poste, basé à Paris, comporte des séjours sur toute la France.**
**Les candidatures (CV + photo récente + rémunération) sont à adresser sous référence 9710 à :**

**OP organisation et publicité**
**2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.**

---

# analystes et analystes programmeurs

**PARIS**

***En quelques années, Sopra a rejoint le peloton des 10 premières entreprises françaises d'ingénierie informatique et compte 500 personnes.***

***Nos domaines d'activités sont : la conception et la réalisation de systèmes d'information utilisant bases de données, télétraitement, mini-ordinateurs...***

***Nous recherchons des analystes et analystes programmeurs de formation supérieure et ayant une expérience de 2 ans minimum; ils participeront à la conception et réaliseront des projets complexes en informatique de gestion.***

***La connaissance du télétraitement ou d'un mini-ordinateur est souhaitée.***

***Ces postes s'adressent à des candidats de valeur, capables d'évoluer vers des responsabilités de chef de projets.***

***Nous offrons un salaire attractif et des avantages sociaux.***

***— ANALYSTES : réf. 2110 A***
***— ANALYSTES PROGRAMMEURS : réf. 2110 AP***

***Adresser CV sous référence choisie, à SOPRA Recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.***

**SOPRA**
ingénierie des systèmes d'information

média-system

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS




**MONTROUGE**

recherche

## ingénieur responsable de projets

**POSITION III B**

Il sera chargé de l'élaboration de projets concernant les études prospectives et les matériels nouveaux de la Société dans le domaine des radio-communications, principalement dans les gammes VHF/UHF.

Ecrivez-nous avec C.V. détaillé à CIT ALCATEL sous réf. M.BO
1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL

---

**La filiale ingénierie d'un groupe français de grande notoriété cherche, pour Paris, un**

## *DIRECTEUR COMMERCIAL*

Ingénieur grande école d'au moins 40 ans, il a l'expérience de l'ingénierie des ensembles industriels au niveau international et a déjà animé une équipe commerciale. Anglais indispensable.

Écrire à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous la réf. 70144 LM.

HAVAS CONTACT

---

## ingénieurs grandes écoles

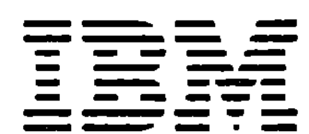
### ECP - MINES - SUPELEC
### A et M - ENSERG - ISEN ...

Pour son usine de **MICRO-ELECTRONIQUE AVANCEE** de Corbeil-Essonnes, la Compagnie IBM FRANCE recherche des Ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou possédant déjà 3 à 4 années d'expérience professionnelle.

Ces postes doivent permettre à des candidats de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à de plus hautes responsabilités et d'envisager un intéressant développement de carrière. Ils peuvent d'autre part impliquer des séjours aux Etats-Unis.

Les Ingénieurs concernés sont priés d'adresser leur dossier de candidature à :

IBM FRANCE
Service du Recrutement — Usine de Corbeil-Essonnes
224, Boulevard John Kennedy
91102 CORBEIL-ESSONNES CEDEX




---

BOUYGUES service

Dans le cadre du **développement** de son Département
## réhabilitation et rénovation

recherche

### Responsables travaux

**Hautement qualifiés. Une expérience de plusieurs années dans ces domaines est indispensable. En outre, ils doivent faire preuve, pour une parfaite réussite, de : dynamisme, initiative, autonomie, bonne maîtrise de la gestion.**

**(Réf. 9628 A)**

### Technico-commerciaux

**De très bon niveau et d'expérience. Ayant pour mission : les contacts et le suivi client, le contrôle des études, le développement de l'activité confiée.**

**(Réf. 9628 B)**

Adresser C.V., photo et références, en précisant le poste choisi à François JACQUEL · Direction du Personnel
BOUYGUES — 381, avenue Charles de Gaulle - 92140 CLAMART

---

**SECTEUR IMMOBILIER**

## directeur

**X, MINES, CENTRALE, HEC**

**Très importante Société secteur Immobilier recherche pour son implantation de PARIS un DIRECTEUR, X, MINES, CENTRALE, HEC. Il sera responsable de l'animation d'une équipe de 30 personnes et sera chargé, dans le cadre d'une politique générale, du développement de la promotion immobilière sous tous ses aspects, y compris le domaine de la réhabilitation. Il devra être l'initiateur du montage des affaires, avoir une très bonne maîtrise des problèmes urbanistiques et un goût prononcé pour l'architecture. Cette fonction implique une aptitude toute particulière aux contacts à très haut niveau. Il est demandé une expérience d'une dizaine d'années dans une fonction nécessitant un haut niveau de responsabilités.**

**Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous la réf. 9694 à :**

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

---

Importante Entreprise Aérospatiale, située à VERNON (Eure)
recrute

## CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES INSTALLATIONS

(Réf. 274)

Formation : INGÉNIEUR TPB ou COMMIS d'ARCHITECTE.

40 ans minimum.

Devra justifier d'une expérience similaire dans une Société Industrielle et du l'agrément au Conseil de l'Ordre des Architectes.

Excellentes connaissances TCE y compris chauffage, climatisation, électricité et téléphone demandées.

Le candidat devra posséder la maîtrise du dessin, la pratique de la rédaction des descriptifs techniques TCE, de l'estimation et de la planification des travaux.

## PROJETEUR PRINCIPAL BUREAU D'ÉTUDES INSTALLATIONS

(Réf. 275)

Formation : TECHNICIEN SUPÉRIEUR d'une École de Bâtiment et de Travaux Publics.

35 ans minimum.

10 ans d'expérience du bâtiment au sein d'un service installation d'une Société Industrielle.

La fonction nécessite :
- Une connaissance sur tous les Corps d'État courants y compris VRD.
- Une bonne pratique du chauffage ventilation climatisation, isolation thermique ainsi que des notions en électricité et téléphone.
- La maîtrise du dessin pour l'exécution de plans, croquis, schémas.
- La capacité de rédiger des descriptifs techniques précis.

Un agrément du Conseil de l'Ordre des Architectes serait apprécié.

Les lettres de candidature (en mentionnant la référence du poste souhaité) sont à adresser à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS (N° 49189).

HAVAS CONTACT

---

Filiale du premier constructeur mondial d'ordinateurs interactifs

## DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

recherche pour son

## DEPARTEMENT LOGICIEL EN PLEINE EXPANSION

### 1 Chef de projets Télécommunication

**Ingénieur en télécommunication de 5 à 10 ans d'expérience ayant déjà dirigé des projets de communication et conçu des applications importantes mettant en œuvre des réseaux d'ordinateurs. (réf. 030)**

### 1 Chef de projets bancaires

**Spécialiste des applications bancaires ayant 5 ans d'expérience d'études et d'applications sur des réseaux de mini ordinateurs. (réf. 031)**

### 15 ingénieurs

**Des ingénieurs de développement ayant au moins 3 ans d'expérience en applications industrielles ou gestion. (réf. 029)**

**Des ingénieurs confirmés support avant-vente ayant 3 ans d'expérience gestion ou industrie. (réf. 028)**

**Des ingénieurs débutants qui après formation maison de 6 mois pourront s'orienter vers l'après-vente, l'assistance avant-vente ou le développement en clientèle. (réf. 027)**

**Anglais souhaité**

**Nous offrons des opportunités de carrière dans un groupe en très forte croissance.**
**Ecrivez en précisant la référence choisie à C. MILLOT, Responsable du Personnel.**

digital
18 rue Saarinen — Silic 225
94528 Rungis Cédex

---

HILTI FRANCE



**NOTRE SOCIÉTÉ EST LE LEADER MONDIAL DES MATÉRIELS ET TECHNIQUES DE FIXATION DANS LE DOMAINE DU BATIMENT**

Nous occupons la première place sur le Marché Français avec un C.A. de 200 Millions de Francs

**pour notre siège de MORANGIS (91)**

*nous recherchons*

## ANIMATEUR DE FORMATION

**Mission :**
au centre de formation, il sera chargé de la formation et du perfectionnement du Personnel de vente : Conseillers techniques, responsables d'agences, service après-vente. Il devra être capable de tourner en clientèle avec eux, pour déceler les besoins et établir les programmes.

**Profil :**
un homme jeune, ouvert, sachant communiquer.

**Il aura :**
- soit une formation type sciences humaines et une première expérience de la formation dans la vente des biens d'équipement ou de produits techniques.
- soit une formation de base technique et une expérience commerciale réussie, type chef de produit.

Statut cadre - avantages sociaux
Rémunération : fonction compétence

*Adresser C.V., photo (retournée) et prétentions à :*

**HILTI FRANCE**
**Service du Personnel**
BP 77 - 91423 MORANGIS CEDEX

bleu

---

## AVIAC

*Société spécialisée dans la fabrication d'EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES enregistre un développement important de ses activités. Pour y faire face, elle recherche :*

## *ingénieurs*

### *CONCEPTEURS D'ELECTROMECANISMES*

*Formation A et M ou équivalent, débutants ou ayant quelques années d'expérience.*
*Ils seront chargés de suivre des projets dans toutes leurs phases : définition avec le client, conception, calculs, dessins, mise au point des prototypes et suivi de l'homologation.*
*• Anglais indispensable • Lieu de travail : Nanterre • De courts déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.*
*Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence 787 A sur l'enveloppe au :*



*Cabinet Jean-Claude MAURICE*
*Conseil en Gestion du Personnel*
*397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS*

---



## Jeunes Diplômés Enseignement Supérieur

**(HEC - ESSEC - Sup de Co - Ecoles d'Ingénieurs)**

STRAFOR
groupe forges de strasbourg

**Première entreprise européenne pour l'aménagement des espaces de bureau connaissant depuis 5 ans une progression très rapide**, souhaite, pour assurer son développement, recruter ses cadres de demain.

Après une période de formation et une intégration au sein de notre force de vente (à Paris ou en Province pendant 2 ans environ), vous aurez différentes opportunités d'évolution : encadrement commercial, marketing, contrôle de gestion, études de marché, publicité, communication, production, etc..., en France et aussi à l'étranger. Notre implantation est internationale (38 pays).

Anglais courant nécessaire ; toute autre langue est un plus.

Venez nous rejoindre et construisons l'avenir ensemble.

Ecrire sous référence 80555 M à Michel BARBEY




**13 bis, rue Henri Monnier**
**75009 PARIS**
**Tél : 285.15.53**

---

## DELAS-WEIR

**Société d'Ingénierie**
**GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE**
**Premier spécialiste européen condenseurs et réchauffeurs pour centrales électriques recherche**

## INGENIEUR bureau d'études

Dépendant directement du Directeur des études, il aura une formation supérieure, A. et M. de préférence. Une expérience de 3 à 4 années en bureau d'études, ainsi qu'une bonne connaissance des codes SNCT, ASME. . . et de l'informatique scientifique sont nécessaires. Pratique de l'ANGLAIS indispensable.

Lieu de travail : proximité Porte Champerret.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
DELAS-WEIR - 12/14, rue d'Alsace
92532 LEVALLOIS-PERRET
*(Discrétion assurée).*

# directeur commercial

## FRANCE

## 250 000 F +

*Une SOCIÉTÉ de PRODUITS de CONSOMMATION (C.A. : 600 MF dont 50% à l'étranger) – filiale d'un GROUPE MULTINATIONAL –, disposant d'une gamme de produits très étendue (notamment dans le domaine du LOISIR) et recourant à toutes les formes de distribution (traditionnelle, MGS/MAS, franchise, VPC) recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE.*

*Il participera à la définition de la politique produits et distribution et sera plus particulièrement chargé d'optimiser le développement des ventes dans les différents canaux de distribution. Assisté d'un Chef des Ventes, il supervisera une équipe commerciale d'une quarantaine de personnes (VRP exclusifs). Il disposera de l'assistance des services fonctionnels de la Société sur les plans Relations Humaines, Informatique et Contrôle de Gestion.*

*Le candidat âgé de 35 ans minimum sera de formation supérieure type HEC ou SUP de CO, mais surtout doué d'une excellente aptitude à la fonction commerciale – expérimentée sous tous ses aspects –, de préférence dans l'industrie alimentaire, cosmétique, pharmaceutique, produits d'entretien...*

*Le poste est situé dans une grande ville de l'Est de la France.*

*Les dossiers de candidatures – sous réf. 2038 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT

*10, rue de la Paix - 75002 Paris.*

---

*DANS LE CADRE DE SON EXPANSION, LE*

# LABORATOIRE CHOAY

*RECHERCHE*

## responsable
### études de marché
*(éventuellement débutant)*

*Travaillant en étroite collaboration avec différents services du Groupe, il sera chargé des prévisions commerciales, de la préparation et suivi des budgets commerciaux, du suivi des tableaux de bord commerciaux et marges brutes des produits etc. Il dépendra du Directeur Commercial.*

*Le candidat aura une formation type HEC complétée de préférence par un MBA (USA ou INSEAD), de bonnes connaissances en informatique et en calcul statistique.*

*Réf. 2035 M*

## médecin
*pour renforcer son service d'*
### information médicale

*Il lui sera confié des actions de formation, d'information et d'études.*

*Le candidat, titulaire du diplôme de Docteur en Médecine, aura de préférence un titre hospitalier. Une expérience acquise dans l'industrie pharmaceutique serait appréciée.*

*L'Anglais est indispensable ; la connaissance de l'Allemand serait un atout supplémentaire.*

*Le poste basé à PARIS comporte des déplacements en France et à l'étranger.*

*Réf. 2040 M*

## pharmacien
*pour le poste de Chef de Service*
### hôpitaux et collectivités

*Il aura la charge des relations avec les établissements hospitaliers publics et privés, tant sur le plan scientifique qu'économique.*

*Il aura à animer une équipe de 28 personnes dont 4 cadres et 24 délégués hospitaliers et devra personnellement assurer les relations à haut niveau.*

*Le candidat retenu, pharmacien, ancien interne de préférence, sera âgé de 35 ans environ, et aura quelques années d'expérience soit en milieu hospitalier, soit dans une société pharmaceutique.*

*Réf. 2036 M*

*Les dossiers de candidatures – précisant la référence du poste souhaité – seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT

*10, rue de la Paix - 75002 Paris.*

---

# ingénieur d'affaires télématique

## (secteur banques, télécom, aéroport,...)

## 200 000 F +

*Une société d'ÉLECTRONIQUE très renommée recherche pour sa DIVISION TÉLÉMATIQUE un INGÉNIEUR COMMERCIAL de HAUT NIVEAU.*

*Il sera chargé - tant en France que dans les pays possédant un secteur tertiaire développé - de faire l'analyse des besoins des clients utilisateurs, de définir et d'être le conseil dans le choix des solutions informatiques les plus appropriées, de négocier les contrats et d'en assurer l'exécution sur le terrain.*

*Ce poste très complet conviendrait à un INGÉNIEUR X, MINES, SUPELEC, TÉLÉCOM..., âgé de 32 ans minimum, susceptible d'apporter aux grands clients de la société ses connaissances et compétences en organisation et informatique, acquises chez un constructeur de matériels ou dans une SSCI.*

*Langue anglaise indispensable.*
*Deuxième langue souhaitée.*

*Les dossiers de candidatures - sous réf. 2039 M à rappeler sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par*

DEVELOPPEMENT

*10, rue de la Paix - 75002 Paris.*

---

# SOFINCO LA HÉNIN

LE MILIEU STIMULANT ET SÛR D'UNE BANQUE PRIVÉE EN REGULIÈRE EXPANSION,

UNE RÉMUNÉRATION ET DES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE QUI NE DÉÇOIVENT PAS,

UN CADRE D'ACTIVITÉS MODERNE, AGRÉABLE, SITUE A LA CAMPAGNE ET PROCHE DE LA VILLE,

autant de critères propres à vous intéresser, vous qui êtes détenteurs d'une formation et d'une expérience de

# PROFESSIONNELS DE LA COMPTABILITÉ

## COMPTABLE CHEVRONNÉ

Titulaire (au moins) du DECS. vous serez chargé de la comptabilité générale de l'une de nos filiales.

## COMPTABLES CONFIRMÉS

vous assumerez : soit la gestion de la trésorerie de certaines de nos filiales (notation des opérations, pointage des extraits de banque, passage des écritures, relations avec les établissements extérieurs),

soit la direction d'une petite équipe devant effectuer les rapprochements bancaires et assurer les relations techniques avec les banques, ainsi qu'avec notre département informatique.

## JEUNE COMPTABLE

nous vous confierons, après une période d'information, le suivi des comptes « Banque ».




Chacun de ces postes bénéficiera des avantages bancaires.
La rémunération et la qualification seront fonction de votre formation et de votre expérience.
Lieu de travail : ÉVRY (Essonne).

Veuillez transmettre vos candidatures (lettre, C.V., photo) à Madame TANTURRI, SOFINCO LA HÉNIN - 91308 ÉVRY CEDEX.

HAVAS CONTACT

---

# MANAGER DE LA VISITE MEDICALE

Laboratoire pharmaceutique en expansion constante, avec des *produits leaders dans leur domaine*, nous concevons le Directeur National de la Visite Médicale comme un véritable MANAGER. De ce fait, son profil échappe *au schéma classique* de cette fonction. Plus qu'animateur (dont il délègue la mission à ses Directeurs adjoints) il est homme de direction, de gestion, d'harmonisation de la Visite Médicale, considérée comme véritable moyen de communication avec le corps médical, dont il convient de gérer l'action en tant que tel. Directement rattaché à *la Direction* du Marketing et dans le cadre stratégique et budgétaire défini par celle-ci, il optimise bien sûr l'action en fonction des objectifs fixés mais, essentiellement, gère avec un souci *permanent* de créativité ce média de communication dans son ensemble, suit les méthodes d'animation appliquées par ses adjoints, analyse performances et rentabilité et *projette l'adaptation des moyens* à un environnement évolutif. Jeune, de formation *commerciale supérieure*, il nous apportera des preuves de sa *réussite dans* une direction commerciale. Bien qu'appréciée, la connaissance du milieu médical et/ou pharmaceutique n'est pas indispensable pour un *candidat créatif et compétent*.

Assurée d'une discrétion absolue, votre candidature (CV manuscrit, photo et prétentions) est à adresser sous réf. 7520 à *rscg carrières* 64 rue La Boétie 75008 PARIS, qui transmettra.

**PARIS** **200.000 F**

rscg carrières

---

# Constructions Nucléaires
# chef de département Montage

Première Société française d'ingénierie (4500 personnes), nous intervenons en France et à l'étranger dans un secteur technologique en forte croissance - l'électronucléaire.

Constituée de Départements spécialisés dans différents domaines techniques, la Division Travaux gère l'ensemble de nos chantiers. C'est pour diriger l'un de ces Départements, chargé du montage des tuyauteries, vannes, pompes et circuits fluides en général, que nous cherchons un responsable.

*Basé à Paris*, il exercera d'importantes responsabilités techniques et humaines :

- préparation des travaux et assistance technique aux chantiers ;
- négociation des *marchés avec nos sous-traitants, suivi des coûts et délais* ;
- recrutement, formation et animation du personnel du département, environ 150 ingénieurs et techniciens.

Le candidat souhaité est un ingénieur de 40 ans environ, nécessairement diplômé d'une Grande École (Centrale, A & M ou équivalent), ayant acquis une très solide expérience des chantiers de grande dimension dans l'engineering pétrolier, sidérurgique ou nucléaire et connaissant la *construction et le montage de tuyauteries, les techniques de* soudage et de contrôle.
*Il maîtrise l'anglais et a déjà assumé des responsabilités d'encadrement.*

Les dossiers de candidatures seront examinés avec la plus totale discrétion.
Ils sont à adresser sous la réf. 70191 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

**SOCIETE DE FRANCHISE REPUTEE**
**MEUBLES HAUT DE GAMME**
recherche

# responsable commercial

- 33 ans minimum. Formation commerciale supérieure, ESC ou similaire. Expérience de plusieurs années de la vente sur le terrain et de l'animation commerciale. Connaissance de la vente de produits grand public.
- Dépendant de la Direction Générale sa mission sera double : pour moitié rechercher, sélectionner et implanter de nouveaux franchisés ; l'autre moitié du temps étant consacrée à l'animation des magasins actuels aux plans de la dynamisation, de la promotion et de l'administration des ventes.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 3534-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

**guillon sélection**
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

# ORGANISER, ANIMER ET DIRIGER LES RÉALISATIONS INFORMATIQUES DE NOTRE "SSCI MAISON"

Dans notre *entreprise* (Ingénierie de pointe *dans un secteur en pleine croissance – 4000 personnes*), le service informatique répond à l'ensemble des besoins des Départements Techniques et de Gestion. Il *dispose d'équipements* de grande capacité et agit à l'intérieur de l'entreprise comme une véritable société de services et de conseils.

Vous avez au moins 40 ans, de solides compétences informatiques acquises dans une grande entreprise utilisatrice, une SSCI ou un constructeur.
Homme de production, vous avez *aussi l'expérience de l'organisation* et l'animation d'un service.
Nous vous confierons le Département Réalisations Informatiques.
Vous y encadrerez une équipe de 30 collaborateurs, appelée à se développer suivant une organisation rationnelle de l'activité et de nouvelles méthodes de programmation que vous devrez concevoir et mettre en place. Plus généralement, vous dirigerez ce département avec une volonté de service aux utilisateurs (maintenance des programmes, bonne gestion des délais...).

*Les dossiers de candidatures sont* à adresser, sous la *référence* 70182 M, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

Nous sommes une Société d'Etudes et Réalisation pour l'Electronique et l'Environnement. Nous fabriquons des AUTOMATES de MESURE pour d'importants marchés publics et privés. Pour faire face à notre développement nous recherchons un

# responsable département électronique

Il DEVRA analyser les besoins des clients, définir les cahiers des charges et faire le suivi des contrats dont il assumera la gestion. Il supervisera 3 ingénieurs ainsi qu'un personnel variable, stable ou temporaire.

*VOUS ETES Ingénieur Electronicien* (ESIEE, ENSI, ESME-option MICRO PROCESSEURS) vous avez une bonne expérience industrielle dans le développement de *Produits comparables, ainsi qu'une pratique de la gamme* INTEL 80 80, ou similaire. Vous avez le goût de l'assistance clients, une réelle capacité à diriger une équipe, et souhaitez participer à l'évolution rapide d'une société jeune et performante. Une bonne connaissance de l'ANGLAIS constitue un atout.

*Lieu de travail : PARIS avec des déplacements de courte durée selon les missions confiées.*

*Adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant votre niveau actuel de rémunération sous référence 101 M à*

**CNPG**
185 av. Victor Hugo - 75116 Paris

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

# ingénieurs spécialisés

**RENAULT**

Recherches et Innovations

Nous cherchons, pour développer nos **projets de synthèse,** des ingénieurs spécialisés dans les disciplines suivantes :

## architecture automobile

Ingénieur AM ou équivalent, c'est un homme de conception et d'innovation, capable d'animer une équipe de concepteurs. Il a déjà huit à dix ans d'expérience dans ce domaine particulier. **réf. 173 LM**

## carrosserie-structure

Responsable de la conception générale de la « caisse en blanc » et des différents composants de la carrosserie, cet ingénieur également confirmé, a le sens de l'innovation, une bonne connaissance des matériaux nouveaux. Il anime une équipe de dessinateurs. **réf. 174 LM**

## structure-calculs

Cet ingénieur assiste les ingénieurs responsables de l'architecture et de la carrosserie pour la conception de la structure, à l'aide des méthodes modernes de calculs. **réf. 175 LM**

## analyse de la valeur

Ingénieur ECP, SUPELEC, AM, Électromécanicien, il traite le « produit automobile » sous son aspect prévision de coûts. Il peut être relativement jeune, et s'il n'a pas l'expérience de l'automobile, il doit pouvoir s'adapter rapidement. **réf. 176 LM**

## bureau d'études

Nous cherchons également cinq à six jeunes ingénieurs ou cadres de bureau d'études, de type automobile, capables de diriger des dessinateurs dans la conception de pièces de tôlerie, mécanique, matières plastiques. Une formation pour ces ingénieurs est prévue avant leur affectation précise dans un poste opérationnel. **réf. 177 LM**

Pour ces différents postes, la connaissance de l'anglais est souhaitable. Les rémunérations annuelles sont comprises entre 90 000 et 180 000 F selon l'expérience des candidats.

Lieu de travail : RUEIL-MALMAISON.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la référence correspondante.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

---

**BANQUE INTERNATIONALE**
**CHAMPS-ÉLYSÉES**
recherche son

# CHEF DES OPÉRATIONS DOCUMENTAIRES

## POSTE DE HAUT NIVEAU

pour lequel nous demandons des qualifications approfondies

- Cadre confirmé (minimum classe V), ayant au moins 10 années d'expérience bancaire dont 6 minimum dans la fonction documentaire avec des responsabilités étendues.
- Niveau de technicité documentaire élevé.
- Bonne pratique de l'anglais lu et parlé.

**Toute candidature ne remplissant pas l'ensemble de ces exigences ne pourra être retenue.**

Le niveau de rémunération sera fonction des qualifications présentées et pourra être élevé pour des candidats présentant des qualifications exceptionnelles.

Discrétion absolue assurée. Les dossiers non retenus seront retournés.

Envoyer curriculum vitae avec lettre d'accompagnement manuscrite s/nº 7.253 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

---

# adjoint au chef de service
# administration commerciale

Filiale d'un **Groupe multinational important**, notre activité principale consiste à **fabriquer et commercialiser des produits sidérurgiques.**

Les missions liées au poste :
- l'**administration générale des ventes** (prix, barèmes, statistiques, documents)
- la **Gestion des commandes du Marché français** (commandes, ordres de fabrication, accusés de réception, en-cours,...)
- la **Programmation-Ventes-Fabrication.**

Agé de 35 ans environ, de formation **Ecole de Commerce**, le candidat doit posséder une **expérience importante de la gestion administrative commerciale** dans une société commercialisant des **biens industriels** (secteur **sidérurgique** de préférence).

L'utilisation et les connaissances de **l'outil informatique** sont nécessaires.

Connaissance de l'**Anglais** nécessaire, **Allemand** souhaité.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la réf. 24.01/AC/270 à ADEQUATION, 62/64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

---

FINDUS
GLACES GERVAIS

# un C.V. avec bilan positif...

# adjoint au chef du département comptabilité générale

Véritable bras droit, son rôle comportera trois aspects essentiels :

**1) ANIMATION D'UNE EQUIPE DE 35 PERSONNES**

28 ans minimum, donc jeune et dynamique il possèdera des aptitudes certaines à l'encadrement et un sens aigu des relations humaines.

**2) SUIVI DE TOUTES LES OPERATIONS COMPTABLES**

Détenteur d'un D.E.C.S. ou d'un diplôme équivalent, mais surtout aguerri par une expérience d'environ 5 ans acquise dans un service identique au sein d'une grande P.M.E. ou d'un groupe performant, il supervisera de ses yeux d'expert les différentes opérations accomplies par son service.

**3) AMELIORATION DES PROCEDURES COMPTABLES**

Homme réfléchi, à l'esprit pratique, maîtrisant parfaitement les techniques et les subtilités comptables, il «composera» dans cette tâche avec l'outil informatique. Une familiarisation approfondie avec ce type de gestion apparait donc comme souhaitable.

La progression constante et les structures de notre groupe assureront son évolution en fonction de ses résultats et de ses facilités d'intégration.

pmp

Merci d'adresser lettre manuscrite C.V. détaillé, photo, prétentions s/référence A.C.G.

**FRANCE GLACES FINDUS**

Direction du Personnel
19, Cité Voltaire
75011 PARIS

---

# physicien

niveau 3ème Cycle/DEA, familiarisé avec l'Instrumentation et la Physique Nucléaire.

- Vous êtes jeune, dynamique et bilingue anglais.
- Vous êtes capable d'établir d'excellents contacts avec des chercheurs de haut niveau.
- Vous aimez vous déplacer.

Nous sommes filiale d'une société U.S. leader sur son marché.
Nous avons un poste pour vous.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à EGG INSTRUMENTS zone SILIC 428 - 94583 Rungis Cedex.

---

# Valeo

**Le nouveau nom de FERODO**

recherche, dans le cadre de sa politique de développement, des jeunes Ingénieurs à fort potentiel d'évolution.

**• Division Sofica (78 La Verrière)**

## INGENIEUR GESTION

débutant, diplômé grande école d'ingénieurs + IAE. Au sein du Service contrôlant la gestion (informatisée) de cette importante Division (2500 personnes), il sera chargé dans un premier temps d'études qui lui permettront de se former aux différents domaines de la gestion et d'être en liaison étroite avec les autres services de la Division et qui le prépareront à assumer ensuite des responsabilités opérationnelles dans le contrôle de gestion à Paris ou en Province. **Réf. 37492/1**

## INGENIEUR RECHERCHE THERMIQUE

ayant une première connaissance de la recherche acquise lors d'une spécialisation en thermique et ayant de préférence une formation initiale grande école d'ingénieurs (mécanique). Au sein d'une équipe chargée du développement de nos produits d'équipement thermique automobile, il sera responsable de recherches théoriques et expérimentales portant en particulier sur la compréhension des phénomènes d'échanges thermiques. **Réf. 37492/2**

**• Division Verto (Usine d'Amiens 80)**

## INGENIEUR INFORMATIQUE DE GESTION

débutant ou 1 à 2 ans d'expérience, diplômé grande école d'ingénieurs ayant de bonnes connaissances en informatique de gestion.
Au sein du service informatique et gestion de notre usine française d'embrayages, il sera chargé, après formation, pour cette usine et pour les usines italiennes et espagnoles, de définir, de mettre en place et de développer une nouvelle base de données. Il élargira ensuite son expérience à d'autres aspects de l'informatique ou de la gestion. **Réf. 37492/3**

Adresser CV, prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO
Service Recrutement I. & C.
43, rue Bayen — 75017 PARIS

---

**IMPORTANTE SOCIETE ALIMENTAIRE**
recherche pour
ses Départements France et International
situés à PARIS

# JEUNES ATTACHES MARKETING

**DIPLOMES ECS**
pour prise en charge rapide d'une ligne de produits

Il est demandé une première expérience en produits de grande consommation et la connaissance théorique et pratique des domaines : études - suivi et développement produits - promotion et publicité.

Anglais et Espagnol impératifs.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous no 75896 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

---




**rougier & plé***

spécialiste dans la commercialisation d'outillage et de fournitures pour l'artisanat et les loisirs, recherche un collaborateur capable de négocier avec les fournisseurs et de gérer les 5000 références figurant dans les catalogues.

Ce cadre dirige (et éventuellement forme) un service de 10 personnes, supervise la gestion des achats et des stocks, contrôle les opérations de réception des fournitures ainsi que la tenue des documents d'achats. Il participe également à la recherche de nouveaux produits.

Pour réussir, il doit avoir occupé une fonction similaire d'animation d'un service achat, être sensibilisé à une gestion informatique et avoir du goût pour les métiers d'art.

**La connaissance de l'anglais ou d'une autre langue étrangère serait appréciée.**

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 01013 M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
*MEMBRE DE SYNTEC*

---

Très Important Groupe National Spécialisé dans le domaine de la distribution de matériel électrique, électronique
recherche pour étoffer les structures de certaines de ses filiales commerciales en région parisienne



# cadres comptables et administratifs

Les postes à pourvoir
- **Chef des services comptables** **réf. 989**
- **futur Directeur administratif et financier** **réf. 988**

font appel à des connaissances approfondies en comptabilité générale et à une pratique réelle des responsabilités de commandement. Ils seront proposés à des diplômés d'études supérieures, comptables et financières, ayant des connaissances informatiques et quelques années de pratique en entreprise ou à des praticiens plus expérimentés, capables de prendre, dès maintenant, la responsabilité d'équipes importantes.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appeler 763.11.15, INFORMATION CARRIERE, aux heures de bureau.

**INFORMATION CARRIERE SVP**

*Préciser la référence.*
*Si vous le préférez, adressez votre-* candidature à SVP RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Logelbach 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT CSNCR

---

**IMPORTANT GROUPE**
**ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE**
(Banlieue Sud de Paris)

propose des postes de haut niveau scientifique et technique convenant à des

# INGÉNIEURS DÉBUTANTS

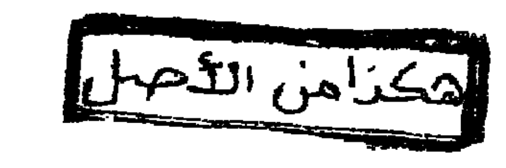
(ou ayant un début d'expérience)

**Formation : ENSAé - ENST - ESE ou équivalent**

Ils pourront s'intégrer à des **ÉQUIPES TECHNIQUES** ou des **SERVICES MAITRE D'ŒUVRE** pour assurer des activités telles que :
- l'étude d'équipements électroniques en laboratoire (circuits analogiques et numériques, microprogrammation) (réf. 10) ;
- la conception et la réalisation de logiciel de systèmes électroniques complexes (réf. 11) ;
- l'étude de projets systèmes mettant en œuvre des techniques variées (réf. 12).

La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Écrire en précisant la référence à nº 75005 *Contesse Publicité*, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



SCHAFFNER

FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ SUISSE
recherche

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Il devra être âgé de plus de 30 ans et avoir une expérience de plus de 2 ans d'un poste similaire ;
- *Il aura la charge de la gestion financière, l'élaboration et l'exploitation des bilans et budgets, des contacts bancaires, administratifs et informatiques.*

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à SCHAFFNER FRANCE S.A., 102, boulevard de Valmy, 92700 COLOMBES.

---

SOCIETE EN EXPANSION
PORTE DE SAINT-CLOUD
recherche

## ASSISTANT COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

expérimenté

Formation gestion et comptabilité
(école de commerce + DECS)

Pour :
- assister directeur administratif,
- encadrer une équipe comptable,
- réaliser des travaux budgétaires et situation comptable,
- anglais nécessaire.

Env. C.V., photo et prét. s/nº 55.478 sous enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITE
*39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS,* qui transmettra.

---

## organisateurs industriels expérimentés

**LE GROUPE BSN-GERVAIS DANONE** - 16,4 MD de C.A., 56 000 personnes, plus de 100 sociétés *implantées en France et à l'étranger – poursuit son développement dans l'Alimentaire et l'élargissement* de son champ d'activité au niveau international.

Le double projet d'efficacité économique et de développement humain et social est une des caractéristiques majeures du Groupe. *Une petite équipe pluridisciplinaire, au management très participatif, anime* ce double projet. Notre recherche d'Organisateurs expérimentés s'inscrit dans cette perspective. Au sein de cette équipe, ils auront la responsabilité de :
- « piloter » des chantiers d'organisation (amélioration de l'efficacité, de la productivité et des conditions de travail dans les établissements industriels) ;
- réaliser des projets (développement de l'analyse de la valeur, gestion de production, méthodes de fabrication...) ;
- perfectionner les méthodes utilisées par les organisateurs dans les établissements.

*Leurs activités s'exerceront en collaboration active et étroite avec les différentes Sociétés du Groupe.*
De formation scientifique supérieure (Ingénieurs Grandes Écoles ou Universitaires), ils ont déjà une riche et solide expérience: ils ont notamment assumé des responsabilités techniques, de préférence opérationnelles, et acquis la pratique de l'assistance et du conseil en organisation en unité de production.
Une expérience complémentaire de formation des adultes serait appréciée. Postes basés à Paris. Réf. J 25 M

## jeune responsable relations sociales

**LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES D'ÉVIAN** - 700 M de C.A., 1600 personnes – recherche l'Adjoint du Responsable des Relations Sociales de sa principale unité de production (1100 personnes) située près d'Évian.

Il sera plus particulièrement chargé de la gestion du personnel non-cadre de cette usine (promotions, mutations, recrutements, reclassements, paie), de la préparation des réunions de délégués du personnel et des comités d'établissement. Il représentera la Direction à certaines commissions et assurera la réalisation d'études sociales. Il animera et coordonnera les activités d'une douzaine de personnes.

Ce poste permettra à un jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction Personnel, de préférence en usine, de prendre connaissance de l'entreprise tout en se préparant à des responsabilités plus larges dans les Relations Sociales. La localisation du poste au bord du Lac d'Évian et à proximité immédiate des Alpes ajoute à cette offre un intérêt tout particulier sous l'angle des conditions de vie. **Réf. J 24 M**

**Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence correspondante, en précisant rémunérations actuelle et souhaitée à : BSN-Gervais Danone - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.**

bsn.gervais danone bsn. gervais danone. bsn

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**
*Banlieue SUD-EST de PARIS*
en plein développement
recherche pour la direction de son
SERVICE INFORMATIQUE

## UN INGÉNIEUR SYSTÈME

Ayant une formation supérieure informatique et une expérience de deux à cinq ans de réalisations d'applications de gestion en temps réel sur DIGITAL P.D.P. de préférence.

Le candidat, âgé d'au moins trente ans, devra :
- Assurer, en relation avec les services utilisateurs, l'exploitation, la maintenance corrective et évolutive des systèmes en place ;
- Prendre en charge les nouvelles applications restant à concevoir dans le cadre d'un nouveau système de gestion informatique ;
- Assurer le bon fonctionnement du service ;
- *Concevoir de nouveaux systèmes d'information.*

Rémunération élevée en rapport avec le niveau de responsabilité recherché.

Intéressantes perspectives d'avenir à un candidat dynamique et expérimenté.

*Adresser curriculum vitae manuscrit, prétentions et* références sous nº 76.013 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 09, qui transm.

---

S.A. D'H.L.M.
recherche

**URGENT**

## UN CONDUCTEUR D'OPÉRATIONS

Ayant bonnes connaissances législation H.L.M.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
**CNH 2000** 30, avenue Gallieni 94100 SAINT-MAUR

---

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SOCIETE MULTINATIONALE
COMPOSANTS ELECTRONIQUES
*6 000 PERSONNES - 4 ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS*
DEUXIEME EN EUROPE DANS SON DOMAINE
*recherche pour son siège*

## MARKETING CONTROLLER

*Au niveau du siège, cette nouvelle fonction est creee, sous la direction du* Responsable Marketing du Groupe.

Vous aurez la mission de mettre en place l'analyse des frais de distribution, *des statistiques de vente et des calculs de marge ; d'établir les budgets ;* d'assurer la liaison avec le planning de production des quatre etablissements industriels ; de coordonner les actions de contrôle, crédit et de recouvrement en vue d'optimiser la profitabilité de l'activite Marketing.

Formation : Ecole de Commerce, orientation Marketing et/ou contrôle de gestion.

*Vous parlez couramment l'anglais, vous avez de bonnes notions d'allemand* et/ou d'Italien.

Adresser C.V. lettre manuscrite, photo et pretentions sous réf. 75450 *à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra* 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

Black & Decker

Nº 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF
recherche pour sa
SOCIETE FRANCAISE
*(2 unités de production - CA 500 MF - forte croissance)*

## Contrôleur de gestion

Basé au siège de LYON, il sera intégré au département Contrôle de Gestion, jouera un rôle actif d'analyste et de conseil : planification, suivi de performances, recommandations, amélioration des outils informatiques de gestion.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'ingénieurs, justifiant d'une première expérience similaire.

L'expansion de la société offre de réelles opportunités de développement de carrière.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Ecrire avec CV + prétentions à Monsieur NICOLAZZI - BLACK & DECKER - B.P. 417 69218 LYON CEDEX 01

---

**Proche banlieue Sud**
(excellente desserte transports en commun)

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS débutants

(ENSAE, ENST, ESE, ENSI, INSA...)

Notre expansion rapide dans le domaine des équipement et systèmes aéroportés nous conduit à renforcer largement nos équipes techniques et d'essais.

Nous recherchons des Ingénieurs attirés par des RESPONSABILITÉS DE CONCEPTION dans les domaines avancés :
- de l'électronique générale ;
- de l'automatique ;
- et du traitement numérique (matériel et logiciel).

Des possibilités d'évolution variées vers des responsabilités largement autonomes sont offertes à des personnalités créatrices possédant aussi des qualités d'organisation et de contact et ayant le goût du travail en équipe.

Ecrire avec C.V. et photo sous le numéro 75.277, à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

IMPORTANT GROUPE DE REVUES PROFESSIONNELLES
performant et en expansion
recherche
pour PARIS

2 JEUNES

## CHEFS DE PUBLICITÉ

H. ou F., études supérieures, esprit marketing prononcé. Débutant accepté. Formation aux méthodes modernes de vente assurée par nos soins. Rémunération motivante et évolutive. Postes à pourvoir rapidement.

*Envoyer curriculum vitae, photo et prétent.* sous nº 7.240, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui tr. DISCRÉTION ASSURÉE.

---

## L'AIR LIQUIDE

recherche des

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

(CENTRALE, PHYSIQUE CHIMIE, CHIMIE DE PARIS, ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT)

**• POUR SON SERVICE BREVETS AU SIEGE SOCIAL A PARIS**

INGENIEUR ayant au moins 5 ans d'expérience BREVETS
Anglais et Allemand indispensables. (Réf. 101).

**• POUR SON CENTRE DE RECHERCHE BANLIEUE SUD**

INGENIEUR DEBUTANT ou ayant quelques années d'expérience, il sera chargé de l'étude et du développement de matériels de mise en œuvre des gaz industriels.
*Anglais indispensable - Une 2e langue serait* appréciée. (Réf. 102).

**• POUR SA DIVISION SOUDAGE-COUPAGE**

INGENIEUR DEBUTANT ayant pour mission *de prendre en charge le développement des* ventes en France de différents produits et *procédés de soudage sous flux gazeux.*
Anglais indispensable. (Réf. 103).

Adresser C.V. + photo en rappelant la référence à :
**l'AIR LIQUIDE**
Direction des Relations Humaines
75, Quai d'Orsay - 75321 PARIS CEDEX 07

---

CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES
SENLIS (Oise)
recherche

## UN INGÉNIEUR VIBRATIONS

- Il sera responsable d'une équipe chargée de trouver une solution aux problèmes variés de vibrations posés par les clients.
- Il disposera d'un matériel sophistiqué de mesures et d'analyse des signaux ainsi que d'excitation artificielle des structures.
- Il sera appuyé en cas de besoin par les compétences des autres laboratoires dans différents domaines.

- Age minimum : 30 ans.
- Diplômé grande école.
- Minimum cinq ans d'expérience en résistance des matériaux, mesures et si possible analyses des phénomènes vibratoires.
- Anglais lu et parlé.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à CETIM, Service du personnel - B.P. 67 - 60304 SENLIS.

---

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
PARIS-8e, recherche

## 1 PROGRAMMEUR
COBOL et/ou ASSEMBLEUR

- Titulaire d'un D.U.T. informatique.
- Débutant ou 1 à 2 années d'expérience.

Adresser candidature sous nº 75.672
CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

---

**H.Y. BERGERAT, MONNOYEUR**
recherche
pour renforcer son équipe de vente de matériels *T.P. Caterpillar*

## UN JEUNE DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Si vous avez un sens inné du contact, de solides connaissances financières et le goût du travail en équipes. Ecrivez avec curriculum vitae et photo à : Sté PARISIENNE H.Y. BERGERAT MONNOYEUR S.A.R.L., 2, rue du Moulin-Bâteau, 94380 Bonneuil-sur-Marne.
Poste à pouvoir rapidement.

---

## SOCHATA SNECMA

réparateur de moteurs d'avions
filiale du groupe SNECMA
recherche
pour son centre de BILLANCOURT

## UN ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Débutant ou 2 ans d'expérience formation E.S.C.P. ou équivalent. Il sera chargé d'assister le chef de *produit auprès de ses clients notamment au* MOYEN ORIENT et en AMERIQUE DU SUD et de mettre en application les contrats et les accords commerciaux en tenant compte de leurs aspects administratifs, techniques et financiers.
Anglais courant indispensable.
Espagnol très apprécié.

Si vous êtes intéressé par ce poste, écrivez en envoyant CV, prétentions et références à C.A.P.I.C. sous Nº 80104 – 18, rue Volney - 75002 Paris
Discrétion absolue assurée

---

## Adjoint direction des ventes
### 150.000 F

La filiale française d'un important groupe international spécialisée dans la commercialisation d'un matériel Hi-Fi haut de gamme (Chiffre d'Affaires en progression rapide et constante) crée le poste d'Adjoint à la Direction des Ventes. Le candidat retenu assistera le Directeur des Ventes dans l'ensemble de ses fonctions, en contact étroit mais fonctionnel avec la force de vente. Il sera par ailleurs spécialement chargé des contacts commerciaux avec les grandes surfaces et les centrales d'achat. Ce poste convient à un diplômé d'une école commerciale supérieure (30 ans minimum) ayant déjà acquis une solide expérience commerciale sur le terrain. Les relations avec la Société mère impliquent une très bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération fixe annuelle sera de l'ordre de 150.000 francs. Ce poste basé à Paris, peut évoluer à moyen terme vers des fonctions d'encadrement. Écrire à Christine CHABAUD - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - PARIS Cedex 16. Réf. A/203M

PS Conseil

---

CENTRE DE RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE ET FONCTIONNELLE

recherche pour enseignement

## AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

Age minimum 25 ans.

*Adresser curriculum vitae à :*
C.R.P.F., 77140 NANTREAU-LUNAIN.

---

GROUPE ELF AQUITAINE
cherche

## DOCUMENTALISTE

EXPÉRIMENTÉ (E)
en biochimie, biologie industrielles

- Titulaire DEUG S.N.V., B.T.S. ou D.U.T. biochimie ou biologie appliquée ou équivalent.
- Anglais lu et écrit.
- Expérience documentaire de ce secteur industriel nécessaire.
- Pratique des banques de données bibliographiques automatisées souhaitée.

Env. candidature et prétent. avec C.V., photo (retournée) s/nº 75.582 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

---

## CHEF COMPTABLE

Société commerciale de distribution de matériels et engins de T.P., 200 personnes et 400 MF de C.A., 6 agences Nationales + fortes exportations (70%), recherche son Chef Comptable qui dépendra du Directeur Général.

Il prendra en compte les services comptables, la facturation, les relations bancaires et la trésorerie, l'établissement du bilan.

Poste important qui demande un niveau théorique supérieur, une expérience très confirmée, notamment *en procédure export* et en utilisation de l'informatique, et le sens des responsabilités.

Zone de Courbevoie maintenant, puis zone d'Orly à partir de mai 1981.

Adressez votre CV détaillé + photo et prétentions : *Régie Presse - Le Monde Service Petites Annonces* - 85, Bis rue Réaumur - 75002 PARIS sous nº 863.436.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

**Imprimerie offset 100 personnes**
**CARTONNAGES DE LUXE,**
région Pontoise,
recherche

# DIRECTEUR

## UNITÉ DE PRODUCTION

- Gestion et animation de la fabrication, planning, suivi et coordination des procédures, contrôle qualité, contacts avec les fournisseurs, conduite du personnel, questions administratives courantes. Travail en deux équipes. Évolution en cours vers l'informatisation avec Direction par Objectifs.
- Formation supérieure ingénieur et gestionnaire. Connaissance imprimerie souhaitée mais non indispensable. Age 35 ans minimum. Résidence actuelle ou future proche du lieu de travail.

Adresser curriculum-vitae détaillé avec souhaits de rémunération sous référence 111, à L.P.A., 11, square Jasmin, 75016 Paris.
*(réponse assurée)*




développe ses activités d'opto électronique et recherche des :

## JEUNES INGENIEURS EN INFORMATIQUE

pour effectuer des études et développement de matériels de traitement et visualisation d'images (logiciel temps réel - moniteur ou logiciel de base).

Ces postes conviendraient à des ingénieurs grandes écoles (Télécom, Supelec, Grenoble, ENSI...) ayant de préférence deux à trois années d'expérience et une formation électronique de base.

Connaissances souhaitées en FORTRAN et si possible PASCAL ainsi qu'en Assembleur.

Adresser CV, rémunération actuelle et photo en indiquant la référence CR 723 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres
**MATRA** Boîte Postale N° 1, 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

## chargé d'étude marketing

"Analyses quantitatives"
26 ans env. — Anglais prof.ess.

**Yves Rocher**

1re Marque Française de Cosmétiques C.A. 1979 1 Milliard, 10 filiales.
Crée un poste de responsable d'analyse de clientèle pour optimiser son activité V.P.C.
Ce poste conviendrait à un(e) jeune diplômé(e) d'ENSAE, ISUP ou assim. ayant une expérience de 2 ou 3 ans dans des activités similaires, possédant le sens de l'organisation, le goût des contacts et des solutions concrètes, ainsi que de bonnes connaissances informatiques.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appeler 763.11.15 INFORMATION CARRIERE aux heures de bureau. Référence : 995
Si vous le préférez, adressez votre candidature à SVP RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Logelbach 75017 Paris.

INFORMATION CARRIERE SVP

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

**IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE**
recherche pour son siège de Clichy (92) proximité Porte Pouchet
pour son Service Etudes Sociales et Communications

# assistant

qui sera chargé :
- de l'administration du personnel cadre de la société et du personnel ETAMS du siège.
- Centralisation des contrôles des déclarations charges sociales, de l'élaboration et du suivi des procédures de paye informatisée pour 1500 personnes, des statistiques sociales, bilan social et tableau de bord et d'études diverses.

Ce poste du niveau cadre pourrait convenir à un diplômé DUT Gestion personnel (ou de même niveau, ayant quelques années d'expérience).

Envoyer C.V. précis, photo et prétentions sous référence No 75933 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra

## ANIMATEUR DE FORMATION

### Organisme de formation

Filiale d'un groupe international, nous recherchons un consultant pour la conception et la diffusion de stages commerciaux, au sein et à l'extérieur du groupe.

Notre choix se portera sur un candidat qui aura, certes, de réelles qualités pédagogiques et le dynamisme nécessaire pour s'intégrer à une équipe en place, déjà très performante.

Diplômé d'une école de commerce, son expérience opérationnelle dans le secteur biens d'équipements lui sera un atout supplémentaire.

Adresser. C.V., photo et prétentions sous n° 75.421 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

**Holding française leader européen dans sa branche recherche pour son Siège Paris**

# CHEF DES SERVICES FINANCIERS

**dépendant directement du PDG**

**F 150.000/an +**

*Sa mission*
- contrôler la comptabilité et les filiales France ;
- élaborer les budgets et effectuer la consolidation mondiale ;
- diriger et développer le service informatique.

*Son profil*
- Le candidat âgé de 28 ans minimum aura, après des études supérieures de haut niveau, une expérience confirmée d'un cabinet d'audit anglo-saxon, suivie de quelques années de pratique réussie de la fonction ;
- anglais courant indispensable - allemand et espagnol utiles ;
- disponibilité pour voyager France et étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé sous référence 10242 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS




## Bi-Lingual Marketing Assistant/Secretary

**(French/English) Paris**

SRI (formerly the Stanford Research Institute) is a unique, independent, not-for-profit organisation performing research and consulting for clients in government and business.

An opportunity has arisen for a bi-lingual Marketing Assistant/Secretary to work at the French regional marketing office in Paris. The successful candidate will report to the Director and be responsible to him for the mailing and telephone work related to promotional campaigns as well as other general marketing and secretarial support.

Applications are invited from candidates, ideally aged between 25 to 40 years, with a lively interest in current affairs, the capability to initiate a limited amount of background research, the ability to interface with clients and excellent shorthand/typing skills.

This is an opportunity to join an expanding and varied organisation which provides a high level of service to its clients, a stimulating and challenging working atmosphere, excellent salary and attractive benefits.

Please apply in own hand-writing in English, enclosing curriculum vitae and recent photograph to:

Mrs. Pat King, SRI International, NLA Tower, 12-16 Addiscombe Road, Croydon CR0 0XT, Surrey, England.

**SRI International**

**une situation d'avenir...**

# chef du service organisation administrative

**DANS UNE SOCIETE INDUSTRIELLE**

Nous fabriquons de l'appareillage électrique destiné à l'industrie.

Nous appartenons à un grand groupe français où il est possible de faire carrière.
Nous sommes basés dans la très proche banlieue Est de Paris.
Nous souhaitons accueillir dans notre équipe, un organisateur qui aura pour mission, l'analyse et la simplification des tâches administratives pour tout ce qui concerne les activités indirectes (bureaux, magasins, maintenance ...).
Il a une formation d'Ingénieur ou de Gestionnaire et une expérience du métier d'environ 5 ans.
Il sera aussi intégré à l'équipe d'organisateurs du groupe où il sera formé à nos méthodes spécifiques.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 20M198 à G.K.S. Conseil 69, rue de Monceau 75008 PARIS

CP — *Partenaire pour la France de* Consult-Eur

## GROUPE IMMOBILIER

recherche

POUR SA FILIALE CHARGÉE DE LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES
(ateliers, entrepôts, bureaux)
EN RÉGION PARISIENNE OU PROVINCE

# JEUNE INGÉNIEUR

(E.T.P. ou SIMILAIRE) 28 ans minimum

ayant acquis une expérience réussie de la conduite et de la gestion de chantiers du bâtiment.
Il devra être motivé, avoir le goût des contacts et être capable de s'intégrer à une équipe dynamique et performante.

POSTE A POURVOIR A NANTERRE-LA DÉFENSE

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° T 022.964 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## Banque internationale Champs-Elysées

recherche
POUR SON SERVICE DES CRÉDITS

# AGENT CONFIRMÉ

Pour assumer la charge de la centralisation des risques et la gestion des euro-crédits.

Connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à : RÉGIE-PRESSE, n° 863.959 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**FABRICANT FRANÇAIS D'IMPRIMANTES SPÉCIALISÉES**
pour poursuivre et renforcer son succès à l'exportation (plus de 50% du C.A.)
recherche

# INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Le candidat aura pour mission :
- de renforcer la force de vente actuelle ;
- de développer et organiser un réseau de vente ;
- de participer au lancement de nouveaux produits.

Poste nécessitant de fréquents déplacements au niveau mondial.

Nous demandons :
- une formation technique en électronique complétée d'une formation commerciale ;
- une excellente connaissance de l'anglais. Seconde langue utile ;
- une première expérience de vente est souhaitable.

Le Candidat devra pouvoir s'intégrer rapidement dans une équipe dynamique.

Rémunération intéressante : (Fixe + commissions) fonction des qualités et de la personnalité.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum-vitae, prétentions + photo, sous référence 21.501, PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur, 75002 Paris.

Dans le cadre de sa politique d'expansion




**Compagnie Générale d'Automatisme**

recherche

# ingénieurs informaticiens

**CONFIRMES**
**Diplômés Grandes Ecoles**

1°) pour l'étude, la mise au point et la mise en service de systèmes automatisés à base de mini-ordinateurs.
Déplacements à prévoir — Réf. I2

2°) pour encadrer équipe d'analyse programmation, de logiciel d'application de télétraitement.
Connaissance langage Cobol et matériel série 6 CII HB souhaitée (expérience 5 à 10 ans) — Réf. I3

# analystes-programmeurs

**Formation BTS-DUT ou équivalent**

Pour l'étude, la mise au point et la mise en service de systèmes automatisés à base de mini-ordinateurs.
Déplacements à prévoir — Réf. I1

Adresser C.V. manuscrit et prétentions en précisant la référence du poste à la Direction du Personnel - B.P. 57 - LE PLESSIS PATE 91220 BRETIGNY SUR ORGE

# les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi *(daté samedi)*

*Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.*
*Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.*
*Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.*

*Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux **« nouveaux vendeurs »**. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le **« niveau Monde »**. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).*

***Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.***

***Son nom ?***
***FONCTIONS COMMERCIALES***
***Ses annonceurs ?** Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

***Ses résultats ?** Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

***TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde***
(daté samedi)
***DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.***

Très Important Groupe Français
recherche

# 1 chef de personnel

pour une de ses usines (1 000 personnes) située en Province, région Ile de France.

A ce poste, nous souhaitons engager un candidat diplômé d'études supérieures ayant deux ou trois ans d'expérience de la fonction dans une entreprise industrielle.
Il prendra peu à peu en charge toutes les fonctions normalement dévolues au Chef de Personnel d'une unité de production. (réf. 991)

# 2 cadres débutants

**"Fonction Personnel"**
diplômés d'Etudes Supérieures, nous les formeront à la fonction en vue de confier rapidement des responsabilités opérationnelles. (réf. 992)

Adressez votre dossier de candidature complet en précisant la référence à:

**SVP RESSOURCES HUMAINES**
7, rue de Logelbach 75017 Paris
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

# INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Spécialisé en installations de centralisation d'information et automatismes industriels.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE SOUHAITÉE

Ecrire avec curriculum vitae à ENTREPRISE INDUSTRIELLE 226, avenue du Maréchal-Foch, 78130 LES MUREAUX

FILIALE D'UNE ENTREPRISE DE BATIMENT DE PREMIER PLAN

située en Banlieue SUD-OUEST

recherche H/F

## UN CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL

Qui prendra en charge :
- Le recrutement du personnel CADRES et ETAM.
- La gestion de la formation.

Le candidat de formation supérieure (Psycho-Prat - Maîtrise de Psychologie) aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la pratique du recrutement et si possible dans la branche BTP.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Mademoiselle BACHOLLE
SUPAE
CD 117 - 91570 BIÈVRES

bleu

---

SOCIÉTÉ FRANÇAISE (1200 personnes)
recherche pour
COMPTABILITÉ CENTRALE un(e) :

## CHEF COMPTABLE

- 35 ans minimum
- Cadre position 2
- Expérimenté, précis, méthodique
- Niveau D.E.C.S.

Pour centralisation comptes départements, déclarations fiscales et travaux d'audit. (travail avec un comptable)

Adresser C.V., photo et prétentions à :
TISSMETAL 312 Bureau de la Colline
92213 SAINT - CLOUD

bleu

---

Sécurité Sociale
URSSAF de Paris
recherche

## ANALYSTES-INFORMATICIENS

Parmi les diplômés de l'Enseignement Supérieur (Ingénieur, Maîtrise, IUT ...), ayant une expérience, même courte, de la réalisation et de la mise en œuvre d'applications de gestion.

Le salaire d'engagement (77.000 F ou 82.000 F par an, selon expérience), évoluera progressivement dans le poste jusqu'à 120.000 F par an.

Adresser C.V. détaillé à URSSAF PARIS à l'attention de M. le Directeur de l'Informatique, réf. D09, 47, avenue Simon Bolivar 75019 Paris.

---

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ

recherche
pour le développement d'un IMPORTANT SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

## INGÉNIEURS INFORMATICIENS

chargés de l'étude et de la réalisation du logiciel temps réel, de formation ENST, ESE, MAITRISE D'INFORMATIQUE ou ÉQUIVALENT. Si possible expérimentés en informatique temps réel, ayant connaissances des langages assembleurs et des microprocesseurs.

Lieu de travail :
Région de TRAPPES
Banlieue SUD-OUEST

Ecrire avec C.V. et prétentions s/n° 76.054, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

---

CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche pour Paris

## COLLABORATEUR CONFIRME - DROIT SOCIAL

Expérience indispensable

Écrire avec curriculum vitæ et prétentions - SERVICES-LAMY, 17 bis, rue Legendre, 75017 PARIS.

HAVAS CONTACT

---

GROUPE MULTINATIONAI
recherche

## CHEF COMPTABLE

de formation supérieure type DECS, ESC, il aura de 2 à 5 années d'expérience en comptabilité générale et analytique.

Des possibilités d'avenir attrayantes sont liées à un candidat de valeur et la forte croissance de la société.

Envoyer CV détaillé, prétentions et photo sous N° 7737 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

---

## ingénieur analyste fonctionnel (H.F.)

Nous sommes une importante société nationale de produits de grande consommation. Nous vous proposons de venir rejoindre la jeune équipe de notre Direction de l'Informatique et de l'Organisation qui est chargée de mettre en place un nouveau système d'informatique distribué - temps réel et bases de données.

Vous aurez à prendre en charge l'analyse fonctionnelle d'applications informatiques, et dirigerez l'équipe chargée de sa réalisation en tant que

## CHEF DE PROJETS

Pour réussir à ce poste une première expérience d'Analyste d'au moins 2 ans dans une société de conseil en organisation, de préférence anglo-saxonne, ou une entreprise industrielle est indispensable.

Poste à pourvoir à Paris.
Nous vous offrons la possibilité de faire carrière dans notre société.

Envoyer dossier de candidature, C.V. et prétentions sous référence 2494-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

Société composants électromécaniques
Banlieue Est Paris
recherche

## AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- Itinérant ;
- 25 ans minimum ;
- Formation BTS - DUT ou équivalent (Electro-mécanique ou électronique) ;
- Une ou deux années d'expérience industrielle.

Adresser C.V., photo et prétentions s/n° 75.838, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

---

SOCIETE DE FRANCHISE REPUTEE
MEUBLES HAUT DE GAMME
recherche

## responsable achats

- 30 ans minimum, formation technique ou commerciale souhaitée. Expérience indispensable d'une fonction d'acheteur d'au moins 5 ans dans le négoce de biens de grande diffusion. Le passage dans un groupement d'achats serait très apprécié.
- Il participera à la définition de la politique produits qu'il mettra en œuvre au niveau de la recherche, de la sélection, du suivi et du contrôle des fournisseurs ainsi qu'au niveau du choix des produits en collaboration avec les services concernés.
- Il s'agit d'un poste très opérationnel nécessitant une bonne pratique de la fonction achats.

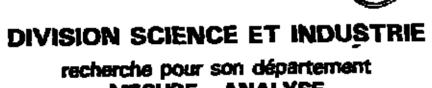
Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 74-M à GUILLON Sélection (réponse et discrétion assurées)

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

---

## PHILIPS



DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche pour son département
MESURE - ANALYSE

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX ÉLECTRONICIENS

pour la Région Parisienne, SERVICE MESURE

## INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX ÉLECTRONICIENS

pour les liaisons avec les usines et la formation de l'équipe de vente

Pour tous ces postes, il est exigé un diplôme d'ingénieur et une bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. à S.A. PHILIPS, « Science et Industrie », Service du Personnel, 105, rue de Paris, 93002 BOBIGNY, ou tél. 830-11-11, postes 554 et 555, pour rendez-vous.

---

## CIBA—GEIGY

recherche
pour son Département INFORMATIQUE
(75 personnes — IBM 370/168)

## UN ANALYSTE PROGRAMMEUR confirmé

- Il participera à la conception en temps réel de la base Produits et en assurera les réalisations. Il prendra part à la mise en place de la base Clients.
- Une expérience d'environ 3 ans est nécessaire ainsi que la connaissance théorique et pratique des bases de données (langage DL/1) et de la communication avec celles-ci (langage CICS).

L'importance de notre groupe permet aux candidats d'envisager un développement intéressant, ouvert sur l'ensemble de nos activités.

Merci d'adresser vos CV, photo et prétentions à
CIBA-GEIGY - Recrutement Cadres -
2 & 4 rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON

---

afnor NF
Association Française de Normalisation

recherche pour son
DEPARTEMENT DE LA MARQUE NF
DE CONFORMITE AUX NORMES

## un ingénieur

ayant une expérience de quelques années acquise en usine (contrôle qualité si possible).

Mission -
Il sera chargé : - d'enquêtes sur la gestion de la qualité
- de contrôles des fabrications
- de prélèvements de produits
entrant dans le cadre de la gestion des Marques.

Le poste est évolutif ; il comporte des déplacements (France et Europe).
Il conviendrait à une personnalité active et organisée, aimant les contacts et désireuse de s'intégrer dans une équipe jeune et responsable.

Adresser c.v. et photo s/réf. 6050 en précisant la rémunération actuelle à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe Cédex 07 - 92080 Paris La Défense.

---

Filiale chargée de la mise en œuvre des systèmes informatiques d'un très important groupe d'assurances recherche

## analystes analystes-programmeurs et programmeurs

expérimentés et débutants

pour participer au développement de systèmes informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement (1000 terminaux).
- Puissants ordinateurs IBM sous OS (3033)
- Assembleur, IMS, DL1, TSO
- Formation complémentaire assurée.
- Lieu de travail : La Défense.

Envoyer CV et photo, sous réf. 10856, en précisant le poste choisi à GIE, Service du Personnel, Cédex 11, 92081 Paris La Défense.

GIE

média-system

---

## TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Pour son service technique, METROLOGIE recherche 2 TECHNICIENS ELECTRONICIENS, ayant de bonnes connaissances en MICRO-INFORMATIQUE.

Contacter M. GOULAS au 791.44.44
Lieu de travail : ASNIERES.

METROLOGIE

---

## ASCINTER OTIS

- Département Informatique -
2 IBM 370/148 - VM/CMS - DOS/VSE - OS/VS1
recherche

## analystes programmeurs d'application

DOS/VSE - PL1 - CICS - DL1
IUT - 1 an expérience réelle sur ces systèmes

## analyste programmeur de système

OS/VS1
- Formation IUT ou équivalent - même débutant.
- Formation système assurée par l'Entreprise.
- Evolution de carrière prévue.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. COURTOIS - Société ASCINTER OTIS
141, rue de Saussure - 75822 PARIS Cédex 17

amp

---

GROUPE FRANCAIS
en pleine expansion occupant une place prépondérante sur son marché
recherche pour l'un de ses départements électronique industrielle

## 1 ingénieur électronicien

Chargé du développement des ventes en France, de la formation et de l'information des équipes de vente, il sera en liaison permanente avec les fournisseurs américains.

Une première expérience en bureau d'études ou en production alliée à de réelles aptitudes commerciales sont des atouts pour réussir à ce poste.

Anglais indispensable. Rémunération annuelle de l'ordre de 120.000 F.
Lieu de travail : PARIS.
Envoyer C.V., photo et prétentions à no 73807 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

## responsables de l'administration commerciale

PARIS ou LYON 100/125 000 Frs

Nous sommes la filiale commerciale d'une importante société multinationale et nous traitons un gros volume d'affaires dans nos différents centres de profit.

Au niveau de l'une de nos directions régionales, vous animerez, en fonction d'objectifs précis, un service d'une quinzaine de personnes chargé d'assurer la gestion et l'exploitation de contrats de location ou de vente de nos biens d'équipement.

Vous serez en contact étroit avec nos commerciaux et leur apporterez un soutien logistique.

Vous avez une formation commerciale du type ESC et quelques années d'animation d'un service gestion des ventes au sein d'une importante société utilisant l'informatique.

Dans ces postes évolutifs à court ou moyen terme, vous pourrez donner toute la mesure de votre efficacité et de votre autonomie.

Merci d'envoyer votre CV sous référence 11146 à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

---

L'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en électrotechnique et électronique recherche

UN INGÉNIEUR
5 ans minimum d'expér., spécialisé en conception de systèmes à base de microprocesseurs pour :
- apporter du conseil aux entreprises dans le domaine du microprocesseur ;
- diriger des projets.

UN INGÉNIEUR
2 ans d'expérience pour la réalisation de projets à base de microprocesseurs.
Env. C.V. à ESIEE SEFI (DEM), 91, r. Falguière, 75015 PARIS.

---

## INGÉNIEURS

POSITIONS 1 et 2
mécanique générale, 790-40-30.

---

## INGÉNIEURS POS. 2

Électroniciens - 733-20-46.

---

Cab. en droit des affaires (16e) recrute à mi-temps

## SECRETAIRE COLLABORATRICE

pour :
- secrétariat juridique ;
- sténodactylogr. (excellente) ;
- 5 ans d'exp. min. similaire ;
- ambiance de groupe cabinet jeune en expansion.

C.V., photo et prét. à SECODI, 33, rue Raffet, 75016 PARIS.

---

Importante Société Paris (15e) recherche personne connaissant impérativement la papeterie (fournitures et fournisseurs) pour chiffraison commandes.
Ecr. n° 48.233, Havas Contact, 156, bd Haussmann, PARIS-8e.

---

## Jeune Régie Publicitaire

pour faire face à son développem.

## Commerciaux dynamiques

prêts à prendre en charge plusieurs supports.
Ecr. s/n° 863.955 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Bureau d'études, recherche
- INGÉNIEURS STRUCTURES (débutants ou expérimentés).
- INGÉNIEURS THERMICIENS dessinateur industriel expér., informaticien scientif. expér., informaticien de gest. expér.

Env. lettre manuscr. avec C.V. s/n° T 022.992 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

COLLÈGE BANLIEUE SUD
35 km PARIS, recherche

## PROFESSEUR MATH

2e cycle. Expérience pédagogique exigée. Véhicule indispensable.
Téléphone : 808-29-57.

---

## SOCIÉTÉ PARIS

recherche
pour participer à la réalisation de projets importants

## UN ANALYSTE confirmé

(minimum 3 ans d'expérience)

## UN ANALYSTE PROGRAMMEUR débutant

Ils connaissent
DOS IBM, COBOL, VSAM

Ils sont motivés par l'utilisation de techniques modernes ainsi que par une rémunération intéressante.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions s/n° 76.085 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

Important cabinet spécialisé en Audit et Commissariat aux comptes recherche

## UN COLLABORATEUR

ayant de préférence 1 an d'expérience avec DECS complet ou certificats comptable et juridique du DECS. Formation assurée.
Écrire avec C.V. et photo à Mme GAUTHIER, 217, rue Saint-Honoré 75001 PARIS.

---

Société de documentation (Gentilly) recherche pour son service rédaction en pleine expansion

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS et A.T. ÉLECTRONICIENS

Connaissance des microprocesseurs et des circuits logiques souhaitée.
Env. C.V. + prét. à SED, 55, rue Benoît-Malon, 94250 Gentilly.

---

## IMPORTANT CABINET

de révision comptable français
recherche
pour ses différentes équipes

COLLABORATEURS

2 ans expérience minimum
Connaissances comptables de base devant être considérées comme acquises chez un professionnel.
Pratique d'une langue étrangère appréciée.
Ecrire à Mlle KERMORVANT, 66, rue de Caumartin, 75009 Paris.
Joindre curriculum vitæ.

---

GROUPE INTERNATIONAL pneumatique

## CHEFS DE PROJETS

capables de diriger de grands projets.
ANALYSTES-PROGRAMM.
DUT + 3 ans d'expér. IBM COBOL sous OS.

## PROGRAMMEURS

DUT + 1 an expérience
INFORMATIS CONSEILS
26, rue Daubenton (5e)
Tél. : 337-99-22.

---

Groupe International, recherche pour réalisation de projets MINI - MICRO - T.P.

## INGÉNIEURS

connaissant SOLAR 80/80.

Si libres rapidement, tél. : 526-82-08 ou écrire
URGENCE INFORMATIQUE
52, Chaussée-d'Antin, Paris-9e.

---

## GROUPE GESTION INFORMATISÉE

DIVISION G. INFO

## INGÉNIEURS MINI 6

pour assistance technique auprès des utilisateurs

## INGÉNIEURS TÉLÉCOM

débutants ou 1 an d'expérience

## INGÉNIEURS D'ÉTUDES

EN TÉLÉPHONIE
pour système de commutation

## INGÉNIEURS LOGICIELS

SOLAR sous RTESD-MITRA sous MMT2

## INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

pour système de traitement de textes.

## INGÉNIEURS MICROS

INTEL 80/80,
MOTOROLA 6800, MC 68000.
Lieu d'affectation :
LAGNON, GRENOBLE, PARIS, l'U.R.S.S., le CHILI.
Salaire 98.000 à 168.000 F/an.
Ecr. n° 388 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

---

ETOILE, recherchons

## COMPTABLE HOMME

Libre de suite. Expérience toutes déclarations et bilan.
Téléphone : 370-36-66.

---

LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DU MANAGEMENT PUBLIC
recherche pour le service informatique d'un de ses clients

## ANAL.-PROGRAMMEURS

- analyse et réalisation d'applications de gestion S.G.B.D. et télétraitement (DM IV) ;
- formation complémentaire sur HB 66 DPS assurée.

PROFIL :
- DUT d'informatique ;
- 1 an d'expérience minimum ;
- anglais lu.

Envoyer C.V. avec prétentions à : CESMAP, 67, avenue Lénine, 94112 ARCUEIL CEDEX.

---

GROUPE INDUSTRIEL DE PREMIER PLAN
recherche pour son
laboratoire central situé dans la banlieue NORD de PARIS

## 1 TECHNICIEN - PHYSICO-CHIMISTE

niveau I.U.T., B.T.S.

Connaissant les techniques modernes d'analyse (D.S.C., chromato gazage et liquide, spectro infrarouge).

La connaissance des fabrications de résines ou des matériaux composites serait appréciée.

Prévoir des déplacements de courte durée en province.

Env. C.V., photo et prétent. à n° 75.710, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

## secrétaires

Société de services, secteur pétrolier banlieue Nord, recherche d'urgence

**SECRÉTAIRE**
**BILINGUE ANGLAIS**
pour son service exploitation/commercial

- 22-25 ans (environ) ;
- 2 à 3 ans d'expérience ;
- connaissance télex obligatoire ;
- connaissances machines I.B.M. et traitement de textes appréciées ;
- habituée au travail en équipe.

DISPONIBLE DE SUITE

Envoyer C.V. et photo s/réf. 821 à M. BIGARD, 7, rue Newton, Z. I. du Coudray, 93150 LE BLANC-MESNIL.

Agence de Publicité - Centre de Paris recherche

**Secrétaire de direction**

Si vous avez 30 ans minimum, un bon esprit d'initiative, une grande disponibilité, l'aptitude au commandement, de bonnes connaissances d'anglais; célibataire de préférence, si vous êtes libre rapidement, nous vous proposons un salaire motivant + intéressement + avantages sociaux, et vous demandons d'écrire vite, s/réf. 1128M à :

SOURCES

108 rue Saint-Honoré – 75001 Paris qui transmettra.

SOCIETE D'EDITION 12, rue Blaise-Pascal 92201 NEUILLY-SUR-SEINE recherche 1 SECRETAIRE DE DIRECTION confirmée. Prendre rendez-vous par téléph. 747-11-33, poste 695 Mme BOUCHERE.

IMPORTANTE SOCIETE PUBLICITE-PRESSE recherche pour Gd MAGAZINE NATIONAL

**SECRETAIRE STENODACTYLO**

Envoyer C.V., photo et prétent. sous n° 883 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ quartier Saint-Lazare recherche

TRÈS BONNE **SECRETAIRE**

Sérieuses références exigées dans emploi similaire. Situation intéressante pour personne précise, méthodique avec sens organisation et responsabilité.

Adr. C.V. à ORBIS, N.B., 28, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris

## représentation offres

SOCIETE ELECTRONIQUE conversion d'énergie PORTE DE CLIGNANCOURT provisoirement banlieue OUEST (1 an) recherche

ADMINISTRATIF COMMERCIAL

Révision prix, tarification, statistiques, suivi de commandes, contrat export, connaissances et marchés d'Etat appréciées. Prendre contact téléphone : 946-25-09, poste 06.

Société fabriquant des planches à voile recherche REPRÉSENTANTS MULTICARTES pour quadriller l'hexagone. Si possible introduits dans magasins d'accastillage, de sports ou de bateaux. Secteur à définir. Écr. avec références à :

ERICK YACHTING S.A., B.P. 49, 40150 HOSSEGOR.

## capitaux propositions commerciales

GRANDE, MODERNE ET PROGRESSIVE FABRIQUE DE PERRUQUES ET TOUPETS ARTIFICIELS A MACAU avec plus de 250 travailleurs cherche

**AGENTS RELIABLES - GROSSISTES**

Si vous êtes intéressés, veuillez contacter WIG AM (MACAU) FTY, LTD - G.P.O. BOX n° 9731, HONGKONG Telex : Care 74630 TUTCO HX.

CANNES - Promoteur cherche investisseur pour construire immeuble à usage de bureaux (1.650 m² H.O.). T. (16-93) 45-37-83

## information divers

Pour mieux choisir votre métier FRANCE-CARRIERES en vente à votre kiosque

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS En vente à votre kiosque.

## occasions

A vendre URGENT trois jolis OBJETS CHINOIS sculptés + une pierre dure lapis-lazzuli. Mme RENAUD, téléphone : 374-02-39.

## travail à domicile

Prof. retraité, 55 ans, docteur lettres, exp. franç., espagnol, hist., ayant voyagé, examine propositions concernant trav. domicile : création littéraire, roman, nouvelles, articles, corrections, traductions, enseign. corresp. Ecr. s/n° 7.244, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## automobiles

## divers

**104-305-505** Modèle 80, peu roulé, garanties, 63, rue Desnouettes. Téléphone : 533-69-95.

Camionnette aménagée (Motorhome) américaine, 7,8 m, finition luxueuse, neuve, sans plaques minéralogiques, et garantie 24.000 km. Une affaire à 12.000 livres sterling. Tél. (Angleterre). 0392 56947.

**NOUS** SOCIETE DE FINANCEMENT **VOUS PROPOSONS** un grand choix de véhicules de types variés repris en cours de contrat

Citroën - Volvo - Volkswagen Austin - Range Rover Renault - et utilitaires Prix très intéressants Téléphone : 763-11-01.

## bateaux

Vends BATEAU ROCCA type NANTA, 75 CV, YAMATTA. Téléphone : 880-89-89.

## formation professionnelle

**JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE**
(École d'ingénieurs, IUT)

Élargissez vos possibilités d'emploi en vous spécialisant dans les métiers de

l'ACHAT et l'APPROVISIONNEMENT

(initiation à la gestion, stocks, marketing, négociation, droit, ...)
Stage rémunéré, 4 mois et demi à temps plein, avoir moins de 26 ans ou être femme chef de famille, inscriptions jusqu'au 26 octobre.

UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE Service Éducation permanente Place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny 75116 PARIS - 505-14-10 (Poste 2476)

**CONTROLE GESTION** STAGE 6 MOIS Admission ingénieur ou maîtrise, début des cours 28 octobre. Institut de Gestion de Paris, Val-de-Marne, 58, av. Didier, 94 - LA VARENNE. T. 886-11-79 (M. Darfeuille). STAGE RÉMUNÉRÉ

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX** en systèmes informatiques

Formation pratique et théorique (720 heures) pour demandeurs d'emploi H., F., 26 ans, diplômés enseignement supérieur (sciences, gestion, commercial, etc...) INSCRIPTION IMMEDIATE

GROUPE FORMATION NOUVELLE 14, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Téléphone : 296-12-58.

Informatique Pour ingénieurs **APL - PASCAL** Microprocesseurs

CITI 205.24.63 Centre International de Traitement Informatique

## cours et leçons

Cours de français, histoire, géo. par dame professeur lettres. Tél. de 8 h. à 11 h. 327-74-87

## travaux à façon

ENTREPRISE, sérieuses références, effectue rapidement travaux peint., décor., coordinat. tous corps d'Etat. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 et 893-30-02.

## DEMANDES D'EMPLOIS

Français, 34 ans

Excellent japonais parlé et écrit Anglais. Très solides bases de chinois (2 ans en Chine). Expérience confirmée des négociations et suivis de contrats au sein d'entreprises japonaises cherche poste

EXTRÊME-ORIENT, de préférence JAPON

en raison de ses introductions dans milieux d'affaires nippons.

Libre rapidement. Etudie toutes propositions.

Ecrire sous n° 2.807, le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Rech. DIRECTION COMMERCIALE maisons individuelles ou autres sur six départements : 58, 18, 71, 03, 42, 63. Ecrire à M. THOURET D., 15, r. du Commandant-Leisseit, 58240 Saint-Pierre-le-Moutier. Tél. : (86) 42-87. Discrétion assurée.

Femme 40 ans, comptable-mécanographe. 15 ans d'expérience, comptabilité générale, clients, fournisseurs, cher. emploi stable. Ecrire s/n° 6.010 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., 28 ans, formation E.S.C. + 6 années expér. professionn. en GESTION ORGANISATION COMMERCE INTERNATIONAL

Responsab. filiales étrangères, parlant anglais, allemand, cherche poste sur Paris ou écrire s/n° 98.381 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR T.P. recherche tout travail plus intéressant que de faire le clown comme coopérant en Algérie. Ecr. s/n° T022926 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. Femme, 26 ans, école de psychologue praticien + gestion personnel, 3 ans d'expér. dans cabinet recrutement recherche poste au sein d'un service du personnel. Téléphone : 852-44-53.

J. H., 28 ans, docteur ès Sc. Eco., dipl. Études comptables supérieures, recherche stage en Cabinet d'expertise comptable en vue de la préparation des C.E.S. Ecr. s/n° T022752 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Chauffeur de direction, garde du corps, 28 ans, ch. pl. sérieuse, (89) 59-13-02.

Jeune homme, 23 ans ch. emploi région indifférente
- B.T.S. fonderie sur modèle.
- BAC F1.
- C.A.P. dessin. construct. méc.

Ecr. Cabioch, route de Kerbaul, Ploujean 29210 Morlaix. Téléphone : (98) 72-01-26.

CHEF DE SERVICE comptable et financier 42 ans, 20 ans pratique comptabilité générale et analytique, bilan, toutes déclarations fiscales et sociales, contrôle de gestion, budget, prévision, relation bancaire, gestion et politique du personnel cherche place 12.000 × 13 Ecr. s/n° T022947 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

TRADUCTRICE-INTERPRÈTE Allemand, anglais, français membre SFT étudie toutes propositions. Téléphone : 093-02-86.

J.F. 22 a., niv. B.T.S. secrétariat, 2 ans exp. secrét. d'achat, habitude travail sur écran, ch. place stable secrétaire à Paris ou rég. paris. Disponible immédiatement. Écrire s/n° 6.998 le Monde Pub., 5, rue des Italiens 75009 Paris.

Jeune Femme 24 ans, diplômée Gestion Marketing anglais et espagnol parlé et écrit rech. organisation et gérance commerce luxe, PME. Ecr. s/n° 75.496, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1er.

DIRECTEUR Centre socio-culturel et loisirs. Longue expérience animation et gestion, offre à Comité d'Entreprise, Association, Mairie

**DIRECTION CENTRE VACANCES** (ou adjoint) dans chalet maison familiale, foyer communautaire Secteur RHONE-ALPES

Ecrire Havas Supports, 81, rue République, Lyon 2e, n° 5.417.

Ingénieur III B expérience contacts nombreux à tous les niveaux. Achats

**Promotion vente** produits techniques. Métallurgie mécanique. Très disponible géographiq. Ecr. s/n° 98359 M. R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Bachelière allemande, 19 ans, aimant s'occuper des enfants, cherche, à partir janvier, pour 6 mois, place stagiaire aide famil. Mlle THEISSING, Kötnerholzweg 7 D-3000 Hannover 1.

Jeune Femme 25 ans D.E.A. philosophie doctorat en cours, étudierait propositions de travail Paris TEMPS PARTIEL Ecr. s/n° T022973M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune Femme 35 ans, grande expérience comptabilité clients, trésorerie, comptabilité générale, jusqu'au bilan informatisé, recherche poste à responsabilités stable Paris. Ecr. s/n° 2784 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chauffeur direction 15 ans, expér., possibilité déplacement, très sérieuses références. Ecr. s/n° 2.796 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F., cherche emploi secrétaire dactylo, notion sténo ; a déjà tenu standard. Rég. sud de Paris (Evry, Corbeil). Tél. 843-50-62.



# L'immobilier

## appartements vente

**APPARTEMENT EXTRAORDINAIRE**
Grande réception, 2 chambres et terrasse dans parc privé exceptionnel.
**Tél. : 766.82.19.**

### 3e arrdt

MARAIS - 354-95-10 - 6 P. 160 m² **MAISON** TERRASSE Charme. Soleil. Rénovation luxe.

### 4e arrdt

**MARAIS** Imm. classé, rénovation exceptionn. 55 à 145 m² à amé. 272-40-19.

### 5e arrdt

JARDIN DES PLANTES (proximité immédiate) 5 P. **120 m²** 3e ét., asc., tt confort, chauff. centr. indiv. Chambre service. - 523-32-22.

### 6e arrdt

5 r. ST-ROMAIN, pierre de T. 1er étage., 3 pièces, refait neuf. Téléphone : 325-77-33.

CŒUR du 6e - Dans imm. caract., 4-5 p., 110 m². En excellent état. 1.150.000 F - 705-31-13.

**LUXEMBOURG** proximité jardins charmant appartem. en duplex DERNIER ÉTAGE, SOLEIL, TERRASSE. Serge KAYSER. T. 329-50-60.

**LUXEMBOURG** Magnifique Appt récept. 2 chambres, 2 bns, 220 m². EMBASSY SERV., 562-03-48.

### 7e arrdt

DUROC, immeuble standing, séjour + chambre, cuisine, bains, poutres, cheminées, vide-ordures. 4e étage, soleil. GARBI. Tél. 567-22-88.

**SUR CHAMP DE MARS** Imm. grand standing. 4e étage. Bel appartement 170 m² environ + 2 chambres service. Très belle réception décorée. - Boiserie murale chêne. Tél. : 261-84-52 heures bureau.

**38 R. VANEAU** NEUF GD STAND. Du STUDIO au 4 P., GARAGES. Sur place 11 à 19 h. 550-21-26.

### 8e arrdt

**LA BOETIE** Charm. 4 P. anc., ascens. URGT. DORESSAY 548-43-94.

PRÈS ÉLYSÉE, bel appt., récept., 3 chbres, 2 bains, impeccable. Téléphone : 359-56-96.

Champs-Elysées, partic. vend 42 m², ét. élevé, luxe, soleil, ref. neuf, 600.000 F. T. 562-43-55.

SAINT-PHILIPPE - 270 m² Poss. prof. libérale, bon plan. Transeil, 325-10-56.

### 9e arrdt

VAUCRESSON, résidence gd standing, clair, soleil, 3 p. 70 m², cuisine équipée, tt conft. Gar. 338.000 F - 387-27-60.

**A SAISIR** 54, rue La Fayette Bel imm. anc., p. de t., caractère **4 P.** 85 m² + balc., ch. serv. 2e étage, asc., tout conf. Placement idéal profess. libérale

**PRIX TRES INTERESS.** ADMINISTR. 281-33-34, 35.

### 10e arrdt

**MAGENTA 5 PIÈCES** CONFORT TOTAL. 265-64-11.

### 11e arrdt

A vendre libre, bel appart. 60 m², 11e arrd. : 3 pces, cuis., s. de b., 5e ét., balc., resserre 4 m², cour, cave. Faibles charges. Prix intér. Leoni, 27, rue Faidherbe, 75011 Paris. T.l.j., 15 à 18 h.

**NATION** bel appartement original 80 m², 2 loggias, belle cheminée Soleil calme. Tél. 589-49-34.

### 12e arrdt

DAUMESNIL 2/3 P. 50 m² + balc., 9e ét. Prix : 450.000 F - 266-25-02.

Vue sur seine, 12, quai de la Rapée, pptaire vend direct. dans imm. anc., grand living 30 m², ch., cuis., bns, chauff., asc., tél. T. 707-68-28 ou 343-00-37.

### 13e arrdt

**11, PASSAGE** Trubert-Bellier. Calme, verdure, 5' Mo, excellent 3 P., conft, tél. 390-00-00. Vis. mercredi 14, à 18 h. 336-17-36.

### 14e arrdt

BOBINO, dans imm. de stand. rénové (asc., interphone, vidéo, cheminée) GD STUDIO équipé, excellent placement, gestion et location garanties, net d'impôt. Le propriétaire - 566-92-72.

### 15e arrdt

**LOURMEL** FELIX-FAURE BEAU 6 P. CFT 2 sanitaires + terrasse 43 m², park. 1.390.000 F. 577-96-85.

**CH.-MICHELS** Imm. 1978 BEAU 4 P. + TERRASSE 75 m². Vue panoramique. 2 parkings. 1.880.000 F. Tél. : 557-53-36.

### 16e arrdt

RAYNOUARD, étage élevé, vue dégagée, balcon, belle décoration, boiseries, 5 pièces, parking. Téléphone : 359-56-96.

**RUE MARBEAU** Imm. pierres de taille, 5e étage, 4 P., tout confort, 104 m², libre. Prix 1.000.000 de francs. Visite par notaire. - Tél. : 555-07-64.

**MUETTE** résid. imm. récent ét. élevé, balcon, verdure, calme, soleil, beau LIVING, CHAMBRE, PARKING S.A. LE CLAIR - 359-69-36.

**JASMIN** PETIT IMMEUBLE PARTICULIER TT CONFT s/cour, composé de : **6 P.** nombreux sanitaires, desservi par ascenseur privé - ENTIEREMENT RENOVE.

**PRIX : 1.290.000 F** Mercredi, jeudi, vendr., 13-18 h. 6, RUE RENE-BAZIN ou téléphoner au 539-75-49.

### 17e arrdt

**BATIGNOLLES 17e** 5 P., bains, 132 m², 2e étage. Prix 1.000.000 F. Parfait état. Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

**GUY-MOQUET** Immeuble récent, gd standing STUDIO TOUT CONFORT 30 m² Prix 255.000 F - 229-44-81.

### 18e arrdt

**J.-JOFFRIN** Grand 2 pièces Tout confort. Refait neuf. 290.000 F. Tél. : 526-54-61.

**BUTTE MONTMARTRE** VUE MAGNIFIQUE superbe 80 m², 600.000 F. L'IMMOBILIA - 254-71-96.

MAIRIE 18e - Beau 2 p., cuis., entr., wc, bns, chff. centr., asc. 276.000 F - 255-66-18.

R. Caulaincourt - Très bel atelier artiste, mezzanine, tt conft. 690.000 F - 255-66-18.

### 20e arrdt

Mo SAINT-FARGEAU - Belle résidence 1973, 8e ét., asc., séj. + 4 chbres, cuis., 2 s. de bns, 100 m² + loggias, parking. 740.000 F - 562-06-55.

### 77 Seine-et-Marne

CHELLES, 15' gare Est, bel F 3, 71 m² + balcon 11 m². Parking privé. Prix 230.000 F dont PIC. Prix 90.000 F. Tél. 304-05-14 après 19 heures.

### 91 - Essonne

YERRES, part. vend cause mutation de résid. stand. à 25' gare de Lyon, F 4 réc., 100 m², traité luxe. Situation et vue exceptionnelles. 410.000 F cpt ou 450.000 au 15 avril 81. Tél. au 948-44-66.

### 92 Hauts-de-Seine

NEUILLY, bois magnifique, 110 m² sur jardin. Séjour double, 2 chambres, cuis., bains, parking. GARBI. Tél. 567-22-88.

BOULOGNE Immeuble neuf, dernier étage **6 PIECES, 146 m²** Séjour 50 m² - Terrasse 94 m² Le Trident, Pont de Sèvres s/place le 22 de 13 à 17 h. ou Sinvim & Cie - 501-78-67.

**SAINT-CLOUD** récent, vue impr., dernier étage côté Seine 52 m² + terr. pl. pied, t. gd stand. T. 602-97-59.

Quartier SAINT-AUGUSTIN Appart. 4 p., tt conf., 100 m², 4e ét., convenant usage prof., bail emphytéotique 31 ans Ville de Paris + parkg, px int. Tél. bureau : 604-48-11.

**CHATILLON** Vue exceptionnelle sur Paris, 4 p., cuis., bains, 97 m², dern. étage, loggia, box - 331-89-48.

VAUCRESSON 4 P., 95 M2, 2 bains, balcon, parc. 680.000 F. T. 651-56-84.

**NEUILLY** 126 m² environ Living + 3 chambres TRES CALMES, VUE JARDINS Ensoleillé, immeuble moderne, parkings, caves - 1.400.000 F. TELEPHONE : 227-22-62.

### 94 Val-de-Marne

Réf. 515, vend à Vitry-sur-Seine, très bel appartement T 5 avec loggia, 2 salles d'eau, entrée, cuisine, cave. Parking. Calme, résidence avec parc. Prix : 600.000 F. SOTRAVI, 20, rue Daru, Montpellier Tél. : 16 (67) 58-83-50 ou 58-90-99.

**VINCENNES (Mo Bérault)** proche Bois - Particulier vend récent 3 pièces, 68 m², balcon 14 m², 4e étage, calme, sur jardin intérieur. Prix 645.000 F. 007-05-72. H. B. 374-30-12.

### 95 - Val-d'Oise

MONTMORENCY Appart. 6 P., 115 m² dans résidence sur jardin calme. 500.000 F. T. 628-63-97.

## appartements achats

URGENT PAIE COMPTANT CHEZ NOTAIRE, 2 à 3 pièces PARIS, avec ou sans travaux. Mme LEULIER. Tél. 261-68-81 ou le soir 900-84-25.

Rech. ap. 7e, 8e, 9e, 15e, 16e, 17e **Même cher** 255-59-66, 526-93-13.

**VENDEZ** rapidement votre appartem. à clientèle choisie 8e, 16e, 17e, Neuilly, Rive gauche. Michel & Reyl S.A. 265-90-05

RECH. appts 2 à 4 pièces, Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIEM. COMPT. CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-56, même soir.

JEAN FEUILLADE 54, av. de la Motte-Picquet-15e 566-00-75 rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts ttes surfaces et immeubles. Paiem. comptant.

## locations non meublées offres

### Paris

Neuilly, 9, rue des Graviers, GD 2 PIÈCES, TOUT CONFORT 5e ét. sans ascenseur, 2.400 F. charges comprises - 874-70-47.

**PARIS 12e** SANS COMMISSION Immeuble tout confort
**2 Pièces** 47 m² - Loyer : 1.566 F Charges 357 F. Parking 185 F.
**3 Pièces** 67 m² - Loyer : 2.194 F Charges 509 F. Parking 185 F.
**4 Pièces** 85 m² - Loyer : 2.612 F Charges 645 F. Parking 185 F.
S'adresser 24-26, rue Sibuet, au gardien, avant 19 h, ou téléph. : 343-38-77, pour rendez-vous. (Métro : PICPUS ou BEL-AIR.)

**PARIS-19e** Métro : Place-des-Fêtes SANS COMMISSION Immeuble tout confort
**2 PIECES** 45 m², loyer 1.380 F Charges 352 F. Parking 177 F
**3 PIECES** 62 m², loyer 1.810 F Charges 485 F. Parking 177 F
**4/5 PIECES** 87 m², loyer 2.240 F Charges 681 F. Parking 177 F.
S'adresser au Régisseur, 25-29, rue des Lilas, Paris Tél. : 202-05-88 de 9 à 12 h. et de 14 à 17 h.

**PORTE DE NEUILLY** IMM. NEUF TRES GD STANDG Studios à 3 P. Park. Cave. De 1.500 F à 4.000 F + ch. PRINCIP - 225-99-90.

**RASPAIL Mo** Imm. ancien Standg. 5 P. Cuisine, bains. IMPECCABLE. 4.000 F ch. c. - 322-73-46.

**LOUEZ en 48 h.** Vides Meublés Chambres - Studios - Appartem. de 450 F à 3.600 F. **874-70-38** Paris ou banlieue 49, rue Fontaine - Mo Blanche.

**VAUGIRARD** 1.600 F, 45 m², joli 2 pièces cuisine, bains. Téléphone : 874-74-07.

RUE BOBILLOT, gd 4 P., 105 m² Parfait état. 3.600 F + charges 140 F. IMO 23, T. 354-38-39.

**GID** Administrateur de biens 281-33-34 35, 10-20 h. **11e** VOLTAIRE, 4 P., 75 m², réc., tt cft. 2.300 F + ch. **et** 2-3 p. 60 m² + terr. 16 m², gd stdg tt cft 2.200 F + ch. VINCENNES, 36, rue Fontenay de bel imm. réc. gd stdg. beau 2-3 P. 65 m² + balc., pelouse, box. tél. tt cft, soleil. 2.200 F + ch. MONTROUGE, rue Gabriel-Péri, réc. 3 P., 75 m² + balc., park., tél. tt cft, pl. soleil. 2.100 + ch. Domicile : 257-61-62 - 89.

**AUTEUIL** Studio 40 m² sur jardin, soleil. Cuis., bns. 1.650 F. 651-56-84.

**COLISÉE** 2 P. 61 m², 5e ét. sans ascenseur, bon appt, 2.500 + ch. 589-64-96.

### Région parisienne

PARIS EST 93 BAGNOLET SANS COMMISSION
**3 PIECES** 67 m², loyer de 1.415 à 1.447 F charges : 696 F
**4 PIECES** 78 m², loyer de 1.474 à 1.673 F charges : 696 F
**5 PIECES** 96 m², loyer de 1.685 à 1.797 F charges : 857 F.
Parkings sous immeuble inclus S'adresser de 9 à 12 heures au bureau de gérance du lundi au vendredi : LES PARCS DE LA NOUE 1 à 13, rue de la Noue Bagnolet - Tél. : 858-02-31 Métro Gallieni Bus 76 et 101 N

Part. à part. appartement 3 pces cuis., s. de bains, dans immeuble standing près du R.E.R. Maisons-Alfort-Alfortville. 1.500 F mens. + ch. Tél. ce jour 378-22-43 ou 901-61-16.

**ORSAY** Belle résid. de parc privé, park. Téléph. 5 pièces, 2.965 F charges comp. S.A. LE CLAIR 359-69-36.

## locations non meublées demandes

### Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. T. 283-48-73.

## locations meublées offres

### Paris

8e - EUROPE **3.400 F** - Tél., 80 m², beau 3 pces, cuis., bns. 874-63-89.

Daumesnil, 12e. 2.250 F, gd 2 pièces cuisine, bain, tél., conft. T. 874-74-07.

### Région parisienne

**SCEAUX-ROBINSON** 1.500 F. 3 pièces cuis., bain. Téléphone : 626-78-16.

## bureaux

BASTILLE - Pptaire loue direct. 1.600 m² impeccables. Bail neuf. Loyer : 800.000 par an. Téléphone : 563.83.33.

Malesherbes - Bail profess. 240 m² + 3/4 bureaux 6.000 F mens. - 326-07-67.

LE VESINET Location à proximité R.E.R., 980 m² + parking. Imm. neuf. Téléphone : 704-66-32.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services ASPAC PARIS 8e 299.68.59+ votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

8e - PROPRIÉTAIRE LOUE un ou plusieurs bureaux de imm. bon standing. 563-17-27.

VOTRE SIÈGE A PARIS de 80 à 260 F par mois CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS GEICA 56 bis, rue du Louvre, Paris-2e Tél. : 296-41-12 +.

## locations meublées demandes

### Paris

INTERNATIONAL HOUSE **LOYERS GARANTIS** rech. 1 à 6 p. pour banques et ambassades. Tél. : 705-54-78.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartements de stand. 4 pièces et plus. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE recherche pour LOCATION ou ACHAT du studio au 6 pièces Paris et villa en banlieue Ouest. 8, av. Messine-8e - 562-78-99.

## locaux commerciaux

BUREAUX CENTRE PARIS équipés avec permanence courrier, téléphones et télex, domiciliations commerciales, bureaux au mois ou à long terme, petites ou grandes surfaces Prix très étudiés INTENEGOTIA 20, rue du Pont-Neuf 75001 Paris - Tél. 233-96-96.

## fonds de commerce

A vendre licence IV en Gironde. Pour renseignements : Téléph. (53) 27-21-34, H.B.

**PRESSING 100 m²** Bénéfice net 11.000 F par mois. Superbe apparl. F5. Maladie. Sacrifié avec 100.000 F cpt. FERRE. TÉL. : 296-84-61.

## immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE JE SUIS ACQUÉREUR Tél. le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AURMAN, 21, rue Le Peletier, Paris 9e.

## hôtels particuliers

**HOTEL PART.** SCEAUX, Mo ETAT RARE 8 PIECES ET BEAU JARDIN. LE POULAIN - 320-73-37.

## pavillons

Réf. : 2124, vds à Fontainebleau tr. beau pavillon dans petit lotissement, jardin aménagé avec grands arbres, T 5 sur 2 niveaux, pigeonnier, barbecue, cheminée. Prix : 550.000 F. SOTRAVI, 20, rue Daru Montpellier 16 (67) 58-83-50 ou 58-90-99.

## villas

**25 KM EST PARIS** Proximité autoroute A 4 + RER, belle villa parfait état. 140 m² habitables s/ss-sol. Gar. 2 voitures, jardin paysagé 500 m². Téléphone : 566-41-38.

Haute-Provence - Maison moderne 2 appts, en haut : 3 p., cuis., s. de bns, gd balc., garage. En bas : 2 p., cuis., dches, gd balc. couvert. Chauffage fuel. Tél. Jardin 830 m². Vue magnifique imprenable sur ALPES et LUBERON. 500.000 F. Téléphone : (92) 75-06-30.

**MONTMORENCY** Belle VILLA 1962, sous-sol, séj. double, cheminée, gde cuis., 3 chbres, bains + toilette. Conft. 2 garages. Jardin 500 m². Impeccable. 745.000 F. PLAÇOR - 989-60-60.

**FACE SAINT-TROPEZ** Dans le parc Guerrevielle, à 500 m de la mer, part. vd sur 1.100 m² de terrain, très belle villa provençale à personnaliser, vue panoramique sur la baie. Tél. : (76) 44-79-80, H.B. Après 19 h. : (76) 52-12-23.

## fermettes

PART. à PART. 200 km Paris, village Yonne, fermette à amén., 3 p., dépendances, cave, four, citerne, verger. Apr. 20 h. (86) 75-24-01.

90 km région Fontainebleau FERMETTE AMÉNAGÉE, liv., cuis., 2 chbres, salle d'eau, gar. 2 voit., 570 m². Prix 300.000 F. MICHEL & REYL 265-90-05.

## propriétés

**VAUCRESSON** Luxueuse VILLA Calme. Parfait état. 450 m² habitables s/2 niveaux. Garage 3 voitures, s/2.000 m² jardin. Tél. : 566-41-38 (le matin).

VENDS maison Sud FINISTÈRE, 100 m mer, 2 ét., salon, s. à manger, cuis., 3 chbres, s. de bains, 2 ch. mans. Grenier., cave, garage, jard. 900 + dép. 1.600.000 F. T. (47) 54-46-18.

**LUBERON** Dans 3.500 m² pinède, tr. belle mais. vieilles pierres, 3 ch., 1 s. bains, cab. toil. Gd gar., dépen. Chff. centr., tél., piscine 15 × 7. Prix : 850.000 F
DS VILLAGE, mais., jdin, beaucp de charme, 4 ch., 3 bns. Tt cft. Prix : 950.000 F

**ALPILLES** TRES BELLE PPTE dans 8 ha. 5 ch., 3 bns, tt conft, pisc. chff. Prix : 2.000.000 F
Pr BEL. PPTES, nous consulter Ag. St-Peyre, 84560 Menerbes (90) 72-22-81.

## terrains

(91) JANVRY - Terrain clos 2.490 m² avec garages, 700.000 F. Pour constr. une ville 2e) S/2 voies 3.056 m². Possib. 2 lots 420.000 F. Pptaire au 490-72-15 et 763-66-79.

ANTONY - Beau terrain à bâtir 1.447 m², possibil. 2 lots, 725 F/m². Peschard 666-00-27.

## viagers

17e PEREIRE GD 3 P. tt cft + chbre de service. BEL IMM. 300.000 F + 3.200 F. Occupé. Fme 69 ans. VIAGERS F. CRUZ. 8, r. La Boétie. Tél. 266-19-00.

St-AUGUSTIN, imm. pierre de taille, 5e asc. beau 5/6 P., service, occupé, 2 têtes. 750.000 F, sans rente.

**VIAGER** 130, rue de Rivoli Tél. 233-05-75

# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MODE

# Le court de la crise

**C'est bien connu : en temps de *crise économique*, les ourlets des robes remontent ; autant de tissu gagné... Au Salon du *prêt-à-porter* de la porte de Versailles, tout est court et dénudé : les jupes entre le haut du genou et le bas de la *cuisse*, *mais* aussi les épaules et les bras, voire l'estomac.**

Les fabricants et leurs stylistes comptent apparemment sur ces shorts, bermudas, kilts, jupes et robes pour enrayer la baisse des exportations de vêtements français. Mais à force de vouloir diversifier au *maximum* leurs modèles, ils en viennent à *proposer des déguisements* hétéroclites dans un nombre invraisemblable de tissus exotiques. Bali, le Tibet, le Japon, la Chine (...) se retrouvent dans les dessins des imprimés avec des détours par l'Afrique ou *les Antilles. Mais il est à prévoir* que les femmes se réfugieront, au printemps, dans des genres qu'elles connaissent : des ensembles à pantalons et à tricots, ajoutant au *gré des* changements climatiques la *petite pièce de couleur* seyante.

*Des* couturiers et créateurs ont toutefois à cœur de proposer des collections cohérentes, *dont peuvent s'inspirer* les consommatrices moyennes avec une silhouette pour chaque genre de femme.

*Philippe Guibourgé* chez *Chanel* réussit très bien, devenant le véritable challenger d'Yves Saint-Laurent. Tout est séduisant chez lui, jeune et agréable à *mélanger, à partir du tailleur*, du manteau et de la robe, en quatre *ou six coloris interchangeables* avec d'excellents tricots sur des jupes de soie plissées et une trentaine de variantes de *robes du soir en mousseline de soie marine ornées de satin.*

*Emmanuel Ungaro* élabore une gamme plus habillée, avec de charmants shintz glacés, du blanc et de l'écru, et certaines *des plus jolies robes* de la saison s'enroulant autour du corps avec des détails en éventail sur le buste ou au cou, de grandes manches et des encolures en minifraise.

*Angelo Tarlazzi*, toujours aussi subtil, alterne le court et le long et taille ses vestes dans des nappages de damas en *tons vifs, blanc ou noir*. Ses pantalons dégagent la cheville comme ceux des *guardians de* Camargue. Il récupère avec humour les nostalgiques du folklore hippie et bohémien avec de grands bouts de robes frangés *et des coloris* heurtés.

Chez *Chloé, Karl Lagerfeld* mise, avec *succès, sur le net* structuré, les couleurs fortes et des accessoires blancs comme les corniches de stuc. Son interprétation du bermuda est en *crêpe de soie*, fendu sur les côtés et boutonné à hauteur *discrète, sous une petite veste*, une tunique-housse ou un manteau s'arrêtant au-dessus *du* genou. Il rééquilibre aussi les proportions de ses modèles en posant des formes blousantes sur des bouts de jupes droites *plus* longues *et* de couleurs contrastantes. Tous les angles *sont arrondis, notamment* aux encolures en forme de lasso glissant *sur* les épaules en *biais* molletonnés.

*Claude Montana* allège aussi ses carrures en enlevant les rembourrages en faveur d'une ligne adoucie de marinières, blousons et blouses de peintre à grandes collerettes.

*Yves Saint-Laurent* mêle ses matières, cuir, coton et soie imprimés en blazers, pantalons et chemisiers à encolures élizabéthaines en alternance avec des hauts *et des vestes* à manches géantes, une jupe *ample sur empiècement* moulant les hanches.

*André Courrèges* ajoute, à *son autre collection*, une série « hyperbole » (de 100 à 450 F) en jersey de coton et en crêpe rayé et fleuri, taillés en *robes*, tee-shirts, mini-shorts, débardeurs et bains de soleil sur jupes ou pantalons, une garde-*robe capsule aux éléments* interchangeables bien dans l'esprit actuel.

*Christian Bartherotte* chez *Jacques Estérel* vient de signer un contrat avec Courtaulds dont il dirigera le bureau de style et de recherches : formes strictes ou plus élaborées, signées de Marion Lesage.

*Mme Grès* taille des ponchos pour pluie *d'été* en taffetas plume aux tons doux ou acidulés. Ses robes à grandes em*manchures blousent sur* des jupes amples à corolles à l'in*verse des robes du soir profilées* aux drapés bénitier dans le dos. Ces *coloris donnent bonne* mine, et ces robes du soir invitent à la danse.

La ligne blouson étiré en robe de *Marc Bohan* chez *Christian Dior* réjouira les femmes *maladroites* : tous les boutons sont remplacés par des œillets *dorés sur de l'éponge, de la* popeline, de la soie unie ou imprimée. Ses jupes amples forment des *triangles* en pointe sur de grands volants. Ses accessoires : la mantille de couleur vive, portée en écharpe.

*Lorenzo Riva* prend une difficile succession sur le perfectionnisme représenté par Balen*ciaga et tente de s'en tirer* avec des compromis à l'italienne : des liquettes, manteaux *droits, jupes* plissées *et* haute à bretelles en bleu, rose, rouge, jaune ou beige.

*Jean-Louis Scherrer* découvre à son tour *les joies du safari* imaginaire avec des sahariennes et des bermudas de coton blanc, des robes-chemisiers de soie à plis boutonnés et ceinturées de corselets *ficelle*, ornées de broches dorées à breloques et portées *avec des chaussures* blanches à talons bas.

On sait que *Guy Laroche* offre un des meilleurs rapports qualité-prix en prêt-à-porter de luxe, *créé par Guy Douvier. Il contraste* pour le printemps les thèmes stricts, *toujours de sahariennes* ou de bateaux, pour le jour, avec de grandes robes imprimées et *décolletées* pour le soir, à effets de volants en imprimés à fleurs ou de madras qu'on retrouve partout en soie indienne et en *taffetas*.

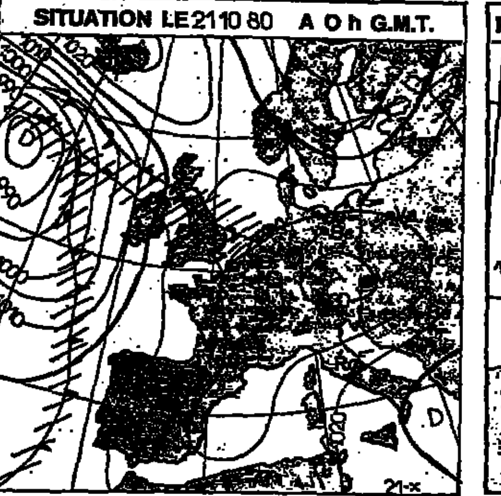
NATHALIE MONT-SERVAN.

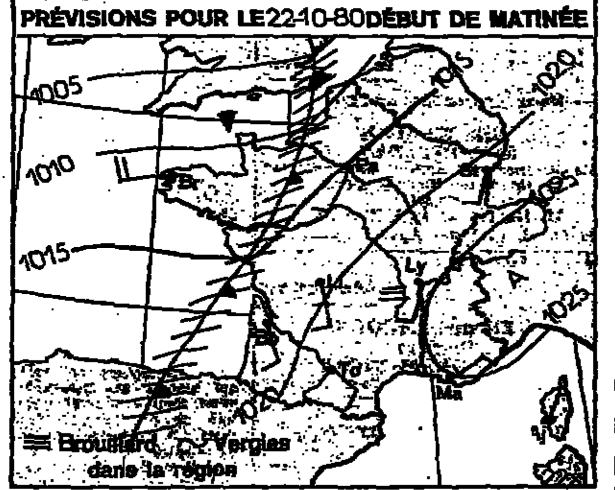


*(Croquis de MARCQ.)*

**YVES SAINT-LAURENT : thème noir et blanc composé d'un blazer épaulé à petites basques en lainage pied-de-poule bordé de satin de coton surpiqué sur une jupe au-dessus du genou, à empiècement moulant les hanches et plis creux ouverts. Porté avec une camisole noire comme les accessoires, un chapeau de paille écru, des collants foncés et des escarpins à petits talons.**

## MÉTÉOROLOGIE




PRÉVISIONS POUR LE 22 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)




Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds

Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

**Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 octobre à 0 heure et le mercredi 22 octobre à 24 heures :**

L'affaiblissement des hautes pressions continentales *se poursuivra* sur l'Europe occidentale et les basses pressions du nord de l'Atlantique entretiendront un flux de secteur sud-ouest qui gagnera progressivement une grande partie de la France.

Mercredi 22 octobre, l'air océanique recouvrira dès *le matin les régions* s'étendant de la Bretagne et de la *Vendée* à la *Flandre en donnant* un temps souvent très nuageux, passagèrement couvert et pluvieux. Ailleurs, les périodes ensoleillées seront encore très belles en début de journée, à l'exception de quelques formations brumeuses dans les *vallées de l'Est et du Nord-Est*, puis les nuages, accompagnés de quelques pluies ou averses, s'étendront progressivement vers l'est et n'épargneront guère, en soirée, que l'extrême Sud-Est et la Corse. Sur l'Aquitaine, les Pyrénées et le sud du *Massif Central, les pluies seront* parfois accompagnées d'orages.

Les vents s'orienteront au sud-ouest en se renforçant. Ils deviendront assez forts sur les régions situées au nord de la Loire, avec des rafales sur les côtes. La matinée sera encore très fraîche dans le Centre, l'Est et le Nord-Est, avec de faibles gelées locales, mais les températures maximales ne subiront généralement qu'une légère baisse.

Températures (le premier chiffre indique *le maximum enregistré au* cours de la journée du 20 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21) : Ajaccio, 20 et 7 degrés ; Biarritz, 18 et 7 ; Bordeaux, 16 et 6 ; Bourges, 14 et 3 ; Brest, 14 et 7 ; Caen, 14 et 4 ; Cherbourg, 12 et 5 ; Clermont-Ferrand, 13 et 1 ; Dijon, 13 et 2 ; Grenoble, 13 et 1 ; Lille, *10 et 5 ; Lyon 12 et 0* ; Marseille, 20 et 6 ; Nancy, 8 et 3 ; Nantes, 15 et 6 ; Nice, 19 et 10 ; Paris-Le Bourget, 15 et 4 ; Pau, 19 et 4 ; Perpignan, 19 et 3 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 9 et 1 ; Tours, 15 et 4 ; Toulouse, 17 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 33 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 8 degrés ; Amsterdam, 12 et 8 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 11 et 3 ; Bruxelles, *11 et 7 ; Le Caire, 30 et 22 ; îles* Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 10 et 3 ; Genève, 10 et — 1 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 13 et 6 ; Madrid, 20 et 0 ; Moscou, 14 et 8 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 15 et 7 ; Palma-de-Majorque, 21 et 6 ; Rome, 20 et *11 ; Stockholm, 8 et 1.*

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 21 octobre, à 7 heures, de 1 022,9 *millibars, soit 767,2 millimètres de* mercure.

**LES PREVISIONS JUSQU'A LA FIN DE LA SEMAINE**

JEUDI 23 : pour toute la journée, temps doux, pluvieux par intermittences, avec des orages dans les régions méridionales (Cévennes, Alpes) et *venteux sur les côtes de* l'Atlantique et de la Manche par vents d'ouest à sud-ouest.

VENDREDI 24 : le matin, pluie sur la plus grande partie du territoire, mais, en cours de matinée, des éclaircies apparaîtront sur le Nord-Ouest (Bretagne, Normandie). Ces éclaircies gagneront le soir le Centre-Ouest, le Nord *et* l'Aquitaine, la région parisienne. Sur ces régions les vents tourneront au nord-ouest et les températures subiront une baisse sensible.

SAMEDI 25 : sur *la large* moitié ouest, temps dégagé et frais le matin par vents de nord-ouest à nord-nord-ouest, alors que des pluies assez abondantes affecteront encore l'Est, des Vosges aux Alpes et à la Côte d'Azur. En cours de journée, à l'exception de quelques résidus pluvieux sur les Alpes et la Corse et quelques *ondées* sur les Pyrénées, généralisation d'un temps variable avec belles éclaircies.

DIMANCHE 26 : assez beau temps, frais et brumeux le matin, ensoleillé ensuite, avec température agréable l'après-midi.

*(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## BREF

### ANCIENS COMBATTANTS

**LA RETRAITE MUTUELLE.** — La retraite mutuelle du combattant a été, l'an dernier, revalorisée et portée de 2 500 F à 2 750 F. Compte tenu de l'augmentation constante du coût de la vie, une *majoration nouvelle pourrait en* fixer le taux maximum à 3 000 F *pour 1981*.

Rappelons que cette retraite mutualiste est majorée annuellement et garantie par l'Etat, et que tous les anciens combattants des guerres 1914-1918, 1939-1945, des T.O.E. et d'Afrique du Nord, titu*laires de la carte ou y ayant droit* peuvent encore en bénéficier.

*Elle est en outre — ainsi que* tous les versements affectés à sa constitution — exempte d'impôt sur le revenu et peut être constituée à capital « aliéné », « temporaire » ou « réservé », ce qui permet dans ce dernier cas aux *ayants droit des mutualistes* décédés de toucher intégralement les capitaux constitutifs exempts de droits de succession.

★ **Tous renseignements complémentaires sont gratuitement fournis — contre timbre — par la Société mutuelle de retraite des anciens combattants, 68, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris-9e.**

### ANIMAUX

**PEINTRE ANIMALIER.** — Chantal de Crissey expose quelques-unes de ses œuvres à l'hôtel Saint-Germain-des-Prés *(36, rue Bonaparte, à Paris) jusqu'au 31 octobre*. Il s'agit de portraits de chiens, de chevaux, de lions et d'autres animaux plus ou moins familiers. Elle se fait présenter l'animal à « croquer », s'en fait un ami, puis peint ou dessine. Il faut compter envi*ron dix jours entre la rencontre* et la remise au maître du portrait convoité.

## SERVICE NATIONAL

### APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 28 AVRIL ET LE 10 JUIN 1961

*Le ministre de la défense communique :*

La fraction de contingent 80/12 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

1) Les jeunes gens :

*a)* Dont le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1er décembre *1980* ;

*b)* Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er décembre 1980 ;

*c)* Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à *l'échéance du 1er décem*bre 1980 ;

*d)* Volontaires pour être appelés le 1er décembre 1980 et qui à cet effet, ont, avant le 1er octobre 1980, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur résiliation de sursis ou de report d'incorporation.

2) *Les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation administrés* par les bureaux du service national de métropole nés entre le 28 *avril* 1961 et le 10 juin 1961, ces dates incluses, recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de *la classe 1981*.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 2 décembre *1980*.

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 22 OCTOBRE**

« L'architecture romaine racontée aux enfants : *les* thermes et la crypte de Notre-Dame », 14 h. 30, 6, place Paul-Painlevé, Mme Colin.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Bachelier.

« Saint-Jacques-du-Haut-Pas, paroisse janséniste », 15 h., devant l'église, *Mme Bouquet des Chaux*.

« La ville-jardin d'Ivry », 15 h., métro Mairie-d'Ivry, Mme Guillier.

« Notre-Dame », 15 h., portail central, Mme Zujovic.

« L'art gothique », 16 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Girons *(Caisse nationale des monuments* historiques).

« L'art du Moyen Age », 15 h., musée de Cluny, 5, place Paul-Painlevé (Approche de l'art).

« Salons de l'Hôtel de Ville », *15 h.*, 29, rue de Rivoli, Mme Ferrand.

« *Hôtels de Lamoignon, de Châtil*lon, de Marle, en compagnie de la reine Christine », 15 h., 24, rue Pavée, M. de La Roche.

« Des hôtels du XVIIIe siècle aux cités artisanales du faubourg Saint-Antoine », 15 h., 1, rue du Faubourg-Saint-Antoine (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 15 h., métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« *L'Opéra* », *14 h. 30, en haut des* marches, à gauche (Tourisme culturel).

« Le costume : un patrimoine vivant », 14 h. 30, musée Nissim de Camondo, 63, rue de Monceau (Union centrale des arts décoratifs) *(visite pour enfants)*.

« La place des Vosges, les hôtels du Marais », 15 h., 2, rue de Sévigné (le Vieux Paris).

« *Meubles et décors intérieurs : de Louis XIV à Napoléon Ier* », 14 h. 30, Musée du Louvre, entrée principale (Visage de Paris).

## CONFÉRENCES

12 h. 30, 7, rue de la Bienfaisance, José de Broucker : déjeuner-débat : « La famille à l'heure du synode de Rome » (Groupe de Midi).

15 h. et à 17 h., 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut : « Autour d'un tableau : le retable d'Isenheim de Grunewald » (Peinture et Civilisation).

17 h. 30, 4, place du Louvre, mairie annexe, Mme Troisier de Diaz : « L'amitié du prince *Napoléon* et d'Emile Ollivier à travers leur correspondance » (Académie du Second Empire).

19 h., 5, rue Largillière : « L'Egypte éternelle, le pays et les hommes » (Nouvelle Acropole).

*19 h. 30, 1, rue Victor-Cousin*, amphithéâtre Bachelard, M. Humbert Biondi : « La geste de Pierre Teilhard de Chardin » (Université populaire de Paris).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 20/21 octobre 1980 :

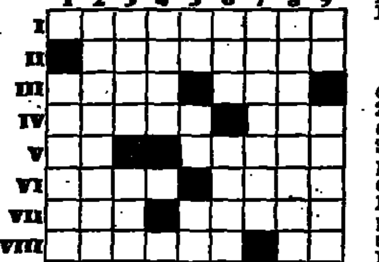
DES LISTES

● Des candidats déclarés titulaires du brevet de préparation *militaire supérieure marine* (cycle instruction 1979-1980).

● Supplémentaire d'admission à l'Ecole navale en 1980.

## MOTS CROISÉS

**PROBLEME N° 2783**




**HORIZONTALEMENT**

I. Travaillent plus difficilement quand il n'y a aucun bruit. — II. Doit toujours précéder une belle. — III. Appelé ; On finit souvent par avoir sa patte sur la figure. — IV. Parole adressée à un veau ; Pas dur, devant une voyelle. — V. Symbole pour un métal très cassant ; Lieu d'arrêt. — VI. Vit sur un grand pied ; Un grand musulman. — VII. Peut soutenir la pièce ; Fait avant le grand départ. — VIII. Qui n'aura donc aucune suite ; Romains. — IX. Fut le premier à contourner l'Afrique ; Ville de Hongrie. — X. Abréviation utile quand on ne veut pas s'étendre ; Longtemps porté. — XI. Assure un drainage ; Dont *on a pu se nourrir*.

**VERTICALEMENT**

1. Sont moins agréables à pren*dre quand elles sont bonnes*. — 2. Caractère qu'on attribue à ce qui peut être facilement avalé. — 3. Eleva Samuel ; Qui n'a donc pas *souffert*. — 4. Comme un œuf ; Sur la Tille. — 5. Possessif ; Mal reçu (épelé) ; Abréviation pour marquer un moment ; Mieux que rien. — 6. Fille d'Harmonie ; Meurtries comme des duchesses. — 7. Travail d'arboriculteur ; Inquiète toujours celui qui a des boutons. — 8. Qui peut donc facilement se tenir au courant. — 9. Pronom ; Convertit un roi.

**Solution du problème n° 2782**

*Horizontalement*

*I. Curistes. — II. Ils ; Ourlé.* — III. Na ; Rial. — IV. Offices. — *V. Nollet.* — *VI. Duo* ; Sang. — VII. Atrée ; Ni. — VIII. Tiercelet. — *IX. Is ; Dogue.* — X. Orlon. — XI. Nicée ; Ecu ;

*Verticalement*

1. Inondation. — 2. Clafoutis. — 3. Us ; *Flore* ; *Oc.* — 4. All ; Erdre. — 5. *Io* ; Ce ; Ecole. — 6. Surets ; Ego. — 7. Tris ; *Lune.* — 8. Ela ; Innée. — 9. Sels ; Gît ; Nu.

GUY BROUTY.

# CARNET

## Réceptions

— L'ambassadeur d'Algérie en France, M. Mohammed Sahnoun, a annulé la réception qu'il devait donner le 5 novembre à l'occasion de la fête nationale algérienne à la suite de la catastrophe d'El Asnam.

## Naissances

— M. et Mme Jean Coursimault ont la grande joie d'annoncer la naissance de

**Sophie**

au foyer de leurs enfants Antoine et Marguerite le 17 septembre 1980.

— Catherine HERNANZ, née Hollande, et José HERNANZ sont heureux d'annoncer la naissance de

**Julien,**

le 17 octobre 1980.
19 Welbeck Court.
Addison Bridge Place,
London W 14.

— M. Pascal DELOBEL et Mme, née Anne Cadon, sont heureux d'annoncer la naissance de

**Bérengère,**

à Paris, le 29 août 1980.

## Fiançailles

— Nous apprenons les fiançailles de

**Mlle Elisabeth de CONTADES,**
fille du marquis Arnold de Contades et de Mme Nicolas Berry,
et de
**M. Bertrand LEURQUIN,**
fils de M. et Mme Xavier Leurquin.

## Mariages

— **Etienne LACOUR,**
**Brigitte van PETEGHEM-RICAUD,**
sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 4 octobre 1980, dans l'intimité, à Barbizon.
2, rue Scheffer, 75016 Paris.



## Décès

### RENÉ GOUAST

**René LASNE,**
connu comme peintre et écrivain sous le nom de
**René GOUAST,**
nous a quittés le 17 octobre 1980.

Sa famille et ses amis l'accompagneront le jeudi 23 octobre 1980, à 8 h. 30, en l'église Saint-Augustin, Paris (8e), puis au cimetière de Thury-en-Valois (Oise), et invitent à se joindre à eux.
12, avenue Trudaine, 75009 Paris.

[Né à Bolbec en 1903, René Lasne, qui signait ses tableaux René Gouast, avait tenu à séparer nettement son activité de peintre de ses autres occupations. La mort lève sans doute la consigne de silence qu'il imposait sur ces dernières. Agrégé de lettres, auteur notamment d'une anthologie de la poésie latine et d'une anthologie de la poésie allemande, il était en outre directeur littéraire d'une maison d'édition. Mais il se considérait avant tout comme artiste plastique, et s'il s'est tenu discrètement hors de l'actualité, c'est uniquement par modestie. Il était l'ami des plus grands, en particulier de Raoul Dufy, de Jacques Villon, de Hayden, sans pour autant subir leur influence. Son œuvre vigoureuse, abondante, excellant dans tous les thèmes — paysages, marines, nus, visages — est profondément originale, dans les huiles, les pastels comme dans les dessins. On l'a pu vérifier lors des expositions en Normandie et autres régions françaises, aux Etats-Unis, à Dortmund, etc., et à Paris, où la Galerie Suillerot l'exposait régulièrement depuis 1955. Et la grande rétrospective, l'an dernier, au musée-château de Dieppe, avait été une sorte de consécration. Elle révélait une manière fluide et solide à la fois. « Un monde ouvert et serein où, pourtant, surgit par instant un cri insolite de revendication, sinon d'angoisse », comme l'écrivait en 1963 Franck Elgar.]



— M. et Mme Bernard Auberger et leurs enfants,
M. et Mme Alain Benabent et leurs enfants,
Mme Raymond Belin,
Mme Marie-Rose Belin,
M. et Mme Roger Belin,
ont la douleur de faire part du décès, le 16 octobre 1980, à Paris, de

**Pierre BARADUC,**
ministre plénipotentiaire,
commandeur de la Légion d'honneur,

leur père, beau-père, grand-père et beau-frère, qui a été inhumé le 20 octobre en sa terre natale d'Auvergne.
(*Le Monde* du 18 octobre.)

— M. et Mme Ulrich Bernfeld,
Mlle Nelly Bernfeld,
Mme Louise Nagelberg,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Anna BERNFELD,**
née Goldenberg,

survenu le 16 octobre 1980, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques ont eu lieu le 20 octobre 1980 au cimetière parisien de Bagneux, dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mlle Ginette de Cambry,
M. et Mme Jean de Cambry et leurs enfants,
M. et Mme Robert de Cambry,
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Mme veuve Edouard de CAMBRY,**
née Henriette Queval,

pieusement survenu le 17 octobre 1980, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 octobre 1980, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame de Clignancourt, place Jules-Joffrin, Paris (18e).
L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, dans le caveau de famille.
10, square de Clignancourt,
75018 Paris.

— Nîmes, Uzès, Paris.
M. et Mme Jacques Devèze, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Denis,
M. et Mme Marc Denis et leurs enfants,
Les familles Denis, Sablier et Teissonnière,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Paul DENIS,**
née Marcelle Cler,

survenu le 11 octobre 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.
L'ensevelissement a eu lieu dans l'intimité familiale.

« Père, je remets mon esprit entre tes mains. »

10, boulevard Victor-Hugo,
30700 Uzès.
11, place Charles-Michels,
75015 Paris.
11, rue des Girondins
92 Saint-Cloud.

— Irigny.
Mme Jacques Dreyfus,
Mme Jules Dreyfus,
Mlle Francine Dreyfus,
M. et Mme Michel Dreyfus et leur fils,
Mme Jean Dreyfus, ses enfants, petits-enfants et arrière-petite-fille,
M. et Mme Pierre Dreyfus, leurs enfants et petits-enfants,
M. François Dreyfus,
M. et Mme Borah Fradkoff, leurs enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel, survenu le 17 octobre 1980, à Ribeauvillé, à l'âge de soixante-cinq ans, de

**M. Jacques DREYFUS,**
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien combattant 1939-1945,
président d'honneur du Consistoire israélite régional de Lyon,
ancien président du Consistoire israélite de Lyon,
ancien président du Fonds social juif unifié,
membre du conseil du Consistoire central israélite de France.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le mardi 21 octobre 1980, à 14 h. 30, au cimetière israélite de La Boisse, Montluel (Ain).
Ni fleurs ni couronnes.
La famille ne recevra pas.
Les Murailles, 69540 Irigny.

— Saint-Etienne, Letrat.

Mme Jean-Pierre Gérard,
Mlle Marie-Antoinette Gérard et son fiancé M. Michel Sauvage,
M. et Mme Philippe Gérard,
Jean, Anne, Régine, Pierre et Alexandre Gérard,

M. et Mme Alexandre Gérard,
M. le docteur et Mme Hugues Gérard,
M. et Mme Charles Marie Gruey,

Toute leur famille et tous leurs amis,
ont la très grande douleur de faire part du décès accidentel de

**M. Jean-Pierre GÉRARD,**

survenu le 17 octobre 1980, à Ribeauvillé.

Les obsèques ont eu lieu à Letrat (Loire) le mardi 21 octobre.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les Etablissements économiques du Casino, Guichard-Perrachon et Compagnie, ont la grande douleur de faire part du décès accidentel de

**M. Jean-Pierre GÉRARD,**
associé-commandité et gérant,

survenu le 17 octobre 1980, à Ribeauvillé.

Les obsèques ont eu lieu à Letrat (Loire) le mardi 21 octobre.

[Né le 11 octobre 1928, à Saint-Dié (Vosges), licencié ès sciences et ingénieur de l'Ecole supérieure des industries chimiques, Jean-Pierre Gérard a fait toute sa carrière aux établissements économiques du Casino — premier succursaliste français — où il occupait d'importantes fonctions. Entré dans le groupe en 1954, fondé de pouvoir en 1957, il en était, depuis 1961, associé-gérant. Il était membre du Centre français du patronat chrétien (C.F.P.C.).]

— Mme Vincent Grob, son épouse,
M. et Mme Bruno Grob,
M. et Mme Daniel Grob,
M. et Mme Raoul Grob,
M. Patrice Grob,
M. et Mme Humbert Crosby,
Mlle Béatrice Grob,
ses enfants,
Aurélie, Olivier, Ambre, Anthony †, Tiphanie, Grégoire, Arthur et Alexandre, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Vincent GROB,**
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,

à Paris le 18 octobre 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, Paris (17e), le mercredi 22 octobre 1980, à 10 h. 30.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Parc, 78 La Celle-Saint-Cloud, à 12 h. 30.
Cet avis tient lieu de faire-part.
83, rue Pierre-Demours, Paris (17e).

— La direction générale et le personnel de la Régie nationale des usines Renault, profondément émus par la disparition brutale de

**M. Vincent GROB,**

tiennent à saluer la mémoire du collaborateur hors pair et de l'ami, et s'associe respectueusement à la douleur de la famille.

— La direction,
Le comité d'entreprise,
Et le personnel de Renault industries, équipements et techniques,
ont le grand regret de faire part du décès de

leur président-directeur général
**M. Vincent GROB,**
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 18 octobre 1980.

— La direction,
Le comité d'entreprise,
Et le personnel de SERI Renault Ingénierie,
ont le grand regret de faire part du décès de

leur président-directeur général
**M. Vincent GROB,**
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 18 octobre 1980.

[Né en 1926 à Dakar (Sénégal), Vincent Grob était entré à la régie Renault en 1959, où il a successivement occupé les postes de directeur de la comptabilité et du budget, président-directeur général de Renault Etats-Unis (1961 à 1965), puis de la Société nouvelle de roulements à Annecy.
En 1975, Vincent Grob est placé à la présidence des Automobiles Berliet.
En 1979, il est nommé président-directeur général de R.I.E.T. et de la SERI, où il s'attache à restructurer cet ensemble de plusieurs filiales et à rendre présents sur les marchés nationaux et internationaux les produits et les compétences du groupe Renault dans le domaine des techniques avancées, telles que l'automation, la robotique et les systèmes.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Mme Jeanne HAIK,**
née Van Camp,
veuve de
**M. Jacques HAIK,**

survenu le 13 octobre 1980, dans sa quatre-vingt-dixième année.
L'inhumation a eu lieu le lundi 20 octobre au cimetière de Bagneux.

— Nous apprenons le décès de
**Anne de LA ROCHEFOUCAULD,**
**marquise de AMODIO,**
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Davos le 12 octobre.

[Née en 1906, la marquise de Amodio avait fondé en 1958 l'association des Vieilles maisons françaises, qu'elle présida avec passion jusqu'en 1977. L'association réunit quinze mille adhérents dans toute la France. Reconnue d'utilité publique en 1961, elle a contribué à faire connaître le patrimoine architectural, des châteaux aux simples maisons, et milite activement auprès des pouvoirs publics pour sa sauvegarde.]

— M. Maurice de Lavoreille, son époux,
Marc, Fabrice, Vanessa, ses enfants,
Mme André Gosset, sa mère,
M. et Mme Henry de Lavoreille, ses beaux-parents,
Ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Nisé de LAVOREILLE,**

survenu accidentellement le 17 octobre 1980, à l'âge de quarante ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 22 octobre 1980, à 11 heures, en l'église Saint-Martin de Cormeilles-en-Parisis.
124, rue Gabriel-Péri.

## Remerciements

— Le Conseil national de l'Union des femmes françaises, dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes celles et à tous ceux qui lui ont témoigné leur sympathie lors du décès accidentel de

**Mmes Edith FRETIGNY,**
**Michèle FILATTRE,**
**Geneviève BECKER,**
**Julienne CAILLEMET,**

les prie de trouver ici leurs remerciements et leur profonde gratitude.
Paris, le 17 octobre 1980.

## Anniversaires

— **Marc AUTENZIO**
allait toujours jusqu'au bout de son cœur. Après deux ans, pour nous qui l'avons aimé, il est toujours vivant.

## Messes anniversaires

— A la mémoire de
**M. Adolphe CAZEAUX,**
ancien directeur adjoint du cabinet du ministre Léon Bérard,
administrateur civil (E.R.),
au ministère de l'éducation nationale, décédé le 8 août 1980, une messe sera célébrée le samedi 25 octobre, à 18 h. 30, à l'oratoire de la chapelle du Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris (7e).
La liturgie entend respecter les sentiments du défunt, et tous ses amis croyants et incroyants sont invités à participer.

## Cérémonies

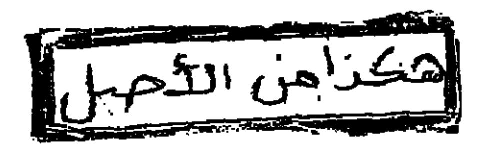
— La cérémonie de la Toussaint organisée par l'Association nationale des familles de résistants et d'otages morts pour la France (A.N.F.R.O.M.F.) aura lieu le lundi 3 novembre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Roch, à Paris.

## Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

— Université de Paris-II, mercredi 22 octobre, à 14 heures, salle des Commissions, M. Knani Youssef : « La protection juridique du malade, réflexions sur la politique législative tunisienne ».

— Université de Paris-II, mercredi 22 octobre, à 16 heures, salle des Conseils, M. Jean Rosselot : « Le budget régional ».








# régions

NORD-PAS-DE-CALAIS

# Les largesses du président

## PREMIER BILAN DE LA VISITE DU CHEF DE L'ÉTAT

## Beaucoup de mesures et trop de flou

**Lille. — Parmi toutes les mesures annoncées au cours du voyage dans le Nord-Pas-de-Calais de M. Giscard d'Estaing des *9 et 10 octobre* consignées dans un document de huit pages des services de l'Elysée, il en est de toute nature qui vont de la revalorisation du statut des musiciens de l'orchestre régional à la construction d'un quai de pondéreux à Dunkerque, en passant par les « marchés aux cadrans » pour les endives...**

De notre correspondant

**A la vérité, ce qui étonne dans cette liste, c'est la disparité des décisions, des *« recommandations », des « rappels » et* surtout le saupoudrage qui laisse dire que les services régionaux ont vraiment fait les « fonds de tiroirs » pour répondre aux appels des ministères chargés de préparer ce voyage « qui ne devait pas décevoir ».**

Une décision apparait cependant dominer l'ensemble : le report de la date de fermeture des mines au-delà de 1985. C'est un souhait qui avait été formulé depuis longtemps par les assemblées départementales et le conseil régional. Les houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais avaient appliqué strictement un programme de récession décidé par le gouvernement il y a une *quinzaine d'années en raison de* la mauvaise qualité du gisement. On va donc freiner la fermeture des puits et poursuivre les expériences de gazéification à Bruay-*en-Artois. Mais on sait qu'en avril* dernier il a été décidé de dresser un inventaire complet des ressources minières. Le résultat de cette étude et aussi le coût éco*nomique de la prolongation* de l'extraction (actuellement l'Etat paie 140 francs par tonne de charbon) seront *sans doute* déterminants.

*Quoi qu'il en soit, on s'affirme* satisfaits chez les socialistes comme chez les communistes, qui y voient *« le résultat des luttes »,* de l'affirmation que le bassin du Nord-Pas-de-Calais *sera une pla*te-forme charbonnière française. *Mais la mesure la plus directe* concerne Dunkerque et les charbons d'importation. Le nouveau quai de pondéreux, dont le coût global a été évalué à 335 millions de francs, va être *mis en chantier* dès 1981 avec une participation de l'Etat de 54 millions de francs.

On n'a pas été sans remarquer que les autres ports, Boulogne *(secoué par la crise de la pêche)* et Calais, sont absents de la liste. Pour Calais, une formule : « Le projet de déplacement de la jetée est pris en considération » ; pour Boulogne, une promesse : une visite de M. Hoeffel, le nouveau ministre des transports.

Pour *ce qui concerne* les autoroutes, le président a fixé un *échéancier* qui enregistre tout simplement les retards pris, notamment pour *l'autoroute A 26* qui doit relier Arras à Calais : *« Les travaux se poursuivront pendant le VIII<sup>e</sup> Plan... »* Des sommes sont bien annoncées (4 millions de francs pour la rocade de Béthune, 13 millions de francs pour la R.N. 42 Boulogne - Saint-Omer), mais, pour mesurer la portée exacte de ces *subventions, il faut savoir* que l'établissement public régional consacre chaque année quelque 50 millions de francs aux routes. Et la note de l'Elysée a bien soin de préciser que tout cela *se fera* par un cofinancement de l'Etat et de la région.

Pour le reste, la décision la plus intéressante est sans doute *d'étendre le bénéfice du Fonds* spécial d'adaptation industrielle (F.S.A.I.) à l'ensemble du bassin houiller. Et encore des confirmations : restructuration du secteur *de la dentelle (l'étude est déjà* engagée) ; décentralisation des services de comptabilité de la S.N.C.F. à Lille concernant deux cents emplois (on l'avait annoncé il y a un an avec mille emplois décentralisés). On précise encore que la banque Worms créera vingt emplois par décentralisation à Lille !

En *revanche, l'effort des postes* et télécommunications est bien mis en valeur. Il est réel : grâce à des investissements de l'ordre de 3,2 milliards de francs entre 1980 et 1983, le Nord - Pas-de-Calais deviendra en quelque sorte une région pilote dans ce domaine.

Le « plan vert » pour l'amélioration du cadre de vie sera préparé en concertation avec les assemblées régionales et locales. On en est encore vraiment aux généralités : mesures en faveur *de l'habitat et du logement* (actuellement, le plan lancé par la région sur ce thème et qui avait reçu l'agrément de M. d'Ornano est en panne dans le dédale des *administrations)* ; *la reconquête* des sites anciens (certains y voient enfin la prise en considération des friches industrielles que l'on essaie de supprimer comme à *Roubaix)*; *la* restructuration de la zone minière (on va intervenir pour accélérer les opérations d'assainissement qui bloquaient la rénovation de *l'habitat)*.

C'est dire si les engagements du président de la République apparaissent encore à beaucoup comme très flous. L'avis unanime se résume en une formule : on jugera l'arbre des promesses aux fruits qu'il donnera. On constate *cependant que des décisions* relativement modestes, entre autres celle qui concerne l'école des mines de Douai, se trouvent brusquement débloquées à la faveur d'une visite présidentielle, alors que les dossiers piétinaient dans les ministères.

Une visite de ce genre met entre parenthèses pour un court moment la procédure normale. Il faut saisir la balle au bond, ce que l'on a bien fait dans certaines directions régionales. Et maintenant voici revenus les temps indéterminés de la procédure normale.

GEORGES SUEUR.

### LE DÉSERT COMMENCE A FOURMIES

## « On ne pensait pas qu'il viendrait, il n'est pas venu »

De notre envoyé spécial

On imagine une plaine interminable hérissée de cheminées *d'usines et de terrils*, et puis on découvre avec étonnement un paysage de bocage *délicieusement* valonné. Située aux confins sud-est du département du Nord, *au cœur* de la Thiérache, la « petite Suisse du Nord », Fourmies est une ville proprette coincée entre des forêts et des étangs. Dix-sept mille habitants, *ce fut un grand centre textile* au siècle dernier, et son nom reste attaché au massacre du premier mai 1891 (1). Depuis, Fourmies est rentrée dans l'anonymat. *Si discrète même* que le voyage présidentiel l'a ignorée, bien sûr, et que pas une seule des mesures annoncées ne la concerne directement.

*« De Gaulle s'était arrêté à Avesnes ; Giscard, lui, n'est même pas venu à Maubeuge... Alors, venir nous visiter ? On n'y a jamais cru. Même si les services de sécurité sont passés reconnaître les lieux »*, constate amèrement un commerçant de la rue principale. Ici, en effet, prédomine le sentiment d'isolement. *Celui d'être « des sudistes parmi les nordistes »*. Les distances, il est vrai, parlent d'elles-*mêmes* : Dunkerque est à 220 kilomètres, et la meilleure façon *de couvrir les 120 kilomètres* qui séparent Lille de Fourmies... est encore de passer par la Belgique.

Cet isolement est renforcé par le *sentiment* d'être méconnus, oubliés par Paris. Tous les Fourmisiens se rappellent ainsi *comment, en réponse* à la question d'un parlementaire, un ministre de l'*industrie sut évoquer*, trémolos dans la voix, le sort des « puits de mine de Fourmies »... alors qu'il n'y en a pas dans un rayon de 60 kilomètres !

*En rire pour éviter d'en pleurer* ? Les habitants de Fourmies ne voient pas sans irritation les regards se concentrer sur les difficultés du reste du département, *dans l'indifférence de leur* propre sort. Pourtant, la situation de Fourmies est grave, sinon désespérée. L'emploi industriel se réduit comme une peau de chagrin — *moins de 25 % de* 1971 à 1979. Avec un taux de 12 %, la région détient le record du chômage du Nord-Pas-de-Calais. Enfin, dernier épisode en *date, les Filés de Fourmies*, une des dernières grandes usines textiles de la région, viennent d'annoncer un licenciement de 312 personnes sur 750, et des *menaces pèsent sur une usine* de confection de chemises. Seul point « positif » dans cette évolution : contrairement au bassin de la Sambre, l'hémorragie s'est *faite ici lentement*, les difficultés du textile remontant au tout début des années 50. *« On a l'impression »*, commente M. Max Devraise, le responsable de la *C.G.T. locale, d'assister à une lente désertification de la région, à sa transformation en « zone verte » réservée aux loisirs des citadins »*.

*Pourtant*, si *l'inquiétude* et l'attentisme dominent, les Fourmisiens entendent réagir. Ils demandent ainsi les moyens de désenclaver la région et que *l'on aligne* le taux de la prime de développement régional sur *celui, plus élevé*, de la Sambre voisine. Surtout, ils apprennent progressivement à « compter sur leurs propres forces ».

C'est ainsi qu'en liaison avec la chambre de commerce *locale*, la mairie, communiste depuis peu, s'est engagée dans une action de soutien à l'industrie locale. En rachetant les biens immobiliers des entreprises en faillite, pour les revendre à des conditions avantageuses aux *industriels qui voudraient s'y* implanter. *« Si nous avons appris une seule chose depuis trente ans*, remarque M. Batteux, le secrétaire général de la mairie, *c'est bien celle-ci : que l'avenir de la région dépend d'abord de nous et, accessoirement, des aides de Paris. »*

Ne fait-on ainsi que « limiter la casse » en évitant une aggravation brutale du climat social ? C'est bien possible. En tout cas, des installations industrielles réussies, il y en a eu. Et dans des secteurs *réputés* « bloqués », tel que le textile. Témoin, cet ancien cadre de la Lainière de Roubaix qui, après être intervenu dans une liquidation *de biens, s'est vu proposer la* reprise d'un bâtiment industriel. Il y a installé une entreprise de confection féminine, et dirige aujourd'hui quarante-huit salariés. *« Aide ou pas aide*, conclut-il, *la solution aux problèmes de la région passe d'abord par un effort d'imagination et une gestion rigoureuse. Afin de trouver la nature des produits qui ont encore intérêt à être réalisés à Fourmies. C'est plus difficile que de s'en remettre à d'hypothétiques solutions globales ou d'attendre des crédits qui, comme les Tartares, ne viendront jamais. Mais c'est aussi plus positif. »*

PATRICE BOLLON.

(1) Ce jour là les quinze cents grévistes d'une usine, « Le Fourneau », qui tentaient d'entraîner dans *leur* mouvement les ouvriers d'une autre *usine de Fourmies, se heurtaient* à la troupe. Neuf morts, dont deux enfants, et une soixantaine de blessés devaient être dénombrés.

### POINT DE VUE

## *Pour un vrai regard sur la mer*

par GUY LENGAGNE (*)

*« Un regard sur la mer, c'est un regard sur le possible »*, écrivait Paul Valéry. L'auteur du *Cimetière marin* ne semble guère avoir été, ces mois derniers, le poète préféré des responsables de l'Etat... Nos marins-pêcheurs ont troublé la *quiétude* des vacanciers... L'opinion publique, étonnée, a découvert que la mer est autre chose que la fin de la terre, l'endroit où l'on joue, l'instant d'un été... La mer est ignorée des Français.

*Fascinés par les coraux* multicolores ou la vie étrange des poissons tropicaux, les Français oublient le partenaire difficile, parfois adversaire redoutable, la *mer rude, celle* qui pour des milliers d'hommes est source de vie, celle qui pourrait être demain notre dernière chance. Nos gouvernants ? L'un de mes amis a coutume de dire que le *« drame de la France est d'être dirigée par des terriens ». Je serais au*jourd'hui tenté de lui donner raison si je n'y voyais aussi un choix politique.

Au moment où les pêcheurs barraient *la plupart de nos ports*, le premier ministre n'a su que faire donner la Royale, pendant que l'Elysée se réfugiait dans un silence hautain.

*Pour beaucoup de Français*, le conflit est terminé et les problèmes réglés. Peut-on leur dire, sans les lasser, qu'au contraire la situation continue à se dégrader *et que la guerre dans le* détroit d'Ormuz risque d'avoir plus de conséquences sur notre pêche industrielle que le résultat des négociations entre marins et *armateurs ? Il suffit* d'une augmentation de 6 % du prix du pétrole pour annuler l'économie réalisée en diminuant d'un homme l'équipage d'un grand chalutier. *La situation* est-elle alors sans issue ? Non, à condition de faire preuve de volonté politique.

Qu'au niveau de l'Europe on *joue vraiment « cartes sur table »* pour les aides apportées aux pêcheurs — quelle différence y a-t-il entre l'aide au maintien en exploitation des Britanniques et l'aide au carburant des Italiens ? Que la question de la transformation en farine des espèces consommables par l'homme soit résolue ; que la réorganisation des *marchés tienne compte* des multinationales...

Qu'au niveau de la France les *circuits* de distribution soient enfin clarifiés ; que des techniques adaptées aux *actuelles* conditions d'exploitation soient mises rapidement en œuvre ; que dans le VIII<sup>e</sup> Plan un programme d'actions prioritaires soit consacré *aux pêches maritimes*... D'ici là, il faut accorder des aides, car on a trop attendu.

Mais, au-delà de la pêche, c'est la mer, avec ses possibles *richesses*, qui *est aujourd'hui* ignorée.

La recherche sur le milieu marin ne doit-elle pas être une de *nos priorités* ? Quel retard avons-nous accumulé pour l'aqua*culture ! Le littoral n'est-il* pas trop souvent considéré, ici comme espace à protéger, là comme zone abandonnée à l'industrie, le tout sans vision d'ensemble ?

Grande région industrielle, gravement touchée par la crise, le Nord-Pas-de-Calais est aussi une *grande région maritime*. Bordé par le plus grand boulevard maritime du monde, doté de *trois* grands ports, le Nord-Pas-de-Calais doit tirer parti de cette chance exceptionnelle. C'est ce dont a pris conscience le conseil *régional en adoptant un rapport* complet sur l'aménagement et le développement du littoral, résultat de la réflexion menée, depuis plusieurs années, par un groupe *de travail spécialisé*.

Le littoral doit contribuer au développement de la région, car il est l'ouverture *sur le monde. Il* ne s'agit plus de rompre l'isolement du littoral, mais, tout au contraire, de désenclaver la région en l'ouvrant au monde de la *mer*.

De cette idée essentielle découle une série de propositions *précises qui, toutes, ont pour* but d'intégrer le littoral à la région et, à partir de pôles de développement, d'entraîner un nouvel essor économique et so*cial, servant* tout le Nord-Pas-de-Calais.

Ainsi Boulogne, premier port de pêche d'Europe *continentale*, ville ouverte sur le large, qui dispose déjà d'une industrie halieutique de premier rang, d'un remarquable potentiel humain, économique *et commercial*, et d'importants instruments de recherche avec l'I.S.T.P.M. et le Centre pluridisciplinaire de Wimereux, peut devenir le Centre *international* des produits de la mer et des protéines animales dont la région a besoin.

*C'est* dans ce sens que doivent être élargies les activités existantes, développés les laboratoires de recherche, que doit être créé un I.U.T. halieutique, lancé un Centre international de commerce spécialisé...

Ce « regard sur la mer », quand il traduit une véritable volonté politique, à l'exemple du conseil régional Nord-Pas-de-Calais, devient alors, de la façon la plus authentique, un « regard sur le possible ».

*Combien de temps* faudra-t-il encore attendre pour que les responsables de l'Etat *admettent*, dans leurs actes, que l'avenir se joue sur le littoral et dans la mer, *« cette mer immense et verte comme une aube à l'orient des hommes »*...

(*) Maire P.S. de Boulogne-sur-Mer.





# RÉGIONS

## Haute-Normandie

QUESTIONS...

### Fécamp, banc d'essai de la réforme communale

*M. Jean-Pierre Deneuve a été élu maire de Fécamp (Seine-Maritime) en 1977, sous l'étiquette U.D.F., battant M. Pranzo, maire sortant (divers gauche). Cet énarque, âgé de trente-huit ans, a aussi remplacé M. Pranzo au conseil général en 1979 et il siège au conseil régional de Haute-Normandie. Fils d'ouvriers fécampois et sous-préfet, il est actuellement en poste à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'intérieur. L'autorité de l'élu local se double de celle de haut fonctionnaire technicien. A Fécamp, personne ne doute que ses ambitions politiques vont au-delà des portes de la ville.*

*A la fois auteur — avec d'autres — et utilisateur de la réforme des collectivités locales (en discussion devant le Parlement), M. Deneuve répond à nos questions.*

*« Vous êtes à la fois élu et technicien des collectivités locales. A partir de ces deux expériences, avez-vous l'impression que la réforme en cours, déjà votée par le Sénat, pourra améliorer votre travail d'élu fécampois ?*

— L'intéressant dans cette réforme des collectivités locales c'est qu'elle repose sur trois grands principes : une plus grande liberté des maires et des élus, une plus grande clarté, un plus grand sentiment de responsabilité. Liberté désormais, car auparavant nous avions une triple dépendance. Administrative à l'égard des sous-préfets et préfets : elle va disparaître quasiment complètement. Technique à l'égard des grandes administrations car les circulaires, les règles, les normes réduisaient considérablement l'initiative des élus. Dernièrement, pour construire une école maternelle à Fécamp, nous avons dû nous conformer aux instructions qui normalisent tout, de la hauteur des marches d'escalier aux dimensions des toilettes. Avec la réforme, les seules normes imposées concerneront la sécurité. Disparition de la dépendance financière enfin, puisque avec la dotation globale d'équipement nous ne serons plus obligés de quémander les subventions.

*— Que pensez-vous du cumul des mandats ?*

— Si je suis conseiller régional, c'est parce que j'ai le sentiment d'apporter plus à ma ville en obtenant quelque chose du budget de la région. J'ajoute que la réforme nous affranchit des « délégués de ceci, des chefs de service de cela ».

*— A Fécamp, est-ce que le technicien que vous êtes a pu se livrer à une certaine « expérimentation ?*

— Je m'attache à établir une participation. Pour cela, Fécamp n'est pas en retard. Nous avons mis en place « un grand conseil des associations fécampoises ». Une fois par trimestre, je réunis l'ensemble des représentants des associations pour leur présenter les projets de la ville (voirie, équipement). Je leur demande leur avis devant les maquettes et à la fin, le plus souvent, je les fais voter. Cela n'engage pas le conseil municipal, mais c'est précieux et indicatif.

*— Est-ce que grâce à la réforme on peut espérer une meilleure participation de la population à la vie communale ?*

— La loi donne une nouvelle autonomie aux élus locaux. Au niveau de la participation, c'est une auberge espagnole. Chaque commune y apporte ce qu'elle veut, en fonction des options choisies.

*— La situation économique de Fécamp est mauvaise. La grande pêche a disparu. Certains parlent d'une mort lente de Fécamp ?*

— Entre 1979 et 1980, sur six cents demandeurs d'emploi, dont quatre cents femmes, l'accroissement n'a été que de quatre chômeurs. Des entreprises embauchent, ne serait-ce que la firme de matériel électrique Houvenaghel qui exporte 80 % de sa production dont les trois quarts du Moyen-Orient.

» Si nous avons des difficultés, c'est parce que le gouvernement n'a pas, dans les années 70, suffisamment défendu la grande pêche à Bruxelles. Actuellement, nous fonctionnons avec les subventions à la pêche côtière qui nous ont permis de passer de cinq bateaux il y a trois ans à une vingtaine actuellement. Mais c'est sans comparaison avec les douze chalutiers qui travaillaient avec soixante hommes chacun. A Fécamp, la chambre de commerce a pris une option « plaisance » qui est insuffisante pour nos vingt-trois mille habitants.

*— Est-ce qu'un petit port comme Fécamp ne souffre pas particulièrement de la concurrence des grands ports normands ?*

— Fécamp ne concurrence pas Le Havre. Parlons plutôt de complémentarité. Certains petits trafics de cabotage reviennent d'ailleurs vers notre port car les conditions d'exploitation sont très lourdes dans les grands ensembles portuaires.

*— Si vous aviez la possibilité de faire des demandes « expresses » aux pouvoirs publics, quelles seraient-elles ?*

— Il y en a tellement ! A la DATAR, je dirais que, s'il est vrai que l'Auvergne connaît des difficultés, nous ne devons pas pour autant être oubliés ; à la S.N.C.F., qu'il ne faut pas que, par principe, elle s'oppose à la réouverture de la ligne de voyageurs qui dessert Fécamp ; au gouvernement, ce que de Gaulle avait dit lors d'une visite à Fécamp : *« Fécamp, port de mer et qui entend le rester »*. Il faut donner raison au général. »

Propos recueillis par
ETIENNE BANZEL.

...RÉPONSES



## Languedoc-Roussillon

### Ecoliers - reporters

### LE LARZAC A LIVRE OUVERT

En mai 1979, une vingtaine d'enfants âgés de huit à onze ans, élèves d'un cours moyen de l'école élémentaire de la rue Vitruve (vingtième arrondissement de Paris), partaient en classe verte près de Millau dans l'Aveyron.

A leur retour ils ont rédigé un livre qui retrace leurs impressions, leurs notes, leurs « reportages ». Reportages sur le tas, car ils avaient formé trois groupes d'enquête.

Voilà comment ces petits Parisiens découvrent le travail du cuir :

*« Dans la mégisserie, les ouvriers disent qu'ils sont contents de leur sort, mais moi je ne les crois pas car c'est un métier assez dur. En plus ça sent très très mauvais car on y travaille les peaux qui viennent de l'abattoir et qui sont mises dans le pétrole et l'acide. (...).*

*» Comme je ne savais pas qui était le monsieur habillé comme un ouvrier qui nous faisait visiter l'usine, je lui demande:*

« Mais vous, que faites-vous dans l'usine ?

— Ben, je suis le patron !

— Et pourquoi êtes-vous habillé comme un ouvrier ?

— Je suis habillé comme un ouvrier car, comme des fois des ouvriers manquent, je les remplace à leur travail ! »

*» J'étais assez étonnée car premièrement je ne croyais pas qu'un patron se dérangeait pour faire visiter son usine à un groupe et je pensais plutôt qu'il restait dans son bureau, les pantoufles aux pieds et le cigare à la bouche ; deuxièmement, un patron qui remplace ses ouvriers, c'est bizarre, enfin, je trouve. »*

*» Dans cette usine, il y avait beaucoup d'immigrés et peu de Français. Des fois, des ouvriers n'aiment pas le métier de la mégisserie, alors ils s'en vont. Mais l'été, il y a des jeunes qui viennent travailler un mois ou deux à la mégisserie. »*

Ailleurs des enfants ont passé quelques jours avec des ouvrières occupant leur usine.

*« Quand nous sommes arrivés, les ouvrières de Manucentre nous ont donné du chocolat et de l'Orangina. Nous étions comme des rois,* racontent-ils.

*» Le lendemain matin, pour les ouvrières, nous étions des enfants qui s'intéressaient à leur lutte ; donc nous étions les bienvenus parce que ça leur donnait du courage ; et ça ne se voit pas tous les jours des enfants qui s'intéressent aux problèmes des grandes personnes.*

*» Pour les ouvrières, nous étions tous égaux, mais ça dépendait des jours. Quand nous sommes arrivés, nous ne discutions pas avec les ouvrières, et, au dernier jour, nous parlions avec elles presque tout le temps. »*

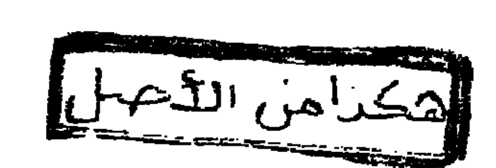
Mais le Larzac, c'est aussi le domaine de prédilection des brebis.

*« Dans un champ, il y a une plante qui s'appelle la vesse, et quand la brebis en mange trop elle meurt, car la plante libère du gaz carbonique qui comprime les poumons, et la brebis meurt asphyxiée. Quand il fait trop chaud, les brebis mangent moins et boivent moins bien. Le lait de brebis sert à faire du roquefort. »*

Et ce détail plein de saveur, qui, à lui seul, décrit le climat de solidarité paysanne sur le Larzac : *« Les fermiers ont installé un téléphone gratuit pour se donner des messages. »*

F. Gr.

* Cette brochure, intitulée *les Nuages et la Soupe*, est en vente à Paris, aux magasins de la FNAC et aux éditions Magnard, 122, boulevard Saint-Germain, Paris 6e.



Le Monde

# économie

## MATIÈRES PREMIÈRES

A LA SUITE DE L'ACCORD SIGNÉ EN JUIN

## Le processus de mise en place du Fonds de stabilisation des cours s'amorce

**Pour la première fois depuis l'accord sur la création d'un fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières signé fin juin, la commission préparatoire chargée d'en élaborer les statuts se réunit, du 20 au 24 octobre, à Genève. Cette commission, composée des représentants de vingt-huit pays — la France n'en fait pas partie, — doit notamment examiner les aspects financiers de fonctionnement du fonds. Elle mettra aussi en place une « unité spéciale » qui, à partir du 1er novembre et pendant un an, sera chargée de la coordination de toutes les questions relatives au fonds commun.**

De notre correspondante

Genève. — Lorsque l'idée de la création d'un Fonds commun pour la stabilisation des cours des matières premières prit corps, lors de la quatrième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à *Nairobi, en mai* 1976, il fut admis qu'un pas décisif avait été franchi sur la voie d'un nouvel ordre économique mondial. De nombreux représentants du tiers-monde voyaient dans l'acceptation du projet par les pays industrialisés dits du groupe « B » une prise de conscience.

L'enjeu était de taille : la survie de dizaines de millions d'êtres humains dépendait — et dépend toujours, dans une grande mesure, — du prix des matières premières que leurs pays exportent. Un instrument spécifique de régulation apparaissait indispensable qui, s'il devenait un jour opérationnel, pouvait donner naissance à un monde où consommateurs et producteurs se seraient mis d'accord et d'où la spéculation serait éliminée. Un monde où les nations pauvres seraient assurées d'une amélioration de leurs recettes d'exportation et les pays riches d'un approvisionnement suffisant.

*Le* groupe *dit* des « 77 » (quelque cent vingt pays en voie de développement) avait au départ demandé la création d'un Fonds commun autonome disposant d'un capital de 7 milliards de dollars, puis avait ramené cette revendication à 2 milliards. Après plus de quatre ans de négociations laborieuses, le capital du Fonds commun a été fixé à 750 millions de dollars.

Il reste en outre une considérable divergence de vues quant à la structure et au fonctionnement du Fonds, de sorte que la réalité — même s'il devient opérationnel — sera loin de combler les espoirs des pays démunis.

Le Fonds disposera d'un « *premier compte* » (ou « *guichet* ») de 400 millions de dollars, assuré par des contributions obligatoires des Etats, qui financera des stocks régulateurs de matières premières. Un « *deuxième compte* » (ou « *guichet* ») de 350 millions de dollars, dont 70 millions obli*gatoirement* versés par les Etats et 280 millions de contributions volontaires, sera consacré à encourager la productivité, la diversification et la commercialisation des produits, ainsi que la recherche développement.

Sur le capital que devront verser les gouvernements, la contribution du groupe « B » a été fixée à 241,6 millions de dollars (soit 51,4 %) ; celle des « 77 » à 151 millions de dollars (32,1 %) ; celle du groupe « D » (pays de l'Est) à 46 millions de dollars (9,8 %) ; celle de la Chine à 16 millions de dollars (3,4 %). Les pays n'appartenant à aucun de ces groupes devront s'acquitter de 3,3 % du total des contributions.

### Voix additionnelles

Contrairement à ce qui se passe pour la Banque mondiale et le F.M.I., non seulement le groupe « D » participera au Fonds et les « 77 » pourront y jouer un rôle prépondérant, mais *les* pays industrialisés n'auront pas le contrôle de son fonctionnement. C'est tout au moins ce que l'on pourrait penser, car les « 77 » disposeront de 47 % des votes, le groupe « B » de 42 %, le groupe « D » de 8 % et la Chine de 3 %.

Cependant, les pays du tiers-monde *ne sont pas* rassurés en dépit du compromis réalisé sur cette question. Il a été également décidé que tous les pays membres recevront d'office 150 voix, auxquelles s'ajouteront pour chacun d'eux, selon un système correspondant en gros à leurs apports financiers respectifs, des voix additionnelles. Ainsi les Etats-*Unis se sont* vu attribuer 11 888 voix, alors que le Mexique n'en bénéficiera que de 469, et que la plupart des pays africains n'auront qu'autour de 360 voix chacun. La France, pour sa part, disposera de 3 888 voix.

Les votes s'effectuant par groupe, il faudrait que plus de cent pays du groupe des « 77 » adhèrent au Fonds pour *que le* nombre de leurs voix soit égal à celles du groupe « B ». Notons, d'ailleurs, que ce dernier compte en son sein des pays pauvres, par exemple la Turquie, dont le nombre de voix ne s'élève qu'à 309. Au *cas* où un nombre insuffisant de pays du groupe des « 77 » adhéreraient au Fonds, le pro*blème du rapport* de forces se posera à l'évidence. Il a été par conséquent prévu qu'en pareille circonstance le conseil des gouverneurs du Fonds, composé d'un représentant et d'un suppléant de chaque pays membre, étudierait les modalités d'un rajustement de la répartition actuelle des votes.

Le choix des décisions qui devront être prises à la majorité simple, de celles qui nécessiteront une majorité des deux tiers et de celles qui devront être adop*tées par une majorité des trois* quarts, a été l'un des obstacles les plus difficiles à surmonter. En ce domaine, les vues des pays du tiers-monde et celles des pays industrialisés sont opposées, les premiers cherchant à ce que la majorité simple suffise pour l'adoption des décisions importantes, tandis que les seconds *craignent que les décisions ainsi* prises échappent à leur autorité.

Il avait fallu de nombreuses réunions pour aboutir à un compromis sur les statuts du Fonds acquis dans la nuit du 27 au 28 juin (*le Monde* du 30 juin). Quatre-vingt-deux pays de la CNUCED, sous l'égide de laquelle se sont déroulés les travaux, ont signé sans enthousiasme, mais avec soulagement les cinquante-huit articles qui forment le squelette du futur nouveau-né onusien.

Celui-ci ne deviendra opérationnel qu'après l'adhésion de quatre-vingt-dix pays apportant ensemble des contributions représentant les deux tiers du capital obligatoire de 470 millions de dollars. Pour devenir membre du Fonds, chaque pays devra acquérir cent actions pour un total de 1 million de dollars. Les pays de l'OPEP se seraient engagés à contribuer pour le compte des trente pays les plus pauvres du monde.

L'accord a été ouvert à la signature le 1er octobre au siège des Nations unies à New-York. Jusqu'à présent, seuls l'Equateur, dont la contribution représente 0,27 % du capital obligatoire, l'Indonésie (0,47 %) et les Pays-Bas (1,45 %) ont signé. La session *extraordinaire de l'Assemblée gé*nérale sur la stratégie du développement, en septembre, ne semble guère avoir contribué à faire progresser ce processus de signature.

### Une inconnue

En revanche, la deuxième condition pour que le Fonds devienne opérationnel, à savoir que des engagements s'élevant à la moitié de l'objectif de 280 millions de dollars de contributions volontaires pour le deuxième compte, est remplie. Ce compte pourra disposer déjà de 222 millions de dollars, soit un léger pro*grès depuis* le *consensus* du 28 juin, où la somme de 215 millions avait été atteinte.

Une inconnue de première grandeur demeure. Pour que le Fonds soit autre chose qu'un embryon, les organismes chargés de gérer les accords internationaux conclus par produit doivent y adhérer. Les ressources du premier compte *doivent être augmentées grâce* à l'association de ces organismes sous forme de dépôts en espèces ou de capital de garantie, ce qui assurera la solvabilité du Fonds et lui permettrait de contracter des emprunts sur les marchés internationaux de capitaux.

Un des premiers buts du Fonds devrait en tout cas être de servir de cadre au programme intégré des dix-huit produits de base. Le premier compte doit financer en principe la constitution de stocks régulateurs pour dix de ces produits : cacao, café, caoutchouc, coton, cuivre, étain, jute, sisal, *sucre et thé. Pour le moment, le* seul espoir réside dans l'avenir de l'accord sur le caoutchouc : *le* conseil du caoutchouc doit tenir sa première réunion du 17 au 21 novembre. En ce qui concerne le cacao, en dépit de l'échec de mars, des négociations s'ouvriront le 7 novembre. Des pourparlers tendant à la reconduction de *l'accord sur l'étain auront de leur* côté lieu du 1er au 19 décembre. On évoque aussi la possibilité d'une nouvelle conférence en 1982 sur le sucre, pour lequel il n'existe plus de stocks régulateurs.

Les points les plus litigieux, tels que les modalités et l'étendue de la fongibilité (possibilité de recours à un accord pour un *produit donné par un organisme* chargé d'un autre produit se trouvant en difficulté), ont finale*ment donné* lieu à ce que de nombreux pays considèrent comme n'étant que des cotes mal taillées. Aussi a-t-on renoncé à une fongibilité absolue pour se satisfaire d'une marge de sécurité au *cas* où les signataires des *accords considérés seraient* les mêmes. Ce problème, comme d'autres — notamment celui du choix du siège du Fonds — seront du ressort du Conseil des gouverneurs qui doit se réunir une fois par an ou du conseil d'administration que celui-ci devra désigner.

ISABELLE VICHNIAC.

## SOCIAL

## La Fédération nationale de la mutualité française réclame toujours l'annulation du décret sur le ticket modérateur d'ordre public

C'est à l'unanimité (moins trois abstentions) que le conseil d'administration (quatre-vingt-quinze personnes) de la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.) a ratifié, samedi 18 octobre, l'accord créant avec la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés un fonds de prévention.

Cette initiative, a déclaré, lundi 20 octobre, M. René Teulade, président de la F.N.M.F., « *marque un tournant du mouvement mutualiste. Le gouvernement a présenté cette création comme une alternative au ticket modérateur d'ordre public* [qui ne sera pas appliqué, bien que le décret l'instituant soit toujours en vigueur], *mais pour nous ce n'est pas une solution de rechange. Il ne s'agit pas d'une solution de remplacement* ».

Pour M. Teulade, le fonds de prévention consacre la volonté de la F.N.M.F. de développer les actions sur le terrain en faveur de la prévention sans se substituer pour autant à celles que doivent mener les pouvoirs publics.

Fin 1980, une campagne d'hygiène bucco-dentaire sera lancée, avec des consultations gratuites, financées par le fonds ; des réunions d'information seront prévues sur la contraception, et une recherche sera menée par un « laboratoire d'innovation sociale » que vient de créer la F.N.M.F.

Quant au financement du fonds de prévention — assuré aux deux tiers par la Mutualité et un tiers par la Caisse d'assurance-maladie des salariés, — il donnera lieu à un débat, au sein de la F.N.M.F., lors d'une prochaine assemblée générale : il s'agira de décider quelle est la part que devra verser chaque mutuelle. Décision délicate, certaines mutuelles étant toujours réticentes sur un financement qui serait considéré comme une contrepartie à la non-application du ticket modérateur d'ordre public.

M. Teulade a d'autre part annoncé que la F.N.M.F. allait intensifier l'action pour obtenir une réduction des abattements de tarifs demandés aux centres de soins médicaux et dentaires et de la ristourne de 5 % versée par les pharmaciens mutualistes à la Sécurité sociale : « *Nous avons la certitude que ces questions seront examinées et qu'une première solution interviendra dans les mois qui viennent.* »

La F.N.M.F. est cependant toujours décidée à obtenir l'annulation du décret sur le ticket modérateur d'ordre public soit par voie législative, soit pas décision du Conseil d'Etat où un recours a été déposé.

LE 24 OCTOBRE A PARIS

## La C.G.T. entend que « la marche des mineurs soit un « événement sans précédent »

« La marche des mineurs » que la C.G.T. organise à Paris le 24 octobre sera « *un événement sans précédent dans la capitale, le plus grand rassemblement de mineurs et d'habitants des bassins houillers que nous ayons jamais connus contre le gaspillage insensé de nos richesses minières* », a déclaré, le lundi 20 octobre, M. Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T. « *Ce qui s'est passé à Saint-Etienne ces jours derniers*, a-t-il poursuivi, *montre que les travailleurs conservent le tonus malgré le chômage et l'austérité.* »

Selon le responsable cégétiste, « *les manuels des écoles et des lycées laisseraient entendre qu'il n'y a rien dans le sous-sol français aujourd'hui, alors que tous les économistes nous disent qu'il faudrait multiplier par cinq la production mondiale de charbon et en même temps tripler la consommation de ce combustible. C'est le symbole d'une démission nationale honteuse* ».

« *La réouverture de certaines mines*, a ajouté M. Krasucki, *et en tout cas l'exploitation plus rationnelle des chantiers existants intéressent directement la vie de régions comme le Nord-Pas-de-Calais, le Centre, la région Rhônes-Alpes, l'Alsace, ou la Lorraine qui revivront ou deviendront des déserts, au choix.* »

M. Augustin Dufresne, secrétaire général de la Fédération nationale du sous-sol C.G.T., a rappelé que la France dispose de plusieurs milliards de tonnes de réserve de charbon de bonne qualité immédiatement exploitable. « *Nos prix*, a-t-il dit, *sont compétitifs. Nous avons le même coût de production que la R.F.A., notre plus gros fournisseur. Or, chez nous, on liquide ! La France dépendra de l'étranger en 1990 pour au moins 80 % de ses besoins en charbon.* » La C.G.T. a souligné, d'autre part, que la France est également riche en minerai de fer, en potasse, en ardoise, en bauxite et en uranium.

C'est pourquoi, selon les responsables cégétistes, de nombreuses professions seront représentées le 24 octobre à Paris. Trois cortèges se formeront à 10 h. 30 à la gare de l'Est, à la gare de Lyon et sur la place d'Ivry-sur-Seine (la population de la région parisienne est invitée à se rassembler à ces trois points de jonction), pour converger vers la place de la République, où M. Séguy prendra la parole.

Pour sa part, la Fédération nationale C.F.D.T. des travailleurs du sous-sol appelle ses syndicats régionaux à observer une grève de vingt-quatre heures le vendredi 24 octobre. Mais elle ne s'associe pas à la marche cégétiste. « *La C.G.T.*, déclare-t-elle, *n'a jamais répondu à notre proposition d'élaborer en commun un cahier de revendications sur les conditions de travail des mineurs.* »

● *Deux usines évacuées par la police.* — A Bayonne, la fabrique de casseroles Ontzi Ola était occupée depuis le 9 octobre par une cinquantaine de grévistes réclamant l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Ils ont quitté les lieux, sans incidents, le 20 octobre.

La veille, à Nantes, il en a été de même à l'usine de fonderie de Nantes, où, depuis le 6 août, les salariés occupaient les lieux après la mise en liquidation judiciaire. Un millier de personnes (cinq cents, selon la police) ont manifesté en ville, le 20 octobre.

O.C.D.E.

# L'attente sociale

*(Suite de la première page.)*

M. Nathan Glazer, professeur de sociologie à Harvard, insiste aussi sur ces « limites ». A la charge fiscale qu'une population est disposée à supporter pour assurer le financement des politiques sociales, il en ajoute trois autres : l'efficacité ne paraît pas proportionnelle à l'accroissement des dépenses : certaines mesures ont des « effets pervers » : les allocations d'aide sociale trop généreusement dispensées peuvent conduire au refus d'un emploi. Enfin, l'excès de dépenses affectées à la politique sociale empêche de porter l'investissement productif à un niveau approprié.

Malgré les difficultés de l'exercice, Bernard Cazes propose un scénario de compromis où l'on créerait graduellement les conditions d'une « *auto-organisation par les bénéficiaires de l'Etat-protecteur des avantages qu'ils continueront à recevoir de lui* ». Plusieurs modalités sont possibles, comme l'existence de « *titres de consommation* » (*vouchers*) assurant une grande liberté de choix du fournisseur ou la mise à la disposition par la puissance publique d'installations dont le fonctionnement est assuré en partie par le secteur « informel » non marchand.

## Une dose de concurrence ?

Une idée voisine est exprimée par M. Nathan Glazer, lorsqu'il imagine que l'on pourrait introduire une certaine dose de concurrence dans les monopoles publics afin d'accroître l'efficacité des services. Ainsi, le thème des « chèques-éducation » fait son chemin. Curieusement il a été lancé aux Etats-Unis par deux hommes aux idéologies parfaitement opposées : Milton Friedman, champion du libéralisme, et Christopher Jencks, sociologue de gauche. Le premier voyait là une possibilité de redonner une liberté de choix à l'usager, ces « chèques » — financés par l'impôt — pouvant être utilisés aussi bien dans les écoles publiques que dans les écoles privées ; le second estimait pouvoir améliorer ainsi l'efficacité de l'enseignement pour les enfants des familles pauvres et des minorités. Dans le même sens, des « chèques-logement » pourraient remplacer la construction d'immeubles à caractère social.

Que l'on utilise ces formules audacieuses ou d'autres, la plupart des rapporteurs insistent sur la nécessité de rapprocher les bénéficiaires des services de ceux qui formulent et décident les politiques (et *vice versa*). Il ne s'agit pas seulement de décentraliser, mais de démanteler de trop grands organismes et de renvoyer le plus de prestataires possibles à leur famille, à la collectivité à laquelle ils appartiennent, ou à des organisations de petite taille qui peuvent être créées par les groupes bénévoles.

M. René Lenoir, ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale, reprenant une formule appliquée en d'autres circonstances par M. Simon Nora estime que « l'Etat, au lieu de faire, peut faire faire ». Déjà, dans le domaine médico-social, de nombreuses associations gèrent des établissements ou des services d'utilité collective. La sous-traitance des politiques sociales permet de mobiliser de nombreux bénévoles, et elle peut être un facteur d'innovations sociales.

M. Hans Zetterberg, s'appuyant sur des enquêtes réalisées par l'Institut suédois d'opinion publique, donne à ce sujet des indications précises. Entre 1972 et 1978, on note que la proportion des personnes estimant que les services de santé allaient en s'améliorant a diminué. Il ne s'agit pas là de jugements objectifs. L'affaiblissement du degré de satisfaction s'explique en partie par les exigences accrues, mais aussi par un facteur moins souvent souligné. Depuis la deuxième guerre mondiale, le développement des services sociaux a, dans une certaine mesure, coupé les bénéficiaires de la vie courante normale. Les enfants sont envoyés dans les garderies, les chômeurs dans des centres de formation, les malades dans les hôpitaux et les personnes âgés dans des résidences spécialisées. Cette ségrégation finit par influer sur le moral des intéressés qui en viennent, par suite d'une sorte de dérive psychologique, à se demander si les personnes dont le *métier* est de les aider se soucient vraiment d'eux.

C'est contre la rigidité des cloisonnements qui structurent cette fois la société du travail que réagit M. Yves Chaigneau, directeur de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. « *Depuis la fin des années 60...* écrit-il, *l'homme n'accepte plus d'être considéré comme une simple variable d'ajustement et, pour arriver à gérer les organisations, il est désormais nécessaire de gérer autrement les hommes.* » Dans l'entreprise, les modèles d'organisation du travail ont entraîné des coûts sociaux fort élevés pour les individus, qui se sont très vite traduits en coûts économiques (absentéisme, malfaçons, etc.).

Comme le pense de son côté M. Maurice Peston, professeur à l'université de Londres : « *La politique sociale peut être l'élément déterminant du progrès économique plutôt qu'un obstacle sur sa route.* » C'est également l'avis de M. René Lenoir, qui estime que « *la protection sociale est une composante importante de la croissance économique* » et qu'elle est d'autant plus indispensable en période de difficultés qu'elle est un remarquable amortisseur de crises : les transferts sociaux ont évité au plan national que la demande ne fléchisse brutalement et, localement, dans les zones touchées par le chômage, les revenus de remplacement ont évité souvent que ne se crée un cycle d'involution : fuite des commerçants, arrêt des investissements des entreprises et des particuliers, accentuation du chômage.

Pour répondre à l'attente sociale, les politiques des années 80 devront de plus en plus abandonner la fourniture d'un service uniforme délivré à une masse indifférenciée, mais, au contraire, personnaliser les prestations, les affiner, les distribuer de telle façon qu'elles se fondent dans le tissu même de la société, en passant par tous les canaux « affectifs » possibles : organismes bénévoles, groupes ethniques et religieux, communautés de voisinage, etc. Il ne faut plus que la « sécurité » ait cet aspect glacé des rails du même nom.

PIERRE DROUIN.

# ÉTRANGER

### LA RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA C.E.E.

## Le mécanisme des emprunts communautaires va être substantiellement renforcé

De notre correspondant

**Luxembourg (Communautés européennes). — Le mécanisme des emprunts communautaires, par lequel la C.E.E. trouve les capitaux sur le marché international pour les reprêter aux Etats membres éprouvant des difficultés de balance des paiements, va bientôt être renforcé de manière substantielle. A la suite du débat consacré à ce sujet le 20 octobre par les ministres des finances des Neuf, *les décisions nécessaires* seront, selon toute vraisemblance, prises avant la fin de l'année.**

**Le plafond des emprunts communautaires fixé à 3 milliards de dollars (intérêts compris) pour la période 1975-1980 pourrait être porté à 10 milliards d'ECU (principal seulement) pour les cinq années suivantes, soit pratiquement cinq fois plus (1).**

Le mécanisme d'emprunt communautaire a été mis en place en 1975 après de difficiles négociations. L'opération avait été engagée à titre expérimental et avec des moyens de mobilisation modestes. Actuellement, les neuf Etats membres sont d'accord pour reconduire le système et lui donner une ampleur nouvelle. Les réticences des Allemands, et dans une moindre mesure des Néerlandais, portent uniquement sur l'importance du pas nouveau qu'il convient de franchir.

Le but de l'opération de recyclage à usage interne reste inchangé : il s'agit, comme l'a résumé M. Ortoli, vice-président de la Commission, d'aider collectivement un Etat membre qui éprouve, du fait du second choc pétrolier, des difficultés de balance des paiements et ne trouve pas le financement nécessaire.

Les *ministres* ont aussi réagi favorablement à la suggestion du comité monétaire des Neuf de simplifier les procédures, ce qui devrait rendre le recours à l'emprunt plus attrayant pour les gouvernements. Les aménagements envisagés devraient permettre notamment à la Commisson d'opérer plus rapidement la collecte des fonds su: le marché des capitaux. Il est également à peu près acquis qu'il sera proposé aux créanciers de la Communauté la seule garantie de cette dernière, au lieu du système de double garantie actuellement en vigueur (garantie communautaire plus garantie des Etats *membres*).

La Commission fera des propositions qui seront examinées par les ministres des finances en novembre.

En outre, les ministres ont été d'accord pour accroître de 100 millions d'ECU le montant des crédits pouvant être fournis par la Communauté aux Etats afin de financer les investissements. Ces 100 millions s'ajoutent à la tranche de 400 millions d'ECU ouverte en juillet au titre du NIC (Nouvel instrument monétaire) ou « facilité Ortoli ».

*Il a finalement été admis*, comme le demandaient l'Italie et l'Irlande, qu'une partie de ces 100 millions pourrait être utilisée pour financer la construction de logements ou la fourniture d'usines clés en main.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) 1 ECU égal 5,80 F environ.

### *Si les banques se montrent coopératives*

## Le gouvernement canadien aidera Massey-Ferguson

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement canadien et la province de l'Ontario ont donné leur accord de principe pour venir en aide à *la société Massey-Ferguson*, l'un des quatre premiers producteurs mondiaux de machines agricoles, qui est en difficulté *(le Monde* du 10 octobre). Au cours d'une conférence de presse, lundi 20 octobre, le ministre fédéral de l'industrie, M. Gray, a indiqué que son gouvernement était disposé à garantir une partie de l'augmentation de capital de 600 millions de dollars au total projetée par Massey-Ferguson afin de rétablir l'équilibre entre ses fonds propres et son très lourd endettement (évalué à 1 milliard 500 millions de dollars). M. Gray a refusé de préciser le montant sur lequel porterait la garantie du gouvernement. Les milieux informés parlent de 25 % de l'augmentation de capital, alors que la multinationale avait demandé 50 % au cours de l'été.

Le ministre, qui semble avoir eu quelques difficultés à convaincre ses collègues que le gouvernement devait agir pour empêcher la faillite de Massey-Ferguson, a souligné que son intervention avait surtout comme objectif de rassurer *les créanciers et* d'inciter le secteur privé à investir dans une société temporairement victime de la récession. « *De plus*, a-t-il ajouté, *notre aide est assortie de certaines conditions.* »

La multinationale, dont le siège est à Toronto, mais l'essentiel des *activités à l'extérieur du Canada*, devra s'engager à ne pas licencier ses employés canadiens (six mille personnes sur les quarante-sept mille salariés de l'entreprise) mis à pied pour trois mois. Surtout, le gouvernement attend des créanciers qu'ils fassent preuve d'une « coopération satisfaisante », ce qui revient à demander aux banques de ne pas durcir leurs conditions à l'égard de Massey et d'accepter un report de l'échéance du 1er novembre, que la société se dit incapable de respecter pour un certain nombre d'obligations découlant de ces emprunts.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DU SUD DES ÉTATS-UNIS

## Le fait syndical reconnu dans une firme textile après dix-sept ans de lutte

De notre correspondante

New-York. — Après dix-sept ans de combats syndicaux, trois mille deux cents salariés des usines de textile J.-P. Stevens ont signé le 19 octobre leur premier contrat collectif avec la direction. Les usines J. P. Stevens, l'un des plus importants fabricants de textiles du sud des Etats-Unis qui emploient plus de trente-deux mille personnes réparties dans quatre-vingts établissements, s'étaient toujours refusées à laisser leur personnel adhérer au Syndicat des employés du textile et de l'industrie du vêtement (Amalgated Union of Textile and *Clathing*), l'un des plus puissants de l'A.F.L.-C.I.O.

La bataille menée depuis les années 60 par les salariés de J.P. Stevens avait pris figure de symbole, d'autant que le grand nombre de femmes employées par la firme en avait aussi fait un bastion du combat féministe. C'est d'ailleurs un peu l'histoire des J. P. Stevens que raconte le film *Norma Rae*.

L'accord signé par la direction et les représentants des salariés prévoit une augmentation des salaires horaires de 8,5 %, avec un effet rétroactif qui se traduira par un chèque de plus de 1 000 dollars par personne. D'autre part, la firme accepte de prélever une « cotisation syndicale » sur les chèques hebdomadaires de ses employés et a promis de ne plus entraver l'action des délégués des syndicats. Enfin, de nouvelles dispositions seront prises pour *assurer aux* salariés une « couverture » médicale et une pension de retraite convenables, ce qui, dans un pays qui ne dispose pas d'un système obligatoire de sécurité sociale, constitue un appoint important au salaire.

De son côté, le syndicat a accepté de lever le boycottage de la production J. P. Stevens qu'il avait ordonné à ses adhérents et de cesser la campagne qu'il menait depuis plusieurs années contre la firme dans les milieux patronaux.

La direction a cédé aux revendications *syndicales* en *raison* de deux événements importants. D'abord, l'opposant le plus acharné des syndicats, le président de la société, M. James Finley, a pris, en janvier, une retraite anticipée, et a été remplacé par un descendant des fondateurs de la firme, M. Whitney Stevens, qui, à cinquante-ans, a une vision plus réaliste des relations de travail.

D'autre part, le syndicat a réussi un coup de poker étonnant en menaçant l'un des principaux actionnaires de J. P. Stevens, la compagnie d'assurances Metropolitan Life, de présenter deux opposants aux élections de son conseil d'administration : un courtier de la compagnie et une femme pasteur noire. Bien que le président dudit conseil ait formellement démenti avoir subi « des pressions » du syndicat, il semble bien qu'il ait conseillé au nouveau « patron » de J.P. Stevens de trouver un terrain d'entente avec les syndicalistes.

La signature de la convention collective a été saluée comme « *une grande victoire des travailleurs américains* » par le président de l'A.F.L. - C.I.O., *M. Kirkland. Elle risque* d'entraîner un mouvement similaire dans toute l'industrie textile américaine dont 15 % seulement des salariés sont syndiqués. •

NICOLE BERNHEIM.

# CONJONCTURE

## « La politique actuelle du gouvernement mène la France à la faillite et à la révolution »

### *déclare M. Jean Méo, conseiller économique du R.P.R.*

*Présentant, mardi matin 21 octobre, devant la presse le livre du R.P.R.* Atout France, *M. Jean Méo, secrétaire adjoint du R.P.R., a déclaré :* « Une certitude est que la politique actuelle du gouvernement mène la France à la faillite et à la révolution. »

*Après que M. Jacques Chirac eut très rapidement rappelé que ce livre avait été préparé par un certain nombre de commissions* « en vue d'approfondir les réflexions du R.P.R. sur les problèmes économiques et sociaux », *M. Jean Meo a tenu seul la conférence de presse.* « En fondant sa politique sur un franc fort sans avoir préalablement brisé l'inflation, le gouvernement a inventé la roue carrée, ce qui explique que le char de l'Etat marche si mal », *a encore dit le secrétaire adjoint du R.P.R., pour qui il n'y aura par de franc Barre comme il y a eu dans le passé un franc Poincaré, un franc Pinay et un franc de Gaulle.*

*Après avoir présenté un certain nombre des cent vingt propositions que contient le livre* Atout France, *M. Méo s'est livré à une critique de la croissance douce du gouvernement. Les Français n'ont pas besoin de résignation. C'est en accélérant la croissance* (« en relançant la construction par exemple ») *que la France doit résoudre à la fois le chômage et l'inflation. Le programme du R.P.R. vise à résoudre ces deux problèmes tout en faisant jouer la solidarité, a conclu le secrétaire général du mouvement.*

« *La France choisit la liberté économique parce que la liberté ne se divise pas (...). Reconnaissons d'ailleurs que cette voie est aussi celle de la prospérité, et qu'aucun autre modèle, surtout pas celui des pays dits socialistes, n'est porteur de la même espérance et surtout des mêmes réalisations depuis trente ans.* » Après avoir souligné que l'indépendance nationale c'est aussi une économie et des finances saines, M. Méo écrit : « *L'économie française s'oblige à être compétitive (...). Tant que l'inflation française dépassera notablement celle d'outre-Rhin, rien de solide ne sera assuré.* »

Puis le secrétaire général adjoint du R.P.R. insiste sur l'aspect social des problèmes et leur importance, critiquant à l'évidence la politique menée par M. Barre : « *Le droit au travail est fondamental : la lutte contre le chômage devient la priorité des priorités. Espérer une solution du problème de l'emploi, comme si celui-ci était un résultat ou une conséquence plus ou moins automatique d'un développement économique, est inadmissible.* »

« *Où se situent aujourd'hui les failles de la politique économique et sociale de la France? A l'essentiel : la hausse des prix et le chômage* », poursuit M. Méo, qui parle d'échec « *le plus accablant de la politique suivie ces dernières années* », notant au passage que le cours du franc « *est artificiel, dopé par des taux d'intérêt supérieurs de 4 points aux taux allemands* ».

» *Quel est le contre-sens dramatique qui fait que la France s'enfonce au lieu de surmonter les difficultés (...). L'erreur profonde vient du choix fait par le président de la République de la croissance douce. Cette décision a été voulue et délibérée (...). Pour reprendre la marche vers le progrès, il s'agit en somme de définir une troisième voie : ni celle de Laval, celle du frein, de la déflation ; ni celle de Keynes, de Roosevelt, de la relance à tout va par la consommation, qui aurait tôt fait d'éventrer notre commerce extérieur. Mais une croissance structurée privilégiant le renforcement de notre moteur économique, à base d'investissements créateurs d'emplois et à terme de richesses.* »

M. Méo fournit quelques exemples des mesures que le R.P.R. propose tout au long des trois cent cinquante pages de l'ouvrage *Atout France* et qui constitueraient la « *troisième voie* » annoncée : « *Nous proposons un appui massif à l'investissement dans l'industrie, l'agriculture, le logement, l'aménagement, le commerce : 20 milliards d'aide chaque année en plus de ce qui est aujourd'hui prévu dans le budget 1981 et connu, 100 milliards d'aide de l'Etat sur cinq ans ; un appui vraiment massif.* »

Cette aide favorisera spécialement « *les exportations et la reconquête du marché intérieur* ». M. Méo insiste sur le fait que « *le financement de ces crédits ne se fera pas à coups d'impôts. (...) Pas question non plus d'augmenter le déficit budgétaire déjà considérable (...). Seules des des économies sur les dépenses publiques peuvent fournir les ressources nécessaires et contribuer à casser la hausse des prix.*

» *La fiscalité sera l'instrument de la nouvelle croissance et la vertu de la solidarité nationale. Plus que chez les grandes nations industrielles, les impôts et prélèvements reposent en France sur les entreprises. Il en résulte qu'il faut encourager sélectivement les investissements : ce sera l'objet de la réévaluation des bilans, des amortissements accélérés, des bonifications d'intérêt, des subventions ou détaxations supplémentaires pour l'innovation, la recherche, les économies d'énergie les aides agricoles ou au logement.* »

Autre mesure proposée : « *Une contribution - emploi sous forme par exemple d'un emprunt obligatoire exceptionnel d'une quinzaine de milliards sera demandée aux plus fortunés, tandis que les contribuables — environ 3 millions — dont le revenu global n'excède pas 25 920 francs annuels, correspondant à un revenu effectif de 3 000 francs par mois pour un salarié, seront exonérés de l'impôt sur le revenu.* »

Autres mesures fiscales : « *La taxe professionnelle sera supprimée, la T.V.A. aménagée.* »

(1) *Atout France*, aux éditions Roudil, 53, rue Saint-Jacques, à Paris. L'ouvrage a été rédigé sur la base des travaux menés par une centaine de personnalités regroupées au sein de douze commissions

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou Dép. — | | Rep. + ou Dép. — | | Rep. + ou Dép. — | |
| $ E.-U. | 4,2825 | 4,2855 | — 80 | — 50 | — 250 | — 110 | — 305 | — 235 |
| $ can. | 3,6675 | 3,6725 | + 15 | + 45 | + 30 | + 70 | — 35 | + 30 |
| Yen (100) | 2,0585 | 2,0635 | + 5 | + 35 | + 25 | + 65 | + 210 | + 270 |
| DM | 2,3035 | 2,3075 | + 50 | + 65 | + 85 | + 120 | + 360 | + 425 |
| Florin | 2,1270 | 2,1315 | + 25 | + 50 | + 60 | + 90 | + 240 | + 300 |
| F.B. (100) | 14,4030 | 14,4170 | — 35 | — 55 | — 135 | + 35 | — 320 | + 70 |
| F.S. | 2,5875 | 2,5920 | + 150 | + 180 | + 280 | + 315 | + 810 | + 875 |
| L. (1 000) | 4,8650 | 4,8715 | — 365 | — 280 | — 695 | — 620 | —2345 | —2115 |
| £ | 10,4135 | 10,4315 | — 585 | — 515 | — 965 | — 840 | —1685 | —1485 |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DM | 8 1/2 | 8 3/4 | 8 9/16 | 8 11/16 | 8 9/16 | 8 11/16 | 8 1/2 | 8 5/8 |
| $ E.-U. | 12 3/4 | 13 | 13 3/16 | 13 5/16 | 13 5/16 | 13 7/16 | 13 3/8 | 13 1/2 |
| Florin | 8 7/8 | 9 1/8 | 9 | 9 1/4 | 9 1/8 | 9 3/8 | 9 1/4 | 9 1/2 |
| F.B. (100) | 10 | 11 1/2 | 11 1/2 | 11 3/4 | 11 7/8 | 12 1/8 | 12 3/8 | 12 5/8 |
| F.S. | 1 | 1 | 4 3/8 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 3/4 | 5 5/16 | 5 7/16 |
| L. (1 000) | 15 | 16 | 20 | 21 | 22 | 23 | 23 | 24 |
| £ | 19 1/2 | 19 3/4 | 17 1/4 | 17 1/2 | 16 1/2 | 16 3/4 | 15 1/4 | 15 1/2 |
| Fr. franç. | 11 1/8 | 11 3/8 | 11 3/8 | 11 5/8 | 11 5/8 | 11 7/8 | 12 1/4 | 12 1/2 |

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### LA PART DES PRODUITS ÉTRANGERS SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS AUGMENTE RAPIDEMENT

*Le C.N.P.F.*, dans le numéro d'octobre de sa revue, *Notes et documents*, affirme que la libération n'est pas la cause de la hausse générale des prix. Selon le C.N.P.F., « *les prix des produits manufacturés « privés » libérés depuis vingt-six mois (juin 1978-juillet 1980) n'ont pas progressé plus vite que l'indice général des prix (27 %).* »

Cette publication du C.N.P.F. est une réponse aux critiques qui commencent à se faire jour dans les milieux gouvernementaux, inquiets de la forte pénétration des produits étrangers sur le *marché français. Ainsi, M. Monory*, jeudi 16 octobre, avait, devant la commission sénatoriale des finances, mis en cause les constructeurs français d'automobiles pour l'usage exagéré qu'ils avaient fait de la libération des prix. Le taux de pénétration des véhicules étrangers en France a en effet atteint 22,23 % pour les huit premiers mois de 1980, contre 20,53 % pour la même période de l'an dernier. Le premier ministre avait à peu près fait les mêmes critiques à Lyon, quoique en termes plus généraux *(le Monde* daté 19-20 octobre).

*Le marché français* est *de plus* en plus perméable aux produits étrangers, dont le taux de pénétration (1) a atteint 17,9 % au second semestre 1980 contre 16,6 % et 15,8 % en moyenne en 1979 et 1978, selon les comptes trimestriels publiés par l'INSEE. Le taux de pénétration des biens d'équipement ménager étrangers est de 44,5 % (contre 43 % en 1979 et 41,3 % en 1978), celui des biens d'équipement professionnel de 36,7 % (contre 35,1 % en 1979 et 32,4 % en 1978) et celui des produits manufacturés de 28,5 % (contre 27,3 % en 1979 et 25,7 % en 1978). La perte de compétitivité de l'ensemble de l'industrie française sur son marché semble donc générale, sauf pour les produits agricoles alimentaires, où la pénétration étrangère n'atteint que 11,3 % (— 1,1 % par rapport au dernier trimestre).

(1) Le taux de pénétration est le rapport entre le montant des importations et le résultat de l'opération production + importations — exportations.

● *Baisse du taux d'intérêt néerlandais.* — La Banque nationale des Pays-Bas a abaissé de 8,5 à 8 % son taux d'escompte à partir du mardi 21 octobre. Dans un communiqué publié lundi, la banque a précisé lundi que cette baisse d'un demi-point avait été décidée en raison de l'évolution constatée sur le marché monétaire. — *(A.F.P.)*

# AFFAIRES

### LA C.G.E. PREND LE CONTROLE MAJORITAIRE D'ALSTHOM - ATLANTIQUE

La Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) a acquis, le 20 octobre, en Bourse, de la société Penhoët, quarante mille actions Alsthom-Atlantique, soit 5,26 % du capital. La C.G.E. porte ainsi sa participation de 44,89 % à 50,15 %.

Issue de la fusion, en 1976, des Chantiers de l'Atlantique et d'Alsthom (alors contrôlé par la C.G.E.), renforcée en 1977 avec l'apport du département turbo-alternateurs de la Compagnie électro - mécanique, Alsthom-Atlantique devrait atteindre un chiffre d'affaires consolidé de plus de 13 milliards de francs cette année.

D'abord dirigée par M. Pierre Loygues, le patron des Chanters de l'Atlantique, la firme est passée sous la tutelle directe de la C.G.E. en 1979. M. Schulz, l'« homme de la C.G.E. », a alors remplacé M. Loygues à la présidence d'Alsthom-Atlantique.

En prenant le contrôle effectif de plus de 50 % du capital — une opération qui lui coûtera un minimum de 40 millions de francs, — la C.G.E. opère un certain virage dans sa politique Jusqu'à présent, le groupe agissait surtout en « financier », opérant de multiples participations — le plus souvent inférieures à 50 % — dans des entreprises fort diverses.

# ÉQUIPEMENT

### AU CONSEIL RÉGIONAL DE MIDI-PYRÉNÉES

## La majorité socialiste demande des garanties pour l'installation d'une centrale nucléaire à Golfech

De notre correspondant régional

Toulouse. — Le conseil régional de Midi-Pyrénées, que préside M. Alain Savary, député (P.S.) de la Haute-Garonne, a décidé, lundi 20 octobre, de ne pas donner son accord à la construction d'une centrale nucléaire à Golfech (Tarn-et-Garonne) sans qu'un débat ait été engagé devant l'opinion publique puis devant le Parlement et *« sanctionné par un vote »*.

Les communistes et le Groupe d'action régionale (GAR), qui se réclame de la majorité présidentielle, ont voté contre la motion socialiste. Les conseillers du Mouvement des radicaux de gauche, qui sont contre le projet de Golfech, se sont abstenus.

Ainsi l'accent a été mis encore une fois sur le manque d'informations fournies aux populations aussi bien sur le site qu'à l'échelon national. Et beaucoup sont dans l'attente de cette source d'*« énergies douces »*, que le président de la République avait promise lors de son discours de Mazamet, dans lequel il avait brossé à larges traits les perspectives d'avenir du Grand Sud-Ouest.

Le conseil régional avait déjà émis un avis défavorable le 4 juillet 1978 et avait chargé un groupe d'experts, animé par le professeur Louis Neel, éminent physicien nucléaire (prix Nobel) de répondre à dix questions.

La centrale de Golfech est-elle indispensable aux besoins énergétiques de l'industrie régionale ? Ne peut-on remplacer l'énergie nucléaire par d'autres sources gélogiques, hydrauliques, éoliennes, solaires ? Le site de Golfech est-il justifié ? La centrale prévue sera-t-elle sûre pour l'environnement ? Comment envisage-t-on le transport sans risque des matériaux radioactifs ? Quels dangers entraînerait le rejet des matières utilisées ? Quel plan a-t-il été prévu dans le cas toujours possible d'un accident sur le site ? Quelles raisons techniques ont-elles milité en faveur d'un système de refroidissement humide de préférence à la réfrigération sèche ? Quelles seront les conséquences des eaux usées sur la faune et la flore de la Garonne et de ses affluents ? Enfin, comment a-t-on mesuré le volume des répercussions économiques et sociales pour la région ?

### Un rapport du professeur Neel

Pour la première question, le rapport du professeur Neel admet comme hypothèse de travail une croissance économique de 3 % à 4 % par an et les prévisions de l'E.D.F. selon lesquelles la région aurait besoin en l'an 2000 de 34 milliards de kWh par an, au lieu de 10 milliards aujourd'hui. Comme les ressources locales de charbon seront épuisées en 1986, que les nouveaux barrages ne fourniront que 500 millions de kWh, que l'utilisation de la géothermie *« ne réduira pas sensiblement la consommation électrique »*, que l'énergie éolienne apporte bien des déboires et que l'énergie solaire *« ne constituera pas un appoint significatif »*, le professeur Neel se range à la solution E.D.F., qui propose ses quatre réacteurs de 1 300 mégawatts. Ceux-ci fourniront 30 milliards de kWh. Comme le remarque la commission, c'est plus qu'il n'en faut.

Le choix du site ? Il est motivé par la proximité d'un fleuve important dont le débit est suffisant pour diluer les effluents radioactifs. Les villes sont à une distance raisonnable : Agen, à 21 kilomètres ; Moissac, à 19.

La région est la moins sismique de France. La centrale sera à proximité des grandes voies ferroviaires, autoroutières et du canal des Deux-Mers. La sécurité ? Le professeur Neel assure qu'avec ces types de réacteurs les risques d'accident pour un individu sont deux cent mille fois plus faibles que ceux d'un accident mortel par chute accidentelle. Il rappelle qu'à l'heure actuelle *« aucun transport de matières radioactives n'a entraîné en France ni à l'étranger d'accident ayant pu avoir des conséquences quelconques sur la santé du public ou du personnel chargé du transport »*. Les normes des radiations ? Elles sont *« satisfaisantes »*, car inférieures au dixième de la radiation naturelle de la Terre. La réfrigération sèche n'a pu être adoptée *« par manque d'expérience industrielle »*. Selon E.D.F., les panaches risquent de modifier le micro-climat à moins d'un kilomètre des tours. La gène qui en résultera pour les habitants de Golfech resterait *« dans les limites raisonnables »*, mais, dit le professeur Neel, il serait bon de suivre l'évolution de la situation agricole ; quant aux effets thermiques sur les eaux de la Garonne, ils sont qualifiés de *« négligeables »*.

La commission a conclu, en revanche, sur la foi des informations de l'E.D.F., à *« des retombées économiques très sensibles »* dans la région. Elle suggère toutefois, qu'une commission de surveillance soit constituée comme à Fessenheim *« pour assurer une information permanente, une liaison entre la population et l'exploitant, et constater que tout se déroule conformément aux prévisions et engagements pris par E.D.F. »*.

Cette prise de position, entièrement favorable au projet E.D.F., n'a, apparemment, pas convaincu les conseillers socialistes de la région Midi-Pyrénées.

LEO PALACIO.

### — A PROPOS DE... —

### UN COLLOQUE EN ILE-DE-FRANCE

## Architectes mal aimés

**La région d'Ile-de-France organise, le 22 octobre, une journée d'étude et de réflexion sur le thème « Architecture en Ile-de-France ». Trois commissions, réunissant élus, associations de défense, fonctionnaires, architectes, ont été invitées à animer les débats. Un sondage, qui a été réalisé auprès de tous les maires d'Ile-de-France, et auquel la moitié d'entre eux ont répondu, montre qu'il y a débat...**

*« Existe-t-il dans votre commune des bâtiments publics ou privés construits depuis 1945 et considérés comme réussis sur le plan architectural ? » : non à 65 %. « Estimez-vous avoir effectivement dans votre commune la responsabilité de l'architecture pour les bâtiments privés ? » : non à 79 % ; « pour les bâtiments publics non municipaux ? » : non à 68 % ; « pour les bâtiments publics municipaux ? » : non à 40 %. « Avez-vous les moyens techniques d'assumer vos responsabilités en matière d'architecture ? » : non à 77 % ; « les moyens financiers ? » : non à 88 %.*

*Un effort important est donc indispensable pour remonter la pente. La commission présidée par M. Michel Péricard, maire R.P.R. de Saint-Germain-en-Laye, propose qu'aucun permis de construire ne puisse être accordé contre l'avis du maire de la commune, mais que celui-ci s'entoure systématiquement des avis des habitants ou des associations, et puisse bénéficier d'une véritable assistance technique.*

*Cela suffira-t-il ? M. Jean-François Saglio, P.-D. G. de l'Agence foncière et technique de l'Ile-de-France, pose la question :* « Le mouvement de décentralisation des responsabilités au profit des collectivités locales est-il profitable à la recherche d'une plus grande qualité architecturale ? » *M. Philippe Vasseur, rédacteur en chef des* Echos, *note à ce propos :* « Les comportements individuels ne concourent pas nécessairement à la qualité architecturale. Le danger c'est d'aboutir à une conception élitiste de l'architecture, laisant peu de cas des goûts des clients. » *Ceux-ci sont-ils même satisfaits par tous ces modèles de maisons individuelles qu'on leur impose ?*

*Il faut bien constater dans les villes nouvelles un certain effet de « patchwork » ; l'architecture cohérente de chaque îlot se heurte avec celle du quartier voisin. De même le « fonctionnalisme » finit par nuire à la qualité de l'architecture et de l'urbanisme, et l'ampleur des voiries et des espaces publics tue la vie collective.*

*Les progrès à faire sont immenses. D'où les propositions de M. Saglio : la création de « musées vivants » de l'architecture, qui auraient un rôle* « de conservation, d'explication, de conseil » ; *la mise en place d'un fonds régional pour l'amélioration de la qualité architecturale et la transformation de ce colloque en « rencontres régulières » qui auraient lieu tous les deux ans.*

## Faits et projets

### LA POSTE MENACÉE.

Un groupe d'études sur l'avenir de la poste a été constitué la semaine dernière au Sénat, et la présidence en a été confiée à M. Louis Perrein, sénateur (P.S.) du Val-d'Oise, rapporteur du budget des P.T.T. Dans une interview à *la Lettre hebdo*, publication spécialisée dans les questions de la poste, M. Perrein s'interroge sur *« une politique qui aboutit à sacrifier délibérément la poste, puisque la plus grosse part des crédits reste attribuée aux télécommunications »*, et observe que *« les objectifs du VII° Plan quant à l'amélioration du réseau postal seront bien loin d'être atteints »*.

Le parlementaire insiste, d'autre part, sur *« la complémentarité des postes et télécommunications »*. *« Les dix-huit mille bureaux de poste seront un atout considérable pour le développement de la télécopie et de la télé-impression,* explique-t-il. *C'est par ses bureaux que la poste peut diffuser l'utilisation de la carte magnétique. Je suis sûr que la scission entre les deux services des P.T.T. serait une catastrophe pour les uns et pour les autres, et pour la collectivité nationale. »*

### FEUX DE FORETS : UN TOURNANT ?

*« Un tournant dans la lutte contre les feux de forêts »* ; c'est ainsi que le ministère de l'intérieur qualifie la situation de l'année 1980. Alors que le nombre des incendies déclarés a été plus important que la moyenne (2 600 alertes au lieu de 2 200), les surfaces touchées par le feu ont été seulement de 12 700 hectares au lieu de près de 30 000 en moyenne au cours des six années précédentes. *« La superficie brûlée,* dit le ministère, *est la plus faible qui ait été enregistrée depuis plus de vingt ans et le nombre des grands feux a été exceptionnellement faible. »*

Selon l'administration, ce « succès » est dû à la mise en place du nouveau dispositif de lutte : présence sur le terrain dès que la météo est mauvaise de détachements de pompiers, survol préventif des zones dangereuses, intervention massive des Canadairs, DC-6, avions agricoles, hélicoptères et appareils de l'armée de l'air, renforcement des moyens terrestres, colonnes de secours de pompiers extérieurs au Midi méditerranéen, appui d'unités militaires, etc.

### A AMBÉRIEU LE PREMIER LYCÉE SOLAIRE D'EUROPE.

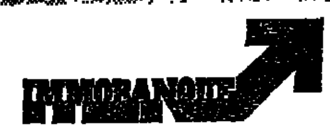
Le premier lycée solaire d'Europe va être construit à Ambérieu (Ain). L'établissement prévu pour mille quatre cents élèves sera doté d'un chauffage central solaire. L'eau chauffée par des capteurs en été sera stockée dans les structures porteuses en béton puis utilisée à la mauvaise saison. Le coût du chauffage annuel sera ainsi réduit de 300 000 F à 70 000 F.

Le lycée coûtera 42 millions de francs, qui seront partiellement financés par les redevances versées par la centrale nucléaire du Bugey (Ain).

● *La Compagnie aérienne Egyptair* vient de commander ferme deux nouveaux Airbus européens, du modèle B4-200, qui lui seront livrés durant l'été 1982. Ce qui porte à cinq le nombre d'exemplaires achetés par Egyptair qui utilise les Airbus sur son réseau intérieur, son réseau régional (notamment vers le Golfe) et à destination de l'Europe. Avec la commande de la compagnie égyptienne, le nombre total d'appareils achetés par trente-six compagnies est de deux cent soixante-dix-neuf commandes fermes et de cent quarante-cinq options pour les différentes versions de l'Airbus.



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS




Le conseil d'administration s'est réuni le 17 octobre 1980 sous la présidence de M. Gerard Billaud, à l'effet d'examiner la situation de la société au 30 juin 1980 et les prévisions de résultats pour l'exercice 1980.

L'activité d'Immobanque a été satisfaisante depuis le début de l'année. La société a, en effet, réalisé quinze opérations de crédit-bail représentant un montant d'investissements de 50 800 000 F et doit prochainement procéder à la signature de nouveaux contrats portant sur un montant de l'ordre de 20 millions de francs. Concernant les opérations de location simple, elle a acquis pour 5 millions de francs de locaux à usage de bureaux et a en cours de négociation diverses opérations qui devraient aboutir avant la fin de l'exercice.

Les recettes locatives du premier semestre 1980 se sont élevées à un montant de 76 700 000 F hors taxes contre 66 700 000 F hors taxes pour les six premiers mois de l'exercice 1979, marquant ainsi une progression de près de 15 %.

Le bénéfice au 30 juin 1980, enregistrant une évolution comparable à celle des recettes, ressort à 18 430 000 F contre 16 080 000 F au 30 juin 1979.

En dépit de l'augmentation du nombre d'actions à rémunérer résultant de conversions d'obligations, les prévisions de résultats pour l'exercice en cours permettent d'envisager un nouvel accroissement du dividende unitaire.

## cedis

### LETTRE AUX ACTIONNAIRES (extraits)

En progression de près de 19 %, le chiffre d'affaires toutes taxes Cedis, arrêté au 30 juin à 1 milliard 939 millions, permettait de dégager une marge brute d'autofinancement de 57,5 millions, en augmentation de 34,8 %, avec un bénéfice net de 15,8 millions contre 12,6. Après reprise des provisions pour hausse de prix 1974 et pour investissement 1975, la capacité nette d'autofinancement atteignait 49,2 millions.

A la même date, notre filiale Economiques Troyens voyait son chiffre d'affaires toutes taxes progresser de 10 % avec 521,7 millions. La marge brute d'autofinancement par contre traduisait un accroissement de 42,6 %, atteignant 8,3 millions malgré une perte de 4 millions à rapprocher de celle de 5,4 l'année précédente. La capacité nette d'autofinancement, améliorée de plus de 30 %, s'établissait à 6,7 millions.

Consolidés, les chiffres ci-dessus faisaient ressortir 2,37 milliards de *chiffre d'affaires toutes taxes, en* progression de 14,15 %, et dégageaient une marge brute d'autofinancement de 65,4 millions, accrue de 25,9 %, dans laquelle le bénéfice net représentait 11,3 millions.

La capacité nette d'autofinancement du groupe s'établissait alors à 55,4 millions, soit plus de 17 % d'accroissement.

Ces résultats tiennent compte, pour chacune de nos sociétés, des provisions habituelles déterminées selon les mêmes normes.

Sauf événement imprévu au cours du dernier trimestre, le groupe atteindra ses objectifs, soit 5,2 milliards consolidés et des résultats satisfaisants.

En attendant, les calendriers Cedis et E.T. d'ouvertures, agrandissements et transformations de magasins sont parfaitement respectés. Ainsi, notamment, notre filiale, après l'agrandissement de ses Mammouth de Nevers et de Troyes, l'ouverture d'un Suma, en créera trois autres dans le dernier trimestre.

Cedis, après les ouvertures du Mammouth de Dole, de trois Suma et la transformation en Mammouth du Suma de Saint-Louis, créera deux nouveaux Suma.

Dans sa réunion du 16 octobre, votre conseil, témoignant d'une confiance en l'avenir qu'il désire vous faire partager, a décidé de procéder à l'augmentation du capital social par incorporation de réserves. Cette opération fera l'objet de publications officielles mais nous pouvons d'ores et déjà vous préciser qu'il s'en suivra l'attribution d'une action gratuite pour cinq anciennes à partir du 15 décembre. Les actions nouvelles porteront jouissance du 1er janvier 1980, c'est-à-dire qu'elles donneront droit au prochain dividende. Le conseil estime aujourd'hui que, sauf événement imprévu, il sera à même de proposer au minimum la reconduction du précédent.

## NORTON S.A.

Norton Company U.S.A. a annoncé la nomination de M. Emile François au poste de group vice-président, produits diversifiés, pour l'ensemble du groupe dans le monde.

Faisant suite à cette nomination, le conseil d'administration de Norton S.A. a enregistré la démission de M. Emile François de son poste de président-directeur général de la société française et a nommé M. Paul Gaillour, précédemment directeur général, pour le remplacer dans ces fonctions.

M. Paul Gaillour conserve par ailleurs ses fonctions de directeur européen de la production des abrasifs appliqués et des meules minces.

Norton S.A. est la filiale française de Norton Company (Worcester, Massachusetts, U.S.A.). Leader mondial en produits abrasifs, Norton ne cesse de se diversifier dans le développement et la fabrication de céramiques industrielles, de plastiques, de produits d'étanchéité, de produits à usage chimique, médical et scientifique, de matériel de sécurité.

Plus récemment, Norton s'est porté dans le peloton de tête des industries liées à la recherche des sources d'énergie, en tant que fabricant d'outils diamant pour le forage utilisés dans la recherche pétrolière et l'exploitation minière.

Directement ou à travers ses filiales, Norton représente en France cinq usines et plus de trois mille personnes.

## SOLEIL INVESTISSEMENT

Au 30 septembre, l'actif net de la société s'élevait à 154 406 921,17 F et le nombre d'actions à 524 916.

*L'actif* net se départissait comme suit :

— Obligations françaises . 52,71 %
— Obligations étrangères. 0,58 %
— Actions françaises .... 14,16 %
— Actions étrangères .... 23,71 %
— Autres éléments d'actif. 8,84 %

Au 30 septembre, la valeur nette de l'action était de 294,16 F, en progression de 22,50 % par rapport à sa valeur de 247,56 F du 28 décembre 1979, compte tenu d'un coupon de 9,89 F assorti d'un impôt déjà payé au trésor de 1,16 F, mis en paiement le 19 mars 1980.

## KLÉBER - COLOMBES

Le chiffre d'affaires du premier semestre est en augmentation de 11,7 % par rapport à celui de 1979.

La situation provisoire au 30 juin fait apparaître un bénéfice de 18 300 000 F après dotation aux amortissements de 31 700 000 F. Ce résultat tient compte de plus-values de cession de 123 400 000 F.

La situation au 30 juin 1979 se soldait par une perte de 44 700 000 F après dotation aux amortissements de 28 800 000 F.

Bien que les cours des matières premières soient demeurés relativement stables en 1980, les hausses très importantes consécutives au second choc pétrolier n'ont pas encore pu être absorbées par les prix de vente. Les charges exceptionnelles liées au plan de restructuration industrielle et la campagne de dénigrement dont Kléber a fait l'objet malgré la décision du ministère de l'économie du 3 avril 1980 mettant hors de cause les pneumatiques V 12, ont également pesé sur les résultats.

Pour les neuf premiers mois, les ventes s'élèvent à 1 730 000 000 de francs, en augmentation de 11,6 %.

## UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

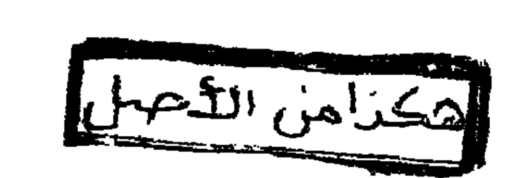
| SOCIETE D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE | ACTIF A LONG TERME OBLIGATAIRE (A.L.T.O.) | ALTEFI | ACTIONS FRANCE | ACTIONS SELECTIONNEES | AEDIFICANDI (UNION SEQUANAISE URBAINE) | L'U.A.P. INVESTISSEMENTS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ORIENTATION | Obligations françaises | Obligations françaises et étrangères | 60 % minimum actions françaises (Loi Monory) | Valeurs françaises dominantes | Placements à caractère immobilier | Valeurs étrangères dominantes |
| SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1980 | | | | | | |
| — Nombre d'actions en circulation | 1 796 134 | 599 019 | 495 106 | 704 733 | 599 789 | 1 639 542 |
| — Actif net total (en millions de F) réparti comme suit : | 307,98 | 83,95 | 77,18 | 134,03 | 139,95 | 393,44 |
| a) France : | | | | | | |
| — Obligations classiques et index. | 87,8 % | 56,9 % | 33,7 % | 26,8 % | 28,5 % | 25,3 % |
| — Obligations convertibles ........ | 1,2 % | 7,6 % | 1,7 % | 3,2 % | 2,6 % | 3,3 % |
| — Actions ........................ | néant | néant | 64,1 % | 40,9 % | 54 % | 20,5 % |
| b) Etranger : | | | | | | |
| — Actions et obligations ............ | néant | 30,2 % | néant | 23,4 % | 13,3 % | 48,8 % |
| c) Billets hypothécaires ...... | 1.6 % | néant | néant | néant | néant | néant |
| d) Disponibilités ............ | 9.4 % | 5,3 % | 0,5 % | 5.7 % | 3,6 % | 2,1 % |
| — Valeur liquidative de l'action en F | 171,47 | 140,14 | 155,89 | 190,18 | 233,33 | 178,37 |

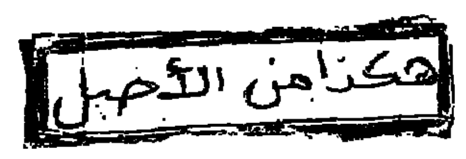
Souscriptions et rachats reçus aux guichets de :

**ssb** SOCIETE SEQUANAISE DE BANQUE — 370, rue Saint-Honoré, 75023 Paris Cédex 01 - Tél. : 261-53-44. Tour Assur Quartier Louis-Blanc, Cédex 14, 92083 Paris-La Défense - Tél. : 766-16-10 et dans ses agences de province.

**crédit universel** — 155, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. : 261-53-56. 133, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris - Tél. : 322-10-74, et dans ses agences de la banlieue parisienne et de province.









# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS
21 OCTOBRE

### Stabilité

*Après l'attentat manqué de la veille, les responsables de la Bourse ont mis en place un contrôle des entrées au palais Brongniart. Ces mesures de sécurité ont été bien accueillies par les opérateurs qui, toutefois, semblent vivement souhaiter qu'à Paris, comme cela se fait sur de nombreux marchés étrangers, le public n'ait pas librement accès aux salles de cotation.*

*Mardi, les cotations ont repris normalement. Les investisseurs institutionnels, en particulier les Sicav-Monory, se sont remis à acheter. Ce courant d'achats fait suite à la bonne tenue de Wall-Street, et l'indicateur de tendance termine la séance en légère hausse (+ 0,08 %) sur lundi*

*Les valeurs pétrolières ont été diversement traitées. Shell gagne 7,36 %, Schlumberger 6,49 %, Royal Dutch 6,20 %, Mobil 3,58 %, Elf-Aquitaine 1,33 %. Esso, en revanche, cède 1 % et C.F.P. 0,22 %. Elf-Gabon se reprend (+ 4,94 %).*

*Parmi les hausses sensibles, on note Omnium de participation internationale (+ 13,42 %) au plus haut de l'année. DMC (+ 5,15 %), Application des gaz (+ 4,29 %), Fives-Lille (+ 3,47 %), Generale d'Entreprise (+ 2,50 %). Olida (+ 4,80 %), qui inscrit un nouveau cours record, est très recherché.*

*Au total, les baisses (93) sont plus nombreuses que les hausses (62).*

*A noter que la cotation d'Alstom-Atlantique a été suspendue jusqu'au 23 octobre. La C.G.E., qui vient de porter sa participation dans le capital d'Alsthom de 44, 8 % à 50,15 % (voir ci-contre), s'engage à partir de cette date à reprendre les actions au prix de 100 francs.*

*Sur le marché de l'or, le lingot perd 100 F à 91 900 F dans le sillage du premier fixing de Londres (652,75 dollars contre 657 dollars). Le napoléon, par contre, gagne 4,50 F à 804,50 F.*

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**TELEMECANIQUE.** — Contrairement à ce qui était indiqué dans la revue hebdomadaire (le Monde daté 19 - 20 octobre 1980), le titre n'a pas baissé lors de la semaine, mais progressé de 85 francs à 1 165 francs.

**MITSUBISHI ELECTRIC.** — Première baisse de résultats enregistrée par la société depuis cinq ans au 30 septembre 1980, le bénéfice semestriel se monte à 22 milliards de yens (contre 23,08 milliards en 1979).

**DARTY.** — Pour le premier semestre de l'exercice 1980-81, la société enregistre un résultat (avant provision pour impôts sur les sociétés et provision pour investissements), de 39,646 millions de francs, en hausse de 21,3 %.

**KLEBER-COLOMBES.** — Au 30 juin 1980, le bénéfice se monte à 18,3 millions de francs (après une dotation aux amortissements de 31,7 millions et une plus-value de cessions de 123 millions). L'année dernière, la situation se soldait par une perte de 44,7 millions de francs.

**JAEGER.** — Recul des résultats au premier semestre : ils passent de 7,7 millions de francs à 2,2 millions de francs. Ce bénéfice s'entend après 18,3 millions de francs d'amortissement et de provision (contre 16,3 millions de francs).

Cette baisse des résultats provient essentiellement des perturbations sociales que la société a connues au cours de cette période, et de la très forte augmentation du loyer de l'argent.

**GENERALE OCCIDENTALE.** — Le groupe pourrait porter de 24 à 40 % sa participation dans le capital de Diamond International, société propriétaire de près de cent mille hectares de bois aux Etat-Unis, et qui fabrique du papier d'emballage et de conditionnement.

**CEDIS.** — La société va procéder à une distribution d'actions gratuites (une pour cinq). Sa marge brute d'autofinancement consolidée s'établit à 65,4 millions de francs, en progrès de 25,9 %.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

| | 17 oct. | 20 oct. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises .. | 112,7 | 112,4 |
| Valeurs étrangères .. | 123 | 123,1 |

**Cie DES AGENTS DE CHANGE**
(Base 100 : 29 déc. 1961)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général ...... | 115,4 | 115 |

### Taux du marché monétaire

Effets privés du 21 10 ....... 11 1/8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 20/10 | 21/10 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens)... | 208 20 | 208 80 |

## NEW-YORK

### Légère reprise

Après deux séances de baisse, les valeurs américaines se sont légèrement reprises lundi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagne 4,70 points à 960,84.

En faveur de la hausse ont d'abord joué les déclarations du premier ministre iranien, selon lesquelles ces conditions de libération des otages américains seraient bientôt connues. D'autre part, les investisseurs ont bien accueilli les prévisions de baisse des taux d'intérêt faites par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan.

Les valeurs pétrolières se sont distinguées à nouveau. Texaco gagne 1 7/8 à 40 5/8, Exxon 1 3/8 à 79 3/4, Superior 6 1/2 à 227 1/2, Standard Oil 1 3/4 à 72 3/4, Conoco 2 3/8 à 63 1/2.

Du Pont de Nemours perd 7/8 à 43. La société vient de publier des résultats décevants (0,58 dollar contre 1,72 dollar).

Parmi les hausses les plus importantes, on remarque McDermott (+ 2 3/4 à 36 1/2). La firme, qui a dû renoncer à acquérir Pullman Inc., cherche un autre partenaire pour se lancer dans la fabrication de carburant synthétique.

Au total, 41,10 millions de titres ont été échangés (contre 43,93 millions). La valeur la plus active a été Xerox. Les hausses (781) ont égalé les baisses (737).

A noter, enfin, la suspension de cotation de C and K Petroleum, à la suite d'une O.P.A. lancée par Alaska Interstate.

| VALEURS | COURS 17/10 | COURS 20/10 |
|---|---|---|
| Alcoa | 70 1/4 | 70 ... |
| A.T.T. | 50 1/4 | 50 3/8 |
| Boeing | 37 5/8 | 37 1/2 |
| Chase Manhattan Bank | 42 1/4 | 41 3/8 |
| Du Pont de Nemours | 43 7/8 | 43 .. |
| Eastman Kodak | 70 3/4 | 71 5/8 |
| Exxon | 78 3/8 | 79 3/4 |
| Ford | 26 1/4 | 26 3/8 |
| General Electric | 53 3/4 | 53 3/8 |
| General Foods | 28 3/8 | 28 7/8 |
| General Motors | 50 1/4 | 51 1/8 |
| Goodyear | 16 3/8 | 16 1/2 |
| I.B.M. | 68 | 68 1/2 |
| I.T.T. | 31 1/8 | 30 1/2 |
| Kennecott | 32 3/4 | 32 3/8 |
| Mobil Oil | 77 5/8 | 81 1/4 |
| Pfizer | 45 3/4 | 45 |
| Schlumberger | 109 7/8 | 114 7/8 |
| Texaco | 38 3/4 | 40 5/8 |
| U.A.I. Inc. | 17 1/8 | 18 3/4 |
| Union Carbide | 46 1/2 | 47 3/8 |
| U.S. Steel | 22 1/2 | 22 3/8 |
| Westinghouse | 29 3/4 | 29 1/2 |
| Xerox | 65 5/8 | 64 5/8 |

## BOURSE DE PARIS - 21 OCTOBRE - COMPTANT

## SICAV

* Cours précédent.

## MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 21 10 | Achat (aux guichets, cours des billets) | Vente (aux guichets, cours des billets) |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 4 267 | 4 309 | 4 190 | 4 400 |
| Allemagne (100 DM) | 230 670 | 224 | 224 | 236 |
| Belgique (100 F) | 14 419 | 14 414 | 13 900 | 14 600 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 212 950 | 212 610 | 208 | 217 |
| Danemark (100 krd) | 75 820 | 75 150 | 72 | 77 |
| Norvège (100 k.) | 87 230 | 86 710 | 84 | 89 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 347 | 10 650 | 10 2.0 | 10 750 |
| Italie (1 000 lires) | 4 886 | 4 871 | 4 500 | 4 900 |
| Suisse (100 fr.) | 258 150 | 259 420 | 253 | 265 |
| Suède (100 krs) | 101 850 | 102 360 | 98 500 | 101 400 |
| Autriche (100 sch.) | 32 660 | 32 630 | 31 600 | 33 200 |
| Espagne (100 pes.) | 5 717 | 5 745 | 5 450 | 5 850 |
| Portugal (100 esc.) | 8 450 | 8 490 | 7 500 | 8 400 |
| Canada ($ can. 1) | 3 674 | 3 681 | 3 570 | 3 800 |
| Japon (100 yens) | 2 054 | 2 068 | 1 980 | 2 080 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

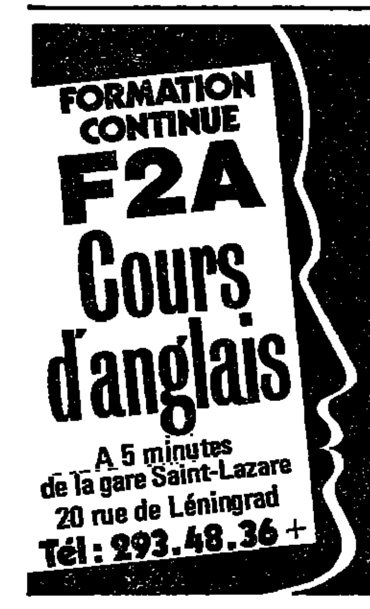
| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 21 10 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 91750 | 91500 |
| Or fin (en lingot) | 92 100 | 91900 |
| Pièce française (20 fr.) | 800 | 804 50 |
| Pièce française (10 fr.) | 479 50 | 471 50 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 66 | 655 |
| Pièce latine (20 fr.) | 63. 10 | 630 10 |
| Souverain | 805 90 | 808 10 |
| Pièce de 20 dollars | 3380 | 3337 60 |
| Pièce de 10 dollars | 1605 | 1600 |
| Pièce de 5 dollars | . | ... |
| Pièce de 50 pesos | 3849 | 3836 |
| Pièce de 10 florins | 645 | 640 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 21 octobre 1980 a été tiré à 596 338 exemplaires.




EN CISJORDANIE

# Jérusalem maintient l'ordre d'expulsion de deux maires palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour la première fois depuis 1967, des personnalités palestiniennes des territoires occupés ont demandé à rencontrer le chef du gouvernement israélien, et l'événement devait avoir lieu, ce mardi 21 octobre, en fin de journée. MM. Elias Freij et Rachard Chawa, maires de Bethléem et de Gaza, ont entrepris cette démarche tout à fait exceptionnelle pour intercéder en faveur de leurs collègues, les maires d'Hébron et de Khalkhoul, MM. Fahed Kawasmeh et Mohamed Milhem, dont l'expulsion a été confirmée, le 20 octobre, après réexamen de leur dossier.

Si dans l'entourage du premier ministre on estimait douteux que la décision puisse être annulée, M. Begin a accepté cette rencontre exceptionnelle avec une satisfaction évidente. Elle revêt, pour lui, une signification appréciable puisque jusqu'alors la plupart des dirigeants politiques des territoires occupés refusaient tout contact officiel avec des représentants du gouvernement israélien et, en aucun cas, n'auraient pris l'initiative de solliciter une telle entrevue.

Pour justifier le maintien de la décision d'expulsion, les autorités militaires ont souligné que après leur départ de Cisjordanie en juin, MM. Kawasmeh et Milhem avaient continué à faire des déclarations hostiles à Israël et qu'ils avaient rencontré des dirigeants de l'O.L.P., notamment un responsable du Fath, pour des opérations de terrorisme dans la région d'Hébron. Les maires ont fortement démenti les propos qui leur ont été prêtés dans des articles de presse figurant au dossier, mais surtout ils ont repris les termes d'une lettre qu'ils avaient adressée au gouvernement israélien dans laquelle ils affirmaient se soumettre à l'autorité de l'administration militaire, être ennemis de toute forme de violence et en faveur d'une coexistence pacifique avec le peuple israélien. MM. Kawasmeh et Milhem ont été encore plus loin en demandant eux aussi un entretien avec M. Begin, mais ce dernier a refusé.

Avec un réalisme que les Palestiniens de Cisjordanie — fort déçus — qualifient de cynisme, on laisse entendre dans les milieux militaires israéliens que le retour définitif des deux maires risquerait de provoquer une vague d'agitation alors qu'on se dit persuadé que leur expulsion ne provoquera pas un regain de tension.

M. Mordechaï Zipori, vice-ministre de la défense, a résumé encore plus clairement l'analyse faite par la plupart des dirigeants politiques au sein de la majorité gouvernementale : « *L'expérience a prouvé que l'éloignement des maires a contribué à apaiser les esprits.* » Et un député du Likoud a ajouté : « *Le calme qui a régné ces derniers temps a montré que la décision d'expulsion était juste.* » Il convient de préciser que si l'agitation en Cisjordanie a subitement diminué au cours des derniers mois, cela est peut-être dû avant tout à un renforcement considérable de la répression depuis l'attentat d'Hébron.

Dans l'opposition, de nombreuses critiques se sont élevées contre l'attitude du gouvernement. « *La confirmation des expulsions est plus grave que les expulsions elles-mêmes* », a déclaré M. Abba Eban, député travailliste et ancien ministre des affaires étrangères.

En Cisjordanie, les réactions vont du dépit à la colère. Au cours des derniers jours, beaucoup de Palestiniens nourrissaient l'espoir que le gouvernement israélien, ayant accepté le réexamen de l'affaire, ferait un geste d'apaisement, particulièrement au moment de l'Aïd-El-Adha, la fête du sacrifice actuellement célébrée dans le monde musulman. L'espoir était d'autant plus grand que, à cette occasion, les autorités israéliennes avaient décidé de libérer quarante-cinq détenus politiques palestiniens.

FRANCIS CORNU.

● *Etat d'urgence en Somalie.* — Le président Somalien Mohammed Siad Barre a déclaré, mardi 21 octobre, l'état d'urgence sur tout le territoire somalien et a décidé de prendre les pleins pouvoirs pour une durée indéterminée. Le président Siad Barre, qui a annoncé ces décisions à la radio, a également rétabli le conseil révolutionnaire suprême (S.R.C.), qui avait été aboli à la suite de la formation, en juillet 1976, du parti socialiste révolutionnaire somalien. — *(A.F.P.)*

● *La conférence générale de l'UNESCO* a condamné, lundi à Belgrade, les décisions d'Israël concernant Jérusalem, dans une résolution présentée par le Gabon et dont plusieurs autres pays africains étaient co-signataires. La résolution a été adoptée par 78 voix contre 3 (Etats-Unis, Canada, Israël). 28 abstentions (dont celles des Neuf de la C.E.E.), 41 pays ne prenant pas part au vote. — *(A.F.P.)*.









## LE SORT DE MANUFRANCE

● Les actionnaires dressent un constat de carence

● L'entreprise est occupée par le personnel

De notre correspondant

Saint-Etienne. — *Manufrance est bel et bien abandonnée, sauf par son personnel, qui l'occupe depuis lundi 20 octobre. Dans sa tumultueuse histoire est apparu, depuis 1977, plus d'un homme providentiel ayant une solution miracle. Celle de M. Jean-Claude Dumas aura été celle qui, en définitive, aura fait le plus rapidement long feu. Sauf coup de théâtre !*

*L'entrée en scène de l'homme d'affaires bordelais le 25 septembre en avait été un, alors que l'assemblée générale des actionnaires de la S.N.M. aurait dû ce jour-là aboutir au dépôt de bilan et à la liquidation de biens. Après vingt jours passés dans l'irrationnel le plus total, les actionnaires se sont retrouvés, lundi 20 octobre, à la case de départ. Ils s'étaient réunis avec, à l'ordre du jour, la cooptation de trois nouveaux administrateurs dont la candidature devait leur être présentée par M. Dumas. Mais celui-ci n'est pas venu à Saint-Etienne, trop occupé qu'il était à Paris par une rencontre avec M. Bernard Tapie et surtout à courir après une lettre accréditive. Mais, à 13 heures, ils n'avaient encore rien obtenu de concret.*

*Qu'on les ait pris pour des naïfs, les actionnaires l'ont accepté, mais pas de passer pour des imbéciles. Faute d'argent et de nouveaux administrateurs, ils ont dressé un constat de carence. Levant leur assemblée, qu'il avait convoquée, l'administrateur provisoire, M. Dutilleul, alla en faire part à M. Marius Boutrand, président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, auquel les administrateurs n'ont pas demandé de prolonger une seconde fois la mission de M. Dutilleul. Celle-ci devait prendre fin normalement lundi à minuit. Mais, à cette heure-là, M. Boutrand attendait encore près de son téléphone un hypothétique appel de M. Dumas. Il n'avait, a priori, pas encore pris sa décision. Le sort juridique de Manufrance est maintenant entre ses seules mains, les actionnaires ne tenant pas à ce qu'on leur fasse porter le chapeau de la liquidation de biens d'une entreprise perdant 500 000 francs par jour, mais dont le fonds de trésorerie devrait permettre d'assurer la paie d'octobre des 1 865 salariés. Ceux-ci ont entrepris, dès 18 heures, lundi, l'occupation de leur entreprise à l'appel de leur intersyndicale, qui doit être reçue mardi 21 octobre au début de l'après-midi par M. Boutrand.*

PAUL CHAPPEL.

# M. Jean-Claude Dumas demande un nouveau sursis

**Au cours d'une conférence de presse confuse, tenue à Paris, le 21 octobre, M. Jean-Claude Dumas a déclaré qu'il avait demandé au président du tribunal de commerce de retarder la mise en liquidation de la Société nouvelle de Manufrance de quelques jours afin de tenter, une fois encore, de débloquer la situation. « Manufrance, ce n'est pas fini », a-t-il déclaré.**

**« J'attends qu'on veuille bien me donner la garantie que les banquiers et les investisseurs réclament, précisant qu'au 18 juin 1982 on leur vendra la totalité des actifs mobiliers et immobiliers libres de tous gages, hypothèques et nantissement pour la somme de 100 millions de francs. » Assurant que l'attestation en ce sens, signée le 8 octobre dernier par le président de l'ancienne société Manufrance, M. Tapie, n'avait pas valeur de promesse de vente, M. Dumas a précisé que, seul, l'engagement des principaux créanciers de Manufrance de renoncer à leurs garanties pourrait lui permettre de « faire rentrer immédiatement les fonds ».**

**Il a confirmé avoir eu des contacts avec de nombreux investisseurs potentiels authentifiant ainsi le document publié par « Le Matin » (voir ci-contre), mais il s'est refusé à en révéler les noms, de même que ceux des banquiers suisses dont il est le « médiateur ».**

## QUESTIONS

*Tout laisse donc supposer que la solution miracle de M. Dumas a fait long feu. A la vérité, c'est le contarire qui eût été surprenant, tant il est vrai que l'intervention de l'homme d'affaires bordelais avait soulevé des questions sans réponse, notamment sur sa capacité à traiter une transaction portant sur 300 millions de francs, en provenance, de surcroît, de Suisse.*

*Reste que « l'opération » Dumas amène à poser des questions. Dans son édition de mardi,* Le Matin *publie la photocopie d'une lettre adressée, le mardi 9 octobre, par M. Dumas à M. Moubarak, se présentant comme l'intermédiaire d'investisseurs libanais. Il ressort de ce document, d'une part, que M. Dumas, n'avait pas, à cette date, trouvé les fonds qu'il avait promis d'apporter ; d'autre part, que la municipalité de Saint-Etienne se serait engagée à modifier* « le plan d'occupation des sols du terrain situé au 31-33, cours Fauriel, à Saint-Etienne (-), dans le but de faciliter la réalisation d'un programme immobilier résidentiel, à partir du 19 juin 1982 » ; *enfin, que les éventuels acquéreurs des actifs de Manufrance seraient légalement dégagés de toutes responsabilités dans la poursuite de l'activité des filiales que, selon M. Dumas, la Société nouvelle de Manufrance s'est engagée à créer lors de la signature du contrat de location-gérance, le 18 juillet 1979. On est loin, on le voit, des promesses de non-démantèlement et de maintien de l'emploi faites par l'homme d'affaires bordelais.*

*Que M. Dumas ait tenté de tirer profit de l'affaire Manufrance le regarde, dans une certaine mesure. Plus surprenante, en revanche, apparaît l'attitude adoptée à son égard par la C.G.T. et le P.C. Jusqu'alors fort sourcilleux sur les manœuvres et autres « magouilles » qui ont fleuri ces dernières années autour de la vieille dame de Saint-Etienne, ces deux organisations ont, dans ce cas précis, fait preuve d'une bienveillante neutralité. La C.G.T. et le P.C. nous avaient habitués à plus de discernement, à moins, bien sûr, qu'ils aient disposé d'éléments d'appréciation non connus du public. Comment ne pas, également, s'interroger sur le comportement du maire de Saint-Etienne, acceptant, si l'on en croit M. Dumas, de s'engager à modifier le plan d'occupation des sols ? Comment, enfin, expliquer que M. Marius Bourtrand, président du tribunal de commerce de Saint-Etienne, ait pu déclarer que l'opération Dumas avait* « 99 % de chances de réussir » ?

*On a assez souvent fait appel à l'opinion publique dans cette affaire pour que des réponses soient données à ces questions qui concernent en premier chef les travailleurs de Manufrance qui, de plus en plus, font figures de victimes, sinon d'otages.* — Ph. L.

● *Le chiffre d'affaires de l'activité radio du groupe Europe 1* a augmenté de 25,22 % pour l'exercice 1979-1980. C'est, selon la société, la plus forte progression annuelle depuis 1964, année où le titre Europe 1 images et son avait été introduit en Bourse. Le chiffre d'affaires hors taxes a atteint 457,38 millions de francs pour l'exercice qui a pris fin en septembre dernier, contre 365,26 millions pour celui de 1978-1979, qui avait alors marqué une progression de 15,02 %.

● *La marée noire* échappée, il y a trois jours de la plate-forme de forage saoudienne à Dahrane, en Arabie saoudite, a commencé, ce 21 octobre, de polluer les plages au nord-est de l'archipel de Bahrein, annonce-t-on officiellement. — *(A.F.P.)*

A Toulouse

## LES DÉPUTÉS SOCIALISTES MANIFESTENT POUR LA DÉFENSE DE L'IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE

*(De notre envoyé spécial.)*

Toulouse. — Les socialistes s'étaient déjà réconciliés une fois sur les marches d'un palais de justice, le 24 août 1979, à Paris. Ce jour-là, rocardiens et partisans de M. Mitterrand s'étaient retrouvés pour soutenir le premier secrétaire inculpé à la suite de la première émission de Radio-Riposte, le 28 juin précédent. Ils en ont fait autant, tous courants confondus, le mardi 21 octobre, dans la salle des pas perdus du palais de justice de Toulouse, où un juge d'instruction, M. Laborde, devait entendre trois députés socialistes — MM. Guidoni (Aude), Bayou et Sénès (Hérault) — inculpés de « complicité de diffusion illégale » d'une émission de Radio-Riposte 34, réalisée le 30 juillet 1979, depuis Montpellier, sur le thème « Jean Jaurès et le Midi ».

MM. Mitterrand, Joxe, Fabius, Quilès, côtoyaient, solidaires des trois inculpés, M. Mauroy et plusieurs députés favorables à M. Michel Rocard, tel M. Tondon (Meurthe-et-Moselle), qui distribuait aux retardataires des écharpes tricolores dont il avait empli sa valise. Tous entendaient protester contre les atteintes à l'immunité parlementaire dont sont victimes, selon eux, non seulement les trois inculpés de Toulouse, mais cinq autres députés socialistes poursuivis, soit pour des émissions de radios libres, soit pour les conséquences de manifestations publiques.

« *Tiens, voilà les coupables* » : c'est ainsi que l'on a accueilli MM. Bayou et Sénès sur la place du Palais de Justice.
Les avocats des inculpés, M^es Redon du barreau de Toulouse et Vauzelle du barreau de Paris, craignant sans doute quelques éclats, ont tenté de modérer les ardeurs de M. Defferre. Ils lui ont fait valoir que des représentants du pouvoir législatif ne pouvaient pas demander au juge Laborde d'ajourner sa convocation jusqu'à une date postérieure au vote de l'Assemblée nationale sur la demande de suspension des poursuites qui pèsent sur les trois députés.

M. Gaston Defferre a tenu bon. Il a été entendu en qualité de témoin par le juge d'instruction, ainsi que MM. François Mitterrand et Pierre Mauroy. A l'issue de cette audition, M. Mitterrand, qui a dénombré soixante-dix-huit députés et quarante sénateurs présents à Toulouse, a déclaré que la manifestation des parlementaires du P.S. a revêtu deux significations. Elle s'inscrit dans la lutte du parti socialiste pour la défense de la liberté d'expression : « *Le monopole de la radio-télévision a été détourné de son sens par le pouvoir exécutif, et notamment par le président de la République. Il est devenu un monopole de parti et un monopole personnel.* » Elle permet également de défendre une liberté menacée : l'immunité parlementaire. « *Je demanderai moi-même la levée de mon immunité si les poursuites sont maintenues contre moi et contre les autres dédputés socialistes* » a-t-il dit. — J.Y. L.



